

L'évolution de la crise politique

Les réactions aux événements de Pologne continuent à être nombreuses. Le Vatican, notamment, est sorti de son silence. Le pape Jean-Paul II a adressé le mercredi 20 août une lettre au primat de Pologne, le cardinal Wyszyński, qui a été communiquée à la presse dans la soirée du vendredi. Le souverain polonais y déclare : « Je suis particulièrement près de vous pendant ces jours difficiles. Par la prière et par le cœur, je participe à ces expériences que traversent une fois de plus ma patrie et mes compatriotes. Les nouvelles concernant ces

sujets ne quittent pas les premières pages de la presse et les programmes de la télévision et de la radio. Je prie pour que l'épiscopat polonais, avec son Primat à sa tête, les yeux fixés sur la Vierge qui nous est donnée pour la défense de notre nation, puisse cette fois encore aider cette nation dans sa dure lutte pour le pain quotidien, pour la justice sociale et pour assurer son droit inaliénable à une vie et à un développement qui lui soient propres. Ces quelques phrases que je vous adresse me sont dictées par un besoin intérieur. Je suis avec vous

au pied de la dame de Jasna Gora (la Vierge noire de Czestochowa) dans la communauté du souci, de la prière et de la bénédiction. »

Dans sa résidence d'été de Castel Gandolfo, le Saint-Père a dédié la messe dite devant trois cents pèlerins polonais à la Pologne et s'est joint aux prières offertes à l'intention du primat de Pologne, de la jeunesse polonaise et du gouvernement - afin qu'il mène le pays à la paix et à la prospérité. »

A Londres, la « Bank of America » a annoncé qu'un groupement bancaire international

à majorité américaine avait accordé un prêt de 325 millions de dollars à la Pologne. Ce crédit pour sept ans et qui doit être affecté au financement de divers projets, s'ajoute à celui de 1,2 milliard de dollars récemment accordé par un groupement de banques d'Allemagne fédérale. Le prêt ouest-allemand était inférieur de 300 millions à la somme demandée. La dette extérieure de la Pologne envers l'Occident est d'une vingtaine de milliards de dollars. En 1980, elle doit rembourser 7,1 milliards, dont 5,24 milliards de capital et le reste d'intérêts. Le ralen-

L'heure du choix

(Suite de la première page.)

Un homme, Wojciech Gruszczyński, membre du comité de grève de l'école polytechnique et coopté jeudi matin en même temps que quatre autres personnes au sein du présidium du M.K.S., semble avoir joué un rôle-clé.

C'est par lui que seraient parvenues les premières propositions de contact faites par M. Jagielski, arrivé jeudi matin à Gdansk pour essayer de faire reprendre le travail, usine par usine (le Monde du 23 août). Il est le second vice-président ministériel après M. Pyka à tenter l'entreprise, mais il ne lui faut, à lui, que vingt-quatre heures pour comprendre qu'elle est vaine et qu'il faut pour négocier en passer par les dirigeants élus par les grévistes.

Il veut d'abord y mettre une condition : l'exclusion du présidium du M.K.S. des trois personnes considérées par les autorités comme les plus « dures » (les moins manipulables, en fait) — Mme Walentynowicz et MM. Wales et Gwizda. Le présidium refuse net et, déconcerté soudain en Wojciech Gruszczyński un intermédiaire, lui retire son droit de vote sans pour autant l'exclure.

Semblant plaisanter, Lech Walesa déclare sans sourcil, en assemblée générale, que, s'il est un obstacle à l'ouverture des discussions, il est prêt, « il le faut, à démissionner. Il est évident, précède-t-il. Personne ne se doute alors de ce qui vient de se jouer là, mais, de l'autre côté, le message est parfaitement reçu : la présidence tombe. Les tractations continuent, et, à 21 h 10, trois membres du présidium — MM. Florian Wisniewski, Wojciech Gruszczyński et Josef Przybylski — pénètrent dans une villa où les attend, seul, M. Jagielski, qui fumera malgré l'interdiction que lui en ont faite ses médecins depuis une récente crise cardiaque.

Gdansk. Le vice-président ministériel a demandé, lui, que les employés des transports en commun reprennent sans tarder le travail ; chacun a demandé à l'autre un geste de bonne volonté — coûteux pour les uns et pour les autres. Le rétablissement du téléphone signifie, pour les grévistes, la possibilité d'entrer en contact avec le reste de la Pologne. La reprise des transports en commun marquerait le retour à la normale à Gdansk et constituerait un succès symbolique mais important pour les autorités. A l'aube, ces deux concessions étaient encore à faire.

Les trois délégués remontent d'une leur voiture. Aux abords du chantier, ils sont arrêtés par un contrôle de police. Des fonctionnaires de la préfecture qui suivaient intervenaient aussitôt. Les policiers s'inclinent sans discuter. La grille du chantier s'ouvre : « Victoire ! », entendent les ouvriers massés là ; et l'enthousiasme éclate.

L'ambiguïté de l'épiscopat

A Gdansk, une longue et secrète réunion du présidium des ouvriers va commencer, à l'heure où Varsovie s'endort après une rude journée. Le cadre d'abord : la capitale blesmée par la tempête qui a soufflé la nuit précédente, dévalant les arbres par dizaines et tordant même les lampadaires ; une ville où les queues devant les pompes à essence atteignent plusieurs centaines de mètres ; une ville en proie aux rumeurs les plus folles et qui défile ses magasins. Au alentours de 9 heures, devant l'immeuble du comité central,

les trams s'arrêtent un bon quart d'heure durant, gênant la circulation de l'une des plus grosses artères de la ville. Ils ne repartent l'un après l'autre que très lentement, au pas, dans une sorte d'incantation muette. Les chauffeurs sont radieux : non, ils ne font pas la grève et ne manifestent pas non plus ; ils... — comment dire ce qui fut dit dans un geste ? — expriment à l'endroit où il faut, pacifiquement et clairement, qu'ils aient aussi voulu que ça change.

Fin de matinée, l'épiscopat diffuse une courte note intitulée : « Information ». On y apprend que l'archevêque de Gdansk, Mgr Kaczmarek (qui a été reçu jeudi par le primat), a exprimé — mais on ignore quand — devant les membres du comité de grève « sa compréhension pour les ouvriers qui réclament l'amélioration de leurs conditions de vie et le respect des droits de l'homme ». Soudain éclatent au mouvement, soutient aussitôt certains. Non, répondent d'autres, puisque l'évêque « a fait remarquer que l'abandon prolongé du travail, d'éventuelles émeutes ou des effusions de sang, sont contraires à l'intérêt de la nation ». C'est bien là le moindre port de l'église, rétorquent les premiers, qui relèvent que Mgr Kaczmarek a appelé les ouvriers à une « action pondérée et sage », donc, en clair, à ne pas renoncer à leur grève. L'église a statué tout le monde et l'on s'emploie pour savoir ce que signifie le « dévouement heureux » qu'elle appelle de ses prières.

Début d'après-midi, bruit : l'usine Rosslamburg est en grève. Vérification faite, il ne semble pas. Un

autre bruit : à Szczecin, deuxième port de la Baltique en grève depuis mardi, M. Barcikowski, vice-premier ministre, même depuis la veille des discussions avec les grévistes. Il semble bien, mais cela est infirmé officiellement, que ce soit avec le comité de grève inter-entreprises local qu'il négocie.

Ouverture ? Oui, mais M. Barcikowski se montre très ferme sur les revendications (trente-sept, dont la libération des prisonniers politiques) qui lui sont présentées. Le rétablissement des communications avec Gdansk ? Non, l'accès des Eglises aux masses médias ? Refusé. A cela, les salaires ? Certainement pas d'augmentations élevées. L'alignement des allocations familiales, sur celles de la police ? Impossible. La pose d'une plaque commémorative pour les victimes de décembre 1970 ? Peut-être, mais alors au cimetière et non pas dans le chantier naval. La publication des revendications dans la presse ? On publie le résultat de la négociation quand il sera acquis. Les syndicats libres ? Non, mais le fonctionnement des syndicats officiels sera réformé, etc.

En attendant le plénum

Milieu d'après-midi : une partie des oppositionnels arrêtés deux jours plus tôt sont libérés au bout des quarante-huit heures de délai légal de garde à vue. Les autres, les militants les plus en vue, notamment M. Jacek Kuron et Adam Michnik, restent incarcérés. La semaine prochaine une inculpation (1). Le tout au milieu de la rumeur grossissante de la réunion du plé-

num du comité central ce week-end. Certains de ses membres confinent, d'autres nient. Des responsables de l'appareil se disent catastrophés : la direction n'a pas encore défini de politique claire et, dans ces conditions, la réunion peut déboucher sur n'importe quoi. D'autres respirent : enfin, le parti va débattre et prendre des décisions.

Dans les usines, sur les lieux de travail, des réunions d'information convoquées par le parti tournent à l'explosion de critiques. Sortant de l'une d'entre elles et prenant connaissance des vingt et une revendications de Gdansk, un membre du parti communiste hausse les épaules : il vient d'entendre bien pire. On le croit volontiers en lisant dans Express Wlasczowy, quotidien populaire du soir, un compte rendu de débats à l'usine Swierczewski : « Nous ne voulons formuler aucune proposition nouvelle puisque nous l'avons déjà fait pendant la discussion avant le congrès de février et que rien n'a été réalisé jusqu'à maintenant », a affirmé un participant. Pourquoi nos idées disparaissent-elles en montant vers le sommet ? (...) Nous discutons, discutons, mais les vraies décisions sont prises ailleurs. Nous en avons assez de parler à des murs. (...) On ment du haut en bas de l'appareil. (...) C'est le droit d'un ouvrier qui travaille bien de savoir que le gouvernement travaille aussi bien. On nous dit maintenant que le gouvernement a commis des fautes. Qui va garantir que les hommes qui ont commis ces fautes vont savoir les réparer ? »

Le soir, le journal télévisé présente comme des criminels les prisonniers politiques.

sonniers politiques dont les grévistes demandent la libération et poursuit ses « tables rondes » entre citoyens au travail. Des universitaires demandent, à l'écran, que les responsabilités personnelles dans la crise soient dénoncées. Tout débordé nettement vers les critiques les plus acerbes, celles qu'on entend depuis deux jours partout, dans tous les milieux, y compris des privilégiés du régime. Rien de tout cela n'est, sans doute, dû à l'improvisation et l'on peut y voir l'annonce d'une prochaine charge à la direction.

Des noms, de nouveau, circulent déjà, notamment celui de M. Grabski, ancien premier secrétaire à Konin, et éliminé au début de l'été dernier, après avoir fait une sortie au cours d'un plénum du comité central contre l'immobilisme du parti.

Deux interprétations

Mais, trois phrases cueillies sur les lèvres d'un petit employé résumant l'état d'esprit général, qui, lui, n'a rien de fabriqué : « Moi, dit cet homme, après avoir posé dix-huit questions sur les événements de Gdansk, je ne sais pas piloter un avion. Je ne pilote pas. Pourquoi gouverner... ? » Il « alors qu' » il « ne savent pas gouverner ? »

Oui, il était plus que temps qu'un débriefing intervienne. Pour l'instant, deux interprétations de l'ouverture de négociations sont possibles : 1° le pouvoir avait mis plusieurs jours à se préparer depuis plusieurs jours, avec la participation active de l'église — et les négociations sont déjà avancées ; 2° la décision n'a été prise que tard, en désespoir de cause, et il faudra encore du temps pour aboutir.

Mais, courte ou longue, la négociation ne manquera pas d'intérêt, surtout lorsqu'on sait que M. Jagielski s'est déclaré « capable d'expliquer pourquoi certaines des revendications ne peuvent être satisfaites ». Il s'agit, évidemment, des revendications politiques, et les explications pourraient ne pas manquer d'intérêt.

Encore une interrogation : cassera-t-elle ? et une autre, encore plus : le pouvoir, qui dispose des médias, alors que ses interlocuteurs n'ont aucun moyen de faire connaître leurs positions, n'a-t-il pas fait ce geste que pour mieux montrer sa bonne volonté face à l'intransigeance des grévistes ? Réponses lundi.

Mais une constatation déjà : ce pays à structures totalitaires a une vie politique subtile et sophistiquée largement digne d'un régime démocratique. C'est bien là le signe qu'il est indispensable d'adapter les règles à la pratique.

BERNARD GUETTA.

(1) En fait, il a été arrêté et relâché au bout de 48 heures et ré-arresté aussitôt dans la rue, ce qui permet une nouvelle garde à vue de quatre-vingt heures, sans avoir à prononcer d'inculpation.

UNE LETTRE DE F.O. A L'AMBASSADEUR EN FRANCE

M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a adressé, vendredi 22 août, au nom du bureau de cette organisation, une lettre à l'ambassadeur de Pologne en France, lui demandant de recevoir une délégation de Force ouvrière au sujet des événements qui se déroulent en Pologne.

Dans cette lettre, M. Bergeron souligne notamment que ces événements « préoccupent sérieusement » les travailleurs français, en particulier ceux de F.O., et que « les dernières arrestations de militants occupent encore un peu plus les inquiétudes quant au développement de la situation ». Il ajoute que, « attaché depuis toujours à la conception d'un syndicalisme libre quel que soit le système politique en place, les revendications des travailleurs polonais ne laissent pas insensibles le million d'adhérents de la C.G.T.-F.O. ».

F.O. annonce également qu'elle va prendre d'urgence initiatives, « car le mouvement syndical authentique ne peut se contenter d'apporter un soutien prudent, réservé ou obligé, à l'admirable lutte des travailleurs polonais ».

Le chancelier Schmidt ajourne sa visite en R.D.A. en raison des « développements en Europe »

De notre correspondant

Bonn. — Pour bien des gens, la décision était inévitable : le chancelier Schmidt a dû ajourner son rendez-vous des 28 et 29 août avec le chef de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker. Il était difficilement concevable, en effet, que la presse et la télévision puissent présenter au pays une telle image de la capitale de la R.D.A. au moment où les derniers points de contact entre les deux Allemagnes sont engagés dans la lutte contre le régime de Varsovie.

Jusqu'au dernier moment toutefois, le gouvernement de Bonn a fait preuve de la plus grande obstination en maintenant que les « incidents de parcours » en Pologne ne sauraient affecter les rapports entre les deux Allemagnes. D'une manière générale, les autorités s'efforcent de minimiser les choses, au point que les explications officielles ont pris parfois une tournure pitoyable. Le porte-parole du gouvernement n'a même pas voulu prononcer le mot de « Pologne », mais a attribué l'aggravation du voyage de M. Schmidt à des « développements en Europe ». Il ne fallait manifestement pas laisser apparaître que la politique de détente pouvait avoir subi un échec : il s'agit simplement d'attendre un moment « plus favorable » pour poursuivre le rapprochement entre les deux Allemagnes. Argumentation qui contredit celle à laquelle on avait recouru à Bonn pour justifier la renouveau du dialogue avec M. Brejnev, selon laquelle c'est « précisément en temps de crise » qu'il importe de maintenir tous les liens possibles entre l'Est et l'Ouest.

En fait, il semble bien que les dirigeants de Berlin-Est aient contribué à forcer la main du gouvernement de Bonn. M. Honecker ne paraissait pas en mesure de promettre des « développements favorables » dans les rapports entre les deux Allemagnes. L'heure n'est certainement pas à des mesures de libéralisation dans les pays du bloc de l'Est et en dépit de ses bonnes intentions éventuelles, le gouvernement de la R.D.A. ne peut guère se permettre de relâcher aujourd'hui l'emprise qu'il exerce sur sa population. Ainsi le chancelier Schmidt risquerait-il fort de revenir les mains vides de son entrevue avec M. Honecker, ce qui pourrait avoir de fâcheuses conséquences électorales.

Washington est préoccupé par une possible extension du mouvement

De notre correspondante

New-York. — La situation en Pologne est suivie avec attention et une certaine inquiétude à Washington, où les commentateurs restent prudent. Le département d'Etat a publié, le jeudi 21 août, son premier communiqué, qui laisse entendre que la crise est considérée comme une affaire purement intérieure à la Pologne. Vendredi, M. Muskie, le secrétaire d'Etat, dont les parents sont polonais, a publié une courte déclaration dans le même sens.

Les responsables américains espèrent encore que les deux pôles de la vie sociale et politique polonaise, le parti communiste et l'Eglise catholique, sauront renouer pour éviter le pire. Mais les nouvelles sur une extension du mouvement et la crainte qu'il ne gagne d'autres pays du bloc oriental préoccupent de plus en plus les dirigeants américains.

Face à une intervention soviétique, l'administration Carter se trouverait désarmée. La période des négociations de la R.D.A. avec le gouvernement de Moscou contre cette violation des accords d'Helsinki.

Les pressions sur le chancelier Schmidt pour qu'il ajourne son rendez-vous avec M. Honecker ne venaient pas seulement de l'opposition chrétienne-démocrate. Le grand public ouest-allemand éprouve aujourd'hui une sympathie indéfectible pour les aspirations nationales et sociales du peuple polonais. C'est peut-être là une conséquence du sentiment de culpabilité que bien des citoyens américains ressentent à l'égard de la République fédérale allemande.

Dans quelle mesure, la campagne pour les élections du 5 octobre en R.F.A. va-t-elle être affectée par la crise polonaise ? Il est encore trop tôt pour le savoir. Mais M. Schmidt avait déjà enregistré un premier contre-tour sérieux dans sa politique de détente, lorsqu'il avait dû reporter une première fois sa rencontre avec M. Honecker début février à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique. Ses chances électorales ne paraissent pas devoir, aujourd'hui, sortir renforcées de cette nouvelle crise.

JEAN WETZ.

Trois millions d'Américano-Polonais

Les événements sont aussi suivis avec attention par les quelque trois millions d'Américano-Polonais, dont les plus en vue — le secrétaire d'Etat M. Muskie, le conseiller pour les questions de sécurité, M. Brzezinski, et le ministre de New-York, M. Koch — sont d'origine polonaise et hissent volontiers le drapeau de la Pologne.

Plusieurs centaines de Polonais viennent passer leurs vacances avec leurs parents d'Amérique et, jeudi, l'arrivée à Chicago d'un avion de touristes polonais venant de Varsovie a donné lieu à une ruée de journalistes avides de détails sur les grèves. Ils en ont été pour leurs frais, car les

arrivants se sont montrés, pour des raisons évidentes, d'une discrétion exemplaire.

Les Polono-Américains, souvent ultra-conservateurs et réactionnaires, sont d'origines sociales et culturelles très diverses. Ils sont arrivés par vagues successives depuis la fin du siècle dernier, les uns, paysans ou mineurs catholiques, pour fuir l'occupation étrangère et améliorer leur sort, les autres, juifs, pour fuir les pogroms et la discrimination.

Les deux plus grandes villes « polonaises » des Etats-Unis sont New-York et Chicago. Mais les Américano-Polonais sont nombreux dans les régions industrielles de l'est et du nord du pays, où ils se regroupent en associations très actives, souvent autour d'une paroisse.

Les dirigeants de plusieurs de ces associations ont adressé jeudi à M. Muskie un télégramme pour manifester leur « déception devant les réactions passives et prudentes du département d'Etat ». Le président de la confédération syndicale A.F.L.-C.I.O., M. Lane Kirkland, a demandé, de son côté, à ses homologues belges et britanniques de se joindre au boycott des bateaux polonais qui devrait commencer lundi dans les ports américains à l'instigation de l'Association internationale des dockers.

A Washington, M. Leonard Walentynowicz, directeur de l'association américano-polonaise du Congrès, a accusé l'administration Carter, « qui fait grand cas des droits de l'homme, de rester silencieux au moment où les peuples d'Europe orientale attendent un mot d'encouragement ».

Farouchement anti-soviétiques, les Polono-Américains, qui avaient fait un triomphe à Jean-Paul II lors de son voyage de l'automne 1979, vont constituer dans les jours qui viennent un groupe de pression avec lequel l'administration Carter eût à compter. D'autant plus que les nombreuses organisations de réfugiés d'Europe orientale oublieront provisoirement leurs querelles intestines pour faire cause commune contre l'ennemi héréditaire qu'ils continuent à appeler « les Russes ».

NICOLE BERNHEIM.

A travers le monde

Chili

QUATRE POLICIERS ont été arrêtés, vendredi, dans le cadre de l'enquête sur la vague d'enlèvements politiques, à Santiago. Une vingtaine de policiers avaient déjà été arrêtés la semaine dernière, trois d'entre eux ont été libérés faute de preuve. La vague d'enlèvements, qui avait débuté le 23 juillet dernier, avait atteint un point culminant avec la mort d'un étudiant, décapité à la suite de tortures infligées par ses ravisseurs. Les policiers arrêtés la semaine dernière sont soupçonnés d'appartenir au mystérieux « commando de vengeance des martyrs ». Selon des témoignages recueillis à Santiago, ce commando rechercherait les auteurs de l'attentat, qui avait coûté la vie, le 15 juillet dernier, au directeur de l'école militaire de renseignement. — (A.F.P.)

Cuba

PIRATES DE L'AIR EN PRISON. Cuba a informé Washington, le vendredi 22 août, que les auteurs des récentes détournements d'avions en provenance des Etats-Unis avaient été arrêtés et emprisonnés, mais a refusé à nouveau de négocier sur le rapatriement des réfugiés cubains qui le désirent. Le gouvernement de La Havane a fait savoir que « tous les prisonniers de l'air, sans exception », qui avaient été mêlés à des détournements, sont désormais sous les verrous. — (A.F.P.)

et sociale en

Une issue est enco

JACEK KURON
le symbole de l'opposition

مكتبة الامم المتحدة

crise politique

et sociale en Pologne

Hisement des activités pourrait obliger la Pologne à demander soit d'autres crédits encore, soit des moratoires.

« L'Internationale socialiste » a appelé vendredi les responsables polonais « à ne pas céder à la tentation de vouloir résoudre les difficultés actuelles par le recours à la force » et a affirmé que l'intervention de l'extérieur n'est utile pour personne. Dans un communiqué émanant de M. Willy Brandt, président de l'Internationale socialiste, publié à Londres, l'I.S. « appelle les nations — comme le gouver-

nement des Etats-Unis est prêt à le faire — à s'interroger sur les moyens par lesquels les difficultés de la Pologne peuvent être surmontées, dans la voie d'une plus forte coopération et d'une plus grande compréhension ».

La Confédération mondiale du travail (C.M.T.), qui regroupe quinze millions d'adhésaires de tendance chrétienne-démocrate, a demandé, enfin, vendredi, l'intervention du secrétaire général des Nations unies, M. Kurt Waldheim, pour obtenir la libération des dissidents arrêtés.

Une issue est encore possible

(Suite de la première page.)

De même ne l'était-elle pas du fait de ne pas avoir eu pendant quelques années de prisonniers politiques. Et pourtant, à la demande de la libération présentée par les grévistes, le pouvoir vient de répondre en multipliant leur nombre.

Nous ne pouvons pas accumuler ici les exemples. Ils prouveraient cependant non pas l'imaginaire débridée des grévistes mais, au contraire, la prise en compte par les dirigeants des données de la situation tant intérieure qu'internationale de la Pologne et une responsabilité qui suscite l'admiration et le respect. Sans se faire beaucoup d'illusions, les grévistes semblent prêts à accepter des compromis à condition qu'ils débouchent sur des changements qui, sans bousculer l'ordre politique, seraient capables d'améliorer à terme les conditions de vie et le climat politique du pays.

Face à une classe ouvrière qui donne ainsi les preuves de sa maturité, c'est le pouvoir qui se

comporte de manière hautement irresponsable. C'est lui qui, par ses tergiversations, ses ruses de bas étage, ses tentatives de corruption et de division, fait traîner le conflit dans sa forme ouverte et en provoque même l'aggravation. Aujourd'hui, tout le monde s'attend à Varsovie à une nouvelle grève des transports en commun et on enregistre déjà les premiers signes d'effervescence à Nowa-Huta. Le mouvement s'approche inexorablement de la Silésie. Après les poumons, le cœur.

Les illusions perdues

Très profonde, la crise polonaise couve depuis 1956, depuis le moment où le pays s'est réveillé du choc causé par la saignée de l'insurrection de Varsovie et la mise en place, avec l'aide de l'armée soviétique, du nouveau régime. Elle a traversé des périodes de latence et des affrontements aigus entre le pouvoir et la nation. Chaque fois on a évité le pire, car les dirigeants ont su procéder à des concessions, à des changements, à des concessions, qui, sans ébranler le régime, ont per-

mis aux Polonais de connaître pendant quelques années une vie meilleure. Aujourd'hui, aussi paradoxal que cela puisse paraître, les circonstances sont, en un certain sens, plus favorables au parti qu'il y a d'un quart de siècle : tout le monde garde en mémoire Budapest et Prague, ce qui modère les revendications.

Les grèves durent depuis environ six semaines et personne n'a soulevé le problème du rôle dirigeant du parti, personne n'a évoqué la politique étrangère de la Pologne ou d'autres sujets tout aussi explosifs. D'autre part, les illusions ont été bel et bien perdues ; personne ne croit plus à la possibilité d'un « socialisme à visage humain », du moins à l'ombre du Kremlin. S'il y a des réformistes dans le parti, et il s'en trouve, comme l'a montré le groupe Expérience et Avenir, ce ne sont pas, comme en 1956, des idéologues. Ce sont des pragmatiques. Les désirs ont été adaptés aux circonstances. Gardant nos souhaits pour nous-mêmes, nous essayons tous de parler uniquement en termes de possible.

JACEK KURON
Le symbole de l'opposition

La scène se passe, il y a quelques années, dans une modeste H.L.M. de la banlieue de Varsovie. La fine fleur de l'opposition polonaise, toutes générations confondues, est réunie là pour fêter les quarante ans du professeur Lipinski, économiste célèbre et éminent contestataire en dépit de son grand âge et... de son appartenance officielle au parti communiste au pouvoir. Le professeur, minuscule, le visage plissé, repôt, un sourire statique aux lèvres, l'hommage cérémonieux de ses jeunes amis. Soudain, dans l'atmosphère joyeuse mais déformée de la pièce surchauffée, une voix de stentor s'élève : progressivement, les conversations particulières s'apaisent et un cercle se forme autour de l'orateur, M. Jacek Kuron, et du vieux professeur.

M. Jacek Kuron est intermédiaire : sa voix puissante charrie les mots comme la vague les galets sur la plage, son humour renverse toutes les barrières et, en ce cercle privé, il s'exprime avec la même force que s'il tenait un meeting devant les ouvriers d'un chantier naval.

Parlons-en justement : Gdansk, Szczecin, Lodz, Radom, Ursus, dans la vie de cet ancien universitaire devenu par la force des choses et la contrainte des autorités un « opposant professionnel », les luttes du mouvement ouvrier polonais tiennent aujourd'hui la place qu'aurait dû occuper, « normalement », la préparation d'académiques cours d'histoire.

L'histoire, pour M. Kuron, est devenue le présent, et il en connaît tous les détails, tous les détours. Qui n'a pas entendu, dans les milieux oppositionnels et parmi ses nombreux visiteurs étrangers, le récit passionné du destin du comité de grève formé par les ouvriers du chantier naval de Szczecin en 1970 et du sort, parfois tragique, subi par ses membres. Cette expérience, cette connaissance profonde des révoltes de son peuple et du monde du travail, sa chaleur humaine et son activité insaisissable, au-delà de tous les risques, ont conduit à Jacek Kuron l'autorité dont il jouit aujourd'hui dans son pays, dans des cercles qui débordent largement ceux de l'opposition.

Ceux « d'en haut » et ceux « d'en bas »

Depuis ses premières années de contestation jusqu'à son rôle au sein du KOR (Comité d'auto-défense sociale), né après la crise de 1976, l'homme a évolué : de la critique trotskyste classique du phénomène bureaucratique, l'ancien membre de la jeunesse communiste et du parti, fils d'un fonctionnaire du régime, est passé à une mise en question plus globale du pouvoir, de ses institutions, de ses mécanismes. Il a pris conscience surtout de l'hiatus fantastique existant entre les autorités et la société, ou, pour reprendre Kafka, ceux « d'en haut » et ceux « d'en bas ».

Aussi, après sa sortie de prison en 1971 — il avait été condamné une première fois à trois ans de détention en 1965 — c'est à organiser la société qu'il va s'employer avec, notamment, son ami Adam Michnik, lui aussi victime de la répression d'après 1956. Le temps où, comme en 1984, avec Karol Modzelewski, il s'adressait directement au parti est bien fini. Jacek Kuron n'est pas devenu pour autant un radical qui voudrait du jour au lendemain « du passé faire table

rase ». Il connaît les limites du pouvoir, celles des hommes qui le détiennent avec leurs qualités et leurs défauts. Il est parfaitement conscient de la situation géopolitique de son pays. Mais il sait aussi que, sans des réformes, sans la création d'espaces de liberté pour la classe ouvrière et l'ensemble de la société, les pires exploitations menacent le pays.

La crise de 1976 vient à point illustrer ses idées. Avec le KOR, dont il est l'un des fondateurs, il anime le combat pour empêcher la répression contre les grévistes, puis, à l'aide de journaux semi-clandestins, d'universités parallèles, de syndicats libres, pour organiser l'auto-gestion sociale. Les brimades, les coups, les interpellations se succèdent. La volonté de Jacek Kuron est inflexible et le pouvoir hésite à frapper trop lourdement cet homme qui est devenu un symbole. Dans une grande mesure, la révolte actuelle est la conséquence de l'action quotidienne menée par lui depuis 1976 avec Adam Michnik, Jan Ulymski et bien d'autres. — M. L.

EUROPE

AFRIQUE

LA FAMINE EN OUGANDA

Avec les médecins et les infirmiers français de Namalu...

Namalu. — Des centaines d'enfants rieurs, chassés par le bruit et le souffle qui couche les hautes herbes et souève des tourbillons de poussière, attendant derrière les arbres, que l'hélicoptère Puma se pose. A peine les pales ont-elles cessé de tourner qu'ils se précipitent pour voir et toucher cet étrange oiseau. Il faudra les repousser un peu vivement pour effectuer le déchargement des vivres que des camions viennent chercher au pied de l'appareil.

A Namalu, l'aire d'atterrissage est à peine à 100 mètres du dispensaire, et le contraste est saisissant entre ces enfants joyeux et ceux qui, recroquevillés à l'ombre des arbres, n'ont pas encore la force de se lever.

Parmi eux, un tout petit, à l'écart, est seulement habillé d'un tee-shirt à la gloire de l'année de l'enfance. « Soutenez l'année de l'enfance », écrit le Club de l'Afrique de l'Est. Dans cet univers de misère, c'est là l'unique des orphelins de Namalu. Ils sont une bonne centaine venus des campagnes environnantes à la recherche de nourriture, à avoir été recueillis dans l'un des dispensaires où travail-

De notre envoyée spéciale

lent en collaboration des médecins et infirmiers français de Namalu. La plupart de ceux qui viennent vous prendre les mains ont aujourd'hui échappé au pire. D'ailleurs, nous confie l'un des médecins : « Les orphelins reprennent très vite goût à la vie et sont les plus souriants ». Peut-être cela explique-t-il l'augmentation surprenante de ceux qui se déclarent abandonnés, espérant ainsi bénéficier d'un meilleur traitement. A Namalu, les orphelins constituent en effet une caste à part, une petite république autonome dans laquelle les plus grands s'occupent des plus petits et dont le chef est chargé de la répartition des rations qu'il faut faire cuire et distribuer équitablement trois fois par jour.

Namalu, petit village de l'ouest du Karamoja, sur le passage des caravanes en route vers le Kenya voisin, est maintenant un centre de secours assez bien organisé, au point de vue tant des soins médicaux que de la distribution des vivres.

Trois centres de soins

Les trois médecins (d'autres sont attendus incessamment) et les huit infirmiers et infirmières, tous Français, qui y sont installés dans des conditions précaires, pensent maintenant pouvoir répondre aux besoins de la région. Ils ont pris en charge les milliers de familles. Elle leur inculque des notions élémentaires d'hygiène, inconnues des Karamojong qui n'ont pas l'habitude de vivre dans des maisons en dur, et elle les aide à préparer une nourriture qui soit quelquefois des traditions.

Mais Namalu, c'est aussi les missions qui, comme partout dans le Karamoja, ont été les premières à donner l'alerte et à secourir les plus déshérités. Le Père Fortunato entretient ainsi près de quatre cents personnes depuis presque deux ans. Surnommé le « Père à l'hélicoptère » parce qu'il n'hésite pas à tirer sur les vivres qui ont tenté à plusieurs reprises de s'attaquer à ses réserves de vivres, il vit depuis vingt-sept ans dans la région, et la cour de sa mission est une sorte de cour des miracles. Sous des hangars où s'entassent, pêle-mêle, bidons d'essence, caisses d'outils, vieux pneus, des femmes accroupies plient le sorgho sur des pierres tandis que d'autres travaillent au-dessus du feu la farine de repas. L'une d'elles, une jeune fille, sur les genoux pour chercher un peu

Karamojong. Au dispensaire central, Anselme, un homme d'une quarantaine d'années, qui a lui-même perdu deux enfants morts de faim, sert d'interprète aux médecins tandis que Mme Régina, l'une des premières réfugiées, prend en charge les milliers de familles. Elle leur inculque des notions élémentaires d'hygiène, inconnues des Karamojong qui n'ont pas l'habitude de vivre dans des maisons en dur, et elle les aide à préparer une nourriture qui soit quelquefois des traditions.

Mais Namalu, c'est aussi les missions qui, comme partout dans le Karamoja, ont été les premières à donner l'alerte et à secourir les plus déshérités. Le Père Fortunato entretient ainsi près de quatre cents personnes depuis presque deux ans. Surnommé le « Père à l'hélicoptère » parce qu'il n'hésite pas à tirer sur les vivres qui ont tenté à plusieurs reprises de s'attaquer à ses réserves de vivres, il vit depuis vingt-sept ans dans la région, et la cour de sa mission est une sorte de cour des miracles. Sous des hangars où s'entassent, pêle-mêle, bidons d'essence, caisses d'outils, vieux pneus, des femmes accroupies plient le sorgho sur des pierres tandis que d'autres travaillent au-dessus du feu la farine de repas. L'une d'elles, une jeune fille, sur les genoux pour chercher un peu

d'eau sans que personne y prête attention.

La fièvre du Père Fortunato, ce sont les mines rebondies des quelques gosses qu'il a vus arriver il y a quelques mois exsangues. Il ne se lasse pas de nous faire constater ses « miracles » et son sourire insatiable est une leçon d'espoir.

A côté de lui, la supérieure des sœurs de Verone, qui a quarante novices dans son couvent, sourit elle aussi à ce renouveau de la vie. « Ici, dit-elle, les gens pourrissent vivants. Il y a d'immenses possibilités pour l'agriculture, mais beaucoup de Karamojong, pasteurs nomades, ont du mal à se sédentariser, et les efforts tentés ont été démentis par une administration plus soucieuse de ses intérêts que du sort des populations ».

Aujourd'hui, l'insécurité, née du Karamoja, règne partout. A Namalu, de l'insécurité des soldats tanzaniens qui s'enivrent du mauvais rhum fabriqué au village et tirent en l'air on dans les buissons où dorment quelquefois des enfants. « Les ralders ont disparu », dit le vicar apostolique. Il n'y a plus de vaches, plus rien à voler à Namalu.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Un dirigeant du parti démocratique ougandais, M. Léonard Mugwanya, qui est l'un des candidats de ce parti aux prochaines élections, a été tué dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 août.

M. Mugwanya, cinquante-cinq ans, a été abattu par des hommes armés qui lui réclamaient sa voiture et de l'argent à son domicile de Bulamazi, à une cinquantaine de kilomètres de Kampala. Il s'y était rendu en début de semaine pour faire sa résidence de Kampala, qui était l'objet, selon ses amis, de « menaces continuelles ».

Le vice-président du D.P., A. Tibert. Okeny, a affirmé vendredi, au cours d'une conférence de presse que ce meurtre était le fait de membres de l'U.P.C. (Congrès du peuple ougandais) de A. Milton Obote, qui, a-t-il assuré, veut « empêcher le déroulement » des élections libres prévues pour le 30 septembre prochain.

D'autres dirigeants du parti démocratique ont dénoncé les attaques perpétrées contre les membres du parti par des soldats de l'armée ougandaise, des membres de la milice et des « artistes » de l'U.P.C., notamment dans le nord du pays, où le D.P. bénéficie d'un large soutien. (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Iran

Deux personnalités s'élèvent contre les abus de la répression

Téhéran. — Dans une interview à l'agence Pars, l'ayatollah Montazeri s'est élevé contre les excès des épurations accomplies dans le cadre de la « révolution culturelle ». « C'est tout à fait digne », a-t-il dit, « que des médecins hautement qualifiés qui ont simplement exercé des fonctions ou reçu une médaille sous l'ancien régime soient épurés alors qu'ils ne sont pas liés aujourd'hui à des groupes contre-révolutionnaires ». Ces médecins représentent un précieux capital pour le pays et les Américains le savent bien, a-t-il ajouté. L'ayatollah Montazeri a fait ces déclarations le vendredi 23 août, après une entrevue avec l'imam Khomeiny, dont il assure avoir obtenu l'assentiment.

muniste) s'intensifie. L'agence Pars rapporte, vendredi, que les tribunaux islamiques d'Abedan et de Khorramshahr, dans la province pétrolière du Khouzestan, ont mis hors la loi le parti tout en continuant les interdictions qui frappaient déjà, dans la pratique, d'autres formations de gauche : les Fedayin, les moudjahidin, le Peykar. Les tribunaux ont justifié leur décision par la multiplication des actions de sabotage dans la province, attribuées jusqu'ici à des « agents étrangers ».

Parallèlement, les autorités iraniennes poursuivent leur campagne contre les « activités suspectes » de l'U.R.S.S., malgré les protestations du Kremlin. M. Mohamed Mokri, ambassadeur d'Iran en Union soviétique, a déclaré, vendredi, qu'il pourrait être rappelé définitivement à Téhéran si Moscou devait continuer à livrer des armes à l'Irak. Il a indiqué encore que l'U.R.S.S. avait « offert de nous vendre des armes, mais nous ne voulons pas être un gendarme régional ou gaspiller notre argent à l'achat d'armements ». — (Reuters, A.P.)

La tension avec Moscou

D'autre part, M. Hassan Ayat, l'un des personnalités marquantes du parti républicain islamique, a déclaré vendredi l'ayatollah Khomeiny pour manifester son soutien à la répression contre les tenants de l'ancien régime. Dans une « lettre ouverte » adressée aux journaux iraniens, et que publie samedi le Tehran Times, M. Ayat soutient que le juge itinérant islamique souffre de « troubles psychologiques » qui l'ont conduit à « infliger un tort considérable à la révolution ». L'ayatollah Khomeiny, a-t-il précisé, a fait exécuter les dirigeants du régime impérial en empêchant que des procès publics soient tenus pour informer l'opinion mondiale des crimes commis par le chah. L'ayatollah Khomeiny, rappelle-t-on, passe pour être un partisan du président Bani Sadr, auquel M. Ayat voue une hostilité intransigeante.

Par ailleurs, la répression des activités du parti Toudah (com-

la Puglia
la boîte secrète de l'Italie



la Puglia c'est ici
la Puglia c'est au Sud de l'Italie.
C'est chaud comme l'Italie.
C'est beau comme l'Italie.

Des prix exceptionnels
• Village de vacances - La galleria à 1000 m. - L'appartement à partir de 2.500 F.
• Séjour à l'hôtel "Blue Marlin" à Ostuni - 1 chambre - 2 personnes à partir de 3.500 F.

Demandez la brochure "Puglia" à votre agence de voyage ou à :

EVASION
5, Bd des Capucines 75002 Paris. Tél. : 266.46.50

ASIE

Chine

ALORS QUE LA PRESSE ATTAQUE VIVEMENT M. REAGAN

Les dirigeants de Pékin ont fait un accueil réservé à M. George Bush

De notre correspondant

Pékin. — Le candidat républicain à la vice-présidence des États-Unis, M. George Bush, a quitté Pékin samedi 23 août, au terme d'une visite commentée avec réserve, sans être parvenu à dissiper les rumeurs quant à l'absence de la déclaration de M. Reagan sur son projet de rétablir des relations « officielles » entre Washington et Taiwan. Dès ce samedi matin le *Quotidien du peuple* revient à la charge. Sur un ton plus sévère encore que dans ses premiers commentaires, le journal observe que M. Reagan, de nouveau parti, jeudi dernier, d'ouvrir un bureau de liaison des États-Unis à Taiwan et d'indiquer de ces propos qui ont provoqué de graves réactions d'un milliard de Chinois. « Reagan, poursuit le journal, prétend que les Chinois ont mal compris ses intentions. Mais qui peut ajouter foi à ses explications ? Comment peut-on dire que rétablir des relations gouvernementales ou officielles avec Taiwan

n'équivaut pas à tenter de pratiquer la politique des deux Chines ? Et quelle autre explication peut-on donner de ce langage ? » Le *Quotidien du peuple* rappelle que le candidat républicain a plusieurs fois paré récemment de la « République nationaliste de Chine ». « Ce n'est pas là un lapsus, estime-t-il, encore moins une erreur d'interprétation de la part de la Chine. »

L'organe du P.C. chinois accuse littéralement M. Reagan de mauvaise foi quant à son intention proclamée de développer les relations sino-américaines. « Comment cela est-il pensable, demande-t-il, quand on refuse de prendre en considération la colonie d'un peuple de 1,2 milliard d'hommes sur des problèmes aussi graves que l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de la Chine ? Si Reagan met en pratique une politique des deux Chines, cela portera une grave atteinte au processus de normalisation des relations sino-américaines et entrainera une grave régression dans ces relations. Il vaut mieux que cela soit dit clairement et sans retard. »

Enfin, le *Quotidien du peuple* attaque M. Reagan sur sa prétention « fermée » dans la lutte contre l'URSS. « Pour la paix mondiale », écrit-il, si les États-Unis ne s'unissent pas avec la Chine, l'Europe occidentale et le Japon, ils ne gagnent pas le soutien du tiers-monde, parler d'endiguer l'expansion mondiale de l'Union soviétique n'est alors que paroles creuses. Toute attitude aux relations sino-américaines ne peut que nuire à la paix mondiale et à la sécurité, et ne saurait que réjouir l'impérialisme soviétique. Tout cela relève de connaissances élémentaires. »

Le journal conclut que si la Chine souhaite le renforcement des relations sino-américaines, elle ne se présente pas « en menaçante » devant les États-Unis, qu'elle n'envisage « aucune concession sur le problème de Taiwan » et que « Reagan et ses partisans ne doivent entretenir aucune illusion sur ce sujet. »

Le plaidoyer de M. Bush

M. Bush avait été reçu avec courtoisie par le ministre des Affaires étrangères, M. Huang Hua, et par le vice-premier ministre, M. Deng Xiaoping. Ancien chef du bureau de liaison des États-Unis à Pékin, il a été accueilli comme une

vieille connaissance, avec qui il était naturel de s'expliquer « avec franchise ». Le candidat républicain à la vice-présidence a tenté de présenter avec cohérence les thèses de M. Reagan. Une administration républicaine, a-t-il assuré en substance, s'efforcera d'améliorer les rapports avec le peuple de Taiwan mais elle se conformera strictement aux dispositions du document de 1979 (réorganisant les rapports avec Taipei) qui interdit des relations « officielles » gouvernementales, et elle n'a aucune intention de chercher à obtenir un amendement de ce texte. Toutes les références qu'il a pu faire à la « République nationale de Chine » ou à une « Chine libre » appartiennent au passé ou ne sont que le résultat d'un lapsus. Au reste, a-t-il encore le candidat, il n'est pas le premier à se présenter ainsi. M. Reagan apparaît comme « un président fort qui sera apprécié et compris ici » (en Chine) et qui devra être jugé sur ses actes, non sur d'anciens discours.

Des vendredi toutefois, après sa rencontre avec M. Deng Xiaoping, M. Bush avouait qu'il n'était pas certain que ces « éclaircissements » avaient été accueillis par ses interlocuteurs. Le commentaire du *Quotidien du peuple* — accompagné, pour faire bon poids, de lettres de lecteurs exprimant leur « indignation » — confirme que Pékin ne s'est pas satisfait de ces hommes paroles. Ce flasco, dont M. Reagan est le premier responsable par ses propos, conduit à s'interroger sur les faiblesses du candidat républicain à saisir avec toute la clarté voulue les grands problèmes internationaux. Tout ce qu'il a passé aujourd'hui comme si Pékin entendait lui donner une leçon en la matière.

Cela dit, les Chinois craignent-ils réellement un revirement de la politique américaine à leur égard au cas où M. Reagan serait élu ? La plupart des observateurs ne le croient pas et inclinent plutôt à penser que la diplomatie chinoise s'accommoderait assez bien d'un président américain du type « faucon », au moins pour un certain temps. Les rapports avec l'URSS. Pourquoi alors cette acrimoine, cette manœuvre de rétatout par point les arguments de M. Bush et de prendre au pied la lettre des propos plus électorales que diplomatiques ? Il y a deux réponses, d'ailleurs complémentaires, à cette question. Les Chinois, d'abord, ne veulent pas que Reagan, officiellement après avoir décliné l'invitation de certaines personnalités

républicaines qui pourraient souhaiter modifier les accords conclus à l'époque de la normalisation sino-américaine et seraient tentées de voir jusqu'où on peut aller avec Pékin. Il importait qu'à cet égard les choses soient tout à fait claires, et MM. Deng Xiaoping et Huang Hua comme le *Quotidien du peuple* se sont chargés de mettre les points sur les i. Il n'est pas exclu d'autre part que les diplomates chinois cherchent à exploiter la situation : faire mauvaise mine à l'avance à une administration américaine qui a de bonnes chances d'entrer à la Maison Blanche peut être une méthode pour monnayer un rapprochement futur contre telle ou telle faveur. Un peu plus de retenue dans les ventes d'armes à Taiwan, mieux encore, des termes plus avantageux dans les échanges économiques peuvent être le prix que M. Reagan aura à payer pour retrouver, s'il le désire, un sourire plus avenant à Pékin.

ALAIN JACOB.

Quatre criminels ont été exécutés à Tianjin, à 150 kilomètres de Pékin. Les quatre condamnés deux étaient des meurtriers, un autre un voleur d'armes, le quatrième l'auteur d'un viol. — (A.F.P.)

LES ARTISTES NON OFFICIELS AU MUSÉE DE PÉKIN

Une exposition d'art non officiel a été inaugurée le 20 août au musée des beaux-arts de Pékin. Elle réunit cent cinquante œuvres d'une trentaine d'artistes, peintres, sculpteurs, graveurs, traitant nus, paysages, et même, paraît-il, une tête en bois traitée comme un objet culte, sous le titre « idole », représente Mao coiffé d'une sorte de turban, un col ouvert et l'autre fermé.

Selon un porte-parole, le directeur des beaux-arts « n'a pas aimé certaines œuvres » — aimera-t-il tous les héros qui seront bientôt présentés en Chine ? (le *Monde* du 19 décembre 1979) — mais a dit que « nous pouvons les exposer et laisser les visiteurs (il y en a un million le premier jour) les commenter. Les artistes pourront répondre à leurs plaintes et discuter de leur art. » Il y a un an les artistes non officiels ont recueilli pas de subventions et dont les œuvres ne peuvent être vendues dans les magasins d'État, avaient obtenu la permission de vendre leurs œuvres dans la rue, après avoir défilé dans la rue. — (A.F.P.)

Il était une fois un eunuque qui ressemblait à... M. Hua Guofeng

De notre correspondant

Pékin. — Il était une fois un empereur de la dynastie des Tang qui faisait un peu trop confiance à ses eunuques et ne gouvernait pratiquement que par leur intermédiaire. À la fin de son règne, relate le journal *Clarité*, Xuan Zong ne sortait plus des profondeurs de son palais, et le pouvoir impérial était en fait, exercé par les eunuques.

L'un de ces derniers, Gao Lishan, avait si bien capté la confiance du souverain qu'il avait le dernier mot dans les affaires de l'État. Loin de se plaindre de cette situation, Xuan Zong s'en félicitait, au contraire, en disant : « Ce n'est que lorsque Gao Lishan a la charge des affaires que je dors tranquille. »

Cette petite leçon d'histoire est bien dans les usages de la presse chinoise, et nul doute qu'elle ne soit destinée à préparer les esprits au prochain procès de la « bande des quatre » et de leurs acolytes, aujourd'hui accusés d'avoir joué un rôle dans la chute de Mao. L'un des principaux « travailleurs modèles » du combat idéologique de Anshen, le nommé Wang Junshao, n'était, en réalité, qu'un eunuque, qu'il avait acquis sa notoriété qu'en trichant sur les chiffres. S'il était détenteur d'un record, c'était celui de la casse, puisque sur les vingt-sept camions à minerai dont il avait la responsabilité, vingt-cinq n'étaient plus bons que pour la ferraille en 1978.

Pis encore, si se conduisant en tyran et fit emprisonner et persécuter ceux qui dès 1978 — la date a son importance — tentèrent de dénoncer ses activités. Bref, Wang Junshao n'était qu'un suppôt de la « bande des quatre » que des enquêtes approfondies ont enfin permis de démasquer. Il y a quatre mois à peine, il est seulement réhabilité, politiquement, pour le président du P.C. que le même Wang Junshao a été reçu en 1974 par M. Hua Guofeng et

la plus claire, à la campagne, d'un esprit révolutionnaire dans l'édification du socialisme. Il est fâcheux toutefois que le district de Qiaocheng se trouve être le pays natal de M. Hua Guofeng, lui-même d'ailleurs grand perreur de canaux, puisque c'est en confiant ses vastes projets hydrauliques dans la Huenan non loin de Shaoshan où naquit Mao Tse-tung — qu'il commença à se faire connaître dans les années 60 comme un dirigeant et un meneur d'hommes particulièrement énergique, ne reculant devant aucune difficulté.

Se pourrait-il que les journalistes du *Quotidien du peuple* n'aient pas senti l'aspect déconcertant, mais aussi le moins, que pouvait prendre leur reportage sur les vaines travaux réalisés dans ce petit coin du Shaanxi ?

Un ouvrier « modèle » esroce

Le 21 août enfin, le *Quotidien du travailleur*, organe des syndicats, révélait un assez joli scandale. L'un des principaux « travailleurs modèles » du combat idéologique de Anshen, le nommé Wang Junshao, n'était, en réalité, qu'un eunuque, qu'il avait acquis sa notoriété qu'en trichant sur les chiffres. S'il était détenteur d'un record, c'était celui de la casse, puisque sur les vingt-sept camions à minerai dont il avait la responsabilité, vingt-cinq n'étaient plus bons que pour la ferraille en 1978.

que celui-ci l'aît encore fait, en décembre 1978 parmi d'autres héros de l'industrie sidérurgique nationale. L'erreur est humaine et M. Hua Guofeng ne peut être tenu pour personnellement responsable ni des méfaits des eunuques sous la dynastie des Tang, ni de la conduite des travaux publics dans le Shaanxi, ni même d'un scandale tardivement découvert au combat d'Anshen. Le moins qu'on puisse dire, tout de même, est que la publication, en une quinzaine de jours, de ces maudites histoires n'est pas propre à rassurer son prestige ni à accroître son crédit.

Se pourrait-il que quelqu'un ait intérêt à mettre en évidence ses points faibles ? A quelques jours d'une session parlementaire où M. Hua doit se démettre de ses fonctions de chef de gouvernement, la question mérite d'être posée.

A. J.

AMÉRIQUES

Bolivie

RÉUNIS A PARIS

Les comités de défense de la démocratie demandent la suspension de toute aide à la junte militaire

La première conférence européenne des comités de défense de la démocratie en Bolivie, réunie mercredi 20 et jeudi 21 août à Paris, a adopté une résolution dans laquelle les participants soulignent qu'ils vont « appuyer de l'extérieur la résistance bolivienne ».

Dans cette résolution, rendue publique vendredi 22 août, les comités présents à cette conférence, formés par des Boliviens résidents en Europe, indiquent que leur appel à la résistance s'adresse à « chercher une solidarité effective avec toutes les forces démocratiques repoussant la dictature ».

Il affirmait également leur respect de la volonté du peuple bolivien clairement exprimée en faveur du gouvernement claudes-tin d'unité nationale du Dr Hernán Siles Zúñiga face à la junte militaire présidée par le général García Mesa, et ils vont contribuer à « l'isolement politique de celle-ci ».

Les comités présents se sont proposés de réaliser une série de tâches parmi lesquelles figure la demande aux « gouvernements démocratiques du monde de cesser tout appui économique et politique à la junte militaire, par le biais de leurs représentations dans les organismes internationaux comme l'ONU, l'Organisation des États américains, l'UNESCO, la Banque mondiale et autres ».

● A La Paz, le chef de la junte, le général Luis García Mesa, a adressé, vendredi, un message au pape Jean-Paul II, pour tenter d'améliorer les relations entre l'Église et le nouveau régime. Relations détestées à la suite d'incessantes attaques du ministre de l'Intérieur bolivien, le colonel Luis Arce Gomez contre l'archevêque de La Paz, Mgr Jorge Maurique, alors que ce dernier est soutenu par tous les évêques boliviens.

● Trente personnes sont mortes dans les incidents survenus à la suite du coup d'État du 17 juillet, a déclaré de son côté, à La Paz, le colonel Luis Arce Gomez. Il a indiqué que six de ces personnes avaient trouvé la mort à La Paz, et vingt-quatre dans les mines.

● Il a affirmé que le nombre de détenus politiques s'élevait à cinq cents, tout en reconnaissant que les arrestations se poursuivaient dans le pays. Quant aux réfugiés politiques, le ministre de l'Intérieur a indiqué qu'ils étaient officiellement « au nombre de quatre-vingt-cinq », bien que certaines ambassades n'aient pas donné de chiffres à ce sujet. — (A.F.P., Reuters.)

Guatemala

L'Église dénonce l'escalade de la violence

Guatemala (A.F.P.). — « Le calvaire des citoyens contre les paysans, les religieux, les syndicalistes et les « subversifs » s'étend aujourd'hui sur toutes les régions de Guatemala, où des dizaines de cadavres sont déversés chaque jour. »

Cette accusation est lancée par le clergé guatémalèque, qui a récemment décidé de suspendre son action pastorale dans la province de Quiché, au nord du pays. C'est une région montagneuse dont la population, formée d'Indiens, est considérée comme la plus pauvre du pays et qui est le théâtre depuis de longs mois de sanglants affrontements entre des guérilleros d'extrême gauche, d'une part, l'armée officielle et les forces armées d'autre part.

Les prêtres catholiques ont décidé d'abandonner les églises de la région pour dénoncer l'absence de sécurité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Un prêtre a précisé que l'armée avait même créé dans le Quiché une « carte d'identité » spéciale pour les paysans du secteur en menaçant d'exécution ceux qui ne la porteraient pas. Selon les religieux, les terro-risme politique au Guatemala, le plus grand et, avec ses 6 millions d'habitants, le plus peuplé des pays d'Amérique centrale, s'est transformé en une véritable « guerre non déclarée » entre l'extrême droite et l'extrême gauche. La première s'en prend aux journalistes (quarante d'entre eux ont été assassinés depuis le début de l'année), aux professeurs d'université (vingt-cinq morts), aux étudiants, aux socialistes et aux syndicats.

Brésil

Manifestations

contre la visite du président argentin

Sao-Paulo (A.F.P.). — Près de deux mille personnes, dont quatre cents femmes vêtues de noir en signe de solidarité avec les milliers de « disparus » argentins, ont défilé le vendredi 22 août dans les rues de Sao-Paulo pour protester contre la visite du président Jorge Rafael Videla.

Certains agitaient des croix-les, pour mieux manifester leur deuil, selon une vieille tradition d'autres brandissaient des pancartes portant chacune les noms de trente Brésiliens disparus ces dernières années en Argentine et interrogeant : « Où sont-ils ? » Elles étaient coiffées de fichus blancs sur lesquels étaient inscrites quelques-uns des noms des milliers de disparus argentins. Elles ont défilé dans un silence chargé d'émotion, rompu de temps à autre par le sifflement crépitement des croix-les.

« Argentins et Brésiliens, le même deuil, le même combat », « Que nos fils apparaissent et que disparaissent les dictatures », « Le prix Nobel de la paix pour les mères de la place de Mai » (à Buenos Aires), proclamaient quelques-unes des banderoles. Mené par l'actrice Ruth Escobar, dirigeante du Front des

Océanie

Vanuatu

A leur arrivée à Nouméa

LES RÉFUGIÉS FRANÇAIS

ÉVOQUENT

LE CLIMAT D'INSÉCURITÉ

Un nombre croissant de ressortissants français du Vanuatu (anciennes Nouvelles-Hébrides) continuent d'arriver à Nouméa en Nouvelle-Calédonie. Ils dénoncent le climat d'insécurité dans l'archipel et affirment qu'une « chasse aux francophones » s'y développe. Plusieurs manifestations rassemblant environ deux mille personnes, ont eu lieu, le vendredi 22 août à Nouméa, à l'initiative du Comité de défense des Français des Nouvelles-Hébrides. Les noms du président de la République et du secrétaire d'État aux DOM-TOM ont été composés.

Parmi les personnes évacuées du Vanuatu se trouve M. Alain Rigard, directeur de la publication du *Jeune Méditerranée* qui avait été retenu à Port-Vila (le *Monde* du 23 août). En revanche, M. Georges Cronstedt, un métis qui était un des lieutenants de M. Jimmy Stevens, chef du mouvement sécessionniste de l'île d'Espiritu Santo, a été arrêté, le vendredi 22 août à Luganville, a annoncé un porte-parole du gouvernement du Vanuatu. Celui-ci a indiqué que quatre autres chefs de file de la sécession s'étaient rendus et que M. Stevens serait vraisemblablement arrêté sous peu.

Le commandant des forces de Papouasie-Nouvelle-Guinée déployées sur l'île de Santo à la demande du gouvernement du Vanuatu, a fait état de nombreux accrochages avec les sécessionnistes. À ce sujet, les informations selon lesquelles d'ex ressortissants français auraient été tués dans l'île n'ont pu être vérifiées sur place, indiquait-on, le vendredi 22 août, de source autorisée à Paris.

D'autre part, dix Français arrêtés par le gouvernement de Vanuatu, sur l'île d'Espiritu Santo, ont été libérés, le samedi 23 août, après l'intervention de M. Yves Rodriguez, ambassadeur de France. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

PRESSE

Pour la première fois depuis la création du journal

Les rédacteurs du « Times » sont en grève pour une durée illimitée

Pour la première fois depuis sa création, en 1858, les journalistes du *Times* se sont mis en grève pour une durée illimitée. Après plus de onze heures de négociations menées avec la direction sous l'égide des services officiels de conciliation, les journalistes ont rejeté, par 117 voix contre 54, une motion qui recommandait d'annuler l'ordre de grève.

Le *Times* n'a pas paru samedi 23 août, et la direction a annoncé qu'il ne paraîtra pas le lundi 24. Par contre, le *Sunday Times* paraîtra normalement dimanche, ses journalistes ayant décidé d'ajourner à la semaine prochaine leur décision de suivre ou non la consigne de grève donnée par leurs collègues du *Times*.

Le conseil d'administration du *Times* devait se réunir dimanche pour décider d'une éventuelle publication du journal la semaine prochaine, en escomptant la coopération d'environ 40 journalistes, affiliés à des syndicats n'ayant pas voté la grève, et de 25 autres membres de la rédaction qui se sont déclarés prêts à travailler. Néanmoins, le syndicat le plus important, le NUJ, réunissant la très grande majorité des 230 journalistes du *Times* et de ses suppléments éducatifs et littéraires, a demandé le soutien des syndicats des ouvriers du Livre. Le plus important d'entre eux (N.G.A.) a déjà fait savoir qu'il refuserait de coopérer avec tous ceux qui franchiraient les piquets de grève des journalistes. Le NUJ disposant d'un fonds de grève de 100 000 livres souhaiterait également obtenir un soutien financier des syndicats, plus riches, de la composition.

Menace de fermeture

Le conflit est né du refus de la direction d'accepter l'augmentation de 21,3 % recommandée par un arbitre indépendant, mais dont la décision n'a pas été définitivement rendue. La direction affirme que la situation financière de l'entreprise (le déficit du groupe *Times* pour 1980 est évalué à 10 millions de livres), ainsi que les perspectives défavorables de l'industrie de la presse ne lui permettent pas d'aller au-delà de son offre à 18 %.

Dans une lettre adressée à chacun des membres de la rédaction, la direction du *Times* laisse entendre que le journal pourrait fermer définitivement, si la grève, couvrant l'entreprise 600 000 livres par semaine, se prolongeait.

D'autre part, elle se propose d'étudier si juridiquement les journalistes pourraient être considérés comme ayant mis fin d'eux-mêmes à leur contrat, ce qui pourrait les priver de leurs indemnités de licenciement.

« Fermer l'entreprise est la dernière chose que nous souhaitons », a dit un représentant du NUJ. La menace d'une fermeture a été très souvent agitée, il s'agit d'un chantage de la direction. Le conseil d'administration du *Times* devra décider s'il y a lieu de reprendre les négociations. Son porte-parole a dit que le groupe *Times* ne voulait pas assumer aux journalistes un règlement de salaires qu'il ne pourrait pas accorder aux ouvriers de l'imprimerie. En fait, la direction semble spéculer sur les hésitations des journalistes et le soutien relativement faible de l'action de grève décidée par un syndicat divisé. Le vote, en effet, fait ressortir une minorité importante contre la grève et l'abstention d'environ un tiers (cent neuf votants sur un effectif de deux cent quatre-vingt) des membres du syndicat. — E. P.

Le comité intersyndical du Livre parisien (C.G.T.) publie un communiqué à l'occasion duquel il demande à l'occasion du 23 août 1979 (le *Monde* du 21 août). Il déclare notamment :

« La décision prise par le juge d'instruction, prise avec éclat que les travailleurs du Livre C.G.T. avaient raison lorsqu'ils affirmèrent avec force :

1) Que leur camarade Maurice Lourdes était innocent !
2) Qu'il était victime d'une grossière provocation, montée de toutes pièces par les services de police, visant à nuire, au travers d'un homme, à la C.G.T. tout entière. »

Le personnel technique du « Quotidien de la Réunion », en grève depuis deux jours (le *Monde* du 23 août), a repris le travail dans la soirée du 23 août. Les cinq heures de négociations qui se sont déroulées le même jour entre les représentants C.F.D.T. du personnel et la direction n'ont pas permis la signature d'un accord. Les responsables de l'entreprise semblent cependant disposés à tenter des négociations régulières. Informés de la situation financière des deux sociétés constituant le « Quotidien de la Réunion », sans toutefois mettre officiellement en place un comité d'entreprise. — (Corresp.)

MENACÉ PAR M. ALEXIS GOURVENNEC

Un journaliste de « Ouest-France » porte plainte

Un journaliste du quotidien *Ouest-France* a porté plainte, jeudi 21 août, contre M. Alexis Gourvennec, président de la caisse régionale du Crédit agricole, pour « menaces sous condition » auprès du procureur de la République de Morlaix (Finistère).

M. Pierre Lebigot, 36 ans, a fait l'objet d'une série d'injures et de menaces publiques visant sa personne, indique un communiqué syndical à la suite de la plainte. Mercredi, dans *Ouest-France*, d'un billet non signé de M. Gourvennec, l'attitude contradictoire de M. Gourvennec dans les crises du port et de la pêche.

Le billet paru dans le journal régional sous le titre « Alexis Gourvennec : il y a ports et ports », disait notamment : « Alexis Gourvennec, président de la B.A.I., a téléphoné en personne hier après-midi à M. Didou, secrétaire fédéral C.F.D.T. des marins-pêcheurs du port de Roscoff. Que le président de la B.A.I. ne tienne pas à ce que les manifestants interrompent les dernières semaines France-Manche, on le constate aisément. C'est pourtant le même homme qui avait placé sa tonne à l'isthme de Landivisiau avec celle des autres ».

Un personnage haut en couleur

Personnage haut en couleur que cet Alexis Gourvennec ! Deux journalistes bretons lui ont d'ailleurs consacré un livre : *Gourvennec, paysan directeur général*. Part de rien, il entrait dans la légende à vingt-cinq ans, en 1961, en prenant la tête de milliers d'agriculteurs qui occupèrent la sous-préfecture de Morlaix.

En réalité, depuis plusieurs années déjà, celui que tout le monde appelle Alexis bénéficie d'une extraordinaire notoriété. Sorti des rangs de tête des milliers d'agriculteurs qui (J.A.C.), il faisait preuve très tôt de remarquables qualités d'organisateur et s'était en outre révélé un extraordinaire meneur d'hommes. Partisan de l'« action directe », il avait dans son secteur structuré le syndicalisme de manière presque militaire. En plusieurs occasions, cet ouvrier qui avait personnellement forgé sera d'une remarquable efficacité. On disait de lui qu'il était le seul homme capable en moins d'une heure de rassembler des milliers d'agriculteurs. Les pouvoirs publics choisissent alors le dévouement, le leader turbulent. Leur politique ne s'est jamais depuis démentie. Et, volontairement ou non, ils ont été à l'origine du « mythe Gourvennec ». Pour l'immense majorité du monde

producteurs de porcs qui, samedi soir, devant un ensemble d'agriculteurs, menaçait d'actions plus violentes encore si satisfaction n'était pas donnée aux vœux. En somme, le producteur de porcs ignore ce que fait l'armateur. M. Gourvennec, qui utilise largement la voie maritime pour ses exportations, s'est heurté à la grève des pêcheurs. Ainsi, celui qui, en tant qu'agriculteur, n'hésite pas à barer les routes avec les autres paysans, ne tolère pas que les manifestants bloquent les car-ferries de sa compagnie maritime, et n'a pas apprécié qu'un journaliste de *Ouest-France* mette en exergue ces contradictions. Sur le territoire de la gare maritime de Roscoff, il y avait, mercredi 20 août, insulté et menacé notre confrère dans ces termes :

« Salopier, toi ! le Léon » va s'occuper de toi ! Dans peu de temps, tu seras d'ailleurs dégoûté. Quand on se sera occupé de toi tu ne te reconnaitras plus dans une glace ! »

Les sections syndicales bretonnes de journalistes (S.N.J.C.F.D.T., C.G.T.) dénoncent dans un communiqué « la comportement irresponsable et dangereux d'un homme qui cumule d'importantes responsabilités » et demandent aux responsables « d'assurer la liberté de l'information et la sécurité des journalistes ».

Il était celui qui pouvait enflammer le monde agricole, celui qui pouvait déchaîner la foudre, devant qui le gouvernement tremblait.

Son combat pour l'organisation rationnelle des marchés, notamment dans les domaines des légumes et des porcs par le système de la « vente au cadran » et la création d'une compagnie maritime Bretagne-Anglet-Andorre pour expédier les artichauts et les choux-fleurs de son pays natal outre-Manche, devait lui valoir l'estime des économistes.

S'était-il embourgeoisé ces dernières années ? On le prétendait. A l'appui de ces affirmations, on soulignait qu'il cumulait les présidences de conseil et dirigeait une entreprise « géante », près de 200 hectares, qui emploie dans l'une des régions les plus fertiles de France trente-cinq salariés pour s'occuper de mille quatre-cent cinquante bœufs, une production de vingt-cinq mille porcs par an. Récemment, il avait encore loué environ 600 hectares en Grande-Maison, malgré l'audience dont il jouissait dans le département. Il n'a pu empêcher, lui, le symbole militant du capitalisme triomphant en agriculture, la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de basculer « à gauche ».

DÉFENSE

Les États-Unis ont conçu un avion de combat très difficile à détecter

Washington (A.P.P. Reuter). — M. Harold Brown, secrétaire américain à la défense, a confirmé vendredi 23 août des informations de la presse américaine selon lesquelles les États-Unis ont mis au point une technologie révolutionnaire qui permettra de concevoir des avions de combat et de les rendre très difficiles à détecter par les radars soviétiques.

Cette découverte est d'une grande importance militaire. Elle va donner une nouvelle dimension à nos forces tactiques et à nos forces de dissuasion stratégique, a déclaré M. Brown, qui a déploré que des fuites aient obligé le Pentagone à révéler l'existence de ce programme de travail « invisible » qui continue dans le plus grand secret depuis trois ans.

Pressé de questions sur la conception du futur bombardier de pénétration stratégique que les États-Unis étudient actuellement pour remplacer le B-52 vieillissant, M. Brown a indiqué que cet appareil « utilisera certainement des éléments de la technologie de l'avion invisible ».

Le Congrès américain a donné jusqu'au 15 mars 1981 au Pen-

tagon pour lui soumettre un projet de bombardier stratégique qui devrait être opérationnel en 1987. Le sous-secrétaire à la défense pour les questions de recherche et de développement, M. William Perry, a tenu à préciser de son côté que le mot « invisible » signifiait seulement que ces avions étaient très difficiles à détecter et que lorsque les radars soviétiques les repéraient il sera trop tard pour riposter. Ils utiliseraient des matériaux non métalliques d'un nouveau type, qui dispersent au lieu de renvoyer vers les radars les ondes émises par l'air, et ils auraient une configuration très spéciale. Cet appareil « invisible » aurait la taille d'un F-18 actuel, soit un poids de l'ordre de 18 à 20 tonnes. Le *Journal des forces armées* a révélé que quatre ou cinq types d'avions étaient à l'essai depuis 1978, utilisant des techniques qui les mettaient à l'abri de la plupart des systèmes de défense aérienne connus aujourd'hui. L'un des prototypes se serait écrasé au sol en raison de difficultés de maniabilité dues à sa configuration en vol très particulière.

Important exercice de déploiement rapide des forces de l'OTAN entre les États-Unis et l'Europe

Dans le cadre des manœuvres d'automne, « Autumn Forge », de l'OTAN qui sont organisées pour la sixième fois d'affilée en Allemagne fédérale et qui seront conduites, cette année, par le général américain Bernard W. Rogers, commandant suprême des forces alliées en Europe, un exercice particulier de renforcement rapide de certaines unités stationnées en Centre-Europe par des forces venues d'outre-Atlantique aura lieu au début du mois prochain.

Connu sous le nom de « Concordant Journey », cet exercice aura lieu du 1^{er} au 16 septembre et il doit réunir 45 000 hommes des forces américaines, britanniques et néerlandaises. Le but des opérations est de mettre à l'épreuve les plans de défense de l'OTAN qui prévoient la réception, la protection et le déploiement outre-Rhin de renforts en provenance des États-Unis, ainsi que l'augmentation des troupes britanniques et néerlandaises basées en Allemagne fédérale.

Les forces américaines et britanniques, qui seront débarquées par air et par mer sur le continent européen, se joindront aux unités néerlandaises, venues par la route, pour ensuite participer à des exercices multinationaux ou nationaux en Allemagne fédérale. Après cet exercice de déploiement rapide, une manœuvre combinée aéroterrestre aura lieu, du 15 au 26 septembre, en vue d'entraîner les forces aériennes tactiques de la région Centre-

Europe en étroite collaboration avec des unités terrestres. Cet exercice a été baptisé « Cold Fire » et concerne principalement les deuxième et quatrième forces aériennes tactiques de l'OTAN. Il s'agit de tester le souplesse d'un commandement combiné de contrôler l'efficacité opérationnelle des communications et d'évaluer les capacités de plusieurs forces alliées à travailler ensemble (interopérabilité).

ÉCHECS

NOUVELLE VICTOIRE DE ROBERT HUEBNER CONTRE LAJOS PORTISCH

Après avoir gagné la neuvième partie, le grand maître Robert Huebner (R.F.A.) a remporté le vendredi 22 août la sixième partie de la seconde demi-finale du tournoi des candidats à l'Abbas-Terne (Italie). Jouant avec les Noirs, Huebner a fort son adversaire, le grand maître Lajos Portisch, à l'abandon au quarante-neuvième coup. Menant 6 à 4, le grand maître ouest-allemand n'est plus qu'à un point de la victoire, le match se jouant en deux parties. Si Huebner gagne, il sera certainement plaisir à Victor Korchnoi, son futur adversaire de la finale du tournoi des candidats, qui a la qualité de « vrai joueur occidental et d'ami ».

ARCHÉOLOGIE

Le royaume d'Ebla sort de l'ombre

(Suite de la première page.)

En outre, les inscriptions révélèrent une langue sémitique du Nord-Ouest, très archaïque, dont aucune trace écrite n'était encore connue.

Depuis 1975, les fouilles se sont déroulées dans la partie basse du palais au sud de l'acropole. On y a trouvé plusieurs milliers d'objets qui recouvraient les visages, la poterie, les bras et les jambes de statues en bois (disparues) et qui ont été « oubliées » par les voleurs. Deux perles en stéatite gris-vert, qui colportaient probablement une tête féminine et un, tête masculine grandeur nature (disparue) parce que probablement en bois, ont été aussi mises à jour. Et, surtout, les archéologues ont découvert des fragments de plusieurs coupes de style typiquement égyptien. L'une de celles-ci, en di-

rite, porte le nom de Khéphren, un des grands pharaons de la quatrième dynastie, celui qui a construit la deuxième grande pyramide : une autre, en albâtre, était au nom de Papi I^{er}, pharaon de la sixième dynastie, qui a régné sur l'Égypte vers 2300 avant Jésus-Christ.

Ces cadeaux de deux pharaons contrastent, à l'évidence, que le roi d'Ebla était un personnage considérable et que des relations existaient entre les cours égyptienne et éblaïte. De même, les nombreux lapis-lazuli trouvés dans le palais prouvent que des échanges commerciaux étaient établis entre Ebla et l'Afghanistan. Le nom de Papi I^{er} permet, en outre, de situer une date limite à la destruction d'Ebla par un roi d'Akkad (une ville sémitique du sud de la Mésopotamie).

Trois tombeaux

Selon des textes akkadiens connus depuis longtemps, le grand roi Sargon dit avoir reçu Ebla des mains de Dagan (dieu important du panthéon sémitique), et Naramsin, petit-fils de Sargon, dit avoir détruit la ville. Certes, les dates des longs règnes de Sargon I^{er} et de Sargon ainsi que de celui de Naramsin ne sont pas connues avec précision. Mais Papi I^{er} et Sargon étaient plus ou moins contemporains. Ebla a été détruite au plus tôt soit à la fin du règne de Sargon, soit, plus vraisemblablement, par Naramsin.

Après deux cent cinquante ou trois cents ans, Ebla s'est relevée, et cette seconde période faste a duré de 2000 ou 1900 à 1850 ou 1800 avant Jésus-Christ.

En 1978 et 1979, les archéologues italiens ont découvert dans la ville basse, au bout des quartiers administratifs du palais du troisième millénaire, un deuxième palais qui a été construit vers 2000 ou 1900 avant

Jésus-Christ, en partie, d'ailleurs, sur les sous-sollements de son prédécesseur. Le nouveau palais semble être très vaste. Pour le moment, ses dimensions connues sont de 100 mètres sur 60 mètres environ. Mais sa longueur totale pourrait être de 150 mètres, ce qui en ferait, par la superficie, le deuxième de son époque après le palais de Mari, qui avait acquis, par sa beauté et sa richesse, une grande célébrité.

Dans ce nouveau palais ont été découvertes trois tombes, dont deux, malheureusement, avaient été pillées dès l'Antiquité. Le seul intact était probablement le tombeau d'une jeune princesse. La jeune fille avait été parée de bijoux en or : six bracelets, un collier décoré de lapis-lazuli, une boucle (de nez ?), une grande épinglette à tête en forme d'étoile et un ciseaulet (une astragale d'ovrin ?) dont chaque face est incrustée d'un lapis-lazuli.

Le voleur du deuxième tombeau, dit des capridés, avaient oublié ou n'avaient pu emporter divers objets qui font regretter de ne pas avoir retrouvé tout le mobilier funéraire. De petite capridés de bronze très gracieux étaient peut-être des décorations de fauteuil. Une plaque en bois (40 cm x 5 cm), faite de trois plaquettes assemblées, porte des figures, en vases elles aussi, qui semblent chargées de symbolisme funéraire : la scène principale représente un banquet (funéraire ?), et le décor comporte un lion, une panthère, un serpent, un animal non identifié. Le tout est dans un état de conservation étonnant.

Un collier en or, admirable, est fait de trois plaques, à chacune desquelles pend un disque à étoile. Et surtout une masse d'apparat égyptienne, chef-d'œuvre incontestable, s'échappé aux voleurs : le manche d'une sorte de bracelet en argent haut de 5 ou 6 centimètres sur lequel sont cloués des motifs en or, quatre hiéroglyphes et deux singes cynocéphales, a été aussi découvert. Les hiéroglyphes sont au nom d'un obscur pharaon du début de la troisième dynastie, Hetep-Hé-Ra (vers 1780 avant Jésus-Christ). Bien que son importance semble avoir été moindre que celle de ses prédécesseurs du troisième millénaire, le prince ou le roi d'Ebla enterré là avait tout de même assez « prestige pour recevoir ce cadeau royal, tout à fait semblable à la masse d'apparat avec laquelle de nombreux pharaons égyptiens sont représentés ».

Le troisième tombeau, aménagé dans deux citernes, était très bouleversé, mais on y a trouvé plusieurs restes d'objets en or et une deuxième masse d'importance type celle du tombeau des capridés. Toutefois, le décor de celui-ci, beaucoup plus

simple, consistait en un damier en losanges d'or et d'argent et il ne comportait aucun mot de pharaon.

Ces trois tombeaux proches les uns des autres font partie d'une nécropole royale ou tout au moins princière. Mais toutes des fouilles permettront de savoir s'il existe ou non d'autres tombes.

Pour le moment, le nouveau palais donne fort peu de choses sur la seconde grande époque d'Ebla. Il semble néanmoins que la puissance du royaume ou de la principauté du deuxième millénaire ait été moins grande que celle du troisième millénaire.

Une querelle archéologique-politique

En même temps que les fouilles, le travail énorme de déchiffrement des tablettes continue. Des interprétations légères et hâtives avaient fait croire qu'on pouvait y lire les noms de Sodome et Gomorre, villes citées dans la Genèse. De même, on disait avoir identifié, plus ou moins déformés, les noms d'Abraham et de David, qu'on retrouvait dans la Bible. Des spécialistes de langues sémitiques infirment très vite ces « découvertes ». Ils firent aussi remarquer que l'éblaïte était une langue sémitique très éloignée de l'hébreu et aussi que le roi David est postérieur de plus de mille ans à Ebla.

Mais ces « révélation » suffiront à déclencher dans la presse arabe une incroyable campagne (1). Les Syriens, disent des journaux, furieux de voir dans les tablettes des allusions à la Bible — et craignant qu'Ebla ne devienne un prétexte aux revendications territoriales pour un Grand Israël, auraient fait pression par tous les moyens possibles (as-

assinats compris) sur les archéologues italiens et sur un géographe américain pour que le texte des tablettes ne soit pas publié. Toutes les réutations postérieures de ces interprétations seraient dues aux fermes interventions des Syriens auprès des spécialistes. Il faut toutefois noter que les archéologues israéliens, à notre connaissance, ne sont pas intervenus dans cette querelle archéologique-politique.

Pour couper court à cette déplaisante affaire, les responsables syriens et les archéologues italiens se sont mis d'accord pour créer, en 1977, un comité international qui, actuellement, comprend huit spécialistes de compétences et d'honnêteté scientifique incontestées.

Actuellement, toutes les tablettes et les fragments d'une certaine importance sont identifiés. Leur catalogue est en cours de rédaction sous le double contrôle de la mission italienne et du comité international. Mais il est évident que plusieurs années seront nécessaires pour déchiffrer toutes les tablettes : d'une part les signes de l'écriture éblaïte ont des valeurs idéogra-

phiques ou phonétiques, et les signes phonétiques peuvent avoir simultanément plusieurs valeurs, celles-ci ayant d'ailleurs varié selon les époques ; d'autre part, l'éblaïte est une forme très archaïque des langues sémitiques du Nord-Ouest. Inconnue jusqu'en 1975. En outre, l'écriture éblaïte a été inventée vers 3000 avant Jésus-Christ par les Sumériens qui n'étaient pas des Sémites ; il a donc fallu inventer un système, qui reste à préciser, pour adapter l'écriture à une langue totalement différente. C'est là que le recours à l'informatique rendra des services en étudiant la fréquence et le contexte des signes.

Actuellement, les objets et les tablettes se trouvent au Musée d'Alep, les premières étant exposées au public, les secondes étant à la disposition des spécialistes capables de les étudier et accrédités par la mission et le comité. Ajoutons que des photos des uns et des autres ont été largement diffusées.

YVONNE REBEYROL.

Le Monde
diaries et documents

Numéro de juillet-août-septembre

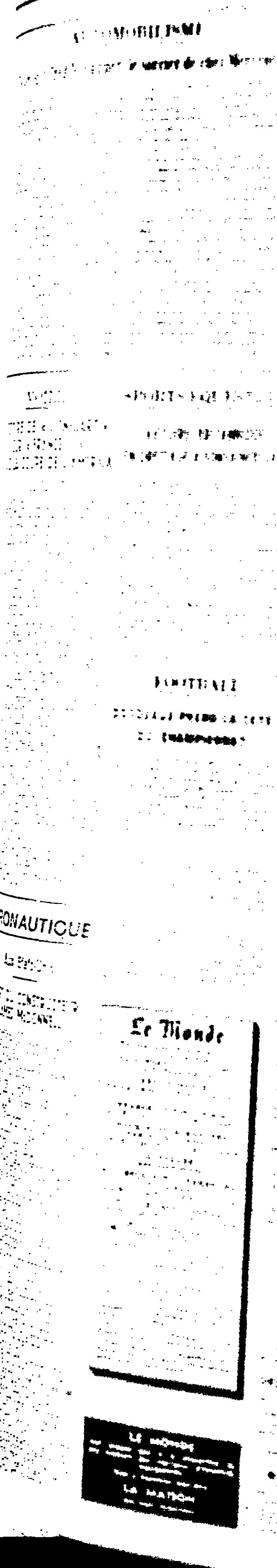
LES RÉFUGIÉS

LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le numéro : 250 F
Abonnement un an (dix numéros) : 25 F

هكذا من الأصل

SPORTS



EXPOSITIONS

L'art du costume chez Visconti

Le Petit Trianon de Bagatelle, blanc écri au soleil, est en restauration : les bas-reliefs sous plastiques, les bûches qui préservent la pierre s'enchaînent avec un drap soigné pendu en travers de la porte, comme un ornement funéraire, mais quelle mort blanche l'été-on lui ? Pendant les travaux, les tentes continuent à habiter le lieu, on a même tendu sur les murs des grands draps blancs pour les accueillir. Il faut dire que ce sont les fantômes de Visconti : la collection des costumes de ses plus grands films, *Senso*, *La Guépard*, les *Damnés*, *Mort à Venise*, *L'innocent*.

Il se trouvent, il y a deux mois, dans les salons flamboyants de la mairie du quinzième arrondissement, et ils seront, à partir du 25 septembre, au musée Jacquemart-André, où l'on redécouvre l'occasion de la collection, déjà épuisée, en couleur cette fois. Mais on peut encore les voir, jusqu'au 2 septembre, confinés dans ces petites salles rondes aux volets fermés du Trianon de Bagatelle. On a mis quelques bûches dans les cheminées, et on a déployé de lourds tapis pour adoucir leur pas, mais ils sont venus pieds nus, indécemment.

On sent que cette exposition, qui a déjà dû tourner en Italie, a un peu souffert. Comme on le dit d'une femme : « elle est un peu fatiguée, mais elle est encore très belle ». Certains mannequins au teint de cire ou d'ocre claire qui soulignent les costumes ont des épaules sous les yeux, quelques mycoses discrètes débordent des fous de cou, les hommes sont chauves. On sent bien que cette collection d'une d'une des petites sœurs de Tazio n'était pas celle-ci à l'origine, mais qu'elle a été volée, ou qu'on l'a perdue, et qu'on l'a remplacée par cette vitrine calquée de l'été brillant, en pensant que ça ne se verrait pas, mais ça se voit.

Sur l'affiche, Visconti, un microphone à la main, donne des conseils à deux garçons aux longs maillots, une pièce rayée blanc et bleu. Mais on chercherait en vain, ici, le costume de bain de Tazio, les maillots de bœuf des frères de Rocco, ou le vieux manteau blanc en peau de lapin de la prostituée qui ouvre grands ses bras, à la fin de *Rocco*, pour recevoir les coups de couteau de son assassin, ou encore les jerrys et les corsets, les boss, et les pinholes accrochées aux oreilles des S.A. lors de la tuerie des *Damnés*. Non, on n'a gardé que les plus beaux costumes, fastueux, ceux qui tourbillonnaient dans les mouvements amples des caméras, ou qui glissaient le long des revêtements, et grâce auxquels Visconti se révélait un admirable ordonnateur de pompe, militaire ou mondaine.

Et ils sont tous là : l'organdi blanc et le tulle noir, le satin bleu de rose, les lamés, les piqués d'ivoire et les soies violacées, les velours qui recouvrent les chapeaux comme des lianes envahissantes, et les brocarts, les nœuds, les toques, les queues d'hermine qui s'accrochent aux étoles, les capes et les galons, l'or et l'argent incrustés, la moire rose et les perles de nacre, les draps

d'azur, les passementeries, les ramages, les trinités qui s'éclaircissent sur les tapis, retenues à l'invisible d'épingle. Des éventails de plumes d'autruche, blanches ou noires, restent suspendus aux tiges, et des couronnes de fleurs aux tresses de cheveux postiches, les ombrelles de dentelle coincées en un fragile équilibre entre une épaule et le fil blanc qui les retient au mur, des robes de tissu se froissent sur les gorges.

On regrette la rareté des objets, sans doute dispersés ou perdus : l'exception du chapeau de paille de Tazio, aux bords retournés et au double ruban noir qui pend sur sa nuque, et d'une ombrelle de

batiste finement dentelée et doucement lavée au soleil du Lido, ils sont absents. Le vrai léchiste gratterait aussi l'absence des chapeaux, et la beauté ressassante de le dire, tout comme le nudité et le sang, qui étaient des costumes sur-mesure chez Visconti. Les bras des mannequins sont raides, ballants : le main de Tazio ne soulève plus sa joue mélancoliquement, ce n'est plus qu'un petit garçon en costume de marin, un peu fluet, mais sans cette élégance indolente. Le mannequin d'Ingrid Thulin n'a pas sa pâleur surréaliste lorsqu'elle revient de consumer l'innocence avec son fils, et juste avant qu'il ne lui donne la capsule de poison qui en fera une grande marionnette posée sur le grès d'un canapé.

Des photos en couleur sont là pour qu'on retrouve la place exacte du costume dans le décor, pour rappeler le souvenir du film et de l'acteur. Mais ces costumes qui ont moult les épaules de personnages qu'on a passionnément aimés semblent terriblement, horriblement indifférents : ils ont été nettoyés, lavés, amidonnés et repassés, vaporisés de laque immaculée et conservés soigneusement dans des boîtes de carton, et on y chercherait en vain le moindre grain de poussière, ou même un des longs cheveux noirs de la Manganio qui se serait accrochés à sa voilette.

HERVÉ GUIBERT.

A Limoges Francis Chigot maître verrier

Rue haute de la comédie, franchi le beau porche du dix-septième siècle, près de l'entrée duquel veille un lion de pierre arrondi par les ans, l'hôtel Malade de Savignac, orné de colonnades ramées à neuf, abrite l'exposition Francis Chigot, maître verrier. Appellation hautement justifiée : Francis Chigot, mort il y a vingt ans, a dirigé pendant plus d'un demi-siècle un atelier, dont sont sortis des vitraux qui décoraient dans maints pays des édifices civils et religieux. Ainsi, entre autres, la cathédrale de Conques et ses cent vitraux — l'œuvre la plus monumentale, l'église Notre-Dame à Montréal, celle d'Albi-Témouchant en Algérie, près d'Oran, la cathédrale de Richmond aux Etats-Unis, le petit Gohave à Haïti, la Banque de France et l'hôtel du Parc à Vichy, le casino Bellevue à Biarritz, la préfecture de Clermont-Ferrand, la gare des Bénédictins à Limoges, etc. L'atelier a restauré des vitraux anciens d'une cinquantaine d'édifices religieux classés monuments historiques, dont les cathédrales de Poitiers, d'Auch, de Moulins, de Clermont-Ferrand, de Rouen, de Bourges, de Narbonne et de Meulan.

Né en 1879 — son grand-père, maître appareilleur, avait restauré le portail Saint-Jean, joyau gothique de la cathédrale de Limoges — Francis Chigot fut élève à l'Ecole des arts décoratifs et obtint le grand prix il alla ensuite parfaire sa formation à Paris à l'Ecole nationale des arts décoratifs et à l'Académie Julian. Revenu à Limoges, il fonda, en 1907, un atelier qu'il dirigea jusqu'à sa mort, en 1960. La première œuvre sortie de l'atelier figure parmi les dix-sept vitraux exposés à l'hôtel Malade de Savignac. Intitulée

l'Enlèvement, elle représente une jeune femme au fin profil mis en lumière par une chevelure blonde et décorant un vase. Le personnage se détache sur un fond de ces couleurs célestes que l'on trouve souvent aux horizons limousins une présence et une gravité singulières. La masse de la cathédrale Saint-Étienne s'estompée dans le lointain.

Parmi les autres vitraux, le Chêne au bord de l'eau provenant d'une collection privée et qui fut présenté à l'exposition triennale de Montréal en 1927, les Flamants réalisés en verre américain et en verre champlevé où les longs oiseaux s'équilibrent avec les horizontales de l'étang dans lequel ils se reflètent, le Jardin sous la pluie, une œuvre tout en rythme, inspirée à Chigot par une musique de Debussy. Francis Chigot, maître verrier, a suivi l'art de son temps. Il n'est pas resté confiné dans une manière. Après un style « arts déco » il s'est inspiré des recherches des dernières décennies. L'exposition réunie à Limoges grâce au concours conjoint de la direction régionale des affaires culturelles, de la famille de l'artiste, de ceux qui continuent son œuvre dans l'atelier qu'il a créé, au musée municipal, permet de se faire une idée de son œuvre dans l'ensemble. L'exposition, de laire prendre forme à la lumière, de la faire fleurir, arbre ou oiseau, de la rendre palpable, qui n'était qu'il soit un créateur ?

MARCEL SOULÉ.

UGC ERMITAGE v.o. - UGC DANTON v.o. - UGC OPERA v.f. - RIO OPERA v.f. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - MISTRAL v.f. - UGC GODELINS v.f. - MAGIC CONVENTION v.f. - UGC GARE DE LYON v.f. - LES 3 SECRETAN v.f. - PARLY 2 v.f. - MONTREUIL-MELIES v.f. - POISSY UGC v.f. - PANTIN Corraeur v.f. - CRETEIL ARTEL v.f. - NOGENT ARTEL v.f. - ARGENTELLE GAMMA v.f. - ORSAY ULIS v.f. - AULNAY PARINOR v.f. - VAL - D'YERRES BUXY v.f.



UGC ERMITAGE v.o. - UGC DANTON v.o. - UGC OPERA v.f. - RIO OPERA v.f. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - MISTRAL v.f. - UGC GODELINS v.f. - MAGIC CONVENTION v.f. - UGC GARE DE LYON v.f. - LES 3 SECRETAN v.f. - PARLY 2 v.f. - MONTREUIL-MELIES v.f. - POISSY UGC v.f. - PANTIN Corraeur v.f. - CRETEIL ARTEL v.f. - NOGENT ARTEL v.f. - ARGENTELLE GAMMA v.f. - ORSAY ULIS v.f. - AULNAY PARINOR v.f. - VAL - D'YERRES BUXY v.f.

UGC ERMITAGE v.o. - UGC DANTON v.o. - UGC OPERA v.f. - RIO OPERA v.f. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - MISTRAL v.f. - UGC GODELINS v.f. - MAGIC CONVENTION v.f. - UGC GARE DE LYON v.f. - LES 3 SECRETAN v.f. - PARLY 2 v.f. - MONTREUIL-MELIES v.f. - POISSY UGC v.f. - PANTIN Corraeur v.f. - CRETEIL ARTEL v.f. - NOGENT ARTEL v.f. - ARGENTELLE GAMMA v.f. - ORSAY ULIS v.f. - AULNAY PARINOR v.f. - VAL - D'YERRES BUXY v.f.

UGC ERMITAGE v.o. - UGC DANTON v.o. - UGC OPERA v.f. - RIO OPERA v.f. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - MISTRAL v.f. - UGC GODELINS v.f. - MAGIC CONVENTION v.f. - UGC GARE DE LYON v.f. - LES 3 SECRETAN v.f. - PARLY 2 v.f. - MONTREUIL-MELIES v.f. - POISSY UGC v.f. - PANTIN Corraeur v.f. - CRETEIL ARTEL v.f. - NOGENT ARTEL v.f. - ARGENTELLE GAMMA v.f. - ORSAY ULIS v.f. - AULNAY PARINOR v.f. - VAL - D'YERRES BUXY v.f.

UGC ERMITAGE v.o. - UGC DANTON v.o. - UGC OPERA v.f. - RIO OPERA v.f. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - MISTRAL v.f. - UGC GODELINS v.f. - MAGIC CONVENTION v.f. - UGC GARE DE LYON v.f. - LES 3 SECRETAN v.f. - PARLY 2 v.f. - MONTREUIL-MELIES v.f. - POISSY UGC v.f. - PANTIN Corraeur v.f. - CRETEIL ARTEL v.f. - NOGENT ARTEL v.f. - ARGENTELLE GAMMA v.f. - ORSAY ULIS v.f. - AULNAY PARINOR v.f. - VAL - D'YERRES BUXY v.f.

UGC ERMITAGE v.o. - UGC DANTON v.o. - UGC OPERA v.f. - RIO OPERA v.f. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - MISTRAL v.f. - UGC GODELINS v.f. - MAGIC CONVENTION v.f. - UGC GARE DE LYON v.f. - LES 3 SECRETAN v.f. - PARLY 2 v.f. - MONTREUIL-MELIES v.f. - POISSY UGC v.f. - PANTIN Corraeur v.f. - CRETEIL ARTEL v.f. - NOGENT ARTEL v.f. - ARGENTELLE GAMMA v.f. - ORSAY ULIS v.f. - AULNAY PARINOR v.f. - VAL - D'YERRES BUXY v.f.

UGC ERMITAGE v.o. - UGC DANTON v.o. - UGC OPERA v.f. - RIO OPERA v.f. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - MISTRAL v.f. - UGC GODELINS v.f. - MAGIC CONVENTION v.f. - UGC GARE DE LYON v.f. - LES 3 SECRETAN v.f. - PARLY 2 v.f. - MONTREUIL-MELIES v.f. - POISSY UGC v.f. - PANTIN Corraeur v.f. - CRETEIL ARTEL v.f. - NOGENT ARTEL v.f. - ARGENTELLE GAMMA v.f. - ORSAY ULIS v.f. - AULNAY PARINOR v.f. - VAL - D'YERRES BUXY v.f.

UGC ERMITAGE v.o. - UGC DANTON v.o. - UGC OPERA v.f. - RIO OPERA v.f. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - MISTRAL v.f. - UGC GODELINS v.f. - MAGIC CONVENTION v.f. - UGC GARE DE LYON v.f. - LES 3 SECRETAN v.f. - PARLY 2 v.f. - MONTREUIL-MELIES v.f. - POISSY UGC v.f. - PANTIN Corraeur v.f. - CRETEIL ARTEL v.f. - NOGENT ARTEL v.f. - ARGENTELLE GAMMA v.f. - ORSAY ULIS v.f. - AULNAY PARINOR v.f. - VAL - D'YERRES BUXY v.f.

UGC ERMITAGE v.o. - UGC DANTON v.o. - UGC OPERA v.f. - RIO OPERA v.f. - REX v.f. - MIRAMAR v.f. - MISTRAL v.f. - UGC GODELINS v.f. - MAGIC CONVENTION v.f. - UGC GARE DE LYON v.f. - LES 3 SECRETAN v.f. - PARLY 2 v.f. - MONTREUIL-MELIES v.f. - POISSY UGC v.f. - PANTIN Corraeur v.f. - CRETEIL ARTEL v.f. - NOGENT ARTEL v.f. - ARGENTELLE GAMMA v.f. - ORSAY ULIS v.f. - AULNAY PARINOR v.f. - VAL - D'YERRES BUXY v.f.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Les ennemis du bois

Le bois est un matériau aux multiples qualités et utilisations. S'il réagit à l'action de l'air, de l'eau, du soleil et même à la pollution atmosphérique, il est en revanche vulnérable à l'attaque de certains insectes et champignons.

Ces ennemis sournois vivent et prolifèrent au dépend du bois et peuvent arriver à le détruire. Pour le défendre contre ces agressions, il existe des produits chimiques efficaces. Il est toujours préférable de prévenir plutôt que guérir (aujourd'hui la plupart des bois de construction sont traités avant leur mise en œuvre) mais on peut cependant, avec plus de difficultés certes, soigner les bois attaqués par les parasites.

Les insectes xylophages n'ont pas tous les mêmes goûts. Ainsi, le capricorne des maisons aime les bois résineux secs tandis que le lyctus préfère les essences de bois feuillus : chêne, châtaigner, merisier, noyer et bois tropicaux. La vrillette est moins sélective et apprécie surtout les bois anciens déjà attaqués par les champignons. Quant au termitte, il dévore tout : bois, papier et textile. Cet insecte redoutable vit en colonies très organisées pour la destruction de tout ce qui est à base de cellulose.

Parmi les champignons prédateurs, la mèche s'attaque surtout aux bois résineux mais aussi aux feuillus, notamment le chêne se trouvant en contact avec des résineux contaminés. Les arbres dont on dispose contre ces agresseurs sont des produits curatifs et préventifs, à la fois insecticides et fongicides. Le « Xylam » de Solvay-Bayer est un liquide incolore, de faible viscosité ; le « Xylophène SOR » (Xylochimie), non huileux, est également incolore. Ces deux produits de traitement, homologués par le Centre technique du bois, s'appliquent sur des meubles, charpentes, parquets, escaliers. Ces liquides, inflammables et toxiques, doivent être utilisés avec précaution, en badigeonnage, pulvérisation ou injection dans le bois. Il est conseillé de confier ces soins à des spécialistes (dont la liste peut être communiquée par le Centre technique du bois), mais des bricoleurs avertis peuvent acquiescer un outillage pour traiter eux-mêmes les bois. Ce « Xylinjector » comprend un matériel de protection (combinaison, masque, gants), un pistolet de pulvérisation, un forêt et des chevilles à injection. Le coffret complet coûte 1295 francs.

Outre les traitements en profondeur, il existe des produits de protection de la surface du bois dont l'application est simple. Insecticides, fongicides et hydrofuges, les « impressions transparentes » sont surtout destinées à protéger les bois exposés aux intempéries : volets, portes, chalets, etc. (« Miragal » de Xylochimie ; « Fongit » de V 33).

Les « lasure » assurent les mêmes protections contre les insectes et champignons et l'humidité. En plus, elles colorent le bois par imprégnation, en laissant sa texture apparente. Ces produits pigmentés s'appliquent à l'intérieur comme à l'extérieur ; ils se font dans tous les tons de bois, clairs ou foncés. Les principales « lasure » sont : le « Xyladecor » (Solvay-Bayer), le « Héliotan » (Xylochimie), le « Fongexor » (V 33), le « Bon-dex » (Tollens) et le « Ripobois » (Ripolin).

Les impressions transparentes et les lasure sont vendues en drogueries, grands magasins et magasins de bricolage.

JANY AUJAME

* Centre technique du bois, 15, avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris.

* Solvay-Bayer, protection du bois, 5, rue François-I^{er}, 75383 Paris Cedex 08.

* Xylochimie, 7-11, boulevard de Courbevoie, 92521 Neuilly Cedex.

* Xylinjector, SIAM, 196, boulevard Pétrole, 75017 Paris, tél. 974-52-22.

MUOTAGE. — Un nouvel ustensile de cuisine permet la cuisson à l'étouffée ou à la vapeur de légumes mijotés doucement. De forme oblongue, ce faitout en aluminium émaillé est doté d'un réceptacle en terre poreuse, encastré dans le couvercle. Cette petite vasque, qui sort de poignée, se remplit d'eau ; au cours de cuisson, elle s'égoutte sur les aliments pour garder leur moelleux. L'intérieur du faitout est en Céramil, revêtement anti-adhérent facile à nettoyer.

* « Auto-chef » de Fissler, distribué par Asta, 350 F environ. Dans les grandes surfaces, les boutiques Genetrix Letha de Paris et province et les magasins d'ustensiles.

ASPIRATEUR POIDS PLUME. — Le plus petit des aspirateurs a été conçu pour dépoussiérer les escaliers, revêtements muraux, rideaux, sièges et intérieurs d'auto-

SERVICE NATIONAL — APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES FRANÇAIS NÉS ENTRE LE 7 AVRIL ET LE 27 AVRIL 1961

Le ministère de la défense communique :

La fraction de contingent 1980/10 comprendra, s'ils ont été reconnus aptes au service :

1° Les jeunes gens :

a) Dont le service ou la prolongation de service arrivent à échéance avant le 1^{er} octobre 1980 ;

b) Dont le report d'incorporation arrivera à échéance avant le 1^{er} octobre 1980 ;

c) Dont l'appel avec une fraction de contingent antérieure a été, pour des motifs divers, annulé et fixé à l'échéance du 1^{er} octobre 1980 ;

d) Volontaires pour être appelés le 1^{er} octobre 1980 et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} août 1980, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur déclaration de sursis ou de report d'incorporation ;

2° Les jeunes gens non titulaires d'un sursis ou report d'incorporation administrés par les bureaux d'un service national métropolitain des cadres le 7 avril 1981 et le 27 avril 1981, ces dates incluses, recensés avec la deuxième tranche trimestrielle de la classe 1981.

Les jeunes gens destinés à l'armée de terre, à la marine ou à l'armée de l'air, seront appelés à partir du 1^{er} octobre 1980.

mobiles. Très léger (1,6 kg seulement), il décolle la poussière et les fils et peluches par une large brosse hélicoïdale et les aspire dans un sac-filtre, de deux litres, à double paroi. Ce mini-aspirateur s'utilise d'une main, par une large poignée située au sommet de sa brosse de forme triangulaire.

* « Aéro », 400 F environ. En vente dans les grands magasins et chez les électroménagistes.

CONSEILS ÉLECTRIQUES. — Promotion, association pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des installations électriques, vient d'éditionner une brochure destinée à la modernisation de l'habitat. Tous ceux qui souhaitent améliorer ou rénover une installation électrique vétuste ou insuffisante y trouveront des conseils sur le matériel et sa mise en œuvre, les règles de sécurité à observer et les principes fondamentaux de l'isolation thermique. Un chapitre est consacré aux aides financières auxquelles on peut prétendre pour améliorer le confort d'un logement ancien.

* La modernisation de l'habitat, brochure gratuite à demander à Fromont, 32, boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

PARIS EN VISITES

LUNDI 25 AOÛT

* Métropole royale de Saint-Denis, 14 h. 45, entrée de la basilique, Mme Vermeersch.

* Café Frocque et son quartier, 15 h. 15, rue de l'Anclienne-Comédie, Mme Zolovitz (Caisse nationale des monuments historiques).

* La Cité, 14 h. 30, métro Cité (Approche de Paris).

* Le Père-Lachaise, 15 h. entrée, boulevard de Ménilmontant (Carnegie d'Art et d'Architecture).

* La Marais (Histoire et Archéologie), 21 h. métro Saint-Paul (Lutèce-Vivantes).

* Le Marais, 15 h. 30, métro Saint-Paul (Déconstruction du passé).

* Hôtel Lutetia, 16 h. 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

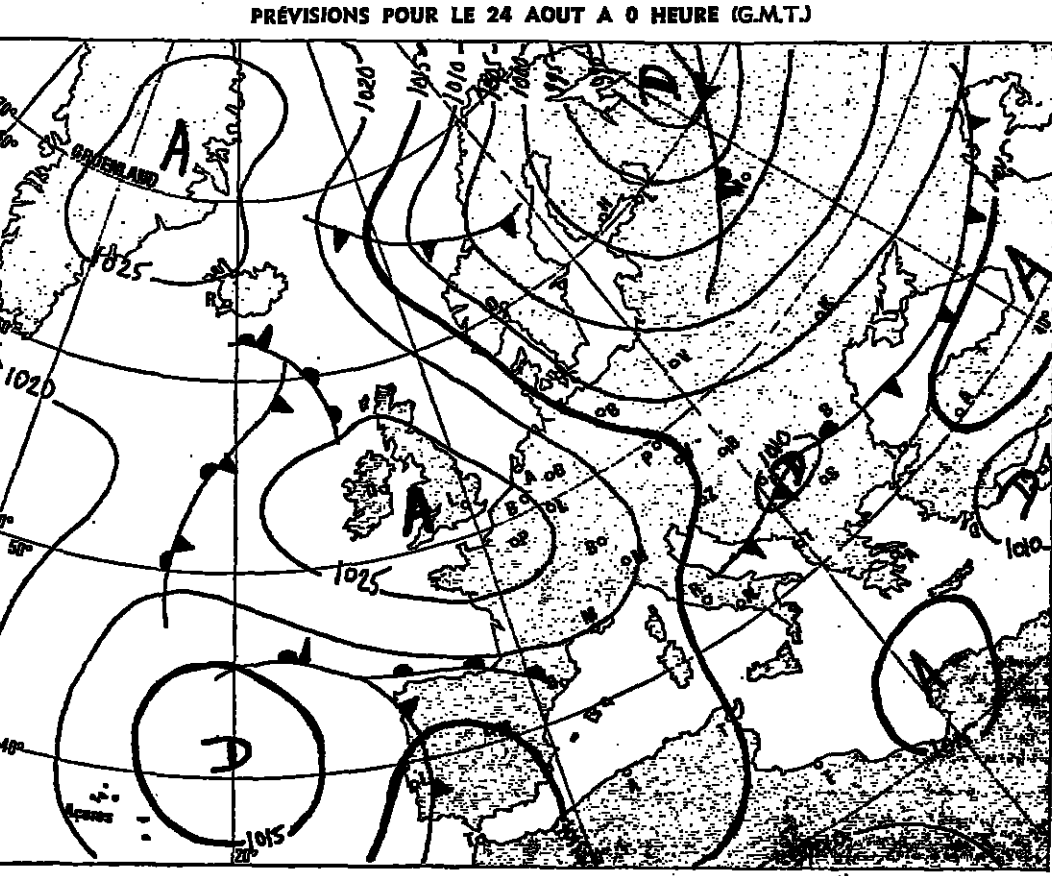
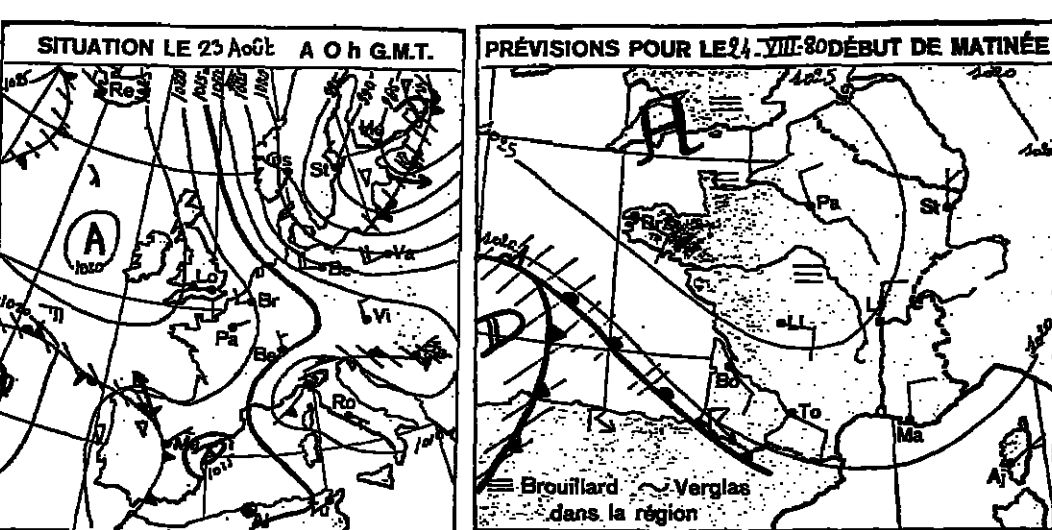
* Saint-Germain-des-Près, 15 h. 1, rue Maitland (Le Vieux-Paris).

Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Créateur : Jacques Fauriol, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimé au Monde, 5, r. des Italiens, PARIS-IX^e. 1978.

Reproduction interdite de tout extrait, sans accord avec l'administration. Commission paritaire n° 57437.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 23 août à 8 heures et le dimanche 24 août à 8 heures :

Les hautes pressions centrées à l'ouest de l'Irlande se déplaceront lentement vers les îles Britanniques en s'affaiblissant, mais une dorsale continuera à les protéger vers le nord du massif alpin. Les perturbations orageuses de la péninsule Ibérique pénétreront un peu sur nos régions de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Dimanche, un temps assez nuageux avec quelques ondées et des orages isolés affectera l'extrême Sud-Ouest le matin et s'étendra le soir sur les régions s'étendant des côtes de l'Atlantique au sud-est du Massif Central, aux Pyrénées et au golfe du Lion. Sur ces régions, les vents s'orienteront au sud-est et quelques rafales auront lieu sous les orages. Les températures varieront peu sur le reste de la France, le temps sera généralement bien ensoleillé après la dissipation des brumelettes du matin sur nos régions septentrionales, mais les températures maximales marqueront une hausse.

Le samedi 23 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1021,5 millibars, soit 766,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 août ; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24) : Alger, 28 et 16 ; Annecy, 24 et 12 ; Arles, 28 et 16 ; Bordeaux, 27 et 13 ; Bourges, 23 et 11 ; Bruck, 18 et 11 ; Caen, 22 et 10 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 25 et 10 ; Dijon, 24 et 11 ; Grenoble, 25 et 11 ; La Roche, 21 et 10 ; Lyon, 25 et 11 ; Marseille, 30 et 18 ; Nancy, 18 et 5 ; Nantes, 24 et 10 ; Nice, 27 et 15 ; Orléans, 20 et 11 ; Pau, 27 et 15 ; Perpignan, 35 et 21 ; Rennes, 20 et 8 ; Strasbourg, 22 et 11 ; Toulon, 22 et 10 ; Toulouse, 29 et 16 ; Valenciennes, 20 et 12.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 23 août 1980 :

DÉCRET

● Portant suppression du service de l'inspection nationale de la sécurité (P.T.T.).

● Portant abrogation du titre d'existence légale d'un établissement congréganiste.

● Portant octroi de permis exclusifs de recherches de mines.

UN AVIS

● Relatif à l'application du décret du 26 août 1976 sur la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques destinés à être employés dans certaines limites de tension.

CARNET

Décès

— Mme Roland Brun, 81 ans, née à Saint-Clément, décédée le 23 août 1980.

— M. et Mme R. de Gramont et leurs enfants, M. et Mme R. de Millot et leurs enfants.

— Les familles Brun, Gouilleux et Bochal.

— La grande tristesse de faire part du décès de

M. Roland BRUN,

survivant dans sa cinquantième année, à Boulogne-sur-Mer, le 23 août 1980.

Les obsèques auront lieu le samedi 23 août 1980, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, avenue Jean-Baptiste-Clement à Boulogne. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Michel Duhammeux, Mlle Michèle Duhammeux, Mlle Mary Duhammeux, Jean-Louis et Michel Lafrenne, M. et Mme Yves Lamarche, Mlle Diane Duhammeux, 28 tous la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel DUHAMMEUX, ingénieur général des Mines, commandeur de la Légion d'honneur.

leur très cher époux, père et grand-père, platement décédé le 21 août 1980, dans sa quatre-vingt-neufième année, à Saint-Clément.

— On nous prie d'insérer l'avis suivant :

Mlle Geneviève Jaffroux ou M. Vincent Holvick, qui circulent en Espagne dans un coupé 304 Peugeot vert foncé immatriculé 6701 GX 67 sont priés d'entrer en contact d'urgence avec la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Tél. : (91) 81-80-11.

Les deux SCHWEPPE, l'un se retourne, l'autre pas.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 2741

HORIZONTALEMENT

I. Période pendant laquelle il n'y a aucun risque de devenir néant. C'est quand elle est publique. — II. Caractère qu'on peut attribuer à ceux qui n'ont presque pas de front. — III. Très gras et très sauté. Tirez des traits. Saute. — IV. Peut faire une chute. Normalement, qu'on peut donner à une très grande armoire. — V. Une ville bien connue du monde. Préfixe. — VI. Fait qu'on éprouve un certain plaisir à cracher. Nom de roi. — VII. Où l'on ne voit pas d'accidents. Il en faut deux pour faire un siège. — VIII. Arbre. — IX. Parler en malice. Utile quand on veut passer. — X. Somme de peu d'importance. Tête de loup. Négation étrangère. En France. — XI. Note. Nom qu'on donne à ceux qui descendent des monarches. — XII. Ne sont pas des céramiques bien catholiques quand elles sont noires. Dans un alphabet étranger. Baie du Japon. — XIII. Événement qui justifie le premier acte. — XIV. Frouve qu'il n'y a pas de parti pris. Pour l'ouvrir, il faut le boucher. — XV. Du soir au matin. Appris. Département.

VERTICALEMENT

1. Ne sont pas partisans du parti unique. Se présentent généralement toute nue. — 2. Qui n'ont donc rien passé. On ne peut y accéder qu'après avoir cessé de fumer. Grecque. — 3. Fut détruite par Salomon. Se met de préférence près d'un banc. Kaosm, c'était Pottjean. — 4. Sont souvent tout défilés quand il y a en une bombe. Dieu. Conjonction. — 5. Pronom. Précède un retour d'affection. — 6. Pour faire l'ouverture. Un travail de précision. Utile pour le nettoyage des rivières. — 7. Pièces satiriques. Préfixe. Sont de bois. — 8. On y met tout ce qui est plissant. Tient à l'œil. On y faisait bien des mystères. — 9. Certain est modéra-

ASSURANCES

ACCIDENTS DE TRACTEURS. — Les accidents de tracteurs font en moyenne chaque année une centaine de morts et quelques quatre cents blessés parmi lesquels de nombreux enfants.

Selon la réglementation en vigueur, il est interdit de transporter plus de deux personnes sur un tracteur. Seconde restriction : le transport ne peut s'effectuer que si l'engin est équipé de sièges spéciaux, répondant à des normes strictes.

Si, malgré les précautions prises, un accident survient, l'assureur indemnise normalement les victimes. Toutefois, la garantie ne joue que lorsque certaines dispositions légales ont été respectées. Par exemple, le conducteur doit avoir l'âge requis (seize ou dix-huit ans selon les cas). En outre, les passagers ne sont indemnisés que s'ils ne sont pas en nombre supérieur à celui des sièges.

CONCOURS

UN CONCOURS SUR TITRES est ouvert à la préfecture du Doubs pour un poste de sage-femme à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales pour le secteur de Pontarlier.

Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du Doubs « services généraux bureau du personnel », cité administrative, Chamare, 25049 Besançon cedex.

FORMATION PERMANENTE

GESTION DES ASSOCIATIONS. — Pour les animateurs, trésoriers et membres des conseils d'administration des associations, un stage d'administration-gestion est organisé pendant six semaines, d'octobre à décembre 1980, et traitera notamment des structures juridiques d'une association, loi de 1901, de sa comptabilité, de sa fiscalité, de ses relations avec l'extérieur, etc.

* Direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Fath, au 259-01-69, postes 216 et 217.

TRANSPORTS

PLUS DE TRAIN FERRY ENTRE PARIS ET LONDRES. — Les services directs Londres-Paris et Londres-Besançon en wagons-lits via Douvres/Dunkerque vont prendre fin le 31 octobre prochain, annonçant les chemins de fer britanniques. Inaugurés en 1931, ils ont cessé d'être rentables à cause de la concurrence de l'avion. Le service de « train ferry » entre Douvres et Dunkerque sera néanmoins maintenu pour le transport de trains de marchandises qui, lui, est en constante expansion.

BREF

ASSURANCES

ACCIDENTS DE TRACTEURS. — Les accidents de tracteurs font en moyenne chaque année une centaine de morts et quelques quatre cents blessés parmi lesquels de nombreux enfants.

Selon la réglementation en vigueur, il est interdit de transporter plus de deux personnes sur un tracteur. Seconde restriction : le transport ne peut s'effectuer que si l'engin est équipé de sièges spéciaux, répondant à des normes strictes.

Si, malgré les précautions prises, un accident survient, l'assureur indemnise normalement les victimes. Toutefois, la garantie ne joue que lorsque certaines dispositions légales ont été respectées. Par exemple, le conducteur doit avoir l'âge requis (seize ou dix-huit ans selon les cas). En outre, les passagers ne sont indemnisés que s'ils ne sont pas en nombre supérieur à celui des sièges.

CONCOURS

UN CONCOURS SUR TITRES est ouvert à la préfecture du Doubs pour un poste de sage-femme à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales pour le secteur de Pontarlier.

Les candidatures sont à adresser à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du Doubs « services généraux bureau du personnel », cité administrative, Chamare, 25049 Besançon cedex.

FORMATION PERMANENTE

GESTION DES ASSOCIATIONS. — Pour les animateurs, trésoriers et membres des conseils d'administration des associations, un stage d'administration-gestion est organisé pendant six semaines, d'octobre à décembre 1980, et traitera notamment des structures juridiques d'une association, loi de 1901, de sa comptabilité, de sa fiscalité, de ses relations avec l'extérieur, etc.

* Direction départementale de la jeunesse, des sports et des loisirs de Fath, au 259-01-69, postes 216 et 217.

TRANSPORTS

PLUS DE TRAIN FERRY ENTRE PARIS ET LONDRES. — Les services directs Londres-Paris et Londres-Besançon en wagons-lits via Douvres/Dunkerque vont prendre fin le 31 octobre prochain, annonçant les chemins de fer britanniques. Inaugurés en 1931, ils ont cessé d'être rentables à cause de la concurrence de l'avion. Le service de « train ferry » entre Douvres et Dunkerque sera néanmoins maintenu pour le transport de trains de marchandises qui, lui, est en constante expansion.

Le Monde

Blocus plus souple dans les préfets des départements

A For scarmouches dans la nuit

Cherbourg, port fragile

كندا من الأصلي

Le Monde

économie

LE CONFLIT DES MARINS-PÊCHEURS

● Blocus plus souple dans plusieurs ports

● Les préfets des départements côtiers rencontrent les représentants des grévistes

Trêve relative et détente au moins provisoire dans le conflit des marins-pêcheurs. Ceux-ci ont assoupli ou même levé leur blocus dans un certain nombre de ports pour témoigner de leur bonne volonté. En effet, c'est au cours de la matinée du samedi 23 août, que leurs représentants devaient rencontrer, chacun dans son secteur, les quarante directeurs régionaux des affaires maritimes et les vingt-six préfets des départements côtiers. Objet de la réunion : recenser les problèmes spécifiques de la pêche artisanale et industrielle pour chaque zone. Rapports et propositions seront ensuite transmis au ministre des transports M. Joël Le Theule. Le conseil des ministres du mercredi 27 août sera en partie consacré à la situation de la pêche française.

Cependant, l'attitude des pêcheurs est loin d'être unanime. Ainsi les professionnels C.G.T. et C.F.D.T. du Finistère ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à la réunion organisée par le préfet à Quimper. En revanche, les artisans de Port-en-Bessin (Calvados) et de Fécamp (Seine-Maritime) devaient être reçus le samedi 23 août dans l'après-midi, à Paris, par M. François Essig, directeur de la marine marchande. De son côté, M. Edmond Maître participera, le

lundi 25 août, à une réunion à la Bourse du travail de Boulogne-sur-Mer.

Localement, sur les trois grandes façades maritimes, la situation était la suivante samedi en fin de matinée. Dunkerque est toujours bloqué. Les patrons de cinq chalutiers d'Étaples ont comparu vendredi devant le tribunal des référés. La S.N.C.F., une société de car-ferries et une compagnie de transport par conteneurs leur réclament une indemnité provisionnelle de 500 000 francs. Pour sa part, le Port autonome demande 180 000 francs pour pertes d'exploitation. Le jugement sera rendu le lundi 25 août.

Blocus également à Calais, mais le trafic des hovercrafts, qui avait été interrompu pendant quelques heures vendredi, a pu reprendre. Au Havre, dont l'accès était libre et où vingt et un cargos avaient pu rentrer au port, est de nouveau fermé. Les ports de plaisance de Courseulles et Deauville (Calvados) sont dégauchés. A Cherbourg, les pêcheurs ont accepté de lever le blocus du port de plaisance pendant deux heures vendredi après-midi, permettant l'appareillage de cent cinquante yachts. Mais le trafic des car-ferries est toujours suspendu.

En Bretagne, le climat est à la détente. La grève continue à peu près partout, mais le

trafic a repris à Roscoff et à Saint-Malo. Dans ce dernier port, le blocus est levé définitivement, car les pêcheurs ont obtenu la suspension des importations de poisson par les ferries, l'aménagement de la criée et du port de pêche ainsi que l'unification des tarifs du gazole dans tout le quartier maritime. Les professionnels de Lorient ont décidé de poursuivre leur mouvement de grève et ils participeront mardi prochain à une opération « Lorient ville morte ».

A Donges, l'entrée du port pétrolier est libre, mais les tankers ne peuvent accoster, car les remorqueurs sont bloqués à Saint-Nazaire. La Rochelle reste fermée, mais, sur Sables-d'Olonne, la course de voiliers dite du « Figaro » a pu enfin prendre le départ.

Sur la côte du Sud-Ouest, les marins-pêcheurs de Royan ont libéré l'accès au port de plaisance, et ceux de Bordeaux, qui se sont prononcés pour la négociation, ne bloqueront pas le port. Situation inversée à Arcachon, où les pêcheurs ont fermé le second port de plaisance du bassin. Sur la côte basque, les professionnels d'Handaye ont déposé leur rôle, mais Bayonne et Saint-Jean-de-Luz restent libres.

Sur la côte méditerranéenne, les situations sont contrastées. A Port-Vendres, Port-la-Nouvelle, Saint-Cyprien et Port-Barcarès, les pêcheurs maintiennent leur blocus malgré la grogne des plaisanciers et l'impatience des commandants de cargo, qui attendent en mer. Mais Port-Croix et Port-Leucate sont libres d'accès. Sète est fermé. Fos, ouvert après une nouvelle intervention des unités de la marine nationale dans la nuit de vendredi à samedi, connaissait dans la matinée un regain de tension. En effet, la situation semblait se durcir dans le port où une vingtaine de chalutiers, pour la plupart sèteois, se trouvaient dans le bassin d'évolution des pétroliers et à l'entrée de plusieurs darses. Les bâtiments de la marine internationale, croisaient toujours à quelques milles du port.

Le blocus « perlé » qui se prolonge suscite de vives réactions en France et à l'étranger. Ainsi la Fédération des agents maritimes de France demande au gouvernement de « prendre de manière urgente et sans défaillance les dispositions nécessaires pour faire assurer dans tous les ports de commerce, pétroliers et autres, le respect de la loi et des engagements internationaux ».

L'INTERVENTION DE LA MARINE NATIONALE

Les syndicats accusent le gouvernement de « provocation »

Les syndicats ont vivement réagi, le vendredi 23 août, à l'intervention de la marine nationale pour forcer les barrages établis par les marins-pêcheurs dans le port pétrolier de Fos-sur-Mer. Le ton est ferme et le gouvernement est accusé de « provocation », mais aucun mot d'ordre de grève n'a été lancé dans les corporations proches des marins (dockers, marine marchande, personnels civils des arsenaux, construction et réparation navale) qui se déclarent solidaires du conflit.

Tandis que M. Robert Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, demande au premier ministre « de faire procéder au retrait immédiat des forces de police et d'ouvrir sans tarder des négociations au niveau national » (...), la C.G.T. a adressé un télégramme à M. Raymond Barre pour obtenir que « cessent immédiatement les opérations militaires et de police en cours (...) éléments graves de tension ».

De son côté, la C.F.D.T. estime que la décision du premier ministre est une « tentative de diversion » et une « provocation à laquelle les marins-pêcheurs ont refusé de répondre pour éviter les incidents ». La intervention de la marine nationale a été qualifiée de « provocation à la violence » et une « provocation à la violence ».

Les responsables de deux syndicats de policiers ont par ailleurs déploré le fait que des CRS soient « relégués de leurs postes de surveillance des plages pour être regroupés à Brest et Saint-Etienne pour intervenir éventuellement dans le conflit des marins ».

La C.F.T.C. demande au contraire que « les organisations de pêcheurs lèvent le blocage des ports qui dépasse le stade de la grève et risque d'entraîner des incidents graves ». Le syndicat suggère que le gouvernement demande la réunion d'une « conférence européenne de la pêche ».

Pour sa part, M. Guy Hermer, membre du bureau politique du P.C.F., député des Bouches-du-Rhône, qualifie l'intervention de la marine nationale d'acte de piraterie. Dans une déclaration publiée, samedi 23 août, par l'« Humanité », il ajoute : « La promptitude à déployer tous les moyens de la force publique pour défendre les profits des pétroliers n'a d'égal que la complaisance dont le gouvernement fait preuve à l'égard de ces mêmes pétroliers quand ils polluent notre littoral. Et surtout, c'est sa politique et son refus de négocier qui sont responsables du conflit et sa prolongation ».

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et candidat à l'élection présidentielle, approuve l'intervention de la marine nationale. Au cours d'une réunion publique à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), il a accusé les « syndicats révolutionnaires d'avoir subordonné les intérêts des travailleurs de la mer à une certaine stratégie politique ».

La C.G.T. : un coup profond a été porté aux gens de mer en dressant des marins contre des marins

« Nous avons dans ce conflit une force tranquille. Nous savons ce que nous représentons dans la marine et nous ne sommes pas des travailleurs pour nous », a déclaré M. Jean-Claude Larose, membre du bureau confédéral de la C.G.T., en déclarant vendredi 23 août dans l'après-midi, une conférence de presse de la fédération des syndicats maritimes C.G.T. Pour lui, pas d'hésitation : la confédération soutient totalement les revendications et les actions des marins en grève, qu'ils soient salariés ou artisans. Si l'intervention de la marine nationale n'a pas entraîné une extension du conflit, c'est simplement que les grévistes n'ont pas voulu tomber dans le « piège » du gouvernement.

Mais, précise M. Larose, « un coup profond a été porté aux gens de mer en dressant des marins contre des marins ». La preuve, les syndicats C.G.T. des dockers, des capitaines, des pêcheurs et officiers mécaniciens C.G.T. ont confirmé leur mot d'ordre : « refuser tout travail ou manœuvre sous la protection des forces de police ou des bâtiments de la marine nationale ». Donc, pas de consigne de grève aux marins de commerce. Mais ceux-ci ont leurs propres revendications et « plus le conflit s'étend, plus le gouvernement sera contraint à des problèmes complexes ».

En attendant, une subvention aux pêcheurs pour leur carburant (40 centimes par litre qu'il n'est pas question, précise la C.G.T., de faire payer par les autres usagers) est toujours un préalable à

l'arrêt de la grève des marins-pêcheurs. Après, mais après seulement, la C.G.T. est prête à discuter des autres problèmes de la pêche : modification des circuits de distribution pour réajuster les cours du poisson à la production sans augmenter les prix à la consommation, limitation des importations, nouveau plan de soutien à la pêche.

Une stratégie globale

Aussi la C.G.T. ne participera-t-elle pas aux réunions de ce samedi 23 août dans les préfectures. D'abord « parce que nous ne pouvons négocier au moment où des coups de force sont portés contre les travailleurs », surtout « parce qu'ils ne donneront rien et nous ne pouvons pas accepter cette tentative de division des grévistes ». De même, la C.G.T. hésite à assister à la réunion nationale de conciliation sur le conflit de Boulogne, convoquée pour lundi prochain, car « il ne faut pas souscrire qu'elle ait un résultat quelconque ».

Il apparaît clairement que la C.G.T. veut utiliser ce conflit dans sa stratégie globale : d'abord pour critiquer la C.F.D.T. qui est accusée d'avoir accepté un arrangement avec les armateurs de cent ; ensuite, pour montrer que « l'action se développe dans tous les domaines » ; enfin pour justifier sa position devant les événements politiques : « C'est en France, pas en Pologne, a dit M. Larose, que la marine de guerre est envoyée contre les travailleurs ».

A Fos

Escarmouches dans la nuit

Une mini-bataille navale a opposé de nouveau, dans la nuit de vendredi 22 à samedi 23 août les unités de la marine de guerre et les chalutiers de Sète et de Port-de-Bouc, qui avaient repris position devant le port de Fos. Après les opérations de la matinée de vendredi, au cours de laquelle une petite escadre de neuf bâtiments de la Royale, sortie de Toulon, avait délogé non sans mal le piquet de grève de Fos, on croyait que tout était rentré dans l'ordre. Les pétroliers capitaux avaient pris le large et aucune entrée n'était prévue pour la nuit, preuve évidente que les raffineries ne sont pas près de l'apoplexie mais plutôt de la pléthore.

Les darses de Fos étaient donc quasiment désertes, les pêcheurs ayant disparu et les bâtiments de la marine nationale croisaient à plusieurs milles au large. Or vers 19 heures, sept chalutiers revenaient s'amarrer au pied de la tour vigie, tandis que quatre autres gagnaient l'entrée de l'écluse de Sète, peut-être pour bloquer les passagers. On semblait ensuite s'installer pour une nuit de simple veille lorsqu'un petit pétrolier de la Royale, le Bernard-Lafitte, chargé de 2 500 tonnes de fusi destinées à la base de Toulon, voulut sortir du port. En quelques instants, il était contraint, bien entendu, de rebrousser chemin. Le commandant du Bernard-Lafitte a fait le récit de cette action : « Les chalutiers nous ont serré de près. Deux d'entre eux ont tenté d'une douzaine de pêcheurs montaient à bord et tentaient de pénétrer dans le poste de pilotage et de prendre la barre. Cette manœuvre pour un pétrolier représente un danger certain au moment où il franchit une étroite passe et où la décision de faire demi-tour et de revenir à mon poste d'origine. »

Le principe d'un nouveau

blocus de Fos avait été décidé au cours d'une réunion houleuse tenue à Martigues, vendredi après-midi. Auparavant, l'administrateur maritime du quartier avait conféré les mesures promises en faveur des artisans pêcheurs : limitation de la pêche des plaisanciers, répression de la vente frauduleuse aux mareyeurs. En revanche, il n'avait pu prendre aucun engagement sur le prix du gazole et l'aide au rôle, ce qui avait avivé le mécontentement des professionnels de la pêche industrielle. Aussi, sous l'impulsion des chalutiers de Sète, les pêcheurs avaient-ils, non sans d'âpres discussions, décidé de « reprendre le combat ».

Après l'arraisonnement du petit ravitailleur de la Royale, ils pouvaient s'estimer satisfaits, et les sept chalutiers de Sète et de Martigues s'étaient de nouveau mis à quel, au pied de la tour de vigie, s'attendant à passer une nuit tranquille. Les pêcheurs s'étaient même endormis lorsqu'à 1 heure l'escadre de la flotte de guerre entamant une opération surprise en liaison avec les C.R.S. Surprenant de la nuit, les remorqueurs de la marine nationale, toutes lancées à eau brisée, vinrent se placer tout contre les chalutiers et avec des haut-parleurs, des sommations furent lancées leur demandant de larguer les amarres.

Les pêcheurs, surpris dans leur premier sommeil, tardèrent à répondre. Du haut du quel, les C.R.S. commencèrent à les bombarder de grenades lacrymogènes. Un fil de pêche prit feu. Les pompes à incendie des remorqueurs noyèrent aussitôt ce début d'incendie. Une demi-heure plus tard, les sept chalutiers faisaient route à petite vitesse vers le chenal de sortie. Un fort mistral soufflant sur les golets, ils ont été poussés vers la rive, à l'abri de Port-de-Bouc. L'honneur était sauf dans les deux camps.

Cherbourg, port fragile

De notre correspondant

Cherbourg. — La ville de Cherbourg a été connue en une semaine de conflit. Il ne manque, si l'on ose dire, que l'intervention de la marine nationale dans ce port où est basée la préfecture de la 1^{re} région maritime. C'est l'éventualité que certains ont cru lire entre les lignes d'un communiqué de la chambre de commerce, jeudi soir. Les gestionnaires du port exigeaient du premier ministre qu'il prenne ses responsabilités pour assurer la liberté de circulation. Il s'agissait, en fait, de faire supporter au gouvernement les dommages-intérêts redoutés. La manque à gagner est estimé par la chambre de commerce de Cherbourg à 100 000 F par jour, sans compter les déboires des compagnies maritimes. Des dizaines de camions et plus de trente-cinq mille passagers ont été perdus pour le port.

Les craintes les plus vives concernent les retombées à plus long terme. Lancée dans une politique coûteuse de grands travaux pour combler par des terre-

pleins une partie de la rade de Cherbourg, et sortir le port de l'oubli transatlantique des années 60, la chambre de commerce a peur de perdre certains trafics et de ne pas en gagner de nouveaux comme elle l'espérait. La compagnie de fret Trakline dont les cent vingt employés sont français à 93 % a toujours vu d'un mauvais oeil partir soixante-dix camions pour Ostende en fin de semaine avec des parts de traversée, via la Belgique, rendus très compétitifs grâce aux aides du gouvernement.

La chambre de commerce a enregistré avec une certaine agilité le détournement immédiat de deux des cinq super-cargos japonais transporteurs des voitures Toyota, attendus, loin du port de Cherbourg. Elle sait que ce genre de trafic pour lequel elle a beaucoup investi peut être perdu d'un jour à l'autre, comme ce fut le cas voilà trois mois avec des voitures Citroën exportées par la société Causse-Wallon.

(Interim.)

A Port-en-Bessin, où tout a commencé

De notre correspondant

Caen. — Le conflit des marins-pêcheurs prend sur le littoral normand les allures d'une longue épreuve sportive. Aux temps forts succèdent les ronds d'observation, et telle est bien la situation en cette fin de semaine, la journée de vendredi servant en quelque sorte de mi-temps. Alors que la marine nationale était intervenue à Fos-sur-Mer, les chalutiers de Port-en-Bessin libèrent temporairement l'avant-port du Havre. Une mesure du même ordre était décidée pour le port de Deauville par les pêcheurs de Trouville, tandis que ceux de Grandcamp s'apprêtaient à lever le siège de Courseulles. Seul Oubremont faisait figure d'exception.

Un contre-ordre venait remettre en cause la discussion entre des grévistes et les autorités portuaires, qui laissent d'abord présager la levée du blocus. Mais, là encore, la négociation devait se poursuivre avec un gouvernement qui ne pourra pas éternellement se prolonger, et la reprise, quel que soit son aspect, donnera le port de Deauville par les pêcheurs de Trouville, tandis que ceux de Grandcamp s'apprêtaient à lever le siège de Courseulles. Seul Oubremont faisait figure d'exception.

Un même dénominateur

M. Jean Lorille, secrétaire de la chambre locale syndicale des pêcheurs artisans, met en évidence un même dénominateur commun pour tous qui s'appellerait crise et actuelle ou à venir. La grève, se plaçant à répéter les marins, n'est pas dans nos habitudes, comme s'ils tenaient encore à se justifier. Né du ras-le-bol des femmes « qui ne peuvent plus faire bouillir la marmite », le mouvement a très vite pris un aspect dur. L'heure du boucan est peut-être arrivée. Et avec lui le soulèvement de l'opinion publique à une cause qui pourrait être mieux entendue. « La levée des blocus, explique un responsable des administrations concernées, il conviendrait de s'occuper de servir les cordes. Attitude d'autant plus méritoire que les intérêts divergent souvent dans des proportions plus ou moins grandes de Honfleur à Grandcamp. »

(Interim.)

Dans une interview à « Ouest-France »

« LA LIBERTÉ DE CIRCULATION DANS LES PORTS DOIT ÊTRE ASSURÉE », déclare M. Joël Le Theule

« La liberté de circulation dans les ports doit être assurée, déclare M. Joël Le Theule, ministre des transports, dans une interview, publiée ce samedi 23 août, au quotidien Ouest-France, parce que c'est la première condition de notre commerce extérieur et de toutes les activités qui en dépendent. On ne peut accepter que telle ou telle profession bloque le trafic des marchandises ou des passagers — surtout en période touristique — pour faire valoir ses revendications. » Cependant, le ministre des transports estime qu'il « est non moins indispensable que l'activité de la pêche française continue de s'exercer convenablement. C'est pourquoi je n'ai jamais refusé de discuter avec les professionnels. »

» Au sein même d'un port, il y

a des différences considérables. C'est pourquoi j'ai refusé toute solution simpliste et au même temps exigé que la liberté de circulation soit garantie », ajoute M. Le Theule.

A propos du gazole, le ministre estime que « le carburant pêche » ne paye aucune taxe et il est subventionné. C'est un avantage dont ne bénéficie aucune autre activité. Augmenter la subvention, de quelque façon que ce soit, ne résoudrait aucun des problèmes de fond. Il réapparaîtra six mois après. L'augmentation du prix de l'énergie est une contrainte qui est imposée de l'extérieur à tous les pays du monde qui ne produisent pas de pétrole et à tous les secteurs de leur économie. Nous devons nous y adapter ».

ENVIRONNEMENT

UNE PLAGE INTERDITE A SAINT-RAPHAEL

De notre correspondant

Toulon. — La plage du Vella, la plus fréquentée de Saint-Raphaël, est interdite à la baignade depuis le vendredi 23 août. Les analyses bactériologiques de contrôle ont révélé la concentration excessive de micro-organismes (streptocoques, coliformes et entérocoques notamment) rendant l'eau impropre à la baignade. De nouveaux prélèvements ont été faits mais les résultats ne seront

connus que lundi, date à laquelle la plage pourra être éventuellement autorisée à nouveau. Malgré l'afflux de vacanciers, chacun s'est pillé de bon gré à l'interdit. Les responsables estiment que de tels incidents ne devraient plus se reproduire. La station d'épuration en cours de construction aura été mise en service.

(Interim.)

SOCIAL

M. Bernasconi (P.M.E.) s'élève contre les menaces de grève à la rentrée de septembre

S'inquiétant de la situation sociale à la rentrée de septembre, M. René Bernasconi, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, déclare dans un communiqué :

« Les leaders syndicalistes annoncent et répètent qu'il faut s'attendre à de vastes mouvements de grèves, d'ampleur nationale, dès la rentrée, ainsi que dans les mois qui suivent. La C.G.P.M.E. ne peut rester passive et muette devant de telles menaces. Elle dénonce la caricature irresponsable de ces déclarations : ce n'est pas en stoppant le courrier, en arrêtant les trains, en coupant le courant, qu'on règle les problèmes économiques. On ne fait que les aggraver. »

« Les grèves annoncées à grand renfort de publicité, pourvu M. Bernasconi, vont provoquer, comme chaque fois, des difficultés graves aux petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales, de services, et acculer nom-

bre d'entre elles, comme chaque fois, à la faillite. Ces difficultés, ces disparitions, augmenteront le nombre de chômeurs du secteur privé, ralentiront l'économie, compromettent notre commerce extérieur, réduisent d'autant les possibilités de progrès social. »

Le président de la C.G.P.M.E. ajoute : « Les grèves, surtout lorsqu'elles sont d'inspiration politique, ne peuvent être ni approuvées ni comprises par des chefs d'entreprises indépendants et leur personnel non fonctionnarisé, qui savent le montant des pertes économiques et sociales qu'entraînent, et dont chaque Français, finalement, fait les frais. » M. Bernasconi se déclare partisan d'un dialogue permanent avec les syndicats pour tenter de trouver des solutions aux problèmes difficiles du moment, mais dans un esprit de responsabilité nationale fondé sur le respect des réalités et des possibilités de l'entreprise. »

La C.G.T. prépare une « rentrée combative » pour la première semaine de septembre, avec des rassemblements et des débrayages dans les entreprises, a déclaré, vendredi 22 août, M. René Lomet. Le secrétaire confédéral de la C.G.T. a affirmé qu'il convenait d'« engager encore plus résolument l'action » pour contraindre le gouvernement et le patronat à ouvrir des négociations sur les revendications des travailleurs. « La C.G.T. entend bien, pour sa part, tenir tous les créneaux de la lutte », a ajouté M. Lomet.

De nouveaux actes de sabotage ont été commis, vendredi 22 août, sur le chantier du T.G.V. (train à grande vitesse), à Evry (Seine-et-Marne), par des grévistes de l'entreprise Desquenne et Giral.

(Publié)

Résidence Lützowplatz

Concours international

pour le secteur situé à l'est de la Lützowplatz, entre les rues Lützowstrasse, Derflingerstrasse, Kurfürstenstrasse et Einemstrasse

Quartier sud du Tiergarten

Conformément à la tâche d'urbanisation d'une zone de dimensions réduites, les organisateurs attendent des idées visant à compléter et à structurer les blocs d'habitat, ainsi que le développement d'un concept des espaces libres pour ces mêmes blocs et les rues avoisinantes, y compris la Lützowplatz qui revêt une situation urbanistique importante dans le secteur de démonstration de l'Exposition Internationale d'Architecture. Sous le thème « Le centre-ville comme lieu de résidence » ce projet alliant habitat et espaces libres doit répondre aux exigences d'un quartier marqué par un caractère urbain et le paysage environnant.

Conditions de participation
Sont autorisés à participer tous les architectes, qu'ils exercent à titre libéral ou qu'ils aient le statut d'employés ou de fonctionnaires, s'ils sont habilités à porter la dénomination professionnelle d'architecte. Sont également admises les personnes diplômées d'écoles supérieures et d'établissements techniques supérieurs détenant une qualification correspondante. Les étudiants ne sont pas admis.

Secteur d'admission
République fédérale d'Allemagne, y compris Berlin (Ouest), République Française, République Italienne, République Portugaise et Royaume d'Espagne.

Documents
Les documents de participation au concours peuvent être demandés par écrit ou retirés, à partir du 15/9/1980, auprès de la «Bank für Gemeinwirtschaft (BKG)», Berlin, code bancaire 100 101 11, en indiquant la mention « Wettbewerb Lützowplatz » ainsi que le nom et l'adresse de l'expéditeur.

Prix et acquisitions
1^{er} prix : 40.000,- DM
2^e prix : 33.000,- DM
3^e prix : 25.000,- DM
4^e prix : 18.000,- DM
5^e prix : 14.000,- DM
S'acquiescent de 6.000,- DM chaque.

Membres du jury technique	Jurés à titre subsidiaire	Experts
Vittorio Gregotti	Gertner Babel	Klaus Bonten
Miles	Berlin	Berlin
Josef Paul Kleihues	Hans-Joachim Klepp	Julius Hauser
Berlin	Berlin	Berlin
Hans Christian Müller	Wolfgang Haas	Herbert Lotze
Berlin	Berlin	Berlin
Christian de Pommerehne	Rainer Weiberg	Christoph Müller-Stübner
Paris	Hamburg	Berlin
Artur Sharma	Jurés suppléants à titre subsidiaire	Ulrich Nagel
Id Aviz	Karin Annemann	Berlin
Säverud Torgerd Cid	Berlin	Wolfgang Schöbe
Berlin	Berlin	Berlin
Oswald Matthias Ungers	Dietrich Kühn	Hilke Wiegand
Cologne	Berlin	Berlin
Membres suppléants du jury technique	Jurés suppléants à titre subsidiaire	Jury d'admission
Klaus Theo Bremer	Gustav Lange	Frank Böhm
Berlin	Hamburg	Berlin
Volker Pätz	Berlin	Hans Heinrich
Berlin	Berlin	Berlin
Joachim Jörnsten	Berlin	Hilke Pitz
Darmstadt	Berlin	Berlin
Jean-Claude Thiébaud-Pons	Berlin	Hilke Schmidt-Thomson
Berlin	Berlin	Berlin
Günther Bräunlich	Berlin	Berlin
Münster	Berlin	Berlin



Internationale Bauausstellung Berlin 1984

BILLET

La sérénité de la régie Renault

On ne s'attend pas, à la direction de la régie Renault, à une rentrée sociale mouvementée si M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T., doit y prendre la parole le 5 septembre. La bonne marche de l'entreprise nationalisée, comparée à la situation des autres firmes automobiles qui vont procéder à des mises en chômage technique, le renouvellement, le 2 juin, d'un accord d'entreprise amélioré, signé par la C.G.T. et la C.F.D.T., et jusqu'aux succès de Renault en formule 1, qui sont appréciés comme tels par le personnel, tout cela, estiment les dirigeants, mettrait l'Etat à l'abri d'un accès de fureur virulent. Des débrayages limités, peut-être.

Pourtant, deux « affaires », qui n'ont aucun lien entre elles, malgré les efforts de la C.G.T. et du P.C.F. pour les réunir, ont contribué à alimenter, cet été, la contestation syndicale à Billancourt : le licenciement de M. Certano, secrétaire général du syndicat C.G.T., et le démantèlement de machines-outils. Le ministre du travail et de la participation, par une évidente maladresse, et la direction de la Régie, par le retard qu'elle a mis à s'expliquer de façon convaincante (le Monde du 23 août), portent une indéniable part de responsabilité dans cette tension.

Pourquoi si tard ?

On peut ne pas contester le bien-fondé de la décision de M. Bernard Vernier-Pellier, P.-D. G. de la Régie, de licencier M. Certano, après que ce dernier l'eût « retenu » pendant dix heures dans un bureau. M. Séguin lui-même s'est clairement prononcé contre les « séquestrations » de dirigeants et cadres d'entreprise. Mais on note que cette sanction suprême — aucune autre n'était donc possible — a été prise deux jours après les faits. L'argument de la Régie, attendant le jugement du tribunal de Nanterre, qui a effectivement donné tort à M. Certano, est... seulement un bon argument. Le comportement du syndicaliste n'a pas été, que l'on sache, irrépréhensible depuis le jour de novembre 1977, et il y a quelque chose de choquant dans le fait qu'il ait été licencié trente-deux mois plus tard.

Or il faut attendre encore deux mois — après que la direction de la Régie ait introduit un recours auprès de M. Metzger, suite au refus de l'inspection du travail — pour que le ministre du travail et de la participation donne satisfaction à M. Vernier-Pellier. Comme par hasard, le successeur de Robert Boulin signe l'ordonnance de licenciement le 29 juillet. La C.G.T. et le P.C.F. ont beau jeu de dire que le pouvoir et le patronat portent leurs coups pendant la période des vacances.

En revanche, la direction de la Régie est crédible quand elle assure qu'elle profite, pour des raisons purement pratiques, des congés des deux tiers des vingt-cinq mille salariés de Billancourt sans en vacances jusqu'au 2 septembre — pour procéder au démantèlement de

machines-outils, dans le cadre de son plan de modernisation de l'entreprise. Mais pourquoi a-t-elle attendu quinze jours pour s'en expliquer, laissant se développer l'argumentation de la C.G.T. et du P.C.F. sur « le démantèlement de Billancourt » ? Dans cette deuxième affaire, le comportement de la C.G.T. est, du reste, sujet à interrogation : le plan de réaménagement de l'Etat Seguin avait été annoncé en novembre 1979, au conseil central d'entreprise et au comité d'établissement, sans susciter, à l'époque, de très vives réactions, bien que la suppression de cinq mille emplois industriels ait été alors prévue. Et puis, au mois d'août...

Avec la « complexité » du ministre du travail et de la participation, la direction de Renault a, durant ce mois d'août, donné à la C.G.T. et au P.C.F. des verges pour se faire battre. Certes, Billancourt n'est plus la « forteresse ouvrière » décrite naguère, et son personnel y regardera à deux fois, dans la présente conjoncture économique, avant de se lancer dans une action d'envahissement. La C.G.T. elle-même a donné l'impression de ne pas « mettre le paquet » lors du licenciement d'une personnalité comme le numéro un syndical de la Régie. En d'autres temps, Renault aurait touché et la France éternuée.

Mais la C.G.T. et le P.C.F. — on le voit dans les autres conflits aussi — ont à cœur d'occuper le terrain par des actions tout autres. Billancourt reste un symbole, tout de même, et cette rentrée sociale, qui précède une élection présidentielle, n'est pas tout à fait comme les autres. — M. C.

Le sort de l'entreprise Dufour

LE TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS REJETTE LES PROPOSITIONS DE LA MUNICIPALITÉ DE MONTREUIL.

Le tribunal de commerce de Paris a rejeté les demandes formulées par la municipalité de Montreuil (Seine-Saint-Denis), qui souhaitait être partie prenante dans la procédure de règlement judiciaire de l'entreprise de machines-outils Dufour et qui avait sollicité une « tierce opposition » à la décision de cessation d'activités. Au cours d'une conférence de presse réunie vendredi 22 août, M. Marcel Dutriche, maire (P.C.) de Montreuil, a assuré : « Avec ce dernier coup porté à l'industrie montreuilloise, la politique sociale de notre ville est gravement entamée. »

M. Dutriche et M. Weil, avocat de la ville, ont dénoncé la procédure de liquidation des faillites établies par la loi et décret de 1967. « Cette loi sur les faillites », a notamment déclaré M. Weil, « ouvre la voie à des procédures discrétionnaires intolérables. » Le tribunal de commerce de Paris, qui n'a pas de juge professionnel, rend, selon lui, des sentences sur lesquelles on est en droit de s'interroger. Le jugement, en effet, n'est ni collégial ni public et non contradictoire.

De plus, dit M. Weil, il est temps de dénoncer le « vide juridique » qui existe au niveau du recours. Aux différentes formes de lutte menées pour faire revivre l'entreprise Dufour, il faut désormais ajouter l'aspect juridique sur lequel la municipalité a décidé de porter ses efforts.



Le Monde des PHILATÉLISTES

CONJONCTURE

Le projet de budget pour 1981

(Suite de la première page.)

Etait-il alors nécessaire d'aller aussi loin pour donner des preuves de bonne volonté au R.F.R. ? On a-t-on également voulu donner des gages sérieux aux marchés des changes dont dépend la tenue du franc à un moment où le déséquilibre de notre commerce extérieur s'accroît de façon inquiétante ? C'est M. Giscard d'Estaing lui-même qui a exigé qu'on ramène de 40 à 30 milliards de francs le déficit.

Le brusque saut de la dépense publique aura en tous les cas une conséquence que d'aucuns critiqueraient : il ne sera plus possible de faire passer les dépenses dans l'administration et les armées contre presque 15 000 cette année et 23 700 en 1981. La dette est importante et le vote de ce budget économique — qu'il fallait faire, alors que beaucoup de besoins collectifs sont de moins en moins bien satisfaits : sécurité, pollution, environnement, humanisation des services publics ou simplement urbanité de leurs agents ?

Le croissant lent, la stagnation du pouvoir d'achat en France vont rendre beaucoup plus difficiles à supporter les nombreux manques qui déstabilisent la qualité de la vie. Dans la mesure où aucun examen en profondeur, aucune remise en cause fondamentale de l'intérêt et de l'utilité des dépenses publiques n'a été faite (1), les économies réalisées risquent — même si elles plaissent à une partie de l'opinion et facilitent le vote du budget — de constituer une mauvaise réponse aux besoins de notre société.

C'est également le souci de donner satisfaction au R.F.R. — à M. Michel Debré notamment — qui a décidé M. Barre à « faire quelque chose » pour l'investissement. Non pas les investissements d'Etat, dont les crédits n'augmentent pas, en à peine, en valeur réelle, mais les investissements du secteur privé, qui vont être encouragés comme ils l'avaient déjà été l'année dernière.

Sur ce point, M. Barre semble bien avoir eu raison. Il y a quelques mois, le premier ministre assurait qu'il fallait laisser faire les chefs d'entreprise dont le dynamisme était supérieur à tout. Il est vrai, que l'action régulatrice de l'Etat sur la conjoncture demeure un attribut essentiel de la puissance publique. Peut-être le premier ministre rend-il mieux compte maintenant que la reprise de l'investissement privé, aussi ferme et solide soit-elle, ne pourra résister longtemps à un affaiblissement général de la demande en France et à l'étranger.

Toujours est-il que parmi les agences d'investissement, la « Fide » est probablement l'une des plus favorables aux investissements qui sera retenue : dans la mesure, d'abord, où — fait exceptionnel — il jouera pendant plusieurs années (peut-être même pendant toute la durée du VIII^e Plan, soit cinq ans), dans la mesure aussi où les chefs d'entreprise pourraient déduire de leurs

benefices un certain pourcentage de leurs investissements, quelle que soit l'importance des sommes engagées, alors que l'aide précédente, créée pour 1979 et 1980, ne bénéficiait qu'aux seules sociétés qui accumulaient leurs dépenses. La différence n'est pas de nuance : elle est fondamentale. Autant dire qu'elle coûtera beaucoup plus à l'Etat que les 2 milliards du système actuel, en vigueur et qui doit s'éteindre à la fin de l'année.

Cet effort de l'Etat en faveur de l'investissement privé risque d'enlever à M. Debré un certain nombre de ses arguments — et parmi les plus fondés — quand il critique les insuffisances de la politique économique de M. Barre. Toutefois est-il que c'est beaucoup plus sur l'ampleur et la durée de cette aide à l'investissement que portera le débat, que sur la création ou non d'un fonds d'action conjonctionnelle dont l'indemnité n'apparaît pas primordial puisque le budget de 1981 devra, à l'évidence, être complété, revu et corrigé après les élections présidentielles. C'est à ce moment-là qu'il importera de savoir si la conjoncture a besoin d'être soutenue, notamment à travers du bâtiment et des travaux publics.

C'est pour calmer la rage d'une clientèle électorale souvent malmenée (développement de la pression fiscale des revenus et plus généralement des salaires aisé dans le budget de 1980, aggravation des cotisations sociales) que M. Barre ne touchera pas cette année à la fiscalité des personnes.

Le barème de l'impôt sur le revenu, notamment, sera complètement — on a pu le dire — corrigé des effets de l'inflation, ce qui n'avait pas été le cas dans le budget de 1980. Est-il besoin d'ajouter que les propositions d'une réforme des droits de succession, faites en janvier 1979 par MM. Vautier, Blet et Métraux, n'ont même pas été évoquées malgré leur bien-fondé, malgré l'injustice du régime fiscal actuel qui, en la matière, taxe exagérément les petites héritages et très insuffisamment les gros.

Il est juste d'ajouter que le souci de ménager une clientèle électorale votant traditionnellement pour le parti communiste, la seule explication de l'attitude de M. Barre. Le premier ministre est en effet convaincu — et le répète depuis longtemps — qu'aucune réforme durable de l'investissement, d'une façon plus générale de la croissance économique, ne pourra se faire si les prélèvements fiscaux de l'Etat ne diminuent pas.

C'est enfin — indirectement — pour tenir compte des critiques incessantes de parti communiste, d'extrême gauche et des sociétés pétrolières, que MM. Barre et Papon présenteront un projet de réforme de la fiscalité pétrolière.

Les mesures qui seront annoncées consisteront à faire progressivement rentrer les sociétés pétrolières exerçant en France (SIF et Saso) dans le droit fiscal commun, en clair, à faire payer à ces sociétés un timide impôt sur les bénéfices, impôt dont elles étaient jusqu'à présent exemptées par le jeu de nombreuses exonérations et abattements (notamment pour reconstitution de gisement, par exemple) qui devaient leur donner des puissants moyens financiers nécessaires pour l'exploration.

Il est peu probable que les secteurs communistes seront réconfortés à M. Barre de taxer les sociétés pétrolières exerçant en France, même si, dans la mesure doit rapporter 2 milliards de francs environ. Mais, en agissant ainsi, le gouvernement peut évaluer les compagnies qui, bien qu'elles n'aient pas manqué d'être faites au pouvoir sur les formidables privilèges dont bénéficient les compagnies qui, comme SIF, accumulent de fameux bénéfices sans payer d'impôts.

Telles sont, pour l'essentiel, les grandes lignes du projet de budget 1981. La suite sera du ressort de ceux qui, après l'élection présidentielle, prendront la place de M. Barre et Papon à Matignon et Rue de Rivoli. A l'évidence, le texte que votera le Parlement dans quatre mois ne sera qu'une intéressante préface à l'année 81.

ALAIN VERNHOLLS.

(1) « On va la gestion publique », colloque tenu à l'université de Paris-Dauphine les 24, 25 et 26 mai 1980.

Faits et chiffres

Affaires

Pétroleum North America a réalisé en 1979 un chiffre d'affaires de plus de 910 millions de dollars. — (A.F.P.)

La compagnie pétrolière nationale japonaise et la compagnie canadienne Dome Petroleum ont conclu un accord de principe pour la prospection et l'exploitation en commun des ressources pétrolières de la mer de Beaufort, située à proximité de la frontière canadienne de l'Alaska. Aux termes de l'accord, la compagnie japonaise participera (à hauteur de 400 millions de dollars) au financement du programme de prospection de la société canadienne, dit « 1984 », et à 15 à 20 % des dépenses d'exploitation des gisements. En retour, la compagnie canadienne lui fournira des pétroles extraits du gisement. — (A.F.P.)

Baisse de brut indonésien. — L'Indonésie a décidé de réduire de 15 à 2 dollars par baril les primes qu'elle ajoute au prix de son pétrole. Cette décision semble avoir été prise en raison de la baisse des prix « spot » sur le marché mondial. Le prix actuel du pétrole indonésien est de 31,50 dollars le baril pour les meilleures qualités. — (A.F.P.)

Forage pétrolier positif sur la côte camerounaise. — Les sociétés Mobil et Total, opérant en association au Cameroun, ont mis en évidence, le 11 août, une structure d'hydrocarbure gazeux à 5 kilomètres de la côte à une profondeur de 1 500 mètres. — (A.F.P.)

Les stocks de pétrole accumulés dans les pays importateurs du monde occidental atteignent près de 5 milliards de barils, soit une centaine de jours de consommation, a indiqué le 21 août, M. Peter Baxendale, président de la Shell.

La consommation pétrolière du monde occidental a diminué de 5 % au premier semestre de cette année, soit d'environ 3 millions de barils par jour. En Grande-Bretagne, où la houille remplace de plus en plus le mazout dans les centrales électriques, la baisse atteint 12 %. — (A.F.P.)

Le déficit de production dû au conflit social de mai dernier a été évalué à 0,6 milliards de couronnes, indique un rapport de l'Office central des statistiques. Ce conflit, le plus important de l'histoire suédoise, avait été marqué par dix-sept jours de grèves et de lock-out touchant près d'un million de personnes, soit un quart de la population active suédoise. Dans les secteurs du papier et de la pâte à papier, où les grèves avaient d'ailleurs débuté un semaine avant le conflit général, l'arrêt de la fabrication ainsi que la paralysie des exportations ont entraîné des baisses de production respectives de 2 % et de 8 % en juin par rapport au même mois de 1979. Pour l'ensemble du deuxième trimestre, le ralentissement de la production a été de 10 % pour le secteur du papier et de 15 % pour celui de la pâte. — (A.F.P.)

Hausse du dollar

Légère tension

FINANCIERS ET SOCIÉTÉS

هكذا من الأصل

CONJONCTURE
Le projet de budget pour 1980

سكنا من الأصل

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Hausse du dollar

La hausse du DOLLAR a été le fait notable de la semaine sur les marchés des changes. Amorcée dès lundi, la reprise de la devise américaine, qui s'était poursuivie le lendemain, a fait place, les deux semaines suivantes, à un léger tassement largement effacé par une nouvelle poussée de hausse intervenue à la veille de week-end.

Une fois de plus, il faut voir dans l'évolution des taux d'intérêt la cause essentielle de ce redressement. Le semaine a, en effet, été marquée aux États-Unis par une sensible remontée des taux à court terme à l'occasion de l'adjudication de la tranche hebdomadaire des bons du trésor à trois mois et à six mois. Les bons du trésor à trois mois ont, en effet, été placés sur une base correspondant à un rendement moyen de 9,41 %, niveau le plus élevé depuis le 5 mai, tandis que les bons à six mois étaient adjugés dans des conditions assurant un rendement moyen de 9,76 %, niveau le plus élevé depuis le 25 avril. Cette hausse brutale a quelque peu surpris les

Il occupe donc toujours la première place au sein du système monétaire européen, précédant la livre et le florin, la lire fermant la marche.

Des rumeurs persistantes continuant de circuler concernant une éventuelle dévaluation de la lire. Selon le quotidien *Repubblica*, la Banque d'Italie a dû déboursier 400 milliards de lire à la veille du 15 août pour défendre la parité de la devise italienne attaquée par la spéculation, jouant sans doute comme M. de Benedetti, président d'Olivetti, qu'une dévaluation est inévitable.

On attendait, d'autre part, avec une certaine impatience les résultats de la réunion bi-mensuelle de la Bundesbank. Celle-ci allait-elle décider d'abaisser ses taux directeurs comme l'avait laissé entendre M. Mestorff, le ministre des finances de la R.F.A. ? Finalement, il n'en a rien été, puisque l'instinct d'émission a prévalu, réduisant de 10 % les réserves minimales obligatoires des banques, ce qui devrait permettre d'injecter 5 milliards de deutschemarks dans l'économie à

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLAGE	Libre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
London...	2,3670	2,3670	3,9058	3,9460	4,2748	65,4299	4,5232	209,259
New-York...	2,3670	2,3670	3,9058	3,9460	4,2748	65,4299	4,5232	209,259
Paris...	3,9058	4,1850	—	250,37	251,72	14,7589	212,92	4,9790
Zurich...	3,9058	4,1850	—	250,37	251,72	14,7589	212,92	4,9790
Frankfurt...	3,9058	4,1850	—	250,37	251,72	14,7589	212,92	4,9790
Bonn...	3,9058	4,1850	—	250,37	251,72	14,7589	212,92	4,9790
Amsterdam...	3,9058	4,1850	—	250,37	251,72	14,7589	212,92	4,9790
Milans...	3,9058	4,1850	—	250,37	251,72	14,7589	212,92	4,9790

observateurs qui s'interrogeaient sur les conséquences qu'elle pourrait avoir sur les taux de base des banques américaines. La Chase Manhattan leur a fourni un élément de réponse en portant son prime rate à 11 1/4 % blésité limitée par la plupart des grands établissements financiers. Cette annonce d'un renversement de tendance ? Bien des experts le croient.

Le troisième trimestre sera-t-il meilleur pour le dollar que ne l'a été le deuxième ? En effet, il ressort des statistiques publiées par le département américain du Commerce que le devise américaine a pendant cette période, perdu 13 % par rapport au YEN, 13 % par rapport au FRANC SUISSE, 10 % par rapport au DEUTSCHENMARK, 9 % par rapport au POUND, 8 % par rapport au FRANC FRANÇAIS et 5 % par rapport à la LIVRE.

Le franc français, dont on pouvait penser qu'il serait quelque peu épargné par l'annonce d'un important déficit de la balance commerciale en juillet, a finalement bien tenu le choc, même si l'on a constaté une légère tension sur les taux de l'eurofranc

compter du 1^{er} septembre. Nul doute que la remontée des taux qui semble s'amorcer aux États-Unis ait pesé dans la décision. La Banque du Japon, à l'inverse, a réduit de trois quarts de point son taux de l'escompte, ramené de 20 août de 9 % à 6,75 %. Cette mesure a été prise par certains experts pensant même que la baisse serait plus importante. Dès lors, il n'est guère surprenant que le dollar n'ait finalement eu qu'un effet limité sur le comportement du YEN dont le marché est étroitement surveillé par les autorités monétaires japonaises.

Signifions enfin la hausse de 10,25 % à 10,45 % du taux de l'escompte de la Banque centrale du Canada en liaison avec la tension des taux aux États-Unis.

La semaine a été passablement agitée sur le marché de l'or. En fait, le recul lundi à 609,75 dollars, le cours de l'once s'est redressé aussitôt pour finir à 610,25 dollars. Les événements de Pologne, pour atteindre 645,25 dollars jeudi, et revenir à 639,20 dollars en fin de semaine (contre 624,50 dollars la semaine précédente).

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

Légère tension

Après un mois de baisse à peu près ininterrompue, les taux d'intérêt ont sensiblement remonté cette semaine sur le marché monétaire, passant pour le jour le jour de 11 % à 11 1/4 %, pour finalement s'établir à 11 1/2 % à la veille du week-end. Les taux à terme se sont aussi tendus avec des hausses de 1/4 à 3/8 % selon les échéances. Il y a à ce phénomène une explication. Les autorités monétaires sont très attentives à l'évolution des taux à l'étranger. Or elles ont constaté que le taux de l'argent à court terme se tendait aux États-Unis, tandis que la Chase Manhattan donnait le signal de la hausse en portant son prime rate de 11 % à 11 1/4 %, mais qu'au Japon les taux se tendaient quelque peu sur le marché des euro-dollars.

D'autre part, l'on tablait plus ou moins sur une baisse des taux en Allemagne fédérale. Mais, en raison de la faiblesse persistante du deutschemark, le 21 août, la Bundesbank s'est vue contrainte de réduire les réserves obligatoires que les banques doivent constituer afin de leur donner un peu d'oxygène et à repousser à plus tard la réduction de ses taux directeurs. Il n'y a finalement qu'au Japon,

où, après la baisse du taux de l'escompte, intervenu le 19 août (8,25 % contre 9 %), le taux de l'argent à court terme ait fléchi (11,50 % contre 11,75 % pour le jour le jour).

Enfin, le gouvernement prévoit pour 1980 un taux d'inflation de 13 %, ce qui n'est pas fait pour permettre d'espérer une baisse sensible des taux à long terme, quand on connaît le sonnet des autorités de maintenir une juste rémunération de l'épargne longue. Cela étant, le 21 août, la Banque de France a procédé à l'adjudication de 3 milliards de francs environ d'effets de première catégorie au taux de 11,25 % au lieu de 11,50 % la fois précédente. La prochaine adjudication aura lieu le lundi 25 août et portera sur 2,6 milliards de francs de bons à douze mois.

D'après les spécialistes, le taux de l'argent sur le marché monétaire devrait évoluer autour du niveau de 11,25 % en fonction des liquidités disponibles, la fermeté persistante du franc dans le sillage monétaire européen le permettant.

Rien, cependant, n'indique, pour l'instant du moins, que la tendance à la baisse puisse être maintenue sur le court terme. Rien ne prouve que la récession aux États-Unis touche vraiment à sa fin et la Bundesbank fera peut-être par là-dessus le jeu d'un automate électoral. Enfin, des signes sérieux de ralentissement de l'activité économique plaident plutôt en faveur d'une détente des taux d'intérêt.

En attendant, la baisse des coûts du crédit s'est généralisée cette semaine. Après le C.C.F., la Société générale et le Crédit chilien, la banque Cédex-Banque, par exemple, a abaissé son taux de 12,75 % à 12,25 %, et la Lyonnaise des dépôts ont, à leur tour, abaissé leur taux de base à 12,25 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE DÉPÔTS ET DE CRÉDIT INDUSTRIEL

La Société Lyonnaise de dépôts et de crédit industriel réduit son taux de base de 12,75 % à 12,25 % à compter du 25 août 1980.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 18 AU 22 AOÛT 1980

Au creux de la vague

ENCORE une semaine dont les annales boursières ne conserveront pas le souvenir, tant elle fut morte à tous égards : faibles courants d'échanges, et écarts de cours insignifiants dans la majorité des cas. Dans cette grisaille, il y eut bien par-ci par-là quelques taches de clarté. Mais elles n'ont en rien modifié le panorama général, ni répondu à l'espoir soulevé à la veille du week-end précédent par la petite brise de hausse, qui était passée sur le marché. L'ennui, dit-on, naquit de l'uniformité. Et l'on s'est emmury fermes ces derniers jours autour de la corbeille. Le film des cinq séances en témoigne.

Dès lundi, la Bourse se remit à plâtrer avec des volumes d'affaires singulièrement contractés, qui, s'ils n'étaient pas les plus faibles de l'année, n'en étaient cependant pas loin. Le lendemain, le scénario fut à peu près identique, à cette différence près toutefois que, au lieu de marquer le pas, les cours s'affaiblirent un peu.

La journée de mercredi fut en tous points semblable aux précédentes. Mais cette fois avec un peu plus d'affaires. Explication : la réponse des primes avait lieu ce jour et avec la hausse des cours de 4 % en moyenne d'un mois à l'autre, nombre d'entre elles furent levées et les titres revendus. Ces primes de bénéfices n'eurent toutefois aucun effet sur la tenue du marché. La liquidation qui avait lieu le lendemain n'apporta guère de changement. Que dire de la dernière séance de la semaine ? Peu de chose, sinon qu'elle ne fut pas bouleversante. En ce début de mois boursier, les cours montèrent de quelques fractions après des cotations expédiées au pas de charge. Bref, d'un vendredi à l'autre, les divers indices n'ont pratiquement pas varié.

Les récents sursauts de la Bourse en plein mois d'août pouvaient laisser espérer un comportement plus dynamique. Mais les événements de la semaine n'étaient pas, il est vrai, de nature à la réveiller : aggravation du déficit commercial en juillet, recrudescence de Wall Street, enlèvement de la grève des marins-pêcheurs, incertitude concernant l'évolution de la situation en Pologne, enfin, tension dans le monde méditerranéen sur le marché monétaire (voir ci-dessous).

Les optimistes diront que, en fait, la Bourse avait toutes les chances de baisser et que, dans ces conditions, son comportement peut être considéré comme satisfaisant. A la vérité, on ne saurait vraiment parler de tendance au Palais Boursier. Tout indique que les opérateurs présents sont partagés. Les uns soulignent les résultats satisfaisants obtenus par les entreprises françaises pour le premier semestre. Les autres, plus nombreux semble-t-il, s'inquiètent des prévisions de l'INSEE, qui donnent à penser qu'un ralentissement de l'activité économique se produira à l'automne. De là à prendre position, il y a une marge que bien peu franchissent, se contentant d'expédier les affaires courantes en attendant une rentrée qui inquiète quelques-uns.

ANDRÉ DESSOT.

MATIÈRES PREMIÈRES

Repli du cuivre — Hausse de l'argent

MÉTALUX. — Sensible repli des cours du cuivre à Paris. L'échange de Londres. La perspective d'un règlement prochain de la grève qui paralysait les raffineries américaines depuis le 1^{er} juillet, a entraîné, en effet, les négociations ont repris entre les représentants de plusieurs compagnies et les syndicats pour la signature d'un nouveau contrat de travail. D'autre part, les stocks de métal ont atteint un niveau élevé. Le ralentissement de l'activité économique dans plusieurs pays n'est pas un facteur de tension des prix du métal rouge.

Légère détente des cours du plomb à Londres. Un accord relatif aux salaires est intervenu dans une importante mine américaine. Les achats de métal pour compte de pays de l'Europe orientale se poursuivent, mais ils sont, selon les estimations des négociants, inférieurs d'un tiers à ceux effectués l'an dernier.

En outre, la diminution prévue des ventes de voitures neuves risque de se répercuter sur l'utilisation du plomb, car les batteries représentatives de la production de ce métal.

La hausse des cours de l'or s'est répercutée sur le marché de l'argent à Londres ; ce métal régresse au profit de la semaine précédente.

TEXTEILES. — Variations peu importantes des cours de la laine à New-York. L'U.S.E.S. est devenue le principal acheteur de la Nouvelle-Zélande évitant pour la première fois la Grande-Bretagne. Ses achats ont porté sur 30 000 tonnes, soit 9 000 tonnes de plus que ceux effectués par la Grande-Bretagne. Durant la saison 1979-1980, les ventes de la Nouvelle-Zélande ont atteint 285 000 tonnes.

DÉTERGENTS. — Baisse des cours du sucre sur divers marchés à terme. Pourtant, la production mondiale de la campagne 1980-1981 est évaluée à 88 millions de tonnes. Elle sera inférieure de 4 millions de tonnes à la consommation.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	18 août	22 août
Or fin (100 onces)	325,00	325,00
Or 24 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 22 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 20 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 18 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 16 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 14 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 12 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 10 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 8 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 6 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 4 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 2 carats (100 onces)	325,00	325,00
Or 1 carat (100 onces)	325,00	325,00

Bourses étrangères

NEW-YORK

Reprise en fin de semaine

Wall Street a, cette semaine encore, donné une preuve délicate de son dynamisme. Parvenu le 15 août à son plus haut niveau depuis janvier 1977, le marché a été contraint de se replier au cours des deux premières séances sur la pression de très abondantes prises de bénéfices.

Certes, toutes les pertes initialement subies n'ont pu être intégralement effacées. Mais il s'en est fallu de 854 points, l'indice des industrielles s'établissant vendredi à 538,18 contre 566,72 huit jours auparavant.

Cette remise sur pied rapide a été, il est vrai, favorisée par plusieurs facteurs : le soutien actif apporté par les investisseurs institutionnels, qui se sont portés acquiesseurs de très grosses lignes d'actions ; l'annonce d'une reprise des commandes de biens durables en juillet (+ 8,4 %) pour la première fois depuis six mois ; le coup d'arrêt à la hausse marqué le même mois par les prix de détail ; enfin, la proposition d'allègement fiscal de la commission des finances du Sénat, qui prévoit en outre des réductions de taxes sur les plus-values boursières. De ce fait, les nouvelles défavorables concernant l'accroissement record de la masse monétaire et la remontée des taux de base bancaires avec la perspective d'un resserrement des conditions de crédit sont passées au second plan.

L'activité hebdomadaire a porté sur 235,55 millions de titres contre 236,55 millions.

Cours 15 août	Cours 22 août
Alcoa	69 68 3/4
A.T.T.	33 1/4 34 1/4
Boeing	37 1/8 38 3/8
Chrysler	46 46
De P. de Nepons	49 1/2 50 3/4
Eastman	64 5/8 64 5/8
Exxon	72 1/4 72 1/4
Ford	28 27 3/4
Goodyear	16 1/8 16 1/8
General Electric	31 1/2 32
General Motors	57 3/4 58 5/8
IBM	16 1/8 16 1/8
I.R.T.	68 7/8 67 1/2
L.T.T.	31 1/2 31
Kamaco	12 1/8 12
Mobil Oil	71 1/2 71 5/8
Philips	41 1/8 42 1/4
Schlumberger	137 1/4 137 1/4
Texas	38 38 1/2
U.A.L. Inc.	22 22
U.S. Steel	23 1/8 23 1/8
Westinghouse	25 5/8 25 5/8
Xerox Corp.	62 61 3/4

LONDRES

La hausse se poursuit

Les affaires n'ont pas été très actives cette semaine. Cependant, encouragé par le fort excédent de la balance des paiements en juillet avec une amélioration des échanges commerciaux avec l'étranger, le marché a repris son avance après une pause initiale. Les industriels ont graduellement progressé, les valeurs électriques particulièrement recherchées. Les pétroliers, cependant, ont été irréguliers, Shell étant affecté par de mauvais résultats trimestriels. Les fonds d'Etat, enfin, se sont repliés, en liaison avec la hausse des taux d'intérêt américains.

Indice Financial Times à du 22 août : industrielles 488,8 (contre 483,2) ; mines d'or, 380,5 (contre 372,5) ; fonds d'Etat, 68,97 (contre 68,42).

FRANCPORT

Redressement

Encouragé par la décision de la Bundesbank de réduire les réserves obligatoires des banques, considérée comme un premier pas vers une baisse des taux d'intérêt, le marché s'est redressé en fin de semaine. Il n'est pas cependant parvenu à refaire tout le chemin initialement perdu.

Indice de la Commerzbank du 22 août : 732,90 contre 740.

TOKYO

Irrégulier

Malgré la réduction du taux de l'escompte, le marché a évolué de façon assez irrégulière. Néanmoins, stimulé par la hausse des valeurs énergétiques et des actions des entreprises de travaux publics, qui, désespoir, bénéficient d'une mesure de relance, il a quand même gagné encore un peu de terrain.

L'activité s'est de nouveau accrue, portant sur 1 801 millions de titres contre 1 760 millions.

Indice du 22 août : Nikkei Dow Jones, 8 886,18 (contre 8 838,20) ; indice général, 478,46 (contre 475,33).

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES À TERME

	18 août	19 août	20 août	21 août	22 août
Termes...	75 872 280	82 829 482	138 361 588	161 467 496	132 077 820
Compt...	152 337 724	164 764 233	313 140 973	258 828 318	181 384 583
R. et obl.	38 177 881	46 027 706	46 655 038	82 884 307	82 057 728
ACTIONS	266 387 885	293 421 421	498 157 597	523 086 121	395 526 131

INDICES QUOTIDIENS INSEE (base 100, 28 décembre 1979)

	18 août	19 août	20 août	21 août	22 août
France...	109,1	108,5	108,8	108,8	109,3
Etranger...	113,6	112,9	112,5	113,6	114,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1979)

	18 août	19 août	20 août	21 août	22 août
Tendance...	114,4	113,7	113,9	113,9	114,9
Ind. gén...	109,8	109,6	109,4	109,5	109,8

Les dévoreurs du littoral breton

PAGE IV

Brésil : un grand trou dans la forêt

PAGE VII

L'ordinateur qui parle

PAGE XIII

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11082, NE PEUT ÊTRE VENDU SEPARÉMENT

DIMANCHE 24 AOUT 1980

Le Monde

DIMANCHE



JEAN-FRANÇOIS ALLAUX

UNE VILLE,
UN ÉCRIVAIN

MARRAKECH

par Juan Pineiro

Chaque semaine d'été, un écrivain étranger évoque une ville du monde de son choix. Promenade sans itinéraire ni contrainte, au hasard des continents, suivant le seul guide des affinités secrètes.

Après Istanbul (Juan Goytisolo), Bahia (Jorge Amado), Glasgow (Kenneth White), Bénarès (Severo Sarduy), Vienne (Christiane Singer), Oran (Assia Djebar), Agrigente (Leonardo Sciascia), Stalingrad (Victor Nekrasov), Montevideo (Eduardo Galeano), voici Marrakech, où s'est posé, au cours d'une de ses nombreuses promenades, le poète migrateur, moitié argentin, moitié espagnol, Juan Pineiro.

AVEC Paris, Rome, Venise, Amsterdam et deux ou trois autres, Marrakech fait partie des plus belles villes du monde. Chacune à sa manière, et avec des qualités très diverses. Marrakech, par exemple, favorise et développe l'instinct de conservation. Elle appartient, plus que les autres, à cette liste de choses qui empêchent de se jeter par la fenêtre d'un vingt-troisième étage, ou d'aller, un matin d'hiver, cinq étages de gardien avec le petit déjeuner.

La première fois que je suis allé à Marrakech, je suis allé à Tanger. Au fur et à mesure que j'allais vers le Sud, une douceur étrange chassait l'angoisse et la fébrilité du Nord. De la fenêtre de mon compartiment, je voyais des femmes habillées comme des reines — on aurait dit de gigantesques papillons — récolter le coton ou labourer les champs. Sous l'ombre de quelques maigres arbustes, des hommes se reposaient ou jouaient aux cartes. Des pères, accompagnés de leurs bêtes, accoudés sur l'herbe, regardaient, souriants et béats, le train passer.

A l'arrivée, je fus assailli de toutes parts par les parfums, les fleurs, les vertes frondaisons, des images, des fragments de crépuscule. Je ne m'attendais pas à pareille réception et, ivre sans avoir bu une seule goutte d'alcool, je grimpai sur une calèche, où je me répandis parmi mes bagages comme une eau heureuse.

La calèche s'ébranla et partit à la recherche d'un hôtel. Oh !

merveille de ville : verts palmiers, murs roses, le grand marché fourmillant de monde et d'objets sublimes, et la place avec sa foule qui vit, qui mange, qui fume, dans un point de la planète Terre. Cette première vision crépusculaire ne me quitta jamais.

La grande palmeraie au milieu de laquelle se trouve maintenant Marrakech naquit peu après 1080, au passage des Almohades, guerriers fanatiques et conquérants, qui allaient parvenir jusqu'en Espagne. A la faveur d'une halte, Abou Bekr décida d'y installer un camp fortifié, tandis que ses soldats mangèrent des dattes pour reprendre des forces. Les noyaux tombèrent dans les trous laissés par leurs javalots et la fabuleuse palmeraie poussa, aidée plus tard, il faut l'avouer, par un savant persan, expert en hydraulique, qui construisit les khettaras. Aujourd'hui encore, ces canaux souterrains amènent l'eau vitale depuis les sources de l'Atlas jusqu'à Marrakech.

Le jour suivant, à mon arrivée, le soleil tapait avec force. Un jeune Marrakechi, Taoui, m'invita à boire un thé à la menthe à la terrasse d'un café où un juke-box défilait tour à tour des chansons de Joe Cocker et d'Orn Kalsboun. Sur la place Djemaa-El-Fna deux vieillards aux cheveux très longs chantaient et jouaient d'étranges citrars. Il y avait des fleurs éparpillées par terre, et parmi elles une trentaine de colombes blanches. Indifférentes aux voix et à la musique, elles lisaient leur plumage sans s'arrêter un seul

instant, presque avec obstination, orgueil, détachement et une morbide délectation.

Le lendemain j'allai retrouver Taoui à l'entrée des Tanneurs Saadiens, où il vendait des souvenirs aux touristes avec son ami Hassan. L'endroit était très paisible, surtout à l'intérieur de la nécropole royale, où des jardins délicieux vous font vite oublier les ossements qui peuvent-être encore les nourrissent.

Nous bavardâmes tranquillement assis, écoutant l'inévitable thé à la menthe, quand tout à coup un car rempli de touristes en voyage organisé arriva. Un flot d'arbres de Noël vivants sortit de l'engin, couverts d'innombrables appareils photos, caméras et autres objets qui sautillaient sur des bedaines frémissantes.

Après son travail, Taoui me fit connaître le prodigieux labyrinthe de la casbah, et un jardin où il y a exactement sept cents oliviers, plantés symétriquement, avec des allées ombragées qui invitaient à s'étendre en morpillant un brin d'herbe.

Masques

Je passais mes journées entières sur la place Djemaa-El-Fna, âme de Marrakech, endroit envoûtant et insensé, rare et véritable joyau.

Combien de lecteurs de dépliant touristique sursauteraient si, au lieu de lire les boniments habituels, ils apprenaient que Djemaa-El-Fna veut dire assemblée des morts ? Sur cette place où, de nos jours, la vie est si concentrée, si présente, mélangant le misérable et le sublime comme nulle part ailleurs, un seigneur exposait autrefois les têtes des rebelles, des dissidents ou des voleurs exécutés pendant la semaine. Contradiction ou mariage réussi de la vie et de la mort ? L'armée dernière, au Caire, je fus émerveillé de voir que l'endroit qui

recèle la vie la plus intense, c'est le plus grand cimetière : la cité des morts. Ne trouvant pas de logements dans la capitale surpeuplée, les fellahs qui voulaient devenir citadins s'étaient installés provisoirement dans le cimetière. A présent, la cité des morts est peut-être le quartier le moins mort du Caire.

Je pense que, finalement, tout cela est très cohérent. Si, dans un endroit comme Djemaa-El-Fna, la vie se trouve à l'état pur, essentiellement exaltante, c'est parce que la vie et la mort officient ensemble, sont les maîtres de cérémonies qui offrent les festins et ouvrent les danses des premières. Ce sont les deux masques d'un même acteur, et le malheur arrive quand on les sépare. Il faudrait songer, à enterrer les morts dans nos jardins, ou à les manger, comme le font certaines peuplades. Laissons le serpent mordre sa queue, et devenons éternels.

A Djemaa-El-Fna on trouve tout, et aussi l'impensable. Cinq aveugles palmodaient les cotraques du Coran où l'on encourage la charité et tendaient leurs bras pourvus d'étoiles. Leur chant était à peine audible quand les passants étaient rares, mais il devenait impétueux, assourdissant dès qu'il y avait foule. A côté, dans un kiosque, plusieurs voix vantaient les vertus des yogourts et des boissons fraîches. Un peu plus loin (50 centimètres), un vieillard enturbanné à la barbe vénérable réussissait, malgré le vacarme général, à faire entendre un conte où il était question d'amour et de princes à un groupe d'hommes, de femmes et d'enfants qui l'écoutaient médusés.

L'après-midi, le spectacle devenait plus grandiose encore : acrobates et prestidigitateurs préparaient leurs numéros, les charmeurs de serpents et de scorpions arrivaient suivis des marchands de talismans, des écrivains publics, des archangeurs de dents, des magiciens, des lutteurs, des comédiens, dont cer-

tains étaient travestis en femmes, des dresseurs de singes et des vendeurs de toutes sortes de choses. Un jour, je découvris un homme qui vendait exclusivement des dentiers d'occasion ! Il tenait, exposés sur une petite table, des râteliers aux formes évidemment différentes et qui provenaient sans doute des derniers morts de la ville. Sous l'implacable lumière du soleil, le rose des fausses gencives était plus qu'obscène, et les dents étincelaient avec malice et perversité. Logiquement, selon le calcul des probabilités, il faudrait plusieurs siècles ou millénaires pour trouver à Marrakech un client qui ait besoin d'un appareil identique à un de ceux qu'offre notre vendeur, mais ici — heureusement — Descartes est banni, et le temps, sinon arrêté, est au moins nonchalamment ralenti.

Etoiles

Le signal d'ouverture de ce grand théâtre du monde était donné par les Gnaoua, danseurs et musiciens noirs habillés de gandouras blanches, le crâne et les bras ceints par des coquilles de coquillages blancs, et souvent la tête couronnée par de blanches plumes d'autruche. Ils dansaient comme des possédés jusqu'à la tombée de la nuit, et le son de leurs tambours emplissait la place comme des appels incessants de la jungle. En tout cas, chaque fois que j'ouvrais la fenêtre de ma chambre et entendais cette clameur, je ne pouvais m'empêcher d'aller les rejoindre.

Taoui m'invita à manger chez lui, avec sa famille. Ils avaient une maison modeste assez grande et jolies, dans un quartier populaire. On m'installa dans mon arrivée dans une petite pièce-salon, où les hommes ne tardèrent pas à venir. Son frère aîné, infirmier dans un hôpital, avait une jambe de bois et me raconta, entre autres, un lointain séjour qu'il fit à Marseille

pour acheter sa jambe artificielle, et d'où il revint dégoûté par le racisme. La mère, visage rond et toujours souriant, apporta un service d'argent pour le thé qu'elle déposait sur un énorme plateau. J'aimais de plus en plus ces gens, simples et raffinés à la fois, comme leur culture, qui m'attirait chaque jour davantage. En même temps, tout ce qui me paraît dérisoire de notre civilisation, vu de là-has me semblait encore plus méprisable et superflu.

Après un bon dîner, je montai sur la terrasse avec Taoui, suivi de ses frères et sœurs plus jeunes. Le ciel était limpide, toutes les étoiles resplendissaient sous une voûte de jais. Je me souvenais de quelques noms de constellations, qu'ils me traduisaient aussitôt en arabe.

En rentrant à mon hôtel je traversai Djemaa-El-Fna. La place était presque déserte, très sombre, et, avec les quelques lampes à gaz qui scintillaient d'une lumière très blanche, semblaient réfléchir le ciel. Deux ou trois buissons grêlés pissaient ici et là, trouant le silence de jets de fontaine. Des jeunes déshérités, des mendiants, des vagabonds, des infirmes, des voleurs, des clochards, restaient sur la place ou dans les rues avoisnantes, les uns encore éveillés et en activité, les autres blottis dans des recoins, dormant sur des cartons, sur l'asphalte ou à même la terre. Trois ou quatre boutiques étaient ouvertes, sans doute leurs propriétaires ou gardiens — qui dorment toujours dedans — n'avaient pas sommeil. Quelques djellabas solitaires se promenaient, déambulaient, tournaient en rond.

La nuit était tiède, envoûtante, et toutes mes ailes et nageoires déployées, je commençai à survoler les maisons, les minarets, les couples et les luttes des alentours, avant de me poser mollement sur le sable, au milieu de la palmeraie illuminée en ses aménités par une énorme lune en croissant, comme il se doit.

La chasse au trésor

Plusieurs lecteurs nous ont mis en garde contre les conclusions que certains auraient pu tirer de l'article de Alain Weil, « La chasse au trésor » (le Monde Dimanche du 27 juillet). Ils nous excuseront de ne citer qu'une lettre du principal responsable de la sauvegarde des trésors français, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication.

Une lettre de M. Jean-Philippe Lecat

Je connais votre souci de contribuer à la protection du patrimoine national et j'ai l'occasion d'apprécier les articles que vous vous bien consacrer à cette cause.

C'est pourquoi je crois utile d'apporter un complément d'information aux lecteurs de l'article de M. Alain Weil. Le public non spécialisé pourrait, en effet, voir dans cet article une invitation à s'adonner à la recherche de trésors ou de monnaies anciennes grâce à la commercialisation d'appareils détecteurs de métaux, comme s'il s'agissait d'un simple passe-temps, sans règles et sans conséquences.

Or cette activité peut avoir des conséquences extrêmement néfastes. En effet, une curiosité, même d'apparence scientifique, mal employée peut aboutir à bouleverser irrémédiablement la structure originale d'un site archéologique et en interdire à jamais l'étude aux chercheurs compétents.

C'est pourquoi cette activité est soumise à une réglementation très stricte. Contrairement à ce qui est suggéré, il ne s'agit pas d'une simple vérification que « la zone dont la prospection est prévue n'est pas interdite à la fouille ». Constituant, selon la loi, une forme de recherche archéologique, cette activité est soumise à autorisation formelle et préalable du ministère de la

culture et de la communication, après avis d'un conseil scientifique, conformément aux dispositions de la réglementation sur les fouilles archéologiques (loi du 27 septembre 1941, validée par ordonnance du 13 septembre 1945).

Ainsi, l'usage des détecteurs de métaux, sans autorisation préalable, à des fins de recherche d'objets pouvant intéresser l'histoire, l'art ou l'archéologie constitue un délit sanctionné par les tribunaux.

La destruction de structures archéologiques que ce type de prospection entraîne inévitablement est également sanctionnée par la nouvelle loi du 15 juillet dernier relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance (article 297-1 du code pénal).

Il faut donc souligner à nouveau que le meilleur moyen de satisfaire à ce légitime intérêt pour le passé est certainement de participer aux nombreuses fouilles archéologiques autorisées et scientifiquement rigoureuses, comme le font un nombre croissant de jeunes et de moins jeunes.

JEAN-PHILIPPE LECAT.

Avant même d'avoir eu connaissance de cette lettre, Alain Weil avait tenu à faire la mise au point suivante :

L'esprit de mon papier voulait être le suivant : la politique de l'autruche n'a jamais servi à rien, il y a toujours eu des fouilles clandestines... et après ? L'important est que l'on tâche de contrôler les ardeurs de ces fouilleurs et surtout que l'on puisse faire l'inventaire scientifique des trésors (avec possibilité d'achat prioritaire par les musées nationaux des monnaies inédites ou intéressantes). Pour le reste, les musées n'ont pas besoin des kilos de monnaies que l'on trouve chaque année : n'oublions pas que la monnaie est un multiple, pas une œuvre unique.

L'important est donc de donner confiance à ceux qui trou-

PARTI PRIS

Pièces interdites

Pas question de chasser le trésor. M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, le rappelle dans une lettre aussi ferme qu'aimable et que nous publions aujourd'hui. Gardien attitré du patrimoine national, M. Lecat est dans son rôle. La loi est la loi et il ne peut être question de laisser n'importe quel barbare ou non de détecteurs électroniques, se lancer dans l'importation de la recherche.

Les spécialistes d'aujourd'hui lorsqu'ils découvrent objets anciens et vieilles pierres en notent l'emplacement, l'orientation même, avec un soin minutieux qui les rendra, parfois beaucoup plus que la trouvaille elle-même, sur la vie du passé.

Au siècle dernier et au début de celui-ci d'innombrables sociétés locales d'histoire et d'archéologie ont, avec maladresse parfois, et naïveté souvent, grâces à soi français, l'instituteur ou le curé — rarement les deux ensemble — dans les villages, les notables des petites villes, entraînant jeunes et moins jeunes, ont ainsi relégués des régions qu'il est fait de siècles aux équipes hautement qualifiées mais peu nombreuses d'aujourd'hui pour reconnaître et sonder. Ils entoussaient leurs découvertes dans des musées inconnus et livraient le résultat de leurs travaux à des revues confidentielles.

L'archéologie française peut aujourd'hui respirer. Le géochimiste est à peu près fini. D'innombrables trésors reposent sous la terre : les découvreurs officiels ont de quoi s'occuper pour longtemps. Ils n'ont plus à craindre que les laboureurs et les entrepreneurs. Les premiers, juchés sur leur tracteur devant la charrue, ne voient plus s'ouvrir les sillons, les seconds emploient des machines à défoncer, à démolir et à creuser qui ne font pas de détail. Pour les uns et les autres, la cécité est une grande tentation, quelle que soit la surveillance des services officiels : une découverte archéologique est une source d'ennuis, de retards et de formalités. Peut-être la solution serait-elle de moins décourager les chercheurs bénévoles, mais de les former en plus grand nombre et de leur apprendre à alerter, dès le premier signe, avant toute véritable fouille, les spécialistes.

Le patrimoine encore entoué redeviendrait ainsi le trésor de tous.

JEAN PLANCHAIS.

vent les monnaies pour qu'ils viennent de leur plein gré les monnaies aux historiens et numismates officiels.

Pour le reste, il est vrai que l'article 716 (que j'ai cité) est dépassé puisqu'on trouve sans hasard et plutôt avec préméditation ! C'est donc au législateur de jouer et de refaire la loi et de faire appliquer — éventuellement — une nouvelle législation tenant compte des faits.

En tant qu'expert, je sais combien les trésors nous arrivent démantelés, vendus pièce par pièce, sans qu'on puisse en tirer tous les enseignements historiques et numismatiques qu'ils pourraient nous donner. L'important, je le répète, est que tous les trésors soient déclarés et inventoriés. Mais le fait que tel ou tel musée local devienne propriétaire des monnaies trouvées n'a aucun intérêt. — A. W.

Galets

J'ai lu avec intérêt le récit concernant la ramassage de galets (le Monde Dimanche du 3 août). Le raisonnement de cette lettre n'est pas donné et de plus une caractéristique primordiale n'est pas indiquée.

Les galets ramassés sont des galets noirs. En promenade sur la plage, un peu avant la guerre, j'étais intriguée par cette récolte plutôt insolite et j'ai interrogé un gabelou qui passait par là sur le but de ce ramassage. Il y avait un peu plus loin un bateau sur lequel on déversait ces galets qui étaient pris sur un tas. Je demandai à ce gabelou si ce chargement était destiné à faire du lest ; il m'a répondu : « Non, ces galets sont destinés à faire de la porcelaine », et il m'a fait remarquer que ces galets étaient noirs et ajouta : « Plus ils sont noirs, plus la porcelaine est blanche. Il en est exporté en Angleterre et en Amérique. »

Voilà non pas une rectification mais une réponse à ceux qui ne comprendraient pas pourquoi on récolte des galets.

M.-K. SEUVE.

(La Charité-sur-Loire.) [Guyette Lyr, dans son article, signalait plusieurs utilisations actuelles des galets : la décoration, la peinture, les poudres et parfums et les dentifrices.]

Natalité et racisme

Les voix s'élèvent en France pour crier que la situation de la natalité est dramatique. Le ministre du travail (le Monde du 25 juin 1980) affirme que « le simple remplacement des générations n'est plus assuré » et que « jamais en temps de paix il [l'indicateur conjoncturel de fécondité] n'a été aussi bas dans toute l'histoire de notre pays ». En effet, aujourd'hui le taux de fécondité s'est stabilisé autour de 1,85, ce qui porterait la population française à trente-six millions d'âmes en l'an 2100.

Face à ce phénomène démographique, des incitations sont faites, et des aides sont produites par le gouvernement pour pousser les Français à améliorer leur fécondité. M. Chirac (dernier interview au Monde) a même proposé la maison gratuite pour le cinquième enfant.

Dans le même moment quatre millions d'étrangers ne sont plus désirables dans l'Hexagone. Des mesures exceptionnelles sont prises par le gouvernement qui fait piler le Parlement à sa volonté, pour faciliter l'expulsion des A.S. des Comunes et des Aliénés. Les réglementations s'accroissent contre les « peurs mates », étudiants ou travailleurs immigrés, rendant leur séjour en France insupportable.

Que signifie ce double aspect de la contradiction : d'une part on stimule la fécondité des Français et d'autre part on encourage les départs ? N'est-ce pas là du racisme pur ? Le gouvernement veut-il favoriser l'accroissement d'une certaine race et non des autres ? Plusieurs immigrés voudraient s'intégrer dans la société française et se faire naturaliser. Pourquoi le gouvernement rend-il impossible la naturalisation et difficile l'intégration, par le racisme qu'il stimule malicieusement à travers ses mass media et que font dégrader ses réglementations xénophobes ?

Il me semble que l'une des solutions raisonnables pour les problèmes de la natalité et des immigrés est l'immigration totale de ces derniers. Un Algérien qui a servi l'économie française pendant vingt ans n'a-t-il pas droit à l'honneur d'avoir la nationalité française en fin de carrière ?

Si cette proposition n'est pas retenue, il serait plus facile et conséquent de mettre tous les immigrés à la porte du jour au lendemain.

KAMAL CHABOUNI (Tunis).

Lexique (suite)

M. A. Graf, de Grenoble, vous a saisi du problème de la « Lexique » (le Monde Dimanche du 3 août), et, à la fin de sa contribution, il ouvre la chasse aux plus récentes loufoqueries en matière de raisons (?) sociales hexagonales.

Séjournant dans un pays étranger pour mes vacances et habitant dans un autre pays étranger pour raisons professionnelles, je ne puis pas parti-

ciper à cette chasse. Aussi voudrais-je vous proposer d'orienter l'action suggérée autour de trois axes :

- 1) la chasse aux débris déjà matérialisés, comme elle est proposée par M. Graf ;
- 2) la « lexique prospective », destinée à permettre à nos compatriotes un accès facile à des concepts nouveaux dûment cautionnés par un aréopage qualifié ;
- 3) la « lexique comparée », dont l'enseignement me paraît devoir être, une fois de plus, une leçon de modestie : le mal que nous nous faisons, d'autres se le sont fait bien mieux et depuis bien longtemps (...).

En guise de contribution aux rubriques 2 et 3 : — En vacances, on est forcément amené à fréquenter des restaurants. Ces établissements se parent de toutes sortes de noms mais bon nombre d'entre eux ressortiraient aux concepts suivants de la nouvelle lexique : « tricherie », « falsanderie », « estamperie », « gâtérie » (non pas dans le sens habituel, car ce n'est pas le client qu'on y gâte puisque les produits le sont déjà) ;

— Si ces affaires étaient mieux surveillées par la poudrerie et la socherie, le malheureux client ne serait pas obligé de recourir à des bordures (des cabinets d'avocats, évidemment) pour mener, finalement, les mauvais gargarismes à la cachot(t)erie après intervention de la parquet(t)erie ;

— Ma femme ayant révisé devant les chiffonniers et les pompes (sans rapport avec les pompes funèbres) alors que je guignais les enseignes des vitrines et des bêtiseries (pas d'avantage de rapport avec les pompes funèbres), nous sommes convenus que notre compte en galetterie était au plus bas, de nous contenter d'un cola pris dans une cagasserie (...).

Contributions à la lexique comparée : les États-Unis sont pleins de « wineries » (vignerons) et de « buteries » (bœufiers) ; l'Italie est pleine de « birrerie » (bières) ; la langue allemande ne se prête pas à la lexique (voir la traduction allemande de « lexique »).

JEAN-CLAUDE MOLLER (Bruxelles).

Ouest-Est

en français

J'ai lu avec intérêt, dans le Monde Dimanche du 10 août, l'article consacré par Thierry Wolton au « monologue Ouest-Est ».

Il s'agit d'un article généralement bien informé. J'en déplore d'autant plus la présentation un peu sommaire de la chaîne est de Radio France internationale.

Emettant en français, elle ne prétend certes pas concurrencer la Voix de l'Amérique ou la Deutsche Welle qui émettent dans les langues des pays concernés.

Mais dire qu'elle émet deux heures par jour alors que son horaire va de 7 heures à 23 h. 30, c'est un peu court.

En fait, elle ne propose pas moins de dix-sept rendez-vous d'information étalés tout au long de la journée. Quatre d'entre eux sont réalisés par la rédaction de Radio France internationale, les trois autres étant relayés de France-Inter ou de France-Culture.

Mais, quelle que soit la source de ces informations ou des programmes qui les accompagnent, il s'agit d'une chaîne de radio cohérente de dix-sept heures par jour, et c'est ainsi que la personnalité des cinq à six cents auditeurs qui, malgré les difficultés inhérentes du courrier adressé depuis les pays de l'Est, tiennent à nous écrire.

La progression constante de ce courrier nous indique que cette jeune chaîne gagne en audience d'année en année et que la langue française, si elle n'est pas universellement connue à l'Est, n'y est pas langue morte.

CLAUDE ERNOULT, Directeur adjoint de Radio-France internationale.

Ils ont écrit, certes, de partir de deux heures, mais quatre « rendez-vous d'informations » seulement sont réalisés directement par Radio France internationale et adaptés à son public. On ne peut d'ailleurs que se féliciter des progrès de son audience.

CONTE FROID

La déduction

La police, après une longue et minutieuse enquête, avait découvert un mort dans le cadavre.

JACQUES STERNBERG.

JOUS D'ETE

Barbecues dans la prairie

Tous les soirs, à 7 heures neuvièmes, c'est la messe à l'étable. Quand Odile, la fermière, arrive pour la traite, tous les garnements l'attendent au garde-à-vous, en sandalettes dans la gadoue, muets comme des bœufs en culottes courtes. Odile a prévenu, une fois pour toutes : « Si vous vous énervez, je vous fange à la pelle ! » Les nouveaux sont vite mis au parfum. L'ordre règne entre les stalles.

Gravement, les plus grands tendent à la fermière les trois trayes électriques, irréprochablement lavées. Les mêmes, tout à l'heure, seront investies de la mission de confiance d'aller déverser dans les bidons le contenu encore fumant des seaux. Un vieil habitué de onze ans se souvient d'avoir, l'année dernière, assisté à la naissance d'un veau. Les bœufiers en pleine nuit avaient réveillé tous les campagnons dans la pâture en contrebass.

Re, traite est : encore un petit tour pour s'assurer que les cochons savent toujours grogner, quelques bourrades affectueuses sur la truffe blanchie de Belle, la chienne de la ferme, et l'on galope vers les suivants des caravanes rejoignant les parents, qui prennent le pas sur les futeuilles pilants et qui accueillent sans enthousiasme leurs chères catastrophes trempées d'avoir barboté dans le ruisseau, la dose griffée d'avoir joué à cache-cache — ou à Dieu sait quoi — dans les ronces.

Les vacances à la ferme, si le ciel de Normandie l'autorise, sont le paradis des enfants, et des parents : « C'est plus humain, on en avait marre d'être la trentième chienne de la ferme dans l'allée des Peupliers, ici on n'est pas entassés, chacun son coin de pâturage », apprécient des professeurs de Nolsy-le-Grand en retournant les côtes de porc sur le barbecue. « On connaît les fermiers, on revient chaque année, ça donne l'impres-



MARTIN VEYRON

alon de passer les vacances chez des amis », rônchait un médecin canennais, en rupture de Côte d'Azur. Un soupçon de retour à la terre, une pincée d'inflation et de chômage qui interdisent les projets plus ambitieux, et les citadins, chaque été plus nombreux, font le tourisme bullesonier : « On est venus pour la première fois, il y a trois ans, explique un comptable parisien. Jusqu'alors, on était toujours allés en Espagne. Mais, avec quatre enfants, on ne peut plus payer l'essence, ni même le tarif des campings ordinaires. Plutôt que de réduire la durée des vacances, on

préfère venir ici. On ne se plaint pas, on est bien. » Les paysans normands n'ont pas été longs à flairer le vent. « Cent quatre-vingt-cinq gîtes et cent soixante-sept chambres d'hôtes dans le seul département du Calvados », raconte Jean-Pierre, qui pratique, dans sa ferme de Creully, à quelques kilomètres de la Côte de Nacre, les trois types d'accueil : camping, gîte rural avec cuisine (loué à l'année, pour l'instant, à des étudiants de Caen), et trois chambres d'hôtes pour les voyageurs de passage, sortes de « Bed and breakfast », qui auraient traversé le Channel.

Fils de paysans flamands, chercheur au G.N.R.S. pendant dix ans, Jean-Pierre n'est revenu à la terre que pour y accueillir les touristes. Bien sûr, il a bien tenté, au début, d'élever quelques porcs. « Mais, avec le camping, il n'était pas possible de s'occuper de tout. J'ai sacrifié les porcs. J'ai peut-être eu tort : ma ferme n'est plus prise au sérieux par les enfants. Je pense reprendre une truie, avec des petits. Ça plaît tellement aux mômes. »

Jean-Pierre, qui ne dédaigne pas d'aller discuter un brin avec « ses » campagnons, est très fier d'avoir été invité, l'été passé, par

des touristes bavarois. Mais, s'il se refuse à dépasser le minimum d'emplacement autorisé (vingt-cinq), il n'en va pas de même de la plupart de ses voisins, authentiques Normands du pays d'Auge, dont plus d'un, voyant tomber la manne touristique, s'est senti poussé par une irrésistible vocation hôtelière. Il est si facile de mettre à la disposition des citadins quelques hectares ou quelques chambres dans les grandes dépendances à colombages ! Où l'on en case vingt-cinq, pourquoi pas une petite centaine ?

Mais gare à la maréchaussée ! Une caravane avec télé, bar et coin cuisine ne se dissimule pas comme un élanier ou quelques bouillottes de calva. On est sous cape, dans les chaumières, de la guérite que livre tout aux administrations pour gagner un « épi » (l'équivalent des étoiles dans l'hôtellerie).

Si l'on n'en est pas encore à la surpopulation du « camping des flots bleus », tant décrit (par paysans et campagnons) dans le danger du tourisme de masses qu'enquêtent. Dans les chambres d'hôtes, qui s'écoulent comme marguerites au printemps, les « épi » de plume de grand-père n'ont pas dû bercer beaucoup de générations paysannes, et les « confitures maison », quand elles ne viennent pas tout droit de l'hypermarché de Caen, sont confectionnées — nul n'en fait mystère — spécialement pour les citadins.

Côté paysan, on ressasse, le cœur gros, d'éternelles grèves de clôtures ouvertes et non refermées : « Ils se concluent parfois un peu comme dans une réserve, se plaint Odile. Un soir de l'été dernier, ils ont déboulé à toute une famille dans le salon et changé la chaîne de la télé pour regarder le match. Que voulez-vous faire dans ces cas-là ? On est allés se coucher. »

DANIEL SCHNEIDER.



Un cui



RICHARD KALVAR/MAGNUM

VIES

Un cuisinier de vieille tradition

« La nouvelle cuisine ? Je crois que ce sont les cuisiniers qui ont détérioré la vieille, oui ! »
A Mutzig, Jean s'efforce seulement d'égaliser les grands anciens.

HENRI DELIGNY

JEAN tient avec sa femme le Nid de cigognes, à Mutzig, en face de la célèbre brasserie. Humour : « J'ai l'ambition qu'on dise un jour : la brasserie est en face du Nid de cigognes... »

En ce début d'après-midi, les clients ont déserté la salle. Mais elle reste tout animée par les couverts clairs des nappes et des fleurs, la chaleur des vieilles boiseries, la diversité des formes de la collection de grès, les éclats des cuivres et de la faïence du grand poêle rhénan. Après le coup de feu du déjeuner, le restaurant retrouve son ordre calme avec la mise en place qui annonce l'heure du goûter pour les promeneurs de la vallée de la Bruche, avec des bûchettes de tartiflette aux baies sauvages. Jean sort des cuisines. Il s'éponge le front. « Excusez la ténue. Je n'ai pas changé ma veste pour venir dans la salle. Ne soyez pas trop exigeant, monsieur. Je ne suis que le cuisinier. »

Un cuisinier dont le large tour de taille fait honneur aux qualités de ses préparations. L'œil inquiet, un peu fatigué par l'ardeur des fourneaux, il s'enquiert de l'opinion qu'a justifiée le feuillet d'escargots à la crème d'échalotes et au risling. « Je suis assez content de cette présentation en couronne de pâte dont mon fils a eu l'idée. Nous avons installé ici, pour Patrick, un laboratoire de pâtisserie, à côté de la cuisine. Il est chez lui. Il s'y fait la main en attendant de partir pour l'étranger : Bruxelles et la Suisse. Après, on verra. »

Lui, le métier, il a commencé à l'apprendre à l'âge de quatre ans, C.A.P. de cuisinier. Après trois ans d'apprentissage, avec cours chez un patron, et des séances hebdomadaires à l'école hôtelière de Strasbourg. Puis il a circulé : Luxembourg, Valenciennes, la Belgique et la Normandie. Et, en 1959, il s'est installé à Obernai, à l'hôtel de la Cloche.

« Alors a commencé la maitrise. On était un peu éblouis, ma femme et moi, par la restauration et l'hôtellerie. On s'est lan-

cés là-dedans. On ne peut plus arrêter. On s'arrête plus. Et après trois années à Obernai, où nous étions patrons et locataires, nous nous sommes établis ici, à Mutzig, depuis 1962. Nous avons un bail avec la brasserie. Nous sommes gérants libres. »

« En route »

Le travail ? L'heure du lever est variable. Selon les jours, l'heure de fermeture de la veille, les heures et l'approvisionnement, entre 4 heures et 8 heures. Le marché est à Strasbourg. Il est « en route », en cuisine, à 8 heures. Ils sont cinq autour des fourneaux : un jeune cuisinier, un apprenti et deux pré-apprentis. « Et mon fils, en plus, qui se charge pour le moment de toute la pâtisserie. » La salle ouvre au public à 11 heures. C'est le domaine de Madame, qui est secondée par deux serveuses dans la salle. « Plus une jeune fille au comptoir. »

« Nous avons commencé avec un plat du jour. Nous étions très, moralement, à exécuter un plat, pas cher, pour les ouvriers et les routiers qui passent à la brasserie. Ce n'était pas un contrat, mais c'était moral. Et puis il y avait le blocage des prix avec un menu qui est encore bloqué. Nous avions à midi dix rotis. Et à la table à côté, des ingénieurs, des directeurs et des touristes. Nous avons commencé petit : des omelettes, du jambon cru, des articles de salami. Des plats qui ne se détériorent pas. Mais, pour la clientèle, nous continuons à brasser tout le monde. Chez nous, vous rencontrez tout le monde. Nous sommes ouverts. »

Son père était facteur. Il avait une tante qui était très bonne cuisinière. « J'ai aimé bien ces petits trucs qu'elle faisait très rapidement. C'était une paysanne qui avait des dons. J'ai toujours adoré. Cinq minutes à la machine, et elle réussissait un repas.

Avec elle, des œufs sur le plat, c'était le sommet ! Alors elle me disait toujours : « Tu vas apprendre le métier de cuisinier. Je vais te donner des recettes. » Elle m'en avait donné. Et quand je fais la cuisine, je pense encore à elle. A ses recettes. J'en ai encore quelques-unes que j'aimais, je ne peux pas dire à 100 % mais à 90 %. Parce que, elle, c'était vraiment le doigté. »

La satisfaction de Jean, il la trouve dans la variété de la clientèle que sa cuisine attire. « Quand je vais autre part, je ne retrouve jamais ce mélange que nous avons chez nous. Vous trouvez le président d'une banque et, à côté, le type qui travaille à la brasserie. Les clients

apprécient. Tout le monde a droit aux mêmes égards, à la même nappes et à la même serviette. Et l'employé qui a déjeuné pendant son travail, ici, est heureux de revenir avec sa femme, un samedi soir, pour un petit dîner de fête. Oui, c'est bien, et ça, on ne veut pas le changer. » Le métier apporte de grandes satisfactions, apprécie Jean, mais il est dur parce que chaque repas exige une grande concentration sur deux ou trois heures. « Le coup de feu ! On ne sait jamais où on va. On fait une mise en place. Ça passe à côté. Alors, on est toujours très excité. Bonsoir ! C'est pourquoi j'ai préféré que mon fils commence par la pâtisserie où on s'impose plus de rigueur dans l'organisa-

tion du travail. Pour apprendre, c'est mieux. En cuisine, on peut toujours se débrouiller, rattraper, modifier. C'est trop rapide. » Il vante une autre école qu'il a connue. Jeune cuisinier, il a travaillé plusieurs années sous les ordres de Charles Schulz, le chef — aujourd'hui décédé — du restaurant du foyer des étudiants catholiques, à Strasbourg. « Un monsieur formidable ! Qui aimait et savait faire la cuisine. Avec les moyens du bord qu'il avait là ; souvent je dis à ma femme que c'était celui-là le plus grand cuisinier. Tout ce qu'il faisait était toujours bon. C'était formidable pour quelqu'un qui servait à manger à mille cinq cents personnes pour le déjeuner, et ceux qui étaient servis à la fin n'avaient pas l'impression de finir des restes trop cuits ou réchauffés. »

« J'ai travaillé aussi à l'Aubette, à Strasbourg, avec M. Huck, ce fameux chef qui avait été cuisinier d'ambassade. Ecoutez ! Quand il servait des banquets de quatre cents ou six cents personnes, croyez-moi, monsieur, il sortait une volaille rôtie — pour six cents personnes, on ne peut rien faire d'autre, on ne peut pas ! — une volaille de Bresse servie sur un plat rond, pour six personnes. Autour de ce plat rond, il y avait pour chacun une petite tomate farcie sur un fond d'artichaut, pour que le garçon puisse prendre sa vite. Il y avait des laitues braisées, une tête de champignon, un légume. Et je vous jure que tout était cuit dans les règles. Pas de la tambouille ! Pour six cents personnes ! M. Huck préférait engager trois ou quatre « extras » rien que pour préparer la garniture des légumes. Ah ! on ne servait pas les légumes à la louche. Avec M. Charles Schulz et M. Huck, les légumes étaient des légumes. Un fond d'artichaut était croquant. Les haricots verts étaient verts, pas

gris comme du papier bouilli. Les navets étaient formidables. Le navet, c'est un signe pour un cuisinier. Toujours les apports du marché. Et jamais de conserves ! Le fin du fin, même pour six cents convives ou pour les quinze cents étudiants du F.E.C. »

De ses yeux gris-vert, un peu tristes, il fait le tour de la salle que compartimentent le grand poêle de faïence cerné de bandes, où, l'hiver, les clients s'installent dos au feu et ventre à table : la position que vantait déjà l'ami Fritz.

« Rien d'autre »

« Je ne ferais rien d'autre. Je ne voudrais rien faire d'autre. Quelqu'un je voudrais avoir mieux. Des fois non ! C'est bien comme ça. Ici, nous arrivons à tout vendre. Donc à tout cuisiner. Je vends aussi bien du homard que de la hure de porc. Et ils sont satisfaits. Ils sont contents. Beaucoup de personnes viennent ici prendre un repas pendant le week-end. Même simple ! Un sandwich, ils sont contents. On vend des grands vins et des petits. Ça me fait plaisir. »

Il a encore quelque chose sur le cœur. Il réfléchit pour formuler sa pensée dans ce français un peu créole, qu'on entend, avec le dialecte, dans la plaine d'Alsace.

« Je collectionne les livres de recettes, dit-il. Pour la nouvelle cuisine, comme on dit, heu... je crois que ce sont les cuisiniers qui ont détérioré la vieille, oui ! C'était dans les petits jour que mon fils a fait aujourd'hui. En ce moment on prépare un nouveau dessert : une charlotte au citron. On sert avec un coulis de framboises ou de myrtilles tiède, maintenant que les myrtilles arrivent. Les fruits, on les fait revenir à la poêle avec un peu de sucre. Juste cristallisés comme ça. Si le sucre fond, ça ne fait plus le même effet. Avec la charlotte au citron, ça plaira. Mon fils va me perfectionner cette préparation pendant ce mois. »

Il verse un autre verre de framboise sauvage. Lui, il boit du café.

PIERRE
VIANSSON-PONTÉ
Chroniques

Les jours évanouis-III

Déjà parus
I - Des jours
entre les jours
II - Couleur du temps
qui passe

STOCK



ministériel. La taxe départementale d'espace vert, prélevée sur chaque construction nouvelle à l'intérieur du périmètre sensible, et une subvention accordée par l'établissement public régional leur en fournissent les moyens financiers.

Ce n'est pas rien. De 1974 à 1979, les départements ont ainsi recueilli près de 40 millions de francs pour acquérir les espaces naturels les plus menacés. Et pourtant, la moitié de cette somme n'a pas été dépensée. Les départements n'ont acquis que 550 hectares en cinq ans. Le département des Côtes-du-Nord est le plus à la traîne. Il n'a pas dépensé le tiers des sommes qui lui sont allouées.

Désintéressé pour la protection du littoral ? Pas du tout. « Il faut être prudent et ne pas acquiescer à tout », explique Charles Josselin, président du conseil général des Côtes-du-Nord (P.S.). Il y avait autrefois le terrain agricole et le terrain à bâtir. On assiste aujourd'hui à la naissance d'une nouvelle espèce : le terrain à préserver. Combien ont acquis des terrains agricoles en espérant, à force de pressions et de relations, pouvoir un jour bâtir ? Faut-il d'obtenir les dérogations, ils essaient de vendre leurs terrains au Conservatoire ou au département. Cela rapporte moins que le terrain à bâtir mais beaucoup plus que le terrain agricole. Il est de dire que je n'ai pas envie d'accompagner ce genre de spéculation.

Désormais, avant d'acquiescer un terrain, le département des Côtes-du-Nord exige son « pedigree » : le nom des deux derniers propriétaires. Autant de freins à l'acquisition. Pour faire la preuve de sa bonne volonté, le département des Côtes-du-Nord vient de publier un important « programme d'interventions foncières en milieu naturel ». Comme il a publié, déjà, un schéma « plaine », adopté par les conseillers généraux mais aujourd'hui en concurrence avec un plan nautique émanant de la préfecture. Le schéma « camping », actuellement étudié par le conseil général des Côtes-du-Nord, aura-t-il plus de chances ? Les départements réussissent-ils là où la région a échoué ?

Dès 1972, les conseils généraux de Bretagne s'étaient réunis à Pontivy pour manifester leur inquiétude : si l'on n'y prenait garde, disaient-ils, le littoral breton serait dilapidé. Prolifération des constructions en bordure immédiate de mer ; destruction des espèces naturelles ; nuisances multiples des nuisances marines ; disparition progressive des activités traditionnelles et artisanales liées à la frange côtière. Les conseillers généraux ne manquaient pas d'exemples pour justifier leurs craintes.

Un schéma général

Pour préserver le littoral, « capital esthétique et culturel irremplaçable », il s'agit d'élaborer d'un « schéma général », permettant d'organiser le développement et l'équipement équilibrés du littoral breton. Après cinq années de consultations multiples des élus, des professionnels et des associations, le schéma d'aménagement du littoral breton et des îles voisines a été approuvé par un comité interministériel d'aménagement du territoire. Il prendra valeur de « directive nationale d'aménagement du territoire ». Il comprendra des décisions à mettre en œuvre immédiatement, des mesures à mettre à l'étude, des recommandations et des souhaits dans le cadre d'actions à plus long terme. Tenant compte de l'évolution de certaines activités à très long terme (jusqu'à l'an 2010), le schéma devrait diriger l'aménagement du littoral breton pendant les dix années à venir.

Concernant l'occupation des sols, le schéma dénonçait notamment l'occupation anarchique des dunes par le camping sauvage et les résidences secondaires. Il faisait remarquer également que, si l'on n'y prenait garde, la zone léguée et maraîchère disparaîtrait progressivement au profit des résidences secondaires. Un document exceptionnel où le littoral breton était passé au crible et entièrement « réaménagé » de manière cohérente. Un schéma, et de taille : le schéma n'est pas opposable aux tiers. C'est dire qu'on peut aussi bien l'appliquer à la lettre que le ranger définitivement dans un tiroir, sans encourir aucune sanction.

En moins pouvait-on espérer que les communes, leur principal destinataire, en tiendraient compte, puisqu'elles avaient été consultées une à une et à plu-

sieurs reprises au cours de son élaboration. On avait tenu compte de leur avis. De leur avis général, oui, concernant l'ensemble du littoral. Mais de leur avis concernant leur propre territoire.

Désormais, les plans d'occupation des sols sont obligatoires pour toutes les communes littorales. Parmi les trois cent quarante communes du littoral breton, cent vingt-trois ont d'ores et déjà publié leur plan d'occupation des sols et peuvent, elles, l'imposer aux tiers. Ces plans tiennent compte des grandes orientations, au moins, du schéma d'aménagement du littoral.

« Faire du permis »

Annick Hélias le dit très clairement : elle n'y mettrait pas sa tête à couper. Economiste, Annick Hélias a pris une part importante dans l'élaboration du schéma d'aménagement du littoral. Aujourd'hui détachée par le service d'étude et d'aménagement touristique du littoral français auprès de la délégation régionale au tourisme de Bretagne, elle en mesure les retombées.

« Les élus ne peuvent plus entendre parler d'études », explique-t-elle. Il est inutile de leur expliquer maintenant que la Bretagne est en train de brader son patrimoine foncier sur le littoral. Mais comment le leur reprocher ? « Je ne me permettrais jamais de critiquer un maire qui favorise la construction de résidences secondaires sur le territoire de sa commune », précise-t-elle, tant que ne sera pas résolu le problème de la fiscalité communale. Tant qu'un élu est contraint, pour avoir des ressources, à « faire du permis de construire », on ne peut ni l'en empêcher ni lui reprocher.

Erdeven. Une petite commune du Morbihan. Pas beaucoup plus de deux mille habitants, mais un nom célèbre à plus d'un titre. Depuis de longues années, paradis des nudistes, l'ensemble dunaire d'Erdeven (près de 8 kilomètres) fait plus d'un envieux. Actuellement sous contrainte militaire, compte tenu de la proximité d'un champ de tir, la dune d'Erdeven figureait il y a peu encore sur les tableaux d'EDF qui envisageaient d'y construire « la » centrale nucléaire bretonne. Pendant près de quinze ans, la commune, qui en est propriétaire, a concédé une partie de la dune à une société privée, qui en extrayait le sable. La carrière défilait et endommageait la dune. Certes, Mais elle rapportait à la commune trois ou quatre fois plus d'argent que les impôts locaux.

Pour protéger l'environnement, une nouvelle municipalité n'a pas renouvelé le contrat d'exploitation. La carrière a été comblée, la dune est aujourd'hui protégée. Conséquence directe ? On voit actuellement sortir de terre, sur l'arrière-dune, un petit lotissement de quinze « maisons de pêcheurs », encore baptisées « maisons des dunes ». Pour ne pas accorder les impôts locaux, la commune vend ses terres. Un nouveau lotissement, de quatre-vingt maisons cette fois, est également prévu, tout près du premier. Résidences principales, résidences secondaires ? Allez savoir !

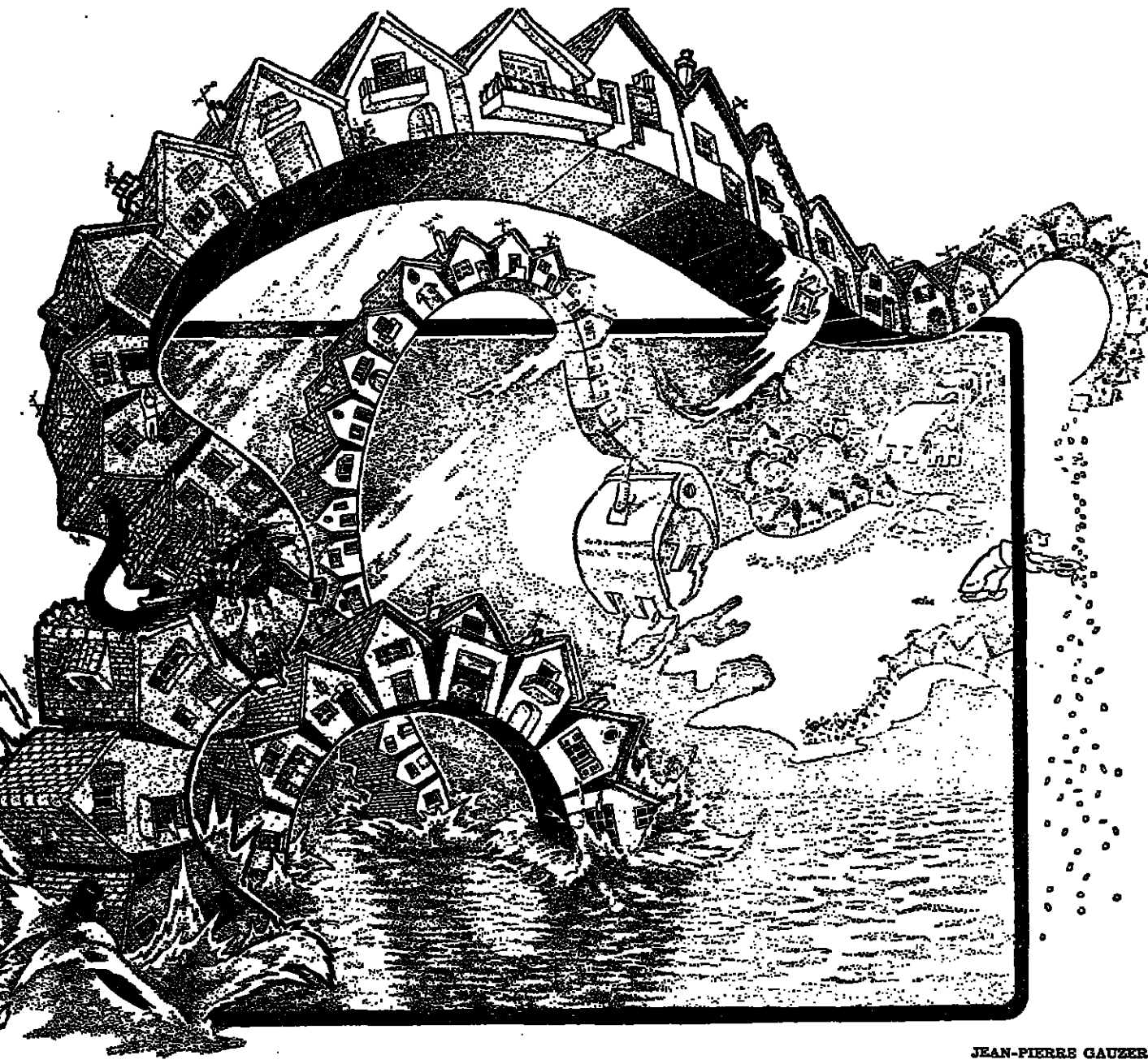
7 % de moins

Pendant longtemps, les agriculteurs ont constitué le dernier rempart. Un rempart solide : sur l'ensemble des trois cent quarante communes du littoral breton, 70 % des terres sont des terres agricoles. L'agriculteur ne vend pas sa terre, dit l'un d'eux, ou, s'il la vend, c'est qu'il est endetté.

Soit, mais entre 1955 et 1970, l'agriculture littorale bretonne a perdu 30 000 hectares, soit plus de 7 % de son patrimoine. Alors que, dans le même temps, l'agriculture bretonne et l'agriculture française dans son ensemble n'avaient perdu que 1,3 % de leurs terres. Et ça continue, au rythme d'environ 1 500 hectares par an.

En 1972, le marché non agricole (terres agricoles vendues à d'autres fins que l'agriculture) ne représentait que 27 % des surfaces agricoles vendues sur le littoral. Mais il représentait près de 60 % des bénéfices issus de la vente des terres agricoles, tous marchés confondus. Soit plus de 90 millions de francs ; autant que la production de fruits et trois fois plus que la production de céréales.

Cette fuite nouvelle des terres agricoles n'est pas faite



JEAN-PIERRE GAUZERE

SUD

Au bout du conte des femmes...

Epouses et immigrées, elles devraient avoir doublement appris à se faire. Quelques-unes d'entre elles viennent de commettre un sacrilège. Un livre...

LUDI ELOIK

Le mari de Yasmina, celui de Dianette, celui d'Antonietta et aussi celui de Zahra, ont dit : « Et nous ? » en feuilletant le livre dont on faisait la sortie entre les murs de briques de la grande salle du Centre social et culturel Chori-Berriat, à Grenoble. C'est qu'en page dix, leur nom de famille était précédé d'un autre prénom que le leur. Leurs épouses — si seules, si maladroites, si dépassées et si mal intégrées ! — sont, en effet, les « actrices » (elles y tiennent...) d'un recueil de contes intitulé *Le Parfum de la terre*. Un vrai livre. Edité chez un vrai éditeur (1).

Les maris n'étaient pourtant pas les premiers surpris. Avant eux, il y avait les intéressées qui, malgré le champagne, les petits gâteaux et la foule avalant du mal à y croire. « Moi, a dit Zina, je m'évanouis de plaisir... Tu crois que j'aurais, un jour, des enfants à qui je ferais lire ? » Une autre, Raimunda : « Ce livre, je l'embrasse chez moi, au Brésil, pour qu'on sache... » Une autre encore, Khadoudja je crois : « C'est tellement fort ce que je sens, je ne puis le dire en français. »

Ce livre, elles le doivent un peu au hasard des rencontres, un peu au très complet réseau dit « socio-culturel » mis en place ces dernières années à Grenoble, mais surtout à Chérifa, animatrice-coordonnatrice au Centre social. Parce qu'elle l'a-

mation ne n'est pas facile. Chori-Berriat a bien du mal à être un vrai quartier. Pas assez vieux pour mériter un ravalement, pas assez central ni assez pittoresque pour intéresser la population estudiantine, pas assez récent pour attirer ceux qui cherchent à s'installer, cet étrange morceau de ville, mal défini, sans magasins, ne pouvait finalement qu'accueillir ceux qui n'ont pas le choix. Soit trois mille immigrés. Un huitième de la population.

Pour toutes ces raisons, Chori-Berriat se retrouve avec deux centres de vie un peu forcés : le marché et le Centre social. Toujours grâce à Chérifa, les femmes du quartier, immigrées ou non, ont appris à aller de l'un à l'autre. C'est-à-dire à ne pas se contenter, en revenant tous les jours, de l'un, de regarder avec méfiance par les fenêtres du rez-de-chaussée de l'autre.

Au premier soleil

En fait, cela a dû commencer un jour de printemps, parce que l'hiver, comme dit Yasmina, « on préfère rester à la maison, devant le poêle ou le kanoun, ou laisser couler les heures ». Au premier soleil, plusieurs durent se dire ce que se disait Maria-Isabel dans son coin, « qu'elle apprendrait toujours un peu de couture, un peu de français, ça donnera un but à la promenade ». Le mélange des nationalités n'a pourtant pas été

si facile. Et Chérifa se souvient du soir où une phrase entendue au hasard lui a confirmé qu'elle ne s'était pas trompée, c'était Ginette, l'Italienne, qui disait : « C'est formidable, si on pouvait connaître toutes les langues ! » Ce fut pour elle la première victoire : « Je ne pouvais pas dormir. J'ai vu les murs de béton se fendre, une brèche s'était ouverte, c'était la première fois que l'été dans une Italienne dit que la langue arabe était belle ! Il y a deux ou trois ans, aucune Italienne ne voulait s'asseoir à côté d'une Maghrébine. Elles se plaignaient souvent du bruit des Arabes. Elles avaient même une monnaie pour elles seules. Aujourd'hui, elles se touchent, s'embrassent, se reconnaissent... »

Pour mutuellement s'appropriiser, elles ont d'abord organisé ensemble des soirées où, tour à tour, elles se sont fait goûter la cuisine de leurs pays respectifs. La cuisine, leur seule expression jusque-là. Et donc, très affrénée. Puis Raimunda a commenté ses diapos du Brésil, Patricia a raconté le Mexique, Ginette son Italie, une autre encore son Sud à elle, avec force gestes qui sont devenus théâtre et même danse et même, parfois, tranches.

Avec, au milieu, quelques découvertes comme : « La peau, ça vibre de la même façon dans le monde entier. » Ou : « Depuis que je fais du théâtre, je joue tout le temps ! » Quelques audaces aussi, comme la danse du ventre. Et les maris qui n'ont rien à dire !

Et puis les histoires, celle du coq et du renard italiens, de Pedro Malasarte le Brésilien, de sainte Rita, du singe à la queue coupée, de chèvre et chevrete, de la pleureuse, de Jha le malicieux, du pauvre bicheur qui avait découvert un trésor, etc., des histoires si différentes et si identiques à la fois, qui se recoupent, se calquent, se trouvent un fonds commun. « On aurait pu en faire un livre ! » dira l'une, un jour, exaltée.

Le livre a cent trente pages. Les contes y commencent presque toujours, bien sûr, par : « Il était une fois... » C'est la moindre des choses pour cet ouvrage magique fabriqué à partir d'une poignée de handicaps : la dépendance, l'isolement, le mépris, la peur. Comme si les pires ingrédients faisaient, dans les contes, les meilleurs philtres.

Hors de toutes structures, des femmes immigrées, à Grenoble, viennent de briser d'un coup une multitude de chaînes grâce à l'écriture qu'on ne savait plus si directement efficace. ■

(1) *Le Parfum de la terre*. La Pensée sauvage, éditeur, Châti (Isère).

CROQUIS

Deux, l'été

Elle était mexicaine. Il était français. Ils vivaient à Londres et s'étaient rencontrés dans une surprise-party. N'aimant danser ni l'un ni l'autre, ils avaient partagé une bière dans la cuisine. Elle parlait dans un anglais hésitant; pourquoi d'ailleurs n'avait-il pas mieux travaillé son espagnol deuxième langue? Le lendemain, elle partait faire le tour de l'Europe sac au dos, il allait passer une semaine en France. Ses yeux sombres ont dit oui, elle n'était pas tellement pressée, et lui n'aurait pas à traîner dans les rues écorchées de solitude.

Alors ce fut Paris: les parades aux terrasses des cafés, la visite ratée de Notre-Dame, fermée le mardi, une glace géante au quartier Latin, le métro, moins beau qu'à Mexico mais bien mieux qu'à Londres, un millefeuille mangé sous un pont au bord de l'Isère, les films qui font taire un saxophone au Forum des Halles, une cheville tordue sur les pavés, et les nuits

qui se terminaient en fête. Ils bousculaient, trop pressés d'être à deux, ce que les autres appellent la raison et oublient pour une fois de compter, les jours. Il était à eux, ce petit moment de vie sans celui, sans faire semblant, plein de gestes tendres et de mots usés. Le temps n'était plus fragile, il leur suffisait de fermer les yeux, et, si ce n'était pas le Bonheur avec un grand B — car il n'existe pas ou bien seulement dans les bouquins — cela lui ressemblait étrangement.

Ils se sont quittés sur le quai de la gare. Pas une larme, c'était dans la règle du jeu, juste une main qui serre un peu trop fort la manche d'une veste. Dans le train qui repartait vers l'Angleterre, il se disait que, décidément, il aimait le goût de la liqueur et, n'ayant que des connaissances floues en géographie, il se demandait si Mexico était vraiment aussi loin que ça. JEAN-FRANÇOIS CÉAS.

Alphaville, déjà ?

La vacance commence, le seul de la maison passé: monologue intérieur, interrompu, souvent avec plaisir, parfois avec peur ou dégoût, par ce que proposent la rue et le métro.

Ces dernières années (est-ce l'effet de la crise ?), aux heures d'affluence et malgré celle-ci, des voix étonnantes ont investi la foule. Des spectacles miniatures se sont organisés aux angles des correspondances. Dans le couloir de Danter-Rochereau, la basse chantante nous met dans la tête des étendues immenses de blé et de neige.

Parfois, des voix laissent éclater leur souffrance. Un cri se lève, voix off du spectacle en sourdine que chacun reçoit et donne de sa vie.

Un ultime espace de liberté au quotidien, d'aventure non programmée sur papier glacé publicitaire, à la portée de tous. Quel frisson !

Ce lundi matin, à la station Montparnasse-Blanc-Manteau, la musique officielle de Radio-Machin nous est arrivée par tous les murs, indolore, totalitaire, nivellante, méprisante, déguisante. Elle s'installait, me dégoûtait dans le cou, s'entrouvrait dans mon écharpe, se glissait dans mon porte-documents.

Je me suis souvenu de l'adaptation au cinéma de Fahren-

heit 451, de l'énorme écran présent dans tous les appartements, avec partout la même blonde stupéfiée, sautant: « Bonsoir les consignes ! ». Me sont revenues aussi toutes les violences subies depuis plusieurs années: les supermarchés, dont j'ai fini par accepter, à ma honte, l'agression des queues aux caisses, avec la musique assourdissante, les slogans publicitaires débilitants et les enfants qui trépassent lorsque leurs parents sont enrachés et poussés par ceux qui attendent.

Me sont revenues les quinzièmes commerciales. Celle de Coque-sur-Lain, où toute une matinée, la filière délicate en quête de chèvre frais et de légumes avait été investie d'une recette de poltrine de veau farcie, renvoyée aux quatre coins de la ville par la voix d'un animateur, présentateur ou autre « faire-dévaloir ».

C'est son « coucou », sans doute, qui avait réussi à chasser la fanfare du marché Daguerre avant Noël au point que l'annonciateur chargé de l'avertir avait fui. Comment se défendre de ces milliers de bouches d'où sort la voix anesthésiante qui étouffe toutes les autres ? A quand les distributeurs de tranquillisants ? E. ZUCKER-ROUVILLOIS.

Les brasiers

Vu de la route qui suit la vallée, le château, ou ce qui en reste, a quelque chose d'irréel. Il semble dans un halo de brume quand le ciel est bas. Par temps clair, il découpe sur l'azur un profil de fonte brisée. Ce pentagone de pierre qu'on appelle Montségur, ces remparts dont l'armée des croisés ne vint à bout qu'après dix mois de siège, ils apparaissent encore, sur leur piton à demi-chauffé, comme la matérialisation d'un défi: la citadelle cathare dut empêcher de dormir bien des barons du Nord et des papes de Rome...

Sur les pentes de l'Espine, d'où l'on découvre la face orientale du château, un berger à la barbe blanche médite, debout, les mains jointes sur son bâton. Nous échangeons un salut sans paroles.

Une pancarte, au milieu du village, signale Montségur sur la droite. Il reste à gravir, par des sentiers de chèvres, ce « loup » comparable à celui dont rêve, à quelque douze lieues de là, dans sa Haute-Ariège, René-Victor Pilhes.

A mi-pente se trouve le camp des « crémats » (un de ces « champs des brisés » où l'inquisition, en Languedoc, multiplia les brasiers, entre 1180 et 1301). Mais les cendres s'envolent; et rien, absolument rien, ne demeure des deux cents hérétiques qui montèrent ici sur le bûcher.

Lors des week-ends prolongés et des congés annuels, l'association tient de la compétition touristique, mais aussi — en ce cas très abandonnée avec replie-

ment sur la buvette-bazar proche du parking — de la balade héroïque et pépère. Gosses et chiens sont de la partie, qu'il faut tirer par la laisse, par la main. Chaque jour se sert de halte à quelques excursionnistes essouffés et suants sous leur bande de pique-niqueurs ou de cameramen amateurs.

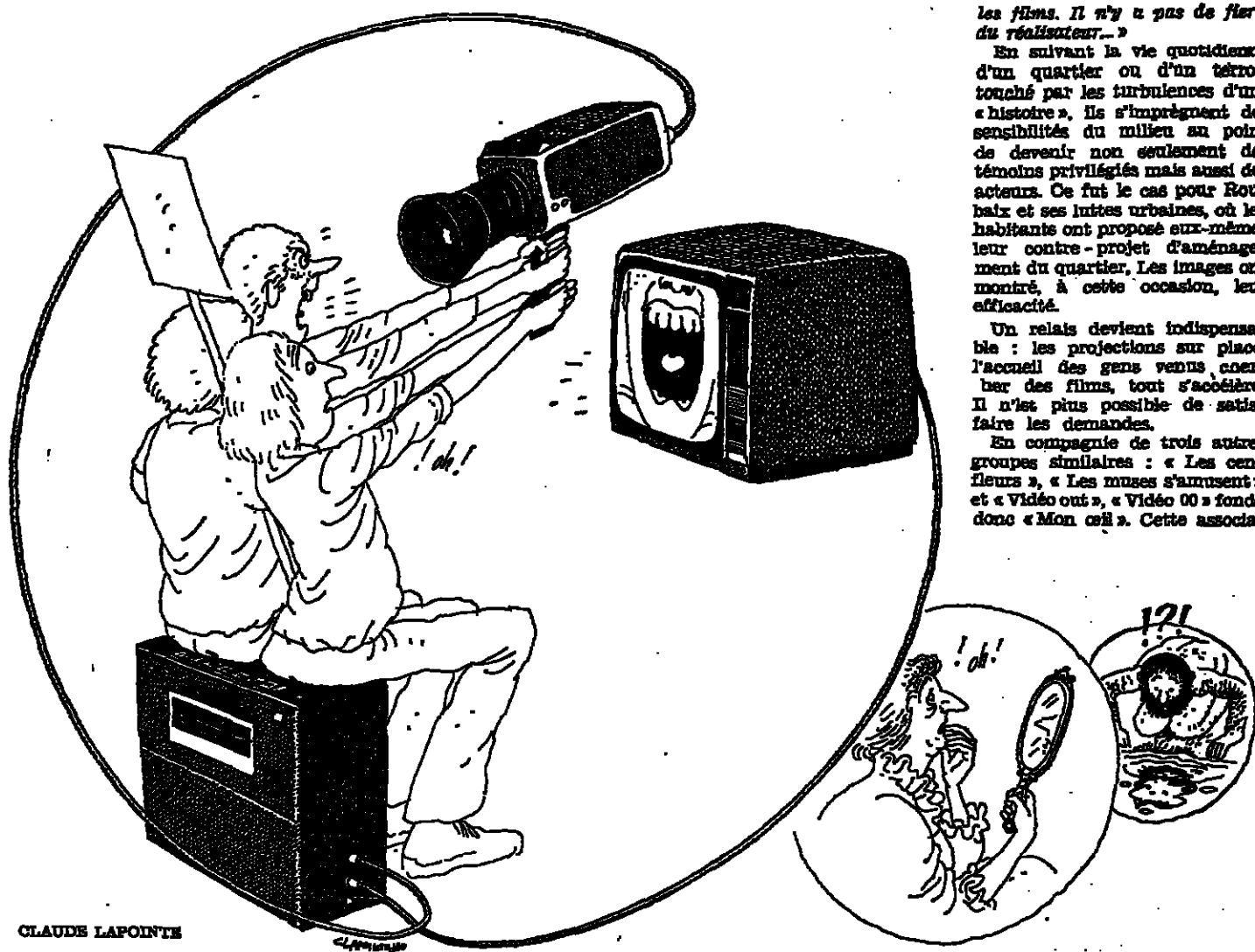
Malheur au pèlerin respectueux de la mémoire des suppliciés ! Il n'a pas sa place parmi ces oisifs qui saouloignent dans les ruines et qui, entre deux ahans, sur le flanc de la montagne, poussent la chansonnette ou s'ébahissent qu'on ait pu bâtir si haut, si lourd, et si solide, à une époque sans grès ni bétonnières.

Entré dans la légende depuis qu'il a été mutilé et désert, comme l'obscur Zog Oldenbourg, le haut lieu ariégeois n'échappe pas aujourd'hui à la récupération folklorique. Il n'est point jusqu'au souvenir des hérétiques qui, depuis quelques années, ne serve d'appât publicitaire: entre Lavelanet et Carcassonne, des panneaux n'annoncent-ils pas: « Ici, Limoux, pays cathare, capitale de la blanquette » ?

En repassant par l'Espine, je suis tombé sur le pâle chenu. Nous avons échangé quelques paroles à propos des excursionnistes. Qu'ils fussent de l'Espine ou d'ailleurs, le vieil homme se disait des Français.

Le terme même dont la Chanson de la croisade désignait les hommes de Simon de Montfort.

MAURICE CHAVARDES.



CLAUDE LAPOINTE

COMMUNICATIONS

La vidéo militante

La vidéo n'est pas seulement une technique utilisée par le cinéma et la télévision. C'est un moyen de communication simple, utilisable dans la vie associative et militante.

NATHALIE DES GAYETS

ROUBAIX. Le rouge et le noir. La brigue grisaille de maisons en immeubles. Les murs transparents la nuit. La pluie ne laisse aucun répit. Les gros pavés des trottoirs retiennent l'eau en flaques. Le jour est trépidant. Michel, Hélène et leur copain David ont quitté Paris aux aurores, après avoir bourré leur voiture de projecteurs, caméra, télévision, bandes de films. Ils sont allés rejoindre d. « nouveaux entrepreneurs » qui tiennent une réunion dans une H.L.M. du quartier Alma-gare et vont suivre les débats, caméra au poing. Ils font de la vidéo. Michel et Hélène appartiennent au groupe « Vidéo 00 ». Leur tournage doit s'intégrer à une série de films consacrée à « des initiatives populaires en matière économique ».

Une quinzaine d'habitants du voisinage discutent de la forme juridique la plus appropriée pour regrouper les différentes activités dans lesquelles ils se sont lancés: un « atelier-cuisine », un « atelier de créativité », une « coop-bâtiment », un « atelier-impimerie ».

Faut-il opter pour un G.I.R. (groupement d'intérêt économique) ou une coop (société coopérative de production) ? Les avantages et inconvénients sont disséqués un à un, parfois au tableau noir.

Quatre gros projecteurs dressés sur pied illuminent la discussion. Par terre, un écran de contrôle reflète les prises de parole. David cadre les visages tandis qu'Hélène, accroupie devant les tables, tend un micro sous le menton des intervenants.

L'après-midi sera « centré sur la revendication ». On organise la contre-attaque ! Sans nouvelles depuis des mois d'un dossier déposé dans le direct administratif pour obtenir une aide financière de l'Etat, ils décident de réagir. Leurs « demandes d'emplois d'utilité collective » ont été bloquées, affirmant-ils, par les services de la préfecture. Puisque toutes les autres tentatives d'éclaircissement se sont perdues au mur de l'administration, il s'agit de se mobiliser pour gagner une réponse.

Les échanges restent paisibles mais vigoureux. L'éclairage insolite de la vidéo chauffe l'atmosphère, stimule les interventions. « Une réunion comme celle-ci », constate Michel, est plus intense parce qu'il y a des projecteurs et une caméra. Les contradictions ne sont pas les mêmes.

On ne tarde pas à se mettre d'accord sur les ripostes:

— Montrer les réalisations;

— Tenir une conférence; de presse: « On s'est vu pendant six mois, maintenant on ouvre notre gueule »;

— Faire un appel à la population de Roubaix: « Pourquoi un tel silence autour d'associations de quartier qui veulent créer des emplois ? »

— Organiser un meeting où chaque activité sera présentée en détail. On se répartit les corvées entre quelques plaisanteries et des boutées de rire. A 5 heures, c'est fini ! D'un seul coup l'assemblée bondit sous la pluie et se disperse. « Vidéo 00 » assure la fermeture de la salle après avoir longuement pillé bagages. Son équipe n'est pas au complet; d'autres membres « opèrent » à Orléans ce même jour.

« Vidéo 00 », dont le siège se trouve sur les hauteurs de Belleville à Paris, comprend cinq réalisateurs. Moyenne d'âge: trente ans. Jobs: ingénieurs, responsables de formation, chapeaux. Une passion commune: la vidéo. Les films qu'ils tournent concernent

exclusivement des sujets sociaux: « Des grands débats qui agitent la base », oubliés trop souvent par la télévision. Ce cinéma du réel est ensuite mis à la disposition du public sous forme de films vidéo. Les associations filmées disposent également d'une bande, qu'elles utilisent en général pour présenter leur action: « L'image sert à fixer les choses ».

La multiplication sur le marché de « médias légers » (vidéo, super-8) rendus de plus en plus accessibles à une multitude de nombreuses vocations parmi des amateurs, qui ont su les utiliser comme modes de communication, d'information, de création et d'action.

Ainsi, « Vidéo 00 » pratique un cinéma d'intervention sociale, écho des tentatives de changement et support de réflexion. Son but n'est pas la martyrisation à tout prix. Au contraire, ses membres veulent diffuser « auprès d'un nombre croissant de relais d'opinion ces expériences autogestionnaires qui vivent en France ou à l'étranger ». L'évolution de « Vidéo 00 » semble avoir suivi celle d'un certain militantisme d'après 1968. Au discours idéologique, aux manifestations sans lendemain, on préfère la création affective, l'implication des idées dans le concret, la confrontation aux réalités avec toutes les contraintes et les adaptations qu'elles supposent. Changer! mais tout de suite, à sa porte, avec les moyens du bord.

Un moyen d'enquêtes

Le lancement de « Vidéo 00 » en 1971 correspondait à la volonté de promouvoir une nouvelle manière d'informar. L'expérience d'un atelier populaire d'archives créé en 1968 avait montré les limites des moyens traditionnels: affiches, tracts, ronéos. La vidéo permet d'aller à la rencontre directe de l'événement: « Un excellent moyen d'enquêtes ».

A ses débuts, « Vidéo 00 » s'acharnait à transmettre le point de vue du « terrain » face à celui des aréopages administratifs ou ministériels à propos d'actualités « chaudes », comme le nucléaire, le Larzac... En 1973, la vidéo sert d'arme militante pour la cause immigrée dans le quartier. Puis vient la recherche d'une information plus complète assortie d'un exemple de solution possible. Sont réalisées une bande sur la « Maison autonome », des films sur des expériences anglaises comme Street Form (la ferme de la rue) et les Communautés au temps de l'autogestion, très utilisées au moment des élections municipales. Chaque année, une série de films développent un thème. Mais le coût de ces réalisations, les occupations familiales ou professionnelles de chacun, limitent leur nombre. L'originalité de « Vidéo 00 »: associer le plus possible les gens filmés à la production du film; et maintenir certaines règles tacites: « On a créé l'organisation traditionnelle des tournages, on ne signe pas

les films. Il n'y a pas de fierté du réalisateur... »

En suivant la vie quotidienne d'un quartier ou d'un ténor touché par les turbulences d'une « histoire », ils s'imprègnent des sensibilités du milieu au point de devenir non seulement des témoins privilégiés mais aussi des acteurs. Ce fut le cas pour Roubaix et ses luttes urbaines, où les habitants ont proposé eux-mêmes leur contre-projet d'aménagement du quartier. Les images ont montré, à cette occasion, leur efficacité.

Un relais devient indispensable: les projections sur place, l'accueil des gens venus chercher des films, tout s'accroît. Il n'est plus possible de satisfaire les demandes.

En compagnie de trois autres groupes similaires: « Les cent fleurs », « Les muses d'aujourd'hui » et « Vidéo 00 », « Vidéo 00 » fonde donc « Mon œil ». Cette associa-

tion de la loi de 1901 sera chargée de la diffusion des bandes et des montages diapos qui restent la propriété de leurs réalisateurs.

« Mon œil » loge au 20, rue d'Allemberg à Paris (14^e), dans une vieille maison avec un jardin où grimpe encore du lierre. Un responsable, Marcel Molond, s'occupe du va-et-vient des films et assure une permanence de 10 heures à 13 heures.

Besoin de parler

Très vite, les fondateurs de « Mon œil » ont été surpris par les dimensions inattendues données à certains films. Des interventions, des comités d'entraide, des groupes de toutes sortes utilisent des bandes de l'association pour des débats qui se révèlent souvent intenses: « Ce qui est frappant dans notre expérience, c'est qu'on ne discute pratiquement jamais de la bande, on parle rarement du sujet du contenu, les gens parlent de leurs problèmes, de leur situation... » Les spectateurs se sentent concernés et réagissent en se racontant. Les témoignages font mouche: « Les gens ont des choses à se dire, besoin de parler ».

Quelquefois la vérité de l'image sonore scandalise: « L'utilisation de la vidéo n'est pas neutre. Elle peut avoir des répercussions imprévues ! »

« Mon œil » entend susciter des vocations. La vidéo peut devenir un outil d'expression individuelle. Elle intimide encore. Il faut la rendre familière et abordable aux amateurs alors que « dans l'esprit des gens elle est associée d'abord à la télévision, d'autre part au cinéma (...), mais aussi à l'électronique à cause des systèmes de surveillance dans les grandes surfaces ».

Les groupes qui ont lancé « Mon œil » croient aux multiples emplois spécifiques de la vidéo, notamment comme moyen d'expression locale. « Vidéo 00 » s'est engagé dans l'affaire Lap, pour l'information du personnel. A Nanterre, des lycéens et professeurs ont réussi à tourner ensemble une bande vidéo sur la sélection sociale.

La vidéo est donc propice aux créations collectives: « Des gens sans compétences techniques jouent un rôle effectif, réel, dans la réalisation, y compris pour les montages, faits en accord avec les gens filmés. » Ainsi des occasionnels se saisissent d'une caméra pour attirer à leur manière une actualité qui les frappe. « Il faudrait aller plus loin, intégrer la vidéo dans les pratiques sociales, comme la vidéo l'est depuis longtemps ».

Reste un inconvénient à surmonter: la peur du miroir. La vidéo est un témoin et une mémoire. On fait un compte rendu trop fidèle de son visage ou de sa parole. Le avantage procuré par l'audio-visuel à la portée de chacun peuvent, pourtant, assurer sa réussite. « Au vu des réseaux des médias (...), et principalement de la télévision, la vidéo est un moyen de répondre ».

Un grand trou dans la forêt

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

Un grand trou dans la forêt... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale... Une forêt équatoriale...

BRÉSIL

Un grand trou dans la forêt

En Amazonie, un milliardaire américain octogénaire se taille, dans la forêt équatoriale, un étrange royaume de quelques millions d'hectares et de quelques dizaines de milliers d'âmes.

JEAN ROLIN

POVO limpo e povo civilizado : Lembra-se que a fabrica e uma continuacao do seu lar. (1) A défaut d'un jardin que les enfants, si l'on n'y prenait garde, pourraient détruire, il y a ici, par 0°55' de latitude sud et 52° 25' de longitude ouest, sous le soleil exactement dans une échancrure de la forêt amazonienne, des machines compliquées et bruyantes, des locaux affectés à des tâches précises, des voitures de pompes flamboyantes, des grues automobiles. Toutes choses que les ouvriers brésiliens venus du Nordeste ou des berges du fleuve ne sont peut-être pas spécialement enclins à traiter avec ménagement, si bien que la direction des usines de Munguba s'est dû constituer la zone industrielle d'inscriptions discrètement commémoratives.

Uma continuacao do seu lar : c'est d'ailleurs beaucoup dire d'une entreprise qui n'est décidément la continuation de rien du tout. Avec son Deus ex machina, le milliardaire Daniel K. Ludwig, avec ses capitaux américains, ses cadres polyglottes et multinationaux, ses techniques de pointe, ses quelques milliers d'hommes attelés à la production de bois, de pâte à papier, de kaolin et de dentures, destinées dans un premier temps à assurer l'autonomie alimentaire de l'entité, l'entreprise surgit brusquement du sein de la forêt. Sur la rive droite du rio Jari, à six heures de navigation de son confluent avec l'Amazonie, et au sortir de quelques méandres assez serrés pour que les cargos de 40 000 tonnes remontant vers Munguba s'y annoncent par de puissants coups de trompe.

Munguba, le plus beau fleuron du projet Jari, « l'extraordinaire projet Jari », comme dit la brochure publicitaire éditée par son promoteur, la Jari Florestal et Agropecuaria LTDA.

Contre le cancer

Extraordinaire, le projet l'est assurément à plus d'un titre. Il y a trente-deux ans, le territoire qui couvre — 1 200 000 hectares, qui d'après certaines sources brésiliennes et internationales auraient aujourd'hui doublé ou triplé, à la suite de tractations occultes, à terme menaçantes pour l'intégrité territoriale du Brésil — appartenait à un colonel « pour rire », le colonel Jose Julio de Andrade, qui tyrannisait quelques seringueiros et autres coupeurs de jungle pour en retirer un peu de caoutchouc et de noix du Brésil. En 1948, le territoire est racheté par une entreprise portugaise, qui, dix ans plus tard, le cède pour 3 millions de dollars à Daniel Keith Ludwig, ce milliardaire américain taciturne et portant

(1) « Un peuple propre est une petite cité : rappelez-vous que la fabrication est la continuation de votre foyer. »

beau, à coup sûr parti de rien, dont les capitaux tentaculaires fructifient dans quelque quinze pays, et sur toutes les mers du globe sous l'espèce d'une flotte considérable de vraquiers et de pétroliers géants. 3 millions de dollars pour 1 200 000 hectares d'eau bourbeuse et de végétation peccifique, dont la production annuelle doit représenter aujourd'hui quelque 250 millions de dollars à l'exportation. Et tout cela pour le plus grand bien du genre humain : Loren McIntyre, du National Geographic, qui se flatte d'être la seule journaliste accréditée à Jari, assure que les bénéfices de cette entreprise seront intégralement consacrés par son promoteur à la recherche sur le cancer.

Il faut d'abord déboiser, ce que l'on fit par le feu, à raison de quelques milliers d'hectares par an, et replanter en arbres d'un bon rendement. Puis, et ce fut le plus gros morceau, il fallut acheminer jusqu'au site de Munguba l'usine qui convertirait tous ces arbres en pâte à papier, et la centrale électrique qui la ferait tourner en transformant quotidiennement quelque 2 000 tonnes de mégawatts. Assemblées à Kure, au Japon, l'une et l'autre seront ensuite confiées aux équipes remorquées jusqu'au site de Munguba, qu'elles atteignent respectivement le 28 avril et le 4 mai 1978, après trois mois de navigation.

Il ne reste qu'à les monter sur un lac artificiel, dont on fait monter puis baisser le niveau, afin de les poser sur les trois mille sept cents pilotis plantés pour les recevoir — tout cela avec une précision telle que, au terme de cette opération, chaque élément de la centrale et de l'usine s'adaptait, au millimètre près, à l'élément correspondant de l'infrastructure. Ainsi l'entreprise atteint-elle aux dimensions du mythe, suscitant, par cet exploit original, tout un bavardage éphémère.

Quelques mois plus tard, au début de 1979, cette Jérusalem céleste apparue, un beau jour sur l'horizon, aux yeux émerveillés des indigènes, peut commencer à dévorer du bois et à régurgiter de la pâte à papier — près de 300 000 tonnes par an — et le milliard de dollars investis par Daniel K. Ludwig à faire des petits. Aujourd'hui, l'usine de kaolin — 150 000 tonnes par an — a rejoint sur le site de Munguba l'usine de pâte à papier. Ludwig prévoit d'établir sur le Jari, en amont des chutes Santo-Antonio, avec le concours financier des autorités brésiliennes, une centrale hydro-électrique d'une capacité de 1 000 mégawatts, et de produire suffisamment de riz pour que le Brésil devienne régulièrement exportateur de cette céréale dans le courant des années 80.

Six mille buffles barbotent parmi les prairies inondées, et les ressources agricoles du territoire de Jari sont déjà presque suffisantes pour nourrir sa population de quelque vingt-cinq ou trente mille âmes.

A travers une forêt loquaceuse que l'on rebote en pinus caribaea — cette espèce de sapin qui tend à reproduire sous l'équateur l'atmosphère de la forêt vosgienne —, 17 kilomètres d'une piste de latérite doublée d'une voie ferrée relient la zone industrielle de Munguba à Monte-Dourado, capitale administrative de cette principauté agro-industrielle. Comme dit encore la brochure éditée par la Jari Florestal : de la forêt naît une ville, « uma nova villa plantada em plena selva ! »

Et, bien que ses rigoureux alignements de maisons basses et fleuries, dominées par un château d'eau, n'évoquent encore qu'allusivement le désordre vital d'une ville véritable, Monte-Dourado offre en effet toutes les commodités que peuvent désirer des hommes craignant Dieu, respectant le bien d'autrui et l'autorité de l'Etat, voire d'un Etat dans l'Etat. Une mille préface — dont quelques éditeurs de Ludwig, qui ont pris ombrage de ce qu'on l'accusait, certainement à tort, de réduire les Indiens en esclavage, s'obstinent d'ailleurs à nier l'existence, bien qu'elle soit attestée jusqu'à par des textes émanant de la Jari, — un cinéma où l'on ne passe que des films soumis à la censure militaire, une église oecuménique, un supermarché aux rayons assez pauvrement garnis, un centre social qui organise des dîners dansants et des parties de go, une banque, un hôpital où l'on dispense aux employés, des soins gratuits, des écoles maternelle, primaire et secondaire également gratuites, des terrains de sport, une piscine, un gymnase frappé de cette inscription en grands caractères écarlates : *Mens sana in corpore sano*.

Mais, aussi polie que soit Monte-Dourado on imagine les dimensions que doit y prendre parfois tel incident ordinaire de la vie quotidienne. On ne vit pas que de dîners dansants et de parties de bongo... Comment peuvent se dénouer les rivalités amoureuses, les conflits personnels de tous ordres nécessairement inévitables au sein de cette petite société enclavée, close et primaire, reliée au monde extérieur par deux îslands et un DC-3 poussifs assurant irrégulièrement la desserte de Belém ? Elle est arguée par de grands docteurs brésiliens le fait de la chaleur et du sécher d'ennui, tissant à long terme d'année cette haine indigne pour les tristes tropiques cette haine qui est l'orgueil, la principale distraction, et finalement l'essence même du Blanc expatrié.

Filles

Les tropiques : pour en retrouver la saveur, du moins celle que leur prêtent les romans exotiques, il faut emprunter l'un ou l'autre des motocalif, qui, jour et nuit, à toute allure, décrivent sur le fleuve des trajectoires brillantes, entre l'embarcadere de Monte-Dourado et le village brésilien de Belém. Car sur Belém, l'autorité de Ludwig et de la Jari ne s'étend pas, non plus que sur Belém, situé en face du complexe industriel de Munguba. Aussi le désordre, la licence, le mépris des lois et des alignements y ont-ils trouvé refuge : innombrables tripots, boîtes de nuit suspectes, boutiques abritant des commerces plus ou moins licites, officines où l'on offre de vous arracher les dents au meilleur prix ou de vous initier dans les meilleurs détails aux secrets du violon, du saxo, de l'accordéon ou de la clarinette, Praxion e Teoria.

Encepe Belém, souffrant sans doute du voisinage de Monte-Dourado, on peut-être d'une présence militaire assez voyante, encore que nonchalante et même déjetée, conserve-t-il un certain air de respectabilité provinciale, coexistant avec les turpitudes exotiques. Tandis que le village fluvial de Belém, qui n'est venu se planter juste en face de Munguba que pour faire plus aisément les poches

des cargos de toutes nationalités venant y charger du kaolin ou de la pâte à papier, évoque assez exactement telle cité lacustre et bordelière d'une nouvelle de Mandiargues, dans le Musée noir. Monté sur pilotis — entre lesquels on voit barboter des animaux tant soit peu monstrueux, porcs gigantesques, canards de Barbarie gros comme des dinosaures, gallinacés chauves, plantés sur de hautes pattes, qui semblent résulter d'un croisement de coq et d'autruche, — il égrène ses cabanes en planches, en palmes et en tôle ondulée le long d'un axe irrégulier. De gros vapeurs assurent la desserte de Macapa, de Belém ou de Manaus — la Jari y vide, le Sao Jorge do Jari, sont amarrés ici et là, berçant dans des hamacs, en plein air, des voyageurs indolents.

La véritable activité de Belém, dit-on, se révèle qu'à la nuit tombée, lorsque s'allument les spots miteux des guinguettes accroupies sur l'eau. Alors, en même temps que débarquent les équipages des bateaux en cours de chargement à Munguba, sortent de l'ombre de petites créatures feuillementes, dont certaines n'ont pas moins ans et déjà beaucoup de dents en moins, vêtues parfois avec une recherche qui témoigne de l'universalité des modes, et qui, toute la soirée, vont croiser dans le périmètre minuscule de ce cul-de-sac aquatique, entre le Lacy-Pussy et l'Encontro dos Amigos, à la recherche d'une passe qui leur procurera l'équivalent, en cruzeiros, d'une cigarette de cigaretes Hilton (réserva especial) ou de quelques bouteilles de bière Brahma Chopp.

Couteaux

Ainsi jusqu'au matin, comme dans la Venise de Casanova, bien que sur un mode plus trivial, les petites embarcations vont convoyer d'un bord à l'autre des cargaisons de masques appâtés pour des plaisirs gommistes, tandis qu'un fond de la scène des orages nocturnes scintille le ciel en multiples éclats, et que l'usine de pâte à papier, sous grands pavés de feux blancs, verts et rouges, dégorge, de temps à autre, dans un vacarme à réveiller les morts, son trop-plein de fumées à l'acre odeur de soufre et d'œufs pourris.

Bien que les liens du mariage ne semblent pas présenter à Belém un caractère sacré, et que les mœurs de cette Babyloane amazonienne — sans cesse à vous entretenir, lorsque par hasard ils vous parlent, de sénioritas et de fouki-fouki — soient pour la plupart maquereaux dans l'âme, on se demande jusqu'à quel point toute la population communale dans le même enthousiasme pour ce commerce.

Toujours est-il qu'il ne se passe guère de nuit sans que l'une ou l'autre des gamines pique une crise nerveuse, casse quelques bouteilles et se convulsionne sur la piste jusqu'à ce que de vigoureux infirmiers bénévoles l'escamotent sans excès de ménagements. Guère de nuit sans que deux ou trois des naturels, qui, en général, tiennent à l'écart, et comme sans voir les envahisseurs nautiques mettant leurs femmes et leurs sœurs en coupe réglée, s'esquivent soudainement, traquant après eux une petite cohorte de royeurs, pour vider entre les pilotis, dans la gadoue, à coups de couteaux ou de gourdins, quelque querelle dont on ne connaîtra jamais l'origine.

Et tout cela sous le regard charbonneux du Christ saint-sulpicien, peigné et gonflé, qui, dans chaque bastion, trône au-dessus de son comptoir, béni par une parfaite égalité d'humeur invrogerie, blasphème, coups et blessures, adultère et prostitution. Il faut bien que tout le monde vive. Et ce n'est pas parce qu'elles mourront plus vraisemblablement de la syphilis que les petites prostituées brésiliennes ne doivent pas contribuer à la lutte contre le cancer, puisque c'est elle, on nous l'assure, la cause de tout ce ramdam.

REFLETS DU MONDE

FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW

La moralité chinoise en péril

La Chine n'est plus à l'abri du relâchement des mœurs qu'on disait jusqu'à présent être le propre des sociétés occidentales. Le FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW fait état de l'inquiétude du gouvernement de Pékin devant le manque de respect des jeunes envers l'autorité et le rapport que « ces jeunes se sont vu reprocher récemment dans la presse de Pékin l'intérêt qu'ils portent à la pornographie, à la musique malsaine et aux vêtements débraillés. On leur reproche de se trémousser sur des airs indélicates et d'écouter des chansons d'amour venues de Hongkong et de Taiwan. Selon un journal de Shanghai, certains jeunes gens

ont été arrêtés pour leur goût excessif de la musique disco. Mais les jeunes ne sont pas les seuls à violer la morale socialiste. Récemment, un correspondant occidental à Tokyo a eu la surprise de trouver des officiels chinois d'âge mûr devant les rayons les moins recommandables de la librairie d'un grand hôtel de la ville où était descendue la suite de M. Hua Guofeng durant sa visite au Japon. Vêtus du costume Mao gris de rigueur, les officiels chinois feuilletaient avec passion les livres et revues pornographiques. Le comportement de ces messieurs ne fera sans doute pas l'objet d'un article critique dans le Quotidien du peuple.

NIN

A quoi servent les sciences politiques ?

L'hebdomadaire yougoslave NIN vient de relancer la polémique sur l'utilité de l'enseignement des sciences politiques. Une déclaration faite à la télévision en juillet par M. Stipe Souvar, ministre de la culture de la République de Croatie avait provoqué une riposte énergique des professeurs de la faculté des sciences politiques de Zagreb, mécontents de voir mise en question l'existence de leur enseignement.

M. Souvar avait estimé que

la « société n'a pas besoin de production massive de politologues : tous les travailleurs citoyens et autogestionnaires se doivent d'être également politologues, d'analyser la vie politique et de participer aux prises de décision ».

En réponse, les professeurs de la faculté de Zagreb ont mis en garde M. Souvar contre « les conséquences imprévisibles » que pourraient entraîner l'indignation et l'agitation parmi les étudiants et les professeurs.

L'EUROPEO

Le bonheur sur huit roues

L'hebdomadaire de Rome L'EUROPEO signale une nouvelle mode, celle du patinage à roulettes qui s'étend en Italie à une étonnante vitesse. L'exemple vient de Milan, où chaque nuit, à minuit précis, trois cents patineurs débouchent soudain du cours Victor-Emmanuel et s'engouffrent à toute allure dans la galerie couverte. Jusqu'à une heure avancée, ils s'échinent, en multipliant les salons et les pirouettes, à faire pariser les applaudissements des promeneurs et des badauds. De temps à autre, ils organisent une partie de football avec, comme ballon, une boîte de Coca-Cola.

Il s'agit d'un groupe de

jeunes Milanais qui ont formé la première association italienne, les Roller project. Ils se proposent, comme l'explication d'un d'entre eux, de faire monter la plus de jeunes possible sur les « huit roues du bonheur », afin de faire du sport mais aussi d'éloigner les amateurs des discothèques et du vagabondage. Le 19 août le groupe lance le premier tour d'Italie sur patins. « Lorsque nous arriverons piazza Navona à Rome, nous ne serons pas moins de cinq mille », assurent les patineurs. La vogue de cette pratique est telle, selon L'Europeo, que le caiffre ne paraît pas traduire des espérances excessives.

Agence France Presse

Economies de bouts de chandelle

Quand les Américains décident de faire des économies, ils ne négligent rien. L'AGENCE FRANCE-PRESSE rapporte que, depuis le mois de juin, cent quarante mille employés fédéraux travaillant à Washington et dans la région doivent se laver les mains à l'eau froide pour faire des économies d'énergie. L'organisme gérant les immeubles fédéraux a fait savoir que cette expérience serait poursuivie jusqu'en septembre et permettrait d'économiser plus de dix mille barils de mazout,

d'une valeur de près de 300 000 dollars. La situation sera alors réexaminée pour déterminer si l'expérience doit être poursuivie. Cette mesure a été accueillie sans enthousiasme par le syndicat des employés fédéraux qui la juge futile et qui réclame pour ses adhérents le droit de jour du même confort que tous les travailleurs. L'agence note que M. Carter a été plus prévoyant en faisant installer l'année dernière à la Maison Blanche des chauffe-eau solaires pour un prix de 28 000 dollars.

CONCOURS D'IMAGINATION...INFORMATIQUE...CREATION... PRIX DE 400.000 F... CREATION... INFORMATIQUE...PRIX DE 400.000 F... CONCOURS D'IMAGINATION...

Jouez à l'informatique et gagnez.

Les idées ne vous manquent pas ? L'informatique vous intéresse ?

Si l'audio-visuel, la musique, la création plastique ou littéraire vous passionnent, le Concours Création Artistique et

Informatique est fait pour vous.

Si vous aimez trouver des solutions à tous les problèmes de la vie quotidienne, le Concours Micro vous est ouvert. Installés dans toute la France, des points-relais vous procurent assistance

technique et conseils pour concrétiser vos projets.

400.000 F de prix à gagner pour ces deux concours destinés à tous ceux qui osent mettre l'informatique au service de leur imagination.



Agence de l'Informatique

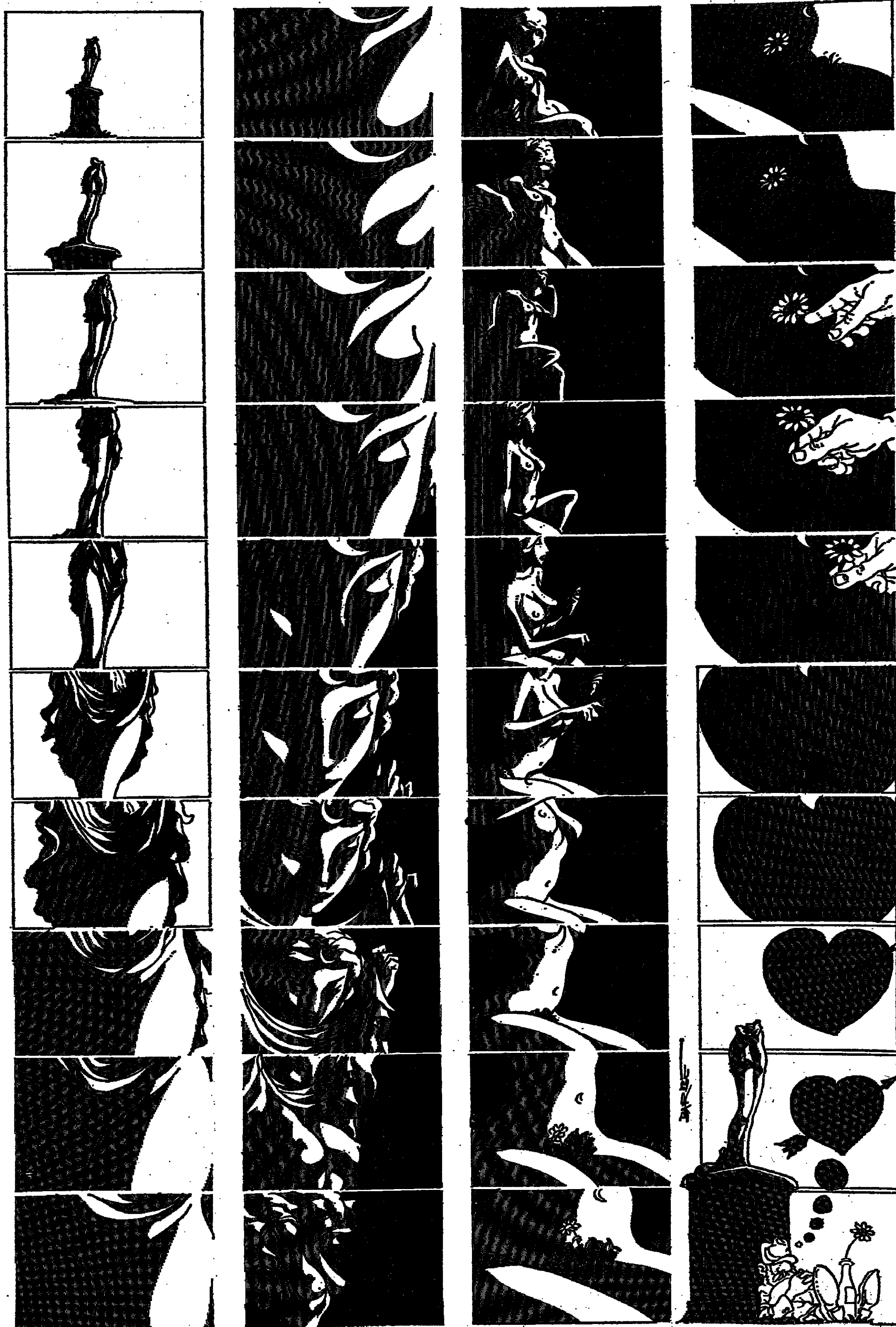
POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS OU INSCRIPTIONS : AGENCE DE L'INFORMATIQUE - TOUR FIAT - LA DEFENSE 92400 COURBEVOIE. TEL : 796.43.21.

AU SICOB : BOUTIQUE INFORMATIQUE - STAND N° 2.

TRAIT

BARBE

André Barbe a publié, dès 1971, plusieurs recueils de dessins : *Terre à terre*, aux éditions Sello (diffusion Champs du possible), puis *Confesse*, chez Jacques Glénat. En 1978, deux albums diffusés par A. Diffusion : *Cinéma* (éd. Faiseur d'images) et *Stripes*, édité par l'auteur. Puis, aux éditions du Cygne, *Sacré Zoïseux et autres oiseaux* (1979) et *le Condottiero*, à paraître le mois prochain.



هكذا من الأمل

Is Tu Un
Montezuma

Par l'auteur

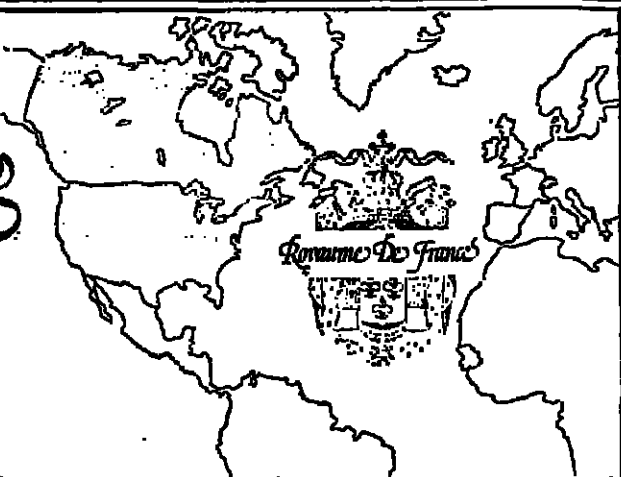
Ou, par mon e

le feu monter

embrase l'un

As-tu vu Montezuma?

Par Balhazars



CHAPITRE X

RÉSUMÉ DES CHAPITRES PRÉCÉDENTS : 1970, sous le règne du roi de France François VI. Le chevalier Larose, secrétaire général de la Louisiane, a reçu mission d'abattre le gouvernement des États de l'Union, hostile à la politique française. Il entreprend de propager outre-frontière l'idéologie montezumite, fondée sur le refus de toute puissance.

Où, par mon entremise

N m'avait donné pour assistant un Russe émigré, le professeur Ivanoff, rejeté par la société montezumite après dix ans de tentatives pitoyables pour lui imposer son réel génie, et repêché par nos services au bord du suicide. Il avait grandement contribué à installer à Harvard, en 1949, la *National Foundation for Social and Political Sciences*, qui collecte la plupart de nos renseignements. Bon nombre de ses dirigeants, m'expliqua-t-il, figuraient au Fichier vert. Avant toute démarche, il me suggéra de rencontrer deux d'entre eux, le professeur Lloyd Stevenson et le doyen Abraham Mac Donald.

Si habitués qu'ils fussent à venir à Paris et à y être bien accueillis, ils ne dissimulèrent guère, en montant au trente-sixième étage, en s'asseyant dans les sièges moelleux du recteur, en dégustant sa chère exquise, la fascination qu'ils ressentirent. Eux qui avaient choisi leur métier, comme tant d'universitaires tasus, parce qu'il assure à ceux qui n'ont ni capacités véritables, ni naissance, ni fortune, l'illustre prestige du savoir, et parce qu'il garantit aux faibles, tout au long de leur carrière, la respectueuse considération des adolescents, on les voyait en Sorbonne se magnifier, l'un sous sa coupeuse, l'autre sous ses grimaces convulsives. Ils n'étaient plus les éternels mandants, les humbles solliciteurs de leur République béotienne, ils s'identifiaient progressivement à l'illustre Université de Paris, si richement dotée par nos rois, si consciente de son rôle dans l'État.

« Comme je suis heureux d'être ici, dit Stevenson en rotant son châteaun-margaux. Je ne connais pas d'autre université au monde qui sache faire de tout visiteur son hôte d'honneur ! »

Mac Donald s'arracha à son calvados pour renchérir : « Il ne faut pas dire : Dieu en France,

mais professeur à la Sorbonne ! Ah ! si ma mère avait songé à venir accoucher au Détroit ! »

— Pourtant, dis-je perfidement, la superbe du colonel Foot doit rendre du goût à votre fierté nationale...

Shit ! dirent-ils d'une même voix. C'est un malade qui nous déshonore, un exhibitionniste grotesque, qui fait rougir nos compatriotes tant soit peu cultivés. Il a tourné la tête au peuple, mais l'élite intellectuelle résiste. C'est tant mieux, car nous n'avons pas besoin d'un nouveau Roswell ! »

Je mis la conversation sur nos études communes, indiquant avec nonchalance que l'Académie s'intéressait aux manifestations nouvelles du catholicisme prophétique au Pérou et en Nouvelle-Grenade. Si nos amis de l'Union, plus favorisés que nous par la conjoncture, voulaient bien se charger de l'enquête, elle était à eux, et la Fondation toucherait un prix forfaitaire d'un million de francs.

En laissant errer sur la croix dorée qui domine Sainte-Genève des yeux embués par le vin de Bordeaux, le professeur Stevenson articula :

« Nous serons flattés, monsieur, de collaborer en cette occasion avec nos collègues de l'Académie royale. »

A la mi-janvier, je proposai au contrôleur gé-

ral un plan d'action, dont le séjour en Nouvelle-Grenade de trois équipes de sociologues constituait l'épine dorsale. Il serait possible entre-temps de préparer les esprits, de diffuser dans l'Union des disques choisis de musique montezumite, et de publier une version anglaise, à bon marché, de *Paroles d'un croyant*. J'obtins aussitôt l'autorisation d'engager cette première phase de ce qui allait devenir l'opération Paratonnerre. Quant à Ivanoff, il eut le don d'extraire des ordinateurs deux précieux personnages : Jonathan Beecher, président des étudiants de sociologie à l'université de New-York, rejeton gâté d'une famille riche, et Eugénie Smith, issue d'un malheureux croisement : son père, néo-grenadin de basse extraction, avait abandonné sa mère peu après sa naissance. Elle cherchait dans le mysticisme flou, dont témoignait sa thèse, des compensations à son enfance terne, et à un présent maussade.

Sur ce, le 28 février, New-York, Londres, Ciudad-Mexico et Caracas eurent l'audace d'inviter l'Espagne à se joindre à leur Conférence de la Jamaïque, qui devait s'ouvrir quelques semaines plus tard. Et l'Escorial, d'un d'avoir vu mépriser ses avances par notre Cour, eut l'audace plus inconcevable encore d'accepter l'invitation. C'en était trop. Le soir même, je reçus l'ordre de mettre en marche la deuxième phase de « Paratonnerre », et carte blanche pour empêcher coûte que coûte cette réunion. Sous prétexte de restrictions budgétaires, on fit rappeler ceux des sociologues qui étaient partis les premiers. Et je m'installai à New-York, au siège de la Compagnie Transatlantique, l'une des façades du service secret. Resté à Compiègne, Ivanoff communiquait avec moi par téléviseur.

citoyens de l'Union se joindrent au chœur, avec une ardeur qui compensait l' inexpérience.

La lumière revenue, Eugénie se dressa comme une pythonisse et interpella Claverton :

« Ces montezumites de Caracas, est-ce qu'ils se contentent de chanter leur révolte ? Ne vont-ils pas agir ? »

Il leur faut d'abord être plus nombreux que leurs adversaires : il est très difficile d'extraire de la masse le respect ancestral du pouvoir. Mais la dernière fois que Gomez est sorti en ville, près de trois mille personnes, sur son passage, ont osé lui tourner le dos en silence. La prochaine fois, ils seront dix mille, peut-être... »

Debout, face à la salle, Eugénie alors parla. Régurgitant pêle-mêle ses lectures de Montezuma et quelques thèmes ternissonniers, elle peignit à ses camarades un terrifiant tableau du monde contemporain. Elle maudissait l'hégémonie française, avant de passer de la Nouvelle-Grenade aux États de l'Union, de dénoncer Foot, son orgueil sénile, sa conception monarchique du pouvoir, la vanité de ceux qui le maintenaient en place par leurs suffrages. Les mots se heurtaient en un déluge ininterrompu. Les yeux noirs, dans le visage à la matité mauresque, fouaillaient la foule des buveurs de bière, un peu interloqués, vite charmés, progressivement fanatisés. Un de mes agents tasus tenta d'interrompre, par une apologie à la maladresse calculée : « Après tout, Foot aussi lutte contre l'hégémonie française !... » Lejeuneau lui riva brutalement son clou tandis que des pieds rugueux faisaient monter du vieil amphithéâtre un nuage de poussière. Juste sous mon regard, la nuque du policier en civil avait pris une teinte ponceau : je crus devoir intervenir. Hurant au milieu du vacarme, de manière que mon accent

JAIME New-York. Je regrette les efforts récents, un peu désuets, de ses architectes pour imiter Paris : la tour Jefferson, solitaire et brunâtre, ne reflétant que les nuages dans ses verres dépolis, constitue une assez grotesque réplique aux anachronismes labiés du Front-de-Seine et de la Bourre. Mais si l'on met à part cette erreur, force est de reconnaître que le paysage de Manhattan évoque en fait ce que fut Paris jusqu'au début du règne de François V, avec ses clochers, ses coupes, ses arbres ; les maisons de brique au fronton triangulaire évoquent même une certaine douceur de vivre démodée. J'allai flâner devant Constitution House, où se royaumait l'arrogant Foot, sous l'étendard aux seize étoiles ; je souris à la pompeuse étiquette qui régalait, comme en un petit Versailles, la relève de la garde à la porte du colonel. Bon nombre de citoyens, me sembla-t-il, n'adhéraient que du bout des lèvres aux principes grandioses du chef de l'État, et sa morgue agaçait une partie de cette démocratique nation. J'étais donc optimiste en convoquant François Lejeuneau, l'amant de la belle Eugénie, et l'un de nos agents — ceci expliquant cela.

« Alors, êtes-vous content de votre métaphysique ? »

— Monsieur, j'ai eu des missions plus dangereuses, rarement de plus fatigantes ! Cette fille est un composé abrutissant de passion politique et de frénésie amoureuse. Je passe avec elle douze heures par jour, tantôt au lit, tantôt à écouter ses diatribes. Quand je commence à m'endormir, elle me raconte son enfance, sa sensibilité espagnole, la vulgarité des Tasus...

Parfait ! Lui avez-vous fait lire *Paroles d'un croyant* ?

— Oui, elle regrette, tant elle a aimé l'ouvrage, que Montezuma ait eu si peu de disciples.

— Vous pourriez bientôt la rassurer ! La première équipe va revenir de Nouvelle-Grenade. Il faut mettre en train une grande conférence pour les étudiants. »

français n'attirait pas trop l'attention, je désignai le malheureux : « Mes amis, il y a des traitres ici ! C'est-à-dire nous espions pour le compte de Foot ! »

Il y eut un grand remue-méninges, tous se dressèrent pour mieux voir. En quelques instants, Lejeuneau fut sur l'homme, fouilla dextrement ses poches. La chance nous servit : le policier avait sur lui sa carte plastifiée attestant l'appartenance au Republican Security Service. Il fut jeté dehors à coups de poings et à coups de pieds, tandis que la réunion se levait dans un incroyable hurvari.

Tard dans la soirée, je pus enfin d'un groupe à l'autre, encourager les héros de la brutale expulsion, écouter les admirateurs d'Eugénie, décider avec eux la fondation d'un groupe montezumite. Vers deux heures du matin, je me retirai, laissant l'université bouillonnante comme le chaudron d'une sorcière. En passant devant Constitution House, où les lumières étaient éteintes, je me demandais combien de temps mettrait la rumeur à parvenir jusqu'au président.

Le lendemain, un piquet de police se présentait à l'université. Ce fut le concierge qui finit par désigner Eugénie alors qu'elle passait devant la loge, quelque peu hébétée par cette nuit mouvementée. Aussitôt inculpée d'incitation à votes de fait sur un agent de l'autorité publique, on la mena en prison. Entre midi et quatre heures, Lejeuneau et Jonathan Beecher tirèrent, sur les presses de l'université, quelques milliers d'appels à la révolte, relevant l'ancien malade de la police : on vient donc bien nous espionner chez nous ! et réclamant la libération immédiate de l'innocente. Quant aux vitres brisées, aux horions échangés avec les gendarmes municipaux, il y eut dix lignes dans la presse du lendemain.

La plus importante, le journaliste hâletait son filade : à coups de barres de fer, les Roswelliens assaillaient les étudiants, lesquels ripostaient avec des pavés, tout autour du parc. « Eugénie est blessée ! Elle est morte ! Elle n'a pas vingt ans, et elle est morte ! » hurla soudain la radio, « Elle est là sous mes yeux, toute pâle. O my God, she's shot ! Un mort pour toi, Montezuma ! » Des tirs d'armes automatiques couvrirent brutalement le reportage.

Une brusque nausée me saisit. Que faisais-je là à chercher des joies néroniennes ? Les furies sanglantes de l'histoire se déchaînaient donc une fois de plus, et aussi facilement que je l'avais prévu. Titubant, je courus vers l'ascenseur, où je vomis pendant toute la descente.

C'est dans une sorte d'hébétéude que j'absorbai, pendant la nuit, le récit hallucinant des combats meurtriers. A l'aube, après une brève conversation avec l'ambassadeur, je lui remis l'initiative. Laisant derrière nous les débris qui jonchaient les rues de la cité démentie, doublant sur l'autoroute un convoi de bourgeois pris de panique, je gagnai avec Lejeuneau, plongé dans une méditation qui me faisait mal, la frontière de la Nouvelle-France. En fin d'après-midi, au milieu du bourdonnement familier de la métropole vaguant à ses affaires, je pus suivre au télescripteur la séance exceptionnelle du Congrès, la pathétique démission de Foot, la constitution du gouvernement provisoire présidé par un sénateur : le vieux francophile Milton. L'ambassade avait bien pris les choses en main, conformément au programme. Mais pour moi, je n'entendis, dans cette chambre où déjà tant de passions m'avaient tenu éveillé, et où je me retrouvais avec angoisse, que le cri halluciné du reporter de la veille : « My God ! She's shot ! »

(A suivre.)

le feu montezumite

Le soir du 10 mars, j'arrivai un peu en avance à l'université, comme un auteur inquiet du succès de sa pièce. Trois cents personnes seraient venues à l'amphithéâtre vétuste et malodorant. Il en vint sept cent cinquante, pour la plupart des étudiants hispanes. Au premier rang, Lejeuneau, vêtu d'un habit et d'un paletot rouge, protégeait du bras les épaules d'Eugénie. Plusieurs autres compères, dont deux vrais Tasus, étaient répartis dans l'assistance. L'orateur était jeune, roux, satanisé. Je comprenais son anglais traînant et affecté, mais nombre d'allusions, saluées des ricanements de l'auditoire, me restaient obscures.

Il me fallut quelques minutes pour apercevoir que dans son tableau clignait de la Nouvelle-Grenade, derrière le portrait caricatural du président Gomez, les étudiants trouvaient un immédiat prétexte à conspuer le colonel Foot. A deux rangs de moi, j'avais repéré un policier en civil : sa nuque rougissait à chaque mouvement blasphématoire du public. Cet homme simple accordait sans doute au président mégalomane un crédit que lui refusaient, à l'unanimité, les sociologues de New York University.

On en vint au sujet. Les tignasses frémissaient à la peinture de Caracas et de Medellín. Les filles, bouche entrouverte sur leurs dents de croque-mitaine, buvaient des yeux l'expansion. Une projection échauffa l'atmosphère. On suivit le ciné-père dans les faubourgs crasseux. Entre des huttes de toile ou de branchages, des enfants ma-

lingres s'y disputaient des emballages de Pralsette, les enveloppes d'une antique Peugeot. A peu de chose près, c'était l'enfance de Montezuma qui ressuscitait, telle que tu avais pu me la révéler, Agathe prophétique ! Et l'on vit Montezuma lui-même, ou plutôt sa sépulture : une simple dalle jonchée de fleurs, encadrée de petites chandelles allumées, de photographies, d'ex-voto naïfs décapés dans le zinc ou le bois. Une file de miséreux serpentait aux allées du cimetière, attendant patiemment le privilège de murmurer une oraison, de déposer un brimborion nouveau, de faire toucher la pierre à un bébé malade. On vit des ouvriers, la mine grave, indifférents à l'objectif, ôter leur grand chapeau et s'agenouiller, sous l'œil narquois de la police montée. On vit celle-ci, à la sortie, contrôler les papiers d'un pèlerin mal rasé. Les huttes reprirent dans la salle.

La seconde projection fut suivie avec plus d'attention encore : c'était une réunion de groupe, dans un arrière-café. La pellicule bougeait, l'éclairage était déficient. Dans un castellan rapide, presque incompréhensible, des hommes barbus, des femmes pâles et hâlichées procédaient à une confession collective de leurs refus. Puis ils chantaient, et mieux qu'à Port-Audubon chez Carroll, je sentis opérer la magie des harmonies montezumites. D'abord hésitants, les gosses des

embrase l'Union

« Êtes-vous le Nouveau Christ ? » demanda le banquier avec un fin clin d'œil. « Non, car moi, je ne crains pas mon père ! », répliqua-t-elle.

Incapables de voir autre chose dans ces troubles qu'un terrain providentiellement favorable à leurs revendications, les syndicats ouvriers entraient spontanément dans la danse. Les premières grèves apparurent à Baltimore. Des tracts figuraient Foot, barré en surimpression de la maxime « Je ne crains pas mon père », étaient distribués dans le métro, à la sortie des bureaux. Condamnée par sa gloire naissante à inventer chaque jour un nouvel éclat, Eugénie faisait merveille, tantôt espiègle, tantôt emportée. Mais elle se surpassa en déclenchant, le lendemain du printemps, le « Jour des ordures ».

O Montezuma ! Tu ne l'as pas vu, ce « Jour des ordures », à New-York, le dimanche 21 mars 1971 ! De la Batterie à Union Square, par Broadway, sur l'illustre itinéraire des révolutions, le plus grand office jamais célébré à la gloire de la religion nouvelle ! Au son d'une marche funèbre scandée par des tambours de fortune, la foule de tes sélateurs procédait lentement. Chacun portait devant lui, posé sur un bout de tissu noir, qui un paquet de détergent, qui une bouteille de jus de fruit, un appareil de radio, une pile de revues luxueusement glacées. Au terme du parcours, chacun jetait son offrande dans le grand bassin, avec un hurlement libérateur. Massée de part et d'autre de Republican House, une police sans ordres regardait, impuissante, s'élever le monceau

hétéroclite de produits manufacturés. Sur les toits alentour, télévisions et radios s'adonnaient à l'euphorie de la transmission directe.

Je voyais le défilé du haut de Broadway, au milieu d'un public de tous âges guetté par la contagion. Une radio portative, derrière moi, évaluait la manifestation à deux cent mille personnes, précisant que le ministère de l'Intérieur se refusait à tout commentaire : c'est d'un fou rire nerveux que je faillis accueillir les premiers incendies de voitures, sur le Mall, à l'initiative de Jonathan Beecher. Quand la police passa enfin à la contre-attaque, je sus que j'allais gagner.

L'extraordinaire incohérence de la riposte gouvernementale dans les jours qui suivirent me choqua, même si elle me réjouit. J'en arrivais à plaindre les malheureux Tasus, égarés entre les délires de la presse et le silence médusé de Foot.

Enfin, le gouvernement annonça que la grande manifestation étudiante, prévue à Central Park le 26 mars, serait dispersée par la force. Je fis aussitôt passer le mot aux brigades néo-roswelliennes et aux brutes musclées des Bourbons Adventists : c'était le moment d'en finir avec la chienlit. Je décidai d'aller contempler le spectacle du haut de la tour Jefferson. Sur le Strand, parcouru par le vent de l'Hudson, des papiers échappés des poubelles débordantes tournoyaient lugubrement dans la pénombre. D'en haut, en l'absence d'éclairage public, New-York n'était qu'une masse noire, où les phares des rares voitures dessinaient quelques avenues, et où le service de sécurité des hôpitaux et des ministères arrachait, çà et là, un bloc entier à la pénombre. Les flammes des premières émeutes s'allumaient du côté de la Troisième Avenue. Les bruits de la bataille me parvenaient confusément.

Ma radio de poche m'en apprit davantage : posté près du Museum, au cœur de la manifes-

Le mercredi était jour de conseil pour les ministres. Sortant de Constitution House, le ministre de l'enseignement a vancé regretta le malentendu qui avait pu conduire un jeune policier stagiaire, élève au cours du soir d'astronomie, à s'égarer par curiosité dans un amphithéâtre de sociologie ; il lança un appel au calme et à la maturité des étudiants. Ce pas de clerc eut pour seul effet d'étendre la grève aux sciences et à la médecine. L'affaire occupait dès lors une demi-page dans tous les journaux, qui consacraient cependant la vedette aux préparatifs de la Conférence de la Jamaïque.

La libération d'Eugénie, le jeudi 18 mars, jour de la mi-carême, devait marquer la véritable entrée du montezumisme sur la scène politique. Son clignement des yeux, comme pour se réhabituer à la lumière du jour, eût séduit le Théâtre-Français. D'une voix douce et pourtant fervente, elle niait sa liberté retrouvée : le monde auquel on la rendait n'était-il pas la vraie prison des hommes ? Ornant la métaphore des principaux thèmes montezumites, elle la fila près de cinq minutes, tout en jouant d'une machette rebelle qui pendait sur l'œil gauche.

Toute l'Union vit Eugénie, aux informations de 13 heures et à celles du soir. L'après-midi, dans l'appartement du doyen, libéré de force, elle reçut longuement le chroniqueur politique du *Times*, avant de participer vers six heures, pour N.B.C. One, à une « table ronde » où figuraient un prêtre épiscopalien, un journaliste pennsylvanien, un député du centre, un banquier, et la secrétaire nationale de l'Union féministe. Elle agrassa les hommes par sa dialectique imperturbable, la dame éministe par la simple sveltesse de sa taille.

هكذا من الأصل

Jeudi 28 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 **Jeune Pratique.**
Le tour de France à pied.
13 h 30 **Jeu :** Avis de recherche.
14 h **Journal.**
15 h 30 **Série :** « L'Homme qui revient de loin ».
16 h 30 **Objet** : L'air dans le maillon.
17 h 5 **Wickie le Viking.**
18 h 30 **Croque vacances.**
Dessin animé ; 17 h 25, l'histoire du lapin ; 17 h 40, l'histoire du chat ; 17 h 50, Variétés ; 17 h 55, Les fous du volant.
19 h 5 **Série :** « Les Derniers Cavaliers ».
Les gauchos, ces cavaliers venus de la mer.
19 h **Caméra au poing.**
Les princes de l'océan (deuxième partie).
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Série :** « Frédéric ».
20 h **Journal.**
21 h 30 **Comédiens de notre temps :** « L'École des contributeurs ».
De L. Verneuil et G. Berr, mise en scène de B. Manuel, réal. P. Sabbagh, Avec R. Mounier, J. Viallet, M. Duclos, D. Volle, M. Bortz.
22 h 50 **Des courts métrages** : la nouvelle vague.

« Charlotte et son Jules », de J.-L. Godard.
Le second court métrage signé Jean-Luc Godard et dans lequel Jean-Paul Belmondo tient son premier rôle au cinéma.
23 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 45 **Série :** « Une affaire pour Mamelli ».
Risque calculé.
14 h **Aujourd'hui, madame.**
Une région mystérieuse, mal connue de Dordogne : La Dordogne.
15 h 5 **Feuilleton :** « L'Aventure est au bout de la route ».
Une femme de fer.
15 h 55 **L'Invité du jeudi :** Claude Nougaro.
17 h 20 **Sports basques.**
18 h **Récré A 2.**
Félix le chat ; Satan et Diabolo ; Le neveu d'Amérique.
18 h 30 **C'est la vie.**
19 h 50 **Jeu :** Des chiffres et des lettres.
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Variétés :** Trente-six bouts de chandelles.
20 h **Journal.**

20 h 35 **Le grand échiquier.**
De Jacques Chancel.
J.-P. Collard, pianiste, A. Dumay, violoniste, P. Lodeon, violoncelliste et l'English Chamber Orchestra.
Les trois invités de Jacques Chancel comptent parmi les grands interprètes actuels. Ils ont choisi pour ce rendez-vous l'English Chamber Orchestra. Première Chancel, le chef d'orchestre Giorgio Chailly, Claude Nougaro, Maurice Barthe, le guitariste John McLaughlin et d'autres encore y participeront aussi.
23 h 15 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 40 **Pour les jeunes.**
Filagag : le poisson crapaud ; Les enfants de Sams.
20 h **Les Jeux.**
20 h 30 **Cinéma (cycle C. Bronson) :** « Chino ». Film franco-italo-espagnol de J. Sturges (1973), avec C. Bronson, J. Ireland, V. Van Patten, M. Bressini, M. Chimenti, P. Tosti. (Rediffusion).
Un mélo, fleur de cheville, s'attire la haine de son associé, un blanc raciste dont il se venge le soir.
22 h **Journal.**

Vendredi 29 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 15 **Jeune Pratique.**
Résultats du concours U.O.P.A.
13 h 30 **Jeu :** Avis de recherche.
14 h **Journal.**
15 h 30 **Série :** « L'Homme qui revient de loin ».
16 h 5 **Wickie le Viking.**
17 h 30 **Croque vacances.**
Dessin animé ; 17 h 25, l'histoire du lapin ; 17 h 40, l'histoire du chat ; 17 h 50, Variétés ; 17 h 55, Les fous du volant.
19 h 5 **Série :** « Les Derniers Cavaliers ».
Bergers du Caucase.
19 h **Caméra au poing.**
Sauvages les primates.
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Série :** « Frédéric ».
20 h **Journal.**
21 h 30 **Téléfilm :** « La Grotte aux loups ». Réal. B. Toubiana-Michel. Avec G. Jado, A. Chassagnon, M. Camagne.
Le jeune facteur d'un petit village jurassien découvre les corps d'une femme inconnue et d'un jeune garçon dans une caverne. Les cadavres ont disparu. C'est à lui de découvrir le meurtrier. Soudain, le facteur, brulant l'hostilité du village, décide de se charger de l'enquête.
22 h **Les idées et les hommes.**
Gandhi, l'apôtre de la non-violence. Une émission proposée par Denis Ruisman et Marie-Agnès Maitre, avec des interviews de lord Mountbatten, Lanza Del Vasto, le professeur René Habachi, professeur de

philosophie, et M. Philippe Lavastine, écrivain. Réalisateur : J.-C. Labrèchanski.
22 h 55 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 45 **Série :** « Une affaire pour Mamelli ».
14 h **Aujourd'hui, madame.**
Le mensuel.
15 h 5 **Feuilleton :** « L'Aventure est au bout de la route ».
L'émotion.
15 h 55 **Sports basques.**
Finale petite et main nue.
17 h **Magazine :** Quatre Saisons.
Les journées du modèle réduit au Bourget.
18 h **Récré A 2.**
Félix le chat ; Satan et Diabolo ; Le neveu d'Amérique.
18 h 30 **C'est la vie.**
19 h 50 **Jeu :** Des chiffres et des lettres.
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Variétés :** Trente-six bouts de chandelles.
20 h **Journal.**
21 h 30 **Fortunata et Jacinta.**
Après B. Perez Gaudin, réal. M. Camus. Avec A. Balen, M. Pardo, M.L. Ponto, O. Torres.
21 h 35 **Magazine :** Ah ! Vous écrivez.
De B. Pivot.
Avec le professeur J. Bernard (« Mon beau navire »), Mme V. Forrester (« La Violence du calme »).
22 h 40 **Journal.**

23 h 5 **Ciné-club :** « La Fiancée de l'Amérique ». L'histoire de Mary Pickford. Montage de documents et extraits de films, réal. J. Edwards (1977).
Mary Pickford est morte l'an dernier, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Elle fut la première super-actrice du cinéma américain et demeura, pendant vingt-trois ans, la reine incontestée d'Hollywood. A ne pas manquer, ne serait-ce que pour les extraits de ses films tournés entre 1912 et 1933, dont la Bûche vers l'or, Sinbad le marin et Papa longues jambes.
22 h **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 40 **Pour les jeunes.**
Les aventures de Lol et Boek ; Titres en poche ; classique.
20 h **Les Jeux.**
20 h 30 **V 3 - Le nouveau vendredi :** Les gros et les petits.
Émission de J.-M. Cayrol et Michel Thoulouze, réalisée par Cl. Favard.
(Lire notre sélection.)
21 h 30 **Solrèe polonaise :**
Journées de la Pologne de deux ans, les stations de la Pologne, la radio, la télévision de Katowice, en Pologne, présentent d'une part, « Le Choix du maître de chapeau », comédie comique en un acte de J. Słowacki, interprétée par l'Opéra de Varsovie et enregistrée durant le Festival de Lille ; d'autre part, « Le Ballet de Maria Letta », une production de la télévision de Katowice illustrant le ballet contemporain polonais.
22 h 25 **Journal.**

Samedi 30 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

12 h 30 **Série :** « Qu'est-ce qui fait courir papa ».
Le combat de boxe.
13 h **Journal.**
13 h 30 **Le monde de l'accordéon.**
En direct de Fianana (Gers) : La petite maison de la campagne ; Le raton laveur ; 14 h 40, Myra Vabellie ; 15 h 20, Les événements célèbres ; 16 h 40, Le magazine de l'aventure ; L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau ; 18 h. Temps 2.
19 h **Trente millions d'amis.**
Spécial animaux abandonnés.
20 h 20 **Émissions régionales.**
20 h 45 **Série :** « Frédéric ».
21 h **Journal.**
21 h 30 **Variétés :** Numéro 11.
Jane Manson.
21 h 50 **Série :** « Starkey et Hitch ».
La photo.
22 h 40 **Série :** « C'est arrivé à Hollywood ».
Recettes à succès.
22 h 55 **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h **Journal** des sœurs et des malentendus.
12 h 15 **La vérité** est au fond de la marmite.
La poule au riz (Rediffusion).
12 h 45 **Samedi et demi.**
13 h 35 **Document :** la France vue du ciel.
La Bourgogne et la Franche-Comté.
14 h **Les Jeux du stade.**
15 h 15 **Moi aussi, je parle français.**
L'Ouest canadien.
16 h 50 **Jeu :** Des chiffres et des lettres.
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Variétés :** Trente-six bouts de chandelle.
20 h **Journal.**
21 h 35 **Fortunata et Jacinta.**
Après B. Perez Gaudin, réal. M. Camus. Avec A. Balen, M. Pardo, M.L. Ponto, O. Torres.
21 h 35 **Magazine :** Ah ! Vous écrivez.
De B. Pivot.
Avec le professeur J. Bernard (« Mon beau navire »), Mme V. Forrester (« La Violence du calme »).
22 h 40 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 40 **Pour les jeunes.**
Filagag : la fleur ; Les chœurs-souris.
20 h **Les Jeux.**
20 h 30 **Gaby Morlay** parmi nous.
Une émission de Valérie Moray, réalisée par Jacques Nahum, déjà diffusée sur la deuxième chaîne en 1978.
Gaby Morlay est morte le 4 juillet 1978. On la retrouve, ce soir, à travers des interviews (notamment de J.-J. Gautier, Mme Simone, Michel Simon et André Luguet), des extraits de ses films (Jim la Boulette, le Voleur bleu, les Amants du pont Saint-Jean, Papa, Maman, la Bonne et moi, etc.) et des rôles qu'elle a interprétés au théâtre (L'œuvre de l'enfant parait).
21 h 55 **Journal.**
22 h 15 **Aspect** du court métrage français : « Luger ».
Réalisation : Georges Bensussan.
La vie clandestine et inséparable, en France, d'un ancien SS des années 40, que la passion pathologique pour les armes a fait conduire à sa propre destruction.
22 h **Journal.**

Dimanche 31 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 15 **A Bible ouverte.**
9 h 30 **La source de vie.**
10 h **Présence protestante.**
10 h 30 **Le jour du Seigneur.**
11 h **Messe.**
Célébrée dans la paroisse de Saint-Euphrasie (Jura) Prédicateur : Père Robert Jorin.
12 h **La bonne conduite.**
12 h 30 **Sport :** cyclisme.
En Eurovision : Championnat du monde de cyclisme sur route (et à 14 h. et 15 h. 35).
13 h **Journal.**
13 h 45 **Variétés :** Country music.
Avec : E. Mitchell, L. Green, J. Grimbola.
14 h 30 **Variétés :** Musique.
Avec : S. Varian, M. Fogata, P. Baccus, la Bande à Beul et B. Faye.
15 h 30 **Trois à Daxville.**
17 h 50 **L'énergie, c'est nous.**
La voiture de demain.
18 h 5 **Documentaire :** Les mystères du bacchar.
18 h 30 **Série :** « Le Temps des as ».
19 h 25 **Les animaux du monde.**
Asie : forêt ou désert ?
20 h **Journal.**
20 h 30 **Cinéma :** « Le Maestro ». Film français de C. Vézal (1977) Avec J. Lefebvre, S. Desmarais, D. Goeuville.

G. Carlier, G. Grad, G. Leuwy, M. Galabru.
Une femme de tête cherche à marier sa plus jeune fille à un pianiste virtuose, quelque peu égaré. Or celui-ci devient l'ami d'un ami.
21 h 55 **Arcana.**
Fragments d'un voyage à Vienne.
(Lire notre sélection.)
22 h **Journal.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

11 h **Sport :** cyclisme.
Championnat du monde sur route.
12 h 45 **Journal.**
13 h 20 **Série :** « Embarquement immédiat ».
La mode.
14 h 10 **Jeu :** Les descendants.
15 h **Alain Decaux** raconte.
La tragédie de Cléo.
Le comte Goldmann Cléo fut le grand de l'Europe. Il s'opposa contre son beau-père, le Duc, lors d'une réunion capitale, le 23 juillet 1940, du Grand conseil fasciste. Les conséquences dramatiques pour Cléo de sa voix négligée.
16 h 5 **Feuilleton :** « César Brotteau ». D'E. de Balzac, mise en scène B. Luon. (Rediffusion).
17 h 35 **Magazine :** Voir.
Proposé par A. Pujol, J.-P. Bertrand et J.-G. Cornu.
18 h 30 **Les Magasins.**
19 h 55 **Slade 2.**
20 h **Journal.**

20 h 35 **Jeu sans frontière.**
En Belgique, à Dier.
22 h **Documentaire :** « A deux pas de chez nous ».
La République démocratique allemande.
23 h 20 **Journal.**

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h **Feuilleton :** « La Flèche noire » (2^e épisode).
Réalisation : Peter Croft.
20 h 30 **Série :** « Les merveilles de la mer ». « Barracuda ». Une émission de P. Rossi. Pour être l'un des plus beaux habitants des profondeurs marines, le barracuda n'est resté pas moins l'un des plus meurtriers et des plus dangereux de la faune des mers du Sud.
20 h 55 **Série :** Télé-test.
(Lire notre sélection.)
21 h 50 **Journal.**
22 h 10 **Court métrage.**
« Toute la mémoire du monde » d'A. Renais.
22 h 30 **Cinéma** de minuit (cycle A. Dovjenko) : « Ben ».
Film soviétique d'A. Dovjenko (1932), avec P. Masokha, E. Bondarevsky, S. Chikourat, S. Chagalidze, D. Golodinsky. (V.O. sous-titré).
Un paysan, pour travailler à la construction d'un barrage sur le Dniepr, s'enthousiasme pour le travail collectif et devient un vrai ouvrier communiste.
22 h **Journal.**



L'amour, indéfiniment

TELE-FILM : LE SURMÂLE
Mercredi 27 août
A 2, 20 h 35

Alfred Jarry-Marcel Duchamp. Ce n'est certes pas la rencontre fortuite du parapluie et de la machine à coudre. Le Surmâle, publié par Jarry en 1902, aurait suscité chez Duchamp la tentative du Grand Œuvre, entreprise en 1913 et jamais achevée. C'est du moins le postulat de Jean-Christophe Averty. La réalisation qu'il propose tend à le démontrer par la conjonction rigoureuse des deux œuvres. Rares adaptations ont été plus proches du texte — des textes, le visuel et l'écrit : la nécessité perçue par le réalisateur de livrer telle quelle la langue de Jarry, trop peu, trop mal connue du grand public avec sa clarté et pourtant énigmatisme beauté, fait de cette œuvre l'immense espèce de texte animé. Il faut suivre patiemment les chapitres d'exposition, puis savourer la belle érudition des propos suscités par la formule lancée par Marcel, l'histoire autour du

quel gravitent les personnages de cette soirée : « L'amour est un acte sans importance, puis-je qu'on peut le faire indéfiniment ».

Décor en perpétuel mouvement, l'œuvre de Duchamp, la Marée mise à nu par ses débâtelles mêmes, illustre et complète incontestablement ce livre des records du mouvement. Le morceau de bravoure, la délicate Course des dix mille milles, oppose à un train une quinzaine de pédaleurs attelés par le « perpetual motion food » (l'aliment du mouvement perpétuel) : c'est le frisson de l'antipolitesse offert au public de 1902 Mais ce qui propulse dans l'intemporel et le « plus qu'humain », c'est la quête de l'absolu à travers l'« acte essentiel ». Le surmâle de Jarry pulvérise le record des soixante-dix poésies en vingt-quatre heures de « l'indien tant célébré par Théophraste ». S'il meurt, c'est que « ce ne sont pas les plus forts qui survivent, car ils sont seuls... »

A. B.

Montmartre, c'est le Mont-Blanc

SERIE HISTOIRES COURTES : Y A DES JOURS MAUVAIS, Y A DES JOURS MEILLEURS
Mercredi 27 août
A 2, 23 heures

Un cabanon bleu adossé face à la Seine, quelque part entre le pont de Gennevilliers et le pont de Saint-Ouen. L'homme qui l'a construit vit là, dans un invraisemblable paysage de grèves, de cheminées et de gaz-mètres. « Je regarde Montmartre, dit-il, et pour moi, c'est le Mont-Blanc. » Après avoir été tôlier chez Citroën, balayeur et chômeur, Roland Labretagne a fixé là sa coquille : « Pas besoin de prendre le train, la Bretagne, tu l'as sous les yeux quand tu me regardes. » Lui,

regarde avec un humour complice sa vie, la Seine, les péniches qui passent comme de lourds paquebots. Les arborescences des usines hurlent, les chantiers martèlent l'horizon de leur vacarme quotidien. Roland effleure doucement : il peint. Sur commande, il peint ce que les yeux des autres ont vu : des forêts, des cascades, des bords de mer avec un phare. Ni Dieu ni Doune ne font rien. Les Histoires courtes ? « Y'a des jours mauvais, y'a des jours meilleurs... La vie, c'est aussi simple que ça. »

Un premier court métrage de Thadé Placé et d'Yves Billy, présenté dans plusieurs festivals, qui donne envie d'ouvrir les yeux. — A. B.

Questions sur le tiers-monde

V 3 - LE NOUVEAU VENDREDI : LES GROS ET LES PETITS
Vendredi 28 août
FR 3, 20 h 30

Le tiers-monde : comment, pour le simple quidam, en connaître, en percevoir seulement les vrais problèmes à travers tous les beaux discours, toutes les luttes d'intérêt, toutes les bonnes intentions clamées et toutes les idées préconçues ? A la veille de l'ouverture, à New-York, de la conférence des Nations unies pour le dialogue Nord-Sud, l'émission de Jean-Marie Cavada et de Michel Thoulouze ne peut être que bienvenue. Même si elle ne traite qu'un aspect de ce vaste sujet. Un aspect, en l'occurrence, essentiel, puisque l'enquête, menée au Mali, par Christine Cornu et Claude Favard, met en lumière, dans la course au développement des pays du tiers-monde, la grande querelle des tenants des grands projets aux champions des petits projets.

Vraie ou fausse querelle ? Le téléspectateur ne pourra sans doute pas répondre à cette question complexe : trop d'éléments, avouables ou non, en disent la preuve. Du moins aura-t-il l'occasion de connaître la manière dont se construit actuellement l'énorme barrage de Selangue, les moyens techniques et économiques qui y ont été consacrés, la façon dont les Etats qui l'ont financé ont imposé leurs entreprises, leurs hommes, leurs méthodes, même par l'intermédiaire d'organismes internationaux. De comparer cela avec des initiatives locales, plus modestes, qui apportent néanmoins la preuve de leur réussite, doublée d'un autre succès : celui de respecter le facteur humain, ainsi que celui de l'environnement. Tel est le cas du petit barrage en construction dans la région de Koni ou de ceux développés par les Dogons dans l'est du Mali, ou encore celui de la pompe solaire du village de Nabasso. — A. B.

Ni gagnant ni perdant

DIVERTISSEMENT : TELE-TESTS
Dimanche 31 août
FR 3, 20 h 55

Ceux qui auront assisté ou plutôt participé à l'émission de dimanche dernier ne manqueront sans doute pas le rendez-vous d'aujourd'hui à Télé-Tests. Ceux qui découvriront ce jeu s'y trouveront vraisemblablement, car les quatre épreuves qui le composent (elles ont été imaginées par Jean-François et sont animées par Claude Villiers) dépassent le simple divertissement.

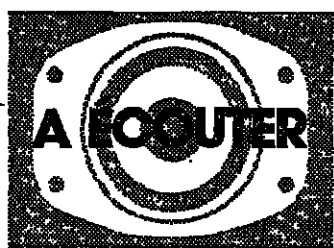
Elles font appel au sens critique, à la perspicacité, au bon sens du téléspectateur. Il n'y a ni gagnant ni perdant. Il y a, avant tout, le plaisir de se confronter soi-même en tant que « client » du petit écran et celui de découvrir une façon inhabituelle, jusqu'ici, d'utiliser, de mieux évaluer, ce « déverrouillage » à images qu'est la télévision. La soirée n'en sera que plus intéressante et elle est pensée en compagnie de quelques amis. Ce serait, alors, l'occasion d'une bonne discussion. — A. B.

Vienne, au fil de sa musique

SERIE ARCANAS CONNAISSANCE DE LA MUSIQUE : FRAGMENTS D'UN VOYAGE A VIENNE
Dimanche 31 août
TF 1, 21 h 55

Pour « Arcana », de Maurice La Roub, Vincent Nordon est allé à Vienne. Il n'y a pas trouvé la musique, la musique qu'il évoque pour lui le nom de la capitale de l'empire des Habsbourg : il a fait mieux : il l'a retrouvée, restituée, rêvée peut-être. Le film s'organise autour d'une « schubertiade », moment central, agencement fluide d'instrumentistes dans un salon hors du

temps, où les œuvres brèves qui se succèdent laissent le plaisir de reconnaître Mozart, Beethoven, Schubert, Haydn... Moment en suspens dans ce film tendu au fil de l'histoire, au fil de chaque musique et de chaque temps.
Avec Schoenberg, Berg et Webern, cette tension est « peur, angoisse et mort », et elle atteint son point absolu. On peut regretter des inégalités dans la qualité des interprétations et la rareté des sous-titres qui laisse pour les mélomanes non avertis, trop d'œuvres dans le mystère, mais c'est un voyage dans la musique comme on en souhaiterait souvent. — A. B.



Jeux de détail

DRAMATIQUE : LES DERNIERS MALHEURS DE SOPHIE

Jeudi 28 août

France-Culture, 14 h 30

En 1967, à l'occasion du centenaire de la publication des *Malheurs de Sophie*, de la comtesse de Ségur, R.J. Chautard et Claude Martin eurent l'idée de composer, sous forme de pièce, une suite de dix cruels événements de la vie de la célèbre Sophie. Ils inventèrent pour l'occasion ce qu'il ne faut pas craindre d'appeler un genre nouveau, celui du « scénario, scènes, scénettes ». On ne saurait dire si cette formule a fait école, mais, ce qui est sûr, c'est qu'elle a appliqué parfaitement à son premier résultat : un divertissement radiophonique à la fois décalé et rigoureux, souple et fin, composé avec un sens classique des relations entre l'ensemble et le détail, et qui pousse impitoyablement l'auditeur dans les arcanes de la légèreté.

Sophie a grandi, elle est devenue « une jeune fille ». Après avoir subi toutes les tentations, commis tous les péchés de l'enfance, consacré tous les châtiments, et après avoir, au total, reçu une parfaite éducation, elle a abrégé l'âge adulte avec une conscience égarée des interdits et des devoirs. Comme le rappelle, à l'ouverture de la pièce, une comtesse de Ségur invisible mais toujours présente, « la punition est le fondement et le rempart de notre société ». Sophie en est profondément convaincue, mais... voilà le scénario — « était-elle vraiment devenue une bonne jeune fille ? »

Grincements de portières, bruits de chevaux, froissements des roues sur le gravier du parc, musique en sourdine... La famille de Sophie arrive au château de Fleurville, où attendent déjà Camille, Madeleine et leurs parents, et où, bientôt, vont se

presser le général Dourakine, le nouveau polytechnicien, l'Anglais, Gribouille, Dilo, Cadichon, etc. « Les vacances commencent », voilà la scène.

Dès le premier repas pris ensemble, Sophie commet une bêtise : le général Dourakine a faim, elle n'a rien à lui offrir et s'en va. La comtesse de Ségur déçoit la punition : Sophie préparera un gâteau et ira le porter au général qui s'est réfugié à l'auberge de l'ange Gardien. Dans la cuisine, donc, c'est le lendemain matin, première scène. Le festival des « bêtises » et des « châtiments » commence.

Au scénario du retour de Sophie et du rassemblement de tous les personnages, humains ou animaux, créée par la comtesse de Ségur, R.J. Chautard et C. Martin ont apporté un soin quasi amoureux. Grâce à Claude-Roland Manuel, le réalisateur, les « scènes » sont également exemplaires. Les climats et les lieux (le château, la campagne, l'auberge, etc.) sont reconstitués avec exactitude par les bruits et les voix. Le plaisir d'imagination dont témoignent la mise en ondes est d'autant plus contagieux qu'il fait écho à l'avidité des personnages de Ségur, toujours en train d'inventer quelque jeu ou quelque plaisir.

Enfin, la « scénette » mérite un sort particulier. Moment de bravoure du réalisateur, c'est elle qui, certainement, permet de mieux exploiter les qualités de finesse propres à la radio. Dans les cuisines du château de Fleurville, on vous prépare en trois minutes un superbe gâteau : un vrai travail de fé, dans la superposition des bruits distincts, leur succession rapide, le rythme et l'animation. Ici le plaisir de l'auditeur est devenu musical et poétique, le son et le mot créent la chose, magiquement.

BRIGITTE ANDERSEN.

ÉMISSIONS RÉGULIÈRES

DU LUNDI AU VENDREDI

● FRANCE-INTER (informations toutes les heures) : 4 h 30, Son pied, bon ou pas ? 5 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 7 h 15, Chronique politique ; 7 h 25, Échos de la semaine ; 8 h 40, Le temps des vacances ; 9 h 50, La météo ; 10 h 30, Revue de presse ; 11 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 12 h 15, G. Klein ; 12 h 30, Chronique politique ; 13 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 13 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 14 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 14 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 15 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 15 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 16 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 16 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 17 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 17 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 18 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 18 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 19 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 19 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 20 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 20 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 21 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 21 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 22 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 22 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 23 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 23 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 24 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 24 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 25 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 25 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 26 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 26 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 27 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 27 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 28 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 28 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 29 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 29 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 30 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 30 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 31 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 31 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 32 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 32 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 33 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 33 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 34 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 34 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 35 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 35 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 36 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 36 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 37 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 37 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 38 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 38 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 39 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 39 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 40 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 40 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 41 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 41 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 42 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 42 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 43 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 43 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 44 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 44 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 45 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 45 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 46 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 46 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 47 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 47 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 48 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 48 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 49 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 49 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 50 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 50 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 51 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 51 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 52 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 52 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 53 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 53 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 54 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 54 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 55 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 55 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 56 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 56 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 57 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 57 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 58 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 58 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 59 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 59 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 60 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 60 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 61 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 61 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 62 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 62 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 63 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 63 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 64 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 64 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 65 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 65 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 66 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 66 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 67 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 67 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 68 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 68 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 69 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 69 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 70 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 70 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 71 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 71 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 72 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 72 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 73 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 73 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 74 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 74 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 75 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 75 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 76 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 76 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 77 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 77 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 78 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 78 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 79 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 79 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 80 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 80 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 81 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 81 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 82 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 82 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 83 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 83 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 84 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 84 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 85 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 85 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 86 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 86 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 87 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 87 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 88 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 88 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 89 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 89 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 90 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 90 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 91 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 91 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 92 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 92 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 93 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 93 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 94 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 94 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 95 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 95 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 96 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 96 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 97 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 97 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 98 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 98 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 99 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 99 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 100 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 100 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 101 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 101 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 102 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 102 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 103 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 103 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 104 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 104 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 105 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 105 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 106 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 106 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 107 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 107 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 108 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 108 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 109 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 109 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 110 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 110 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 111 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 111 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 112 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 112 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 113 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 113 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 114 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 114 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 115 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 115 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 116 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 116 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 117 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 117 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 118 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 118 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 119 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 119 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 120 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 120 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 121 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 121 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 122 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 122 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 123 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 123 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 124 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 124 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 125 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 125 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 126 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 126 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 127 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 127 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 128 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 128 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 129 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 129 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 130 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 130 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 131 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 131 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 132 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 132 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 133 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 133 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 134 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 134 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 135 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 135 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 136 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 136 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 137 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 137 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 138 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 138 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 139 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 139 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 140 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 140 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 141 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 141 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 142 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 142 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 143 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 143 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 144 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 144 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 145 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 145 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 146 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 146 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 147 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 147 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 148 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 148 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 149 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 149 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 150 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 150 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 151 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 151 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 152 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 152 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 153 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 153 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 154 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 154 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 155 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 155 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 156 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 156 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 157 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 157 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 158 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 158 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 159 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 159 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 160 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 160 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 161 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 161 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 162 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 162 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 163 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 163 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 164 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 164 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 165 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 165 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 166 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 166 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 167 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 167 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 168 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 168 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 169 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 169 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 170 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 170 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 171 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 171 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 172 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 172 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 173 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 173 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 174 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 174 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 175 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 175 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 176 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 176 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 177 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 177 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 178 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 178 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 179 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 179 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 180 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 180 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 181 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 181 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 182 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 182 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 183 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 183 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 184 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 184 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 185 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 185 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 186 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 186 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 187 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 187 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 188 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 188 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 189 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 189 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 190 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 190 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 191 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 191 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 192 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 192 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 193 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 193 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 194 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 194 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 195 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 195 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 196 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 196 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 197 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 197 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 198 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 198 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 199 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 199 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 200 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 200 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 201 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 201 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 202 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 202 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 203 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 203 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 204 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 204 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 205 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 205 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 206 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 206 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 207 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 207 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 208 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 208 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 209 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 209 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 210 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 210 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 211 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 211 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 212 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 212 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 213 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 213 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 214 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 214 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 215 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 215 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 216 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 216 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 217 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 217 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 218 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 218 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 219 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 219 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 220 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 220 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 221 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 221 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 222 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 222 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 223 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 223 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 224 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 224 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 225 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 225 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 226 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 226 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 227 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 227 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 228 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 228 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 229 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 229 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 230 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 230 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 231 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 231 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 232 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 232 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 233 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 233 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 234 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 234 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 235 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 235 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 236 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 236 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 237 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 237 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 238 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 238 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 239 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 239 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 240 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 240 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 241 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 241 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 242 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 242 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 243 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 243 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 244 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 244 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 245 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 245 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 246 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 246 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 247 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 247 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 248 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 248 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 249 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 249 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 250 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 250 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 251 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 251 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 252 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 252 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 253 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 253 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 254 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 254 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 255 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 255 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 256 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 256 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 257 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 257 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 258 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 258 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 259 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 259 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 260 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 260 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 261 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 261 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 262 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 262 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 263 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 263 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 264 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 264 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 265 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 265 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 266 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 266 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 267 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 267 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 268 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 268 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 269 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 269 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 270 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 270 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 271 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 271 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 272 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 272 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 273 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 273 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 274 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 274 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 275 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 275 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 276 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 276 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 277 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 277 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 278 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 278 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 279 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 279 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 280 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 280 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 281 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 281 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 282 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 282 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 283 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 283 h 30, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 284 h 15, J. P. Bertrand et A. Pavy ; 284 h 30, J. P. Bertrand et

JOSEPH-JEAN MARIANI

Ce décodage phonétique, est rendu très difficile par l'extrême variété de la voix. Il apparaît qu'un phonème est déformé par les phonèmes qui l'entourent. Il est donc nécessaire d'examiner la réalisation d'un phonème en

L'étape de synthèse possède les mêmes niveaux. À partir du concept à exprimer, on construit une phrase avec les mots du vocabulaire, les règles de la grammaire, les règles phonologiques de la langue. Pour rendre compte des déformations dues au contexte phonétique, la transformation des phonèmes en signal acoustique se fait à l'aide d'un

Dans les systèmes de synthèse par restitution de messages pré-enregistrés, le locuteur prononce chaque mot (ou phrase) du vocabulaire, qui est traité au niveau acoustique, compressé dans un rapport variant de 10 à 100, puis stocké en mémoire. C'est une sorte de magnéto-phonie instantanée, qui permet de réaliser l'avantage de ce système est qu'il conserve les caractéristiques de la voix, le naturel, l'intonation, et qu'il est valable pour toutes les langues comme l'est un magnétophone. Ses inconvénients sont : la quantité importante de mémoire qu'il faut pour stocker l'ensemble de la taille de composants électroniques, le fait que le vocabulaire soit figé (effectuellement 300 mots environ), qu'il ne soit pas possible de juxtaposer les mots sans perdre le naturel de la voix, et qu'un apprentissage soit nécessaire, obligeant parfois à l'usage d'un dictionnaire, d'une bande magnétique, aux Etats-Unis pour que le constructeur en effectue le codage fort complexe !

Plus généralement, en conception assistée par ordinateur (C.A.O.), la parole est le moyen d'accompagner une entrée graphique de l'information qui lui est relative. La parole est également le meilleur moyen d'enrichir dans l'ordinateur les phénomènes d'un meilleur note en déroulant un dialogue avec l'utilisateur d'une expérience.

En robotique, la parole sera son projet Kayak, comme la règle Renault, ou le constructeur américain Lomac prévoient d'utiliser les technologies vocales.

En robotique, la parole sera présente dans le projet Para, du Centre de la C.N.R.S. à l'École nationale supérieure de l'air, pour faire un dialogue entre l'homme et le robot.

Les applications actuelles sont apparues lorsque les progrès techniques les ont rendues possibles. Cependant bien d'autres applications, surtout dans le domaine du grand public, ne seront envisageables qu'en réalisant des progrès considérables au niveau fondamental. Les technologies vocales devraient également profiter des progrès prévus dans d'autres disciplines. En micro-informatique (où les capacités d'intégration des composants sont multipliées par deux à chaque année), en argumentaire (car il faut trouver la façon d'utiliser ces techniques qui s'agit à la fois stricte et commode), en linguistique, en sémantique, en traduction automatique, en phonétique... Une équipe de psychologues et de médecins français étudie déjà le choc émotionnel que va provoquer l'utilisation de telles machines sur les gens : comment les faire accepter, comment les intégrer, les voir, les entendre, les écouter, comment se comportera-t-on face à une machine amie (« friendly computers ») qui pourra vous répondre avec votre propre voix, et qui ajoutera un aspect humanisé à la fonction habituelle du carnet de rendes-vous, d'adresses, de confidences...

appariés, les militaires s'inscrivent à la commande vocale sur les champs de bataille, pour la conduite des chars, des avions, ainsi qu'à la reconnaissance de l'identité des personnes pour l'accès à des zones réglementées. Les militaires américains arrivent en force avec des prototypes de chars bi-fi on de téléviseurs commandés à la voix, et font parler les appareils ménagers, les montres, les calculatrices de bureau (SHARP), les horloges, les accenseurs (Eiffage). Des machines à lire, des calculateurs, des jeux électroniques sonores ont été au point pour les aveugles. I.B.M. commercialise une machine à écrire capable de relire ou d'épeler la phrase qui a été frappée. Mattel met la voix dans ses jeux électroniques et WIL-



Cependant, on voit apparaître déjà, sur le marché, une première génération de systèmes

La vérification du locuteur demande, elle aussi, une phase d'apprentissage. Le locuteur prononce alors son mot de passe, qui est traité pour mettre en relief les caractéristiques de la voix, puis est mémorisée, sur une carte magnétique par exemple. Le locuteur utilise ensuite son mot de passe et son mot de passe. Le locuteur donne son identité en introduisant sa carte magnétique dans l'appareil, prononce le mot de passe, et le système compare cette prononciation avec la référence. Si la ressemblance est suffisante, le locuteur est accepté, sinon, il est refusé. Dans 1 % des cas, le bon locuteur est refusé, dans 2 % des cas, un imposteur est accepté. Ce dernier taux atteint 20 % dans le cas d'imitateurs professionnels. Là aussi le système est indépendant de la langue parlée, mais nécessite un apprentissage et un locuteur coopératif.



LUO GIRARD

SYNTHÈSE

Ernest Federn, psychanalyste et marxiste

Fils d'un médecin intime de Freud, militant socialiste, Ernest Federn a suivi de très près les débats qui ont agité la psychanalyse et le marxisme depuis cinquante ans. Il s'occupe maintenant des prisonniers et des drogués à Vienne.

ROLAND JACCARD

ETONNANT destin que celui d'Ernest Federn, né à Vienne en 1914. Fils d'un célèbre psychanalyste, il s'inscrit d'abord le droit et l'histoire à l'université de Vienne en même temps qu'il militait au sein du parti socialiste. Emprisonné pour son opposition au régime fasciste, il connaît les camps de Dachau et de Buchenwald, d'où il ne sera libéré qu'en 1945.

Commence alors sa carrière de psychanalyste formé aux États-Unis par un ami de son père, Herman Nunberg. En 1972, cependant, il retourne en Autriche pour collaborer à la réforme du droit pénal et pour travailler en tant que psychothérapeute dans les prisons. Simultanément, il prépare, avec Herman Nunberg, l'édition complète des *Minutes de la société psychanalytique de Vienne* en quatre volumes (édit. Gallimard). Il a également publié de nombreux articles sur l'histoire de la psychanalyse et sur les rapports entre le marxisme et les découvertes de Freud. A l'occasion d'un séjour à Paris, il nous a raconté son itinéraire.

« Vous êtes le fils de Paul Federn, qui fut un des proches collaborateurs de Freud et le premier psychanalyste, avec Victor Tausk, à traiter des schizophrènes. Pouvez-vous nous parler de votre père, des relations qu'il entretenait avec Freud et du rôle qu'il joua au sein de la société psychanalytique de Vienne ?

— Mon père est né à Vienne en 1871. Mon grand-père, Salomon, était l'un des trois premiers médecins juifs libres de pratiquer la médecine après la libération de la monarchie. Il bénéficiait d'une grande considération, car il introduisit, en dépit de vives résistances, l'oscillomètre dans la pratique médicale. Il mourut à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il s'opposait à ce que son fils Paul fréquente le « Cercle du mercredi » de Freud, car il jugeait que ce ne serait pas favorable à sa carrière.

« Mon père avait été présenté à Freud par le professeur Nothnagel, célèbre spécialiste des maladies internes, dont il était l'élève préféré. C'est Nothnagel qui lui adressait des patients, parmi lesquels Wilma Bauer, qu'il épousa.

« Paul Federn fut le cinquième membre à faire partie du « Cercle du mercredi ». En 1908, il devint le trésorier de la toute nouvelle société psychanalytique de Vienne et il occupa cette fonction jusqu'en 1924, date à laquelle il fut élu premier représentant de confiance. Freud, souffrant d'un cancer, se déchargea sur lui de toutes ses obligations professionnelles.

« Mon père eut toujours à cœur que des non-médecins puissent recevoir une formation psychanalytique complète et devenir membres de l'Association internationale de psychanalyse. Il se démena beaucoup à cette fin. Il se consacra également à l'enseignement de la psychanalyse ; il tenta de fonder une nouvelle psychologie du Moi, se passionna pour les problèmes

posés par la psychose et écrivit, en 1919, la première étude sur l'application de la psychanalyse à l'histoire et à la société : « La société sans père ; contribution à la psychologie de la révolution ». Il mourut des suites d'une opération du cancer en 1950.

Vienne et Freud

— Quelle était l'ambiance sociale et culturelle à Vienne au début de ce siècle ? Freud ne cesse de critiquer ses contemporains et de maudire cette ville qu'il ignorait. Avait-il raison ? Était-ce vraiment la capitale de l'hypocrisie ?

— Le grand psychanalyste Robert Walden disait une fois que l'hypocrisie existe dans tous les pays, mais qu'aux États-Unis seulement on l'écrit avec une majuscule. Accuser Vienne d'une quelconque hypocrisie est injustifié. L'ironie avec laquelle se jugent les Viennois ainsi que leur résignation face à la vie sont autant de qualités qui le prouvent.

« Ce qui frappe, chez Freud, c'est sans doute son intégrité inflexible et son refus de tout compromis. Sa maxime : « la morale va de soi » ne lui facilitait certainement pas l'adaptation à la vie des Viennois. Il était, cependant, par là même, plus viennois que son biographe Ernest Jones n'a pu le croire. Avec lui, on a vraiment l'impression que Freud a détesté Vienne, ce qui est absurde. Jones ne comprenait rien à l'atmosphère de Vienne, mais il croyait

la connaître parce qu'il avait épousé une Viennoise. A ce sujet, sa biographie se méprend totalement sur Freud. Si ce dernier se plaignait de ses collègues et des conditions de vie des Viennois, ce n'étaient que des « grogneries » typiquement viennoises. Freud était solidement enraciné dans le milieu intellectuel viennois et son amour-haine était un trait typiquement viennois.

« Je ne peux pas répondre en deux mots sur la vie culturelle et sociale de Vienne dans les cinquante années précédant la première guerre mondiale. Il faudrait parler d'une quantité de livres et de travaux scientifiques. C'était l'époque d'un incroyable épanouissement scientifique et artistique. Cependant, tout comme les Athéniens de l'époque de Périclès, ignorant que cette apothéose était la dernière manifestation d'une société mourante, les Viennois ne savaient pas que 1914 approchait. Très rares étaient ceux qui en avaient le pressentiment.

— Toujours à propos de Freud : comment expliquez-vous qu'il ait été si peu perspicace en matière historique ? Il n'a pas prévu la désintégration de la monarchie des Habsbourg ; il s'est désintéressé du mouvement ouvrier et il n'a pas mesuré l'étendue de la menace nazie.

— Cette question ne demande pas vraiment d'explications. Freud ne s'intéressa que lorsqu'il était lycéen aux problèmes politiques et historiques. Dès qu'il se consacra aux sciences, cet intérêt s'évanouit. Son hobby était l'archéologie et il lisait beaucoup d'ouvrages littéraires ; alors qu'il aurait-il encore trouvé le temps de suivre les événements politiques ? D'après les protocoles viennois, nous savons qu'il était très favorable à des réformes sociales. Pourtant, politiquement, il était libéral et non socialiste. Il avait beaucoup d'amis parmi les socialistes et il lui arriva même de signer un manifeste électorale en faveur des sociaux-démocrates.

« Il ne prévoyait pas plus la fin de la monarchie que l'Anschluss ; mais une minorité de Viennois seulement ont vu venir les tristes jours de la construction. Nous devons « balancer » les briques, c'est-à-dire les lancer à un autre prisonnier qui se trouvait à l'environnement et qui devait les rattraper. Mon voisin portait d'épaisses lunettes et faisait tomber toutes les briques. Cela m'émerveillait et je commençai à pester contre lui et enfin je le traitai de « bon à rien ». Il

Dangereux

— Vous-même vous étiez marxiste et, déjà, sous le régime de Schuschnigg, vous avez fait de la prison.

— J'ai commencé tôt, à l'âge de treize ans, à étudier le marxisme, l'économie politique et l'histoire. Dès l'âge de douze ans, j'ai milité au sein du parti social-démocrate. Ma première fonction fut d'encadrer les contributions des membres de l'organisation socialiste pour enfants, « Kinderfreunde » (les amis des enfants). Dans l'illégalité, je fus responsable de la huitième circonscription communale viennoise des socialistes révolutionnaires. Je fus arrêté à plusieurs reprises, mais placé deux fois seulement en détention préventive, pendant quatre et huit mois. On ne pouvait rien prouver contre moi, car je n'avais jamais rien écrit qui aurait pu me compromettre. Mais, dans le dossier de police, je fus décrit comme étant un dangereux leader potentiel ; aussi la Gestapo m'arrêta-t-elle le 13 mars 1938. En fait, ils ne me firent rien ; je ne fus maltraité que dans le camp de concentration. Malgré plusieurs visas et billets de bateau pour les États-Unis, je n'en ressortis pas. Je ne fus libéré que le 11 avril 1945, par l'armée des États-Unis.

— Pouvez-vous raconter les circonstances dans lesquelles vous avez rencontré Bruno Bettelheim ?

— A Buchenwald, où je fus transféré de Dachau le 24 septembre 1938 avec d'autres détenus juifs, je fis la connaissance de Bruno Bettelheim. Nous étions arrivés de Dachau, mais nous n'étions pas encore répartis dans les différents commandos de travail. Nous étions tous alignés — c'était une journée d'autisme ensoleillé — et nous formions une chaîne pour transporter les briques jusqu'à une construction. Nous devions « balancer » les briques, c'est-à-dire les lancer à un autre prisonnier qui se trouvait à l'environnement et qui devait les rattraper. Mon voisin portait d'épaisses lunettes et faisait tomber toutes les briques. Cela m'émerveillait et je commençai à pester contre lui et enfin je le traitai de « bon à rien ». Il

rétorqua : « Et toi, tu es bon à quoi ? Moi, je suis Bettelheim. » « Et moi, Federn. » « Es-tu de la famille de Paul Federn ? » « C'est mon père. » Là-dessus, grande réconciliation, et depuis nous sommes amis. Mais sur beaucoup de points je ne suis pas d'accord avec les conceptions de Bettelheim. Je l'estime cependant énormément en tant que psychothérapeute. Si j'avais appliqué le principe de laisser tomber toutes les briques, je ne serais pas en vie. Je dois aussi ma survie au fait d'avoir été, en 1943, formé comme magou et de ne pas avoir de ce fait été envoyé à Auschwitz.

Aux États-Unis

— Vous avez émigré aux États-Unis où vous avez longtemps vécu. Quel jugement portez-vous sur l'évolution de la psychanalyse américaine ?

— J'ai vécu aux États-Unis de 1948 à 1972 et mon fils Thomas y est né. C'est là-bas que j'ai reçu ma formation de psychanalyste. Officiellement ce n'était certes pas possible, mais les amis de mon père m'ont aidé à suivre un séminaire de formation qui eut lieu pendant dix ans sous le nom de Paul Federn Study Group (Groupe d'études Paul Federn) à New York. L'hôpital Hillside de New York m'autorisa à prendre part aux conférences cliniques, ce qui m'apporta des connaissances psychiatriques.

« En ce qui concerne le développement de la psychanalyse aux États-Unis, il s'est passé exactement ce que Freud avait prévu. C'est-à-dire qu'une élite pragmatiquement égarée par la psychiatrie. Il faut dire cependant que, conscients du danger, un certain nombre de psychanalystes américains ont réagi, notamment en acceptant de former des non-médecins. A ce sujet, j'ai publié un article, intitulé d'une lettre de Freud à mon père qui est encore inédite. La lettre date de 1928 et Freud soutient fermement la haute de mon père pour l'admission des non-médecins au sein de l'Association internationale de psychanalyse. Freud a toujours insisté sur le fait que non seulement la psychanalyse n'appartient pas à la médecine, mais qu'en plus il est difficile pour les médecins eux-mêmes de l'apprendre et de la comprendre. Nous ne pouvons pas encore dire aujourd'hui avec précision quelle sorte de science

مكتبة من الأصول

est la psychanalyse, mais elle n'est sûrement pas une science naturelle correspondant aux critères du siècle passé, qui avait une conception de la science différente de la nôtre.

Prisons

— Actuellement, vous êtes et vous travaillez à Vienne. Vous vous occupez des traitements psychologiques susceptibles d'aider les drogués et les prisonniers. Est-il possible de mener une psychothérapie dans les prisons autrichiennes ? Et quels problèmes spécifiques posent les drogués ?

— Depuis 1972, j'occupe une fonction dans les prisons autrichiennes en tant qu'assistant social thérapeute formé en psychanalyse. La nouvelle loi sur la criminalité, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1975, exige que chaque détenu reçoive une assistance psychologique, considérée comme l'un des moyens lui permettant une fois mis en liberté, de s'intégrer à la communauté sociale. Mon activité allant dans le même sens que la loi, il ne dépendait plus que des directeurs respectifs des prisons où j'étais affecté de secondariser mon travail. Non seulement cela a généralement été le cas, mais en plus j'ai trouvé en la personne du docteur Karl Schreiner, directeur du plus grand établissement de détention pénale d'Autriche, à Steyr sur le Danube, un réformateur remarquable des conditions de détention.

— Ensembles nous avons élaboré un programme selon lequel le traitement des prisonniers serait établi différemment selon les diagnostics. Ceux des détenus qui sont détreus de recevoir une consultation individuelle et une aide psychologique peuvent en obtenir une à la prison tout à fait librement et ce qui est très important, avoir des entretiens confidentiels. J'ai été le promoteur de ce système et déjà des collègues plus jeunes sont en train de l'appliquer. Le point déterminant fut l'obtention de la collaboration des magistrats. Cela s'est passé mille fois plus facilement que je ne l'aurais pensé.

— En ce qui concerne la drogue, il me semble que nous avons affaire à un problème social et psychiatrique d'une complexité bien plus grande que celui de la criminalité. Toute solution s'est révélée inefficace. Il s'agit d'une épidémie de la jeunesse actuelle, qui a probablement atteint ce degré de gravité à cause de la guerre du Vietnam. Un peu comme la syphilis au système siècle qui s'est propagée avec les guerres. Les poursuites de la police ont pour seule conséquence de faire monter les prix des drogues et donc de faire naître la nécessité, chez la plupart, de devenir des criminels. Et c'est à lieu dans tous les pays : le problème est aggravé par les mesures qu'on prend pour le résoudre.

— L'expérience nous apprend que la situation ne va pas changer car les autorités compétentes sont incapables de voir le problème de la drogue sous un angle psychologique, c'est-à-dire psychanalytique. Peut-être est-ce aussi trop leur demander. Je crains que le problème de la drogue ne traverse encore plusieurs générations. Pourvu qu'il ne dure pas aussi longtemps que d'autres épidémies, qui ne sont prolongées pendant des siècles.

Popper a tort

— Le problème des relations entre le marxisme et la psychanalyse n'a pas cessé de vous intéresser. Comment envisagez-vous aujourd'hui ?

— Comme je l'ai déjà dit, j'ai étudié le marxisme pendant très longtemps, et c'est lui qui m'a conduit à la psychanalyse. Le chemin fut facile à parcourir. Marx peut certes expliquer l'infrastructure socio-économique, mais il ne dit pas comment celle-ci agit sur la superstructure idéologique. A ce sujet, j'ai commencé mes recherches déjà très tôt. Mon activité professionnelle est tout entière destinée, justement, à étudier, à chercher à comprendre cette relation. Malheureusement il est difficile de définir clairement ce qu'est le marxisme — beaucoup plus difficile que d'expliquer ce qu'est la psychanalyse. Ce qui est sûr pour moi, c'est que l'application politique du marxisme a complètement échoué. Et pourtant on ne peut pas rejeter si facilement le marxisme en tant que méthode sociologique.

— De la même façon que la psychanalyse, le marxisme sus-

cite des résistances émotives chez ceux dont il contredit les intérêts. Autre point commun entre le marxisme et la psychanalyse : ce sont des sciences qui ne sont vivantes que dans la réalisation pratique. Sur le plan académique, elles se métamorphosent vite en dogmatismes rigides. Mais peut-on vraiment mélanger la pratique et la théorie jusqu'au degré même exigé par le marxisme et la psychanalyse ? Dans le domaine de la théorie, je pense que ces deux sciences se rejoignent, et peut-être même se chevauchent-elles sur un certain nombre de problèmes. Je crois, j'espère, que bientôt elles trouveront toutes deux leur place au sein d'une anthropologie commune.

— Pour le philosophe autrichien Karl Popper, le marxisme et la psychanalyse sont non seulement car irréfutables. Vous avez eu de longues conversations avec lui à ce sujet, quels arguments lui opposiez-vous ?

— Je connais personnellement Sir Karl Popper par mon beau-frère, le physicien Franz Urbach, qui est décédé et qui est aussi cité par Popper dans son autobiographie. J'ai eu deux conversations avec Popper : la première alors que j'étais encore très jeune, à dix-neuf ans. A l'époque, il m'avait conseillé de lire Léonine. Un bon conseil.

— En 1949, je le rencontrai alors qu'il rendait visite à mes parents, tout de suite après sa première tournée de conférences à travers les Etats-Unis. Il avait parlé dans plusieurs grandes universités et se comportait très enthousiaste. Il disait que les Etats-Unis étaient un pays où coulent le lait et le miel et qu'il appartenait le futur. Je travaillai alors au sein d'un service social new-yorkais et je lui fis observer qu'il parlait de choses auxquelles il ne comprenait vraiment rien.

Hilde

— En ce qui concerne maintenant la critique que fait Popper du marxisme, je pense qu'il a tort. Ne serait-ce que parce qu'il conçoit les théories marxistes uniquement sous forme de leçons académiques. Quant à la psychanalyse, il n'y comprend tout simplement rien. C'est vraiment étonnant qu'il en parle. Il est naïf, en effet, d'affirmer de la psychanalyse que ses énoncés ne peuvent pas être réfutés. La nature même de la méthode analytique consiste à soumettre toujours chaque énoncé à l'épreuve de l'observation active. Cela fait partie de la nature d'une psychologie herméneutique comme l'a déjà montré Ricoeur.

— Si vous jetez un regard en arrière sur votre vie, quels en ont été les éléments déterminants ?

— A soixante-cinq ans, il est difficile de répondre à une telle question. L'influence déterminante a sans doute été le milieu dans lequel je suis né. Chaque membre de ma famille, jusqu'aux oncles, aux tantes et aux cousins éloignés, s'est fait un nom plus ou moins connu.

— Puis vint le néant absolu du camp Dachau, où je connus, pour la première fois, une vie d'esclave. Toutefois, je pus me rétablir assez vite et m'en sortir sans dommages considérables. Cependant, il serait faux de nier que ma vie en fut décisivement influencée. J'ai appris beaucoup de choses importantes au camp, notamment la tolérance vis-à-vis de tout ce qui est humain.

— La vie aux Etats-Unis m'a également marqué. J'ai appris que tous les hommes sont, certes, constitués de la même façon sur le plan physique, mais que, malgré tout, ils peuvent réagir très différemment par rapport au monde qui les entoure, de me rends compte, surtout, que dans le pays le plus capitaliste du monde, il n'existe aucun mouvement socialiste important. Ce qui me donna l'occasion de voir le marxisme de façon beaucoup plus critique que par le passé.

— Une psychanalyse avec Herman Numborg, l'un des plus grands élèves de Freud, fut pour moi alors le tournant décisif : je me consacrai entièrement à l'application de la psychanalyse et à laisser tomber la politique.

— Mais tous les tourments dramatiques de ma vie et bon nombre d'événements heureux quasiment incroyables ne furent pas aussi décisifs que la présence, depuis ma dix-neuvième année, de ma compagne et épouse, Hilde. Sans elle, vous ne pourriez sûrement pas être en train de m'interviewer aujourd'hui.

FAITS DIVERS

Floyd Collins l'emmuré vivant

Le drame de Floyd Collins, ce paysan du Kentucky emmuré vivant dans une caverne en 1925, a bouleversé l'Amérique. Ce fait divers hors série a été un révélateur d'un pays en plein bouleversement.

JACQUES CHABERT

CHACUNE année en France près de quinze mille amateurs de cavernes sauvages affrontent les dangers du monde souterrain. Depuis sa création, à la fin du siècle dernier, la spéléologie a vu considérablement croître le nombre de ses adeptes. Parallèlement les techniques de progression n'ont cessé de se perfectionner. Désormais on va plus vite, plus loin, plus profond, sans que ce constant dépassement des limites ait entraîné la recrudescence des accidents à laquelle on pouvait s'attendre.

C'est cependant parfois à l'occasion d'événements dramatiques que la presse en vient à s'intéresser à l'alpinisme des profondeurs. On se souvient du nom de la Pierre-Saint-Martin par la chute dans le puits Lépineux qui coûta la vie à Marcel Loubens en 1982. L'accident de Loubens ne connut aucun décor extérieur que le paysage minéral des lapiaz de la haute montagne pyrénéenne. Quelques bergers venus là en voisins apportèrent un peu de couleur locale. Mais hormis les spéléologues, acteurs eux-mêmes du drame, tout l'affaire ne rassembla sur place que peu de personnes, des journalistes pour la plupart.

C'est une tout autre ambiance qui entourait la tragédie de Floyd Collins. Plus qu'une anecdote de l'histoire spéléologique, la mort solitaire de ce paysan du Kentucky, fou de cavernes et promu du jour au lendemain héros national, compte parmi ces rares faits divers qui par leur propre dynamique éclairaient toute une époque.

Cet épisode spécifiquement américain est resté injustement ignoré en France. Norbert Cuq, dans l'inventaire des accidents souterrains qu'il dressa dans son ouvrage *Ténébre*, n'en fait pas mention, et la presse française de l'époque ne retransmit que quelques courtes dépêches d'agence qui passèrent pratiquement inaperçues. Dans un livre récent (1), deux chercheurs, l'historien Robert Murray et l'écrivain-spéléologue Robert Brucher, ont tenté de ressusciter ce fait divers vieux de cinquante-cinq ans et d'en pratiquer l'autopsie.

Immobilité

Vendredi 30 janvier 1925. Il est 10 heures du matin lorsque Floyd Collins franchit le seuil de la Sand Cave, misérable crevasse qui s'enfonce dans le sol à travers des éboulis instables. Depuis plusieurs jours Collins y travaille à déblayer des rochers, dans l'espoir de déboucher dans des galeries merveilleuses.

Dans un passage extrêmement étroit, un de ceux que les spéléologues appellent chaudière — un coup de pied malencontreux lui fait décrocher un bloc qui lui immobilise la jambe gauche. Pris de panique, Collins se met à gesticuler, ce qui n'a pour effet que de déclencher de nouveaux effondrements, qui l'ensevelissent partiellement. Ne pouvant plus bouger ni bras ni jambes, il se met à appeler au secours sans arrêt jusqu'à en perdre la voix. Cris vains, car qui pourrait l'entendre à 15 mètres sous terre, à l'extrémité de ce dédale d'éboulis ? Epuisé, il se résigne à l'attente. Il sait qu'elle sera longue.

Samedi 31 janvier. Un jour entier s'est déjà écoulé lorsque les propriétaires de la caverne, inquiets de sa disparition, se rendent à la grotte. Seul le fils de dix-sept ans s'engage suffisamment dans le boyau pour percevoir la voix affaiblie de Collins, lointaine encore, lui demandant d'apporter nourriture et outils. Terrorisé, le jeune homme s'en retourne en surface. Les opérations de secours cessent désormais engagées.

Aucun contact physique ne sera établi avec Floyd Collins avant 5 heures du soir, heure à laquelle non jeune frère Homer parvient à son niveau. On imagine mal l'horreur du lieu. Floyd repose sur le côté ; la tête, plus haute que le corps,

émerge seule de la roche. Homer doit exécuter des contorsions infinies pour nourrir son frère à la becquée.

Pendant vingt-quatre heures les descentes se succèdent, menées par les frères Collins et leurs amis. Quelques poignées de cailloux et de terre sont arrachées à grand peine, mais aucun pas décisif n'a été accompli. Peu à peu le froid, la fatigue, les épuisements ou le silence de Floyd ont raison des plus résolus. Seul Homer, presque à bout de forces, refuse d'abandonner.

Dimanche 1^{er} février. En surface les curieux commencent à affluer. Chacun donne son avis, avec d'autant plus de conviction que le whisky feulé et prohibé que l'on appelle du nom imagé de *moonshine*, clair de lune — coule à flots.

« Moustique »

La Sand Cave est située au Kentucky, en plein cœur du Cave Country, le « pays des cavernes ». Les propriétaires de grottes aménagées s'y livrent une guerre féroce pour attirer les touristes vers leurs guichets. La concurrence n'est pas moins vive parmi la presse. Le souci constant de frapper les lecteurs a amené la création d'un style particulier fait de concisions, d'abréviations, de mots familiers ou emphatiques utilisés dans une syntaxe déconcertante, langage étonnant parfois appelé *journalisme*, très difficile d'accès aux lecteurs étrangers. Dans l'affaire Collins, l'intervention de la presse ne se déroula que très progressivement.

Echoués précédemment par l'annonce de prétendus accidents, en fait des opérations montées de toutes pièces, les journalistes se méfièrent de toutes les informations en provenance de cette contrée si aride de publicité. La plupart des quotidiens locaux se contentèrent, ce jour-là, de publier de courts entrefilets de l'incident.

Le matin du lundi 3 février, un jeune homme frère de vingt-deux ans, Skeets (Moustique) Miller, envoyé spécial d'un quotidien de Louisville, le *Courier Journal*, arrive sur le site de l'accident. Homer, qui vient de s'extirper de la caverne, répond sèchement à sa demande de renseignements : « Si vous voulez savoir comment ça se passe, le trou est là. Allez-y voir vous-même ».

Et Miller, sans doute pour ne pas paraître ridicule, le prend au mot. Mal équipé, peu préparé à cette dure réputation dans la boue du souterrain, il parvient malgré tout jusqu'à Floyd. De suite, il est frappé de l'extrême solitude de l'homme. Pendant les jours qui suivront, il participera à toutes les opérations de sauvetage et, en dépit de son inexpérience, se montrera le sauveur le plus acharné. Le plus efficace aussi, considérablement avantagé qu'il est par sa petite taille.

Dès les premiers reportages de Skeets Miller — qui lui vaudront de devenir, l'année suivante, un des plus jeunes lauréats du prix Pulitzer — l'incident apparaît en gros titres dans les journaux. Et de suite la nouvelle rencontre un énorme écho à tous les échelons de la société. Le président des Etats-Unis Calvin Coolidge, et son futur successeur Herbert Hoover, alors secrétaire au commerce et ancien ingénieur des mines, suivent avec attention le déroulement des événements, imités en cela par toute la classe politique de Washington.

Dans l'entre-deux-guerres, à croissance économique rapide, les changements sociaux et culturels brutaux, ont par contre coup entraîné le besoin de héros, mécanisme par lequel s'affirme l'identité de chaque individu face à un monde hostile. Les deux personnages de Collins et de Miller ont répondu à cette demande diffuse de la population. Touchant le public au plus profond de ses fantasmes, ce fait divers, sans portée politique aucune, a concentré dans la conférence d'un seul individu l'expérience

de toute une nation dans sa lutte pour la vie. Des millions d'Américains se sont soudainement sentis enterrés vivants par procuration.

A Sand Cave les opérations se poursuivent dans un climat tendu. Des controverses acerbes naissent ; à propos de solutions les plus irréalistes. Pendant tout ce temps l'état de Floyd se détériore peu à peu. En proie à des hallucinations, il lui arrive de ne plus reconnaître les quelques personnes qui descendent jusqu'à lui, de voir des anges l'emporter au loin. Et ce sont déjà les tenants de la technicité et de l'organisation « à l'américaine » qui prennent le pas. Au clan des Collins, issu d'une société rurale et pauvre, aux mœurs frustes, nourrie des préceptes bibliques et des préjugés de leurs ancêtres irlandais et écossais, vient se substituer une autre Amérique, celle de professionnels bien payés pour qui importe avant tout l'efficacité. Les journalistes trouveront dans cet antagonisme ville-campagne un autre filon qu'ils exploiteront à longueur de colonnes.

Mardi 3 février. Un dernier essai est tenté par Skeets Miller. On ne sera jamais si près de réussir. Une bonne quantité de terre et de pierres est retirée autour du corps de Floyd. Peu à peu les bras et les cuisses sont dégagés. Skeets Miller arrive à glisser un cri sous la pierre qui bloque la jambe de Floyd. L'engin glisse à plusieurs reprises. Pendant des heures Skeets recommencera. Et toujours le verin retombera. Epuisé, le journaliste se résoudra à abandonner.

Elément un premier éboulement coupe la route qui mène à Floyd. On le dégage après de longs efforts et au prix de risques énormes. Un second se produit, manquant d'ensevelir les sauveteurs, chez qui la peur s'installe. Des mineurs appelés en renfort diagnostiquent un affaissement de galerie, phénomène commun dans les tunnels de mine et processus inexorable.

Kermesse

Les autorités officielles déclinent d'évacuer immédiatement la grotte jugée trop dangereuse. L'armée, appelée à la rescousse pour assurer l'ordre, interdit l'entrée et place des sentinelles en faction devant le porche. Les amis de Floyd, qui veulent malgré tout poursuivre le sauvetage de l'intérieur de la caverne, s'en voient refuser l'accès et chasser des lieux. L'ingénieur Carmichael, qui a présenté, dix jours auparavant, à la presse, les images des derniers instants de la lutte. Le très sérieux *New York Times* annoncera la nouvelle sur trois colonnes à la une, alors que deux autres tragédies souterraines de la même année, pourtant d'une tout autre importance — cinquante-trois et soixante et un morts — n'auront droit qu'à une page intérieure.

Depuis 1925 les spéléologues n'ont cessé de se poser une question lancinante : aurait-on pu sauver Floyd Collins ? La grille qui barrait l'entrée de la Sand Cave empêchait l'investigation qui seule aurait permis d'apporter une réponse. Pour la première fois en 1978 des spéléologues furent autorisés à pénétrer dans la caverne. Ils en tirèrent une première constatation qui venait démentir le diagnostic des mineurs : le passage ne s'est pas effondré. Les galeries naturelles, contrairement aux tunnels artificiels, sont le résultat de forces en équilibre et s'écroulent rarement dans leur intégralité.

Mais une autre surprise de taille attendait les explorateurs. Floyd Collins avait été abandonné alors qu'une voie, exigüe s'il en fut — 23 centimètres de hauteur, — mais accessible à des hommes de faible corpulence comme Skeets Miller, existait bel et bien pour l'atteindre. Contre les techniques de la ville, c'était donc les *hillbills*, les péquenauds d'un Collins, qui avaient raison. Sans doute fallait-il attendre plus d'un demi-siècle pour accepter le risque d'une telle révélation ?

Le samedi 14 février. Dans la soirée, la profondeur de 16,40 mètres est atteinte, soit une progression de... 30 centimètres en une journée de travail opiniâtre. Carmichael décide de creuser un tunnel latéral.

Elle a vingt-deux ans. Elle s'appelle Alma Clark. On va se silibonette fragile errer désespérée autour de la grotte où son fiancé lutte contre la mort. Naturellement, toute cette romance attendrissante ne repose sur rien. Alma connaît bien ce grand *Chandler* de Floyd, son oncle de quinze ans, mais ce n'est pour elle qu'un ami de son père, rien de plus. Qu'importe. L'héroïne marche. Des contrats pour des tournées théâtrales seront plus tard proposés à Alma. Elle les refusera tous.

Un traitement si artificiel de l'événement, alors même que contre toute raison Floyd était laissé depuis des jours seul et sans vivres, ne pouvait qu'engendrer un mouvement de reflux, né de ces exagérations et de ces incohérences mêmes. On se mit à douter de la réalité même de l'accident. Non, Floyd Collins n'est pas dans la grotte. On plaide, il en sort toutes les nuits par une issue discrète connue de lui seul et de sa famille. A-t-on affaire à une « gigantesque affaire de publicité » ? S'interroge *Paris-Sor* du 11 février. Le but semble évident : attirer les foules de gogos vers la Cave Country. Quant aux interviews de Skeets Miller, rien d'autre qu'une invention pour relancer les ventes du *Courier Journal*. Il fallut une procédure judiciaire, menée rondement alors même que le sauvetage se poursuivait, pour faire pièce à ces allégations.

Trop tard

Sur place les conditions empiraient d'heure en heure. La pluie ne cessait de tomber, l'eau s'infiltre par les crevasses du sol. Des pompes doivent être installées en toute hâte et le puits étayé sur toute sa hauteur.

Samedi 14 février. Dans la soirée, la profondeur de 16,40 mètres est atteinte, soit une progression de... 30 centimètres en une journée de travail opiniâtre. Carmichael décide de creuser un tunnel latéral.

Lundi 16 février. Les sauveteurs débouchent enfin dans la grotte où Floyd Collins avait pénétré dix-huit jours plus tôt. Depuis onze jours il n'a reçu ni eau, ni aucune nourriture, ni aucune visite, et cependant certains espèrent toujours. Mais on ne découvre qu'un cadavre que les crickets cavernicoles ont commencé à dévorer.

Annusé la nouvelle est colportée dans tout le pays. Dans un champ près de Cave City, sept avions attirés par la presse décolent emportés à leur bord des images des derniers instants de la lutte. Le très sérieux *New York Times* annoncera la nouvelle sur trois colonnes à la une, alors que deux autres tragédies souterraines de la même année, pourtant d'une tout autre importance — cinquante-trois et soixante et un morts — n'auront droit qu'à une page intérieure.

Depuis 1925 les spéléologues n'ont cessé de se poser une question lancinante : aurait-on pu sauver Floyd Collins ? La grille qui barrait l'entrée de la Sand Cave empêchait l'investigation qui seule aurait permis d'apporter une réponse. Pour la première fois en 1978 des spéléologues furent autorisés à pénétrer dans la caverne. Ils en tirèrent une première constatation qui venait démentir le diagnostic des mineurs : le passage ne s'est pas effondré. Les galeries naturelles, contrairement aux tunnels artificiels, sont le résultat de forces en équilibre et s'écroulent rarement dans leur intégralité.

Mais une autre surprise de taille attendait les explorateurs. Floyd Collins avait été abandonné alors qu'une voie, exigüe s'il en fut — 23 centimètres de hauteur, — mais accessible à des hommes de faible corpulence comme Skeets Miller, existait bel et bien pour l'atteindre. Contre les techniques de la ville, c'était donc les *hillbills*, les péquenauds d'un Collins, qui avaient raison. Sans doute fallait-il attendre plus d'un demi-siècle pour accepter le risque d'une telle révélation ?

(1) *Trapped*, Putnam, New-York, 1978.

CIBLES

Le tir à l'arc

CHRISTINE EFF

SILENCE pesant. Calme et discipline. Son arme à la main, l'archer vient se placer sur le pas de tir. Le corps bien droit, solidement appuyé sur ses deux jambes, légèrement écartées, dans l'alignement des épaules. L'homme est figé. Perpendiculaire à la cible pour mieux apprécier la trajectoire de la flèche qu'il tire du carquois pendu à son côté. Délicatement, il la fait glisser sur le repose-flèche de son arc et encoche. De trois doigts, à la pointe des dernières phalanges, il saisit la corde. Le bras gauche s'élève à la verticale, vers la cible. Les muscles du dos et des épaules se contractent. La tension musculaire tire le « bras de corde » et le replie en arrière dans l'alignement du « bras d'arc ». Le visage, fendu du nez au menton par la corde, vient servir de point de repère à la main qui se lève sous la mâchoire.

L'archer est maintenant parfaitement immobile. Le corps et l'esprit, tous deux occupés à « sentir » la trajectoire et la cible, doivent être en accord parfait. A cette seule condition, lorsque l'harmonie est totale, lorsque toutes les sensations se rejoignent et se fondent, la flèche s'échappe... Elle file à 300 à l'heure et vient se ficher au but avec un bruit sec. Les autres, les spectateurs, n'ont rien vu. Si ce n'est un lourd engin hérissé de tiges et de poids (1) qui se tend, et une flèche plantée dans le noir, le bleu, le rouge ou le jaune d'une cible.

Le tir à l'arc n'est pas spectaculaire. Les compétitions, même olympiques — elles ont repris en 1972 après cinquante-deux années d'absence — n'attirent pas des foules de supporters. Pour le grand public, l'arc n'est pas un sport comme les autres. D'abord prétexte pour le chasseur qui l'a inventé, il est devenu, vers 3000 av. J.-C., une redoutable arme de guerre. Plus près de nous, les mythes relayés par le cinéma d'Hélène à Robin des Bois, ont-ils contribué à multiplier les vocations d'archer ou, au contraire, à les décourager ?

L'arme toute simple de ces fiers héros n'a évidemment qu'une lointaine ressemblance avec les machines compliquées d'aujourd'hui. L'archer du vingtième siècle, coiffé de sa casquette, muni d'une carabine à la main, de laquelle il sortira visuels, stabilisateurs, jumelles, plastiques, brassards, palette de protection pour les doigts et dragonne, s'apparente plus au « jeune-cadre-dynamique-attaché-case » qu'au Sioux des grandes plaines. Or c'est justement ce dénuement, cet aspect brut et presque écologique de l'archer qui, au cinéma, faisait et fait toujours son succès auprès des jeunes générations.

En sophistiquant outre mesure cette arme mythologique, les archers d'aujourd'hui n'ont-ils pas contribué à l'enfermer dans une certaine élite ? « Nous sommes tous de même plus de trente mille en France et plusieurs millions dans le monde », réplique un adepte farouche. Et de rappeler que la Fédération française de tir à l'arc, qui existe depuis 1899 (2), a conservé nombre de ses anciennes traditions.

Dans le guide de la Fédération édité en 1975, on note que « toute infraction à la politesse et aux convenances est passible d'une punition » (art. 107, ch. II). De quoi s'agit-il ? Des « fureurs, paroles ou chansons déshonorées, injures, grossièretés, discussions violentes, etc. » Il est également interdit de « parler politique ou religion » dans le « jardin » sous peine « d'amende après avertissement et d'exclusion en cas de récidive ».

Le moins qu'on puisse dire d'un tel code, gentiment anachronique, est qu'il n'est pas fait pour attirer les jeunes. Mais, pour être tout à fait juste, il faut souligner que ces règles, comme celles relatives au parrainage et aux rites d'initiation, varient d'une compagnie à l'autre et sont appliquées avec plus ou moins de rigueur. Certaines compagnies, plus ouvertes que d'autres s'efforcent de retenir les jeunes, effrayés par une discipline qui, lorsqu'elle met ses habits de fête, est pourtant attrayante.

Le tir à l'oiseau permet à chaque compagnie d'être son « roi ». Celui qui réussit à abattre l'oiseau de bois placé devant une cible ou au sommet d'une longue perche sera nommé, au son des tambours et devant tous les officiers, chevaliers et aspirants de la compagnie réunie, « roi » du groupe. A ce titre, il aura la préséance dans toutes les autres manifestations.

Ces élections, fêtes toutes démocratiques, sont pratiquées aussi bien par les « familles » de la région parisienne que par les « rondes » de province. En revanche, seules les « rondes », qui regroupent plusieurs compagnies, organisent des « parades ». Tous les deux ans, au mois de mai, des jeunes filles en fleurs, vêtues de robes immaculées, défilent, précédant les chars, les sociétés de musique et les compagnies d'archers qui, tout à l'heure, pendant la messe en plein air viendront faire bénir leurs drapeaux.

Silence

La « parade », continue de l'ancien « pays d'arc » qui regroupe toujours la Somme, la Marne, l'Aisne et l'Oise, ouvre en fait la période du Bouquet. Après le défilé et la messe d'ouverture, les archers se rendent sur le jeu d'arc où, pendant les trois mois qui suivent, par groupe de cinq tireurs, se succèdent les compagnies désireuses de participer au Bouquet. Organisé sous forme de traditionnel tir au Beursault il leur permet de gagner le trophée du Bouquet ou d'autres prix individuels.

A Gandeu (Aisne), ce dimanche d'août, deux compagnies se sont présentées sur le jeu d'arc où, entre deux rangées de « gardes » en bois qui assurent la sécurité, se font face, à 50 mètres, deux buttes de tir. Sur ces buttes, une carte de 45 centimètres de diamètre divisée en trois zones. En son centre, superposé un carton de 12,5 cm de diamètre — le marmot — avec un noir de 40 millimètres. Le but du jeu ? Faire un noir, deux, le plus possible... au pire atteindre la carte et se voir compter un honneur. Sur le pas de tir de la butte

maîtresse, deux pelotons de cinq tireurs. A tour de rôle, après avoir saisi, chaque archer décoche une flèche, puis rejoint la butte maîtresse par l'allée latérale, dite « allée des chevaliers ». A chaque coup, le « garde-pantouf » posté près de la butte déclenche un signal sonore.

Les tirs reprennent de la butte maîtresse à la butte d'attaque cette fois. Encore dix-neuf halles (dix-neuf aller-retour). Un spectacle monotone pour celui qui n'a pas le privilège de tirer et doit respecter le silence nécessaire à la concentration. Seuls bruits tolérés : la corde qui vibre, la flèche qui se plante, la sonnerie...

Cette qualité de silence se retrouve dans les autres formes de tir à l'arc.

● LE TIR FITA, qui se pratique dans le monde entier, est réglementé par la Fédération internationale de tir à l'arc. D'où son nom. Discipline olympique, le tir FITA se dispute sur terrain plat, sur des cibles de couleur à dix zones, de diamètres différents, 1,23 m et 0,80 m suivant les distances de tir : 90 mètres, 70 mètres, 50 mètres, 30 mètres pour les hommes, 70 mètres, 60 mètres, 50 mètres, 30 mètres pour les femmes. Trente-six flèches, par volée de trois, soit 144 flèches, sont tirées à chaque distance. Bel effort quand on sait qu'à chaque tir l'archer exerce une tension qui peut aller de 20 livres à 45 livres, soit de 9 à 20 kilos.

Le tir FITA connaît deux variantes : le tir en salle et le tir fédéral sur courtes distances.

● LE TIR EN CAMPAGNE se pratique sur terrain accidenté. Tout au long d'un parcours, à des distances allant de 6 mètres à 60 mètres, vingt-huit cibles disposées chacune de manière à présenter des difficultés différentes : au-dessus d'un plan d'eau, entre deux arbres en contre-plongée, dans un jeu d'ombres et de lumières...

Suivant les distances, les diamètres varient : 60 cm, 45 cm, 30 cm, 15 cm. Le tireur effectue le parcours en deux fois. Dans une première partie (parcours hunter), il rencontre quatre cibles ; à des distances inconnues ; dans une deuxième partie (parcours field), les distances sont indiquées sur le pas de tir.

● LE TIR-CHASSE, enfin, apparaît tout récemment en France. Les cibles représentent des animaux, du cerf à l'écureuil, et sont placées de 5 m à 40 m de distance. Très populaire aux Etats-Unis, il sert de préparation à la chasse à l'arc sur gibier vivant, l'arc sur plus écologique que le tir au fusil, mais interdite chez nous.

Maîtrise de soi

Tir en campagne et tir chasse attirent déjà de nombreux amateurs qui goûtent le plaisir de passer en groupe un après-midi dans la nature tout en mesurant leur adresse. Plus qu'un sport, le tir à l'arc devient ainsi un loisir. La Fédération, qui a compris cette demande, s'efforce avec l'aide de clubs de vacances, de parcs de loisirs, de stations de

montagne, de multiplier d'autres formes de tir plus attractives. C'est le tir au drapeau qui, en mêlant tir à longue distance et tir de précision, permet à des débutants d'affronter des tireurs chevronnés. Il s'agit d'envoyer, à 185 mètres pour les hommes et à 125 mètres pour les femmes, des flèches dans un blason tracé sur le sol et divisé en cinq zones dont le centre est planté d'un drapeau.

Autre initiative : mêler sur un terrain de golf archers et golfeurs, qui pratiquent deux sports différents mais dans un esprit assez semblable. En un minimum de coups, ils doivent approcher le green. Dans une deuxième phase, le jeu consiste, pour l'archer, à faire tomber avec sa flèche une balle de liège placée sur une coupelle dans le trou qui reçoit la balle du golfeur.

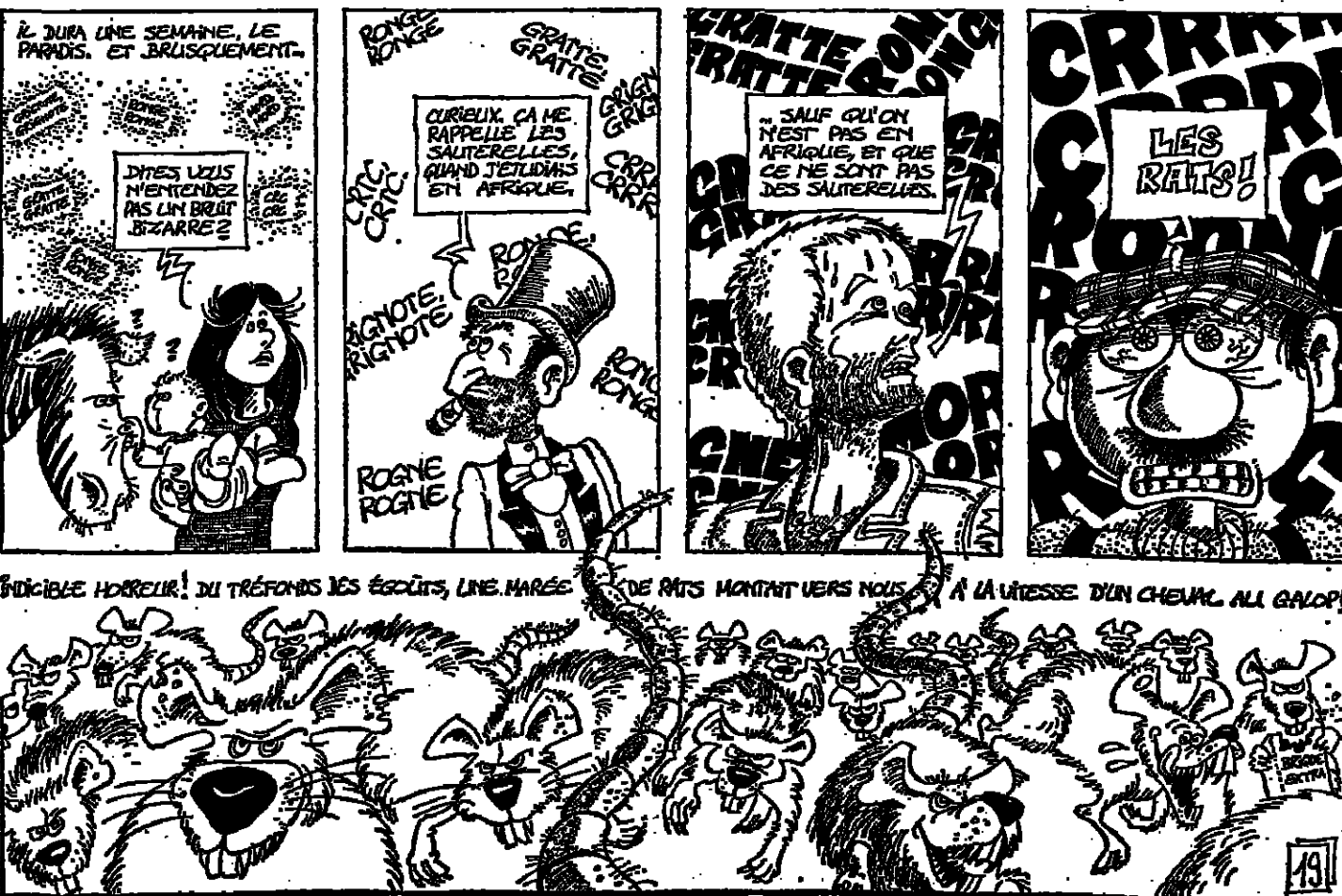
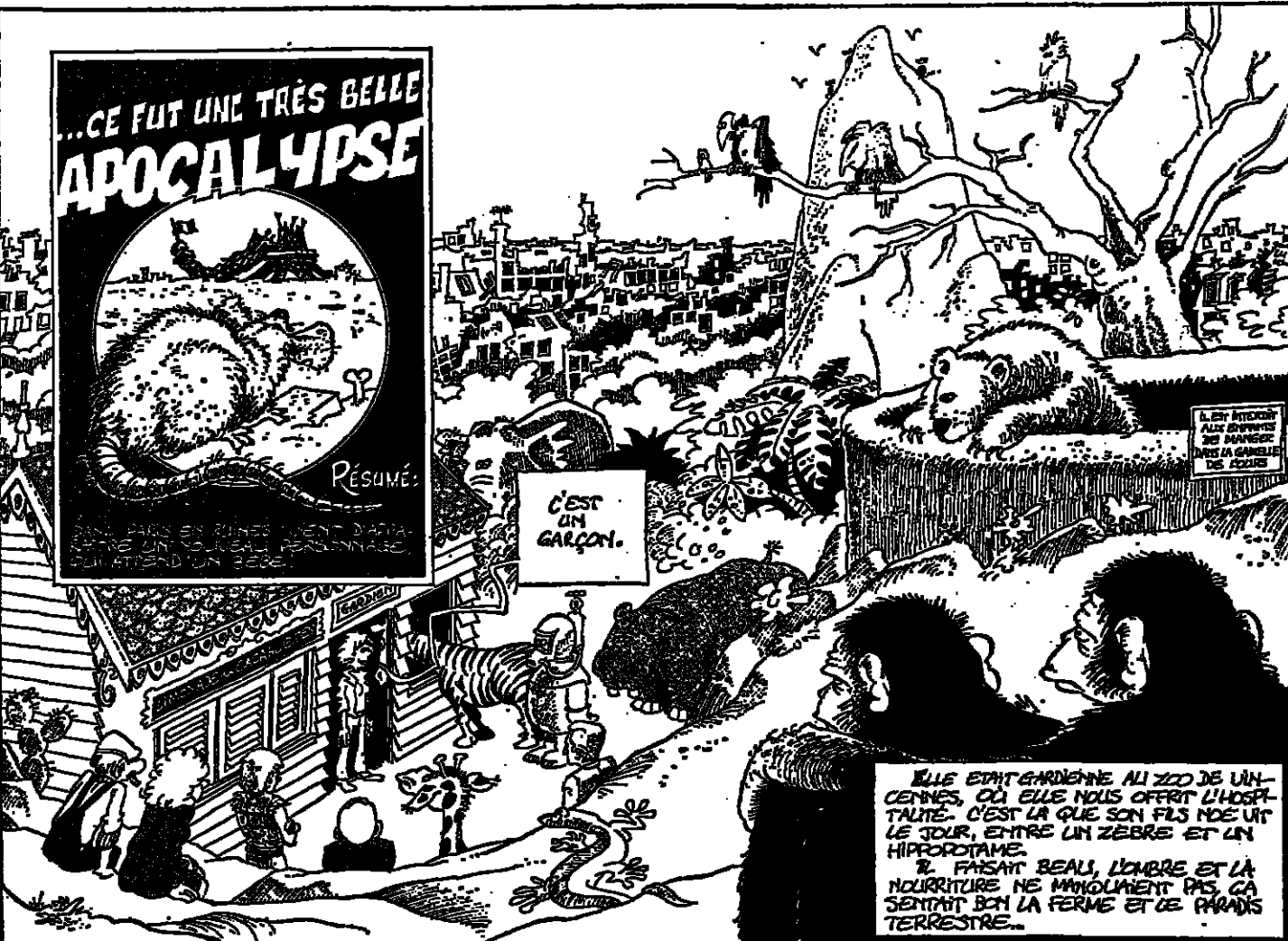
La seule difficulté, mais de taille pour la Fédération, est tout en favorisant le développement du tir à l'arc, de suivre et d'accompagner ce développement. Or l'encadrement reste très faible : un directeur technique national, un entraîneur national, huit conseillers techniques. C'est peu pour quinze mille licenciés (3), vingt-deux ligues regroupant six cent quatre-vingt-dix clubs et compagnies. C'est peu pour former animateurs et instructeurs, et pour assurer l'entraînement de l'élite qui, si elle peut suivre des stages au niveau régional ou national, est livrée à elle-même le reste du temps. Consciente de son retard et de ses faiblesses, la Fédération

multiplie les initiatives depuis quelques années. En milieu universitaire, auprès des comités d'entreprise, notamment. Au niveau scolaire, la tâche est plus difficile : les jeunes abandonnent vite dès qu'ils arrivent à placer deux ou trois flèches dans le centre de la cible... Sans compter, Or, comme l'explique Patrick Menier, directeur technique de la Fédération, « pour commencer, le plus important n'est pas de viser le centre, mais plutôt de chercher à maîtriser l'arc et les flèches, de retrouver le même geste, les mêmes points de repère, une bonne position du corps, un équilibre parfait. Tout cela pour obtenir un tir groupé, sans brûler les étapes... »

Enfin, travailler à une complète maîtrise de soi, hisser l'archerie au niveau d'un art de vivre. Les Japonais qui pratiquent le kyo-do y sont parvenus. L'archer qui a reçu un enseignement zen ne se propose plus seulement de toucher une cible, mais plutôt de parvenir à un véritable état de non-conscience où l'esprit ajoute le but de son qu'à bien le mirer l'archer se vise aussi lui-même et arrive peut-être à satisfaire (4). Une gageure pour l'esprit occidental ?

(1) Viser d'une part, stabiliser et compenser d'autre part, pour pallier le manque d'équilibre naturel de l'arc.
(2) Fédération des compagnies d'arc d'Ile-de-France en 1999 ; Fédération des compagnies d'arc de France en 1991 et Fédération française de tir à l'arc en 1992.
(3) 17 % de femmes et 23 % de jeunes.
(4) Le zen dans l'art chevaleresque du tir à l'arc, par S. Harigai (coll. Mythes et religions ; Dervy-Livres).

GERARD MATHEU



EN SAVOIR PLUS

● OU PRATIQUER :

— Dans vingt-deux ligues et six cent quatre-vingt-dix clubs. Renseignements à la F.F.T.A., 7, rue des Epinettes, 75017 Paris (226-37-00). Des stages sont aussi organisés par la Fédération.
— Dans certaines stations de montagne : Les Arcs, Valmorel, Le Corbier, Les Menuires, La Plagne, Courchevel, La Chaux.
— Au Club Méditerranée.
— Au Touring-Club de France.

● MATERIEL :

Pour un débutant : arc, flèches, palette, protège-bras, carquois et viseur : 650 F environ auxquels il faut ajouter 90 F de licence (45 F pour les jeunes) et entre 50 F et 200 F de cotisation à la ligue ou au club.

● COMPÉTITIONS :

— 30 et 31 août : VII^e Championnat d'Europe de tir olympique à Compiegne.
— 3 et 4 septembre : VI^e Championnat d'Europe de tir en campagne à Compiegne.

— 6 et 7 septembre : Championnat de France FITA à Laval.
— 13 et 14 septembre : Championnat de France classique à 50 m et à 30 m à Noyon.

— 21 septembre : premiers championnats de France FITA par équipes de clubs.

— 28 septembre : Championnat de France Beursault à Villiers-sur-Marne.

— 11 et 12 octobre : Championnat de France de tir en campagne à Chalon-sur-Saône.

— 22 et 23 novembre : Championnat du monde de tir en campagne à Nouvelle-Zélande.

● BIBLIOGRAPHIE : Le Tir à l'arc, sport olympique et le Guide fédéral du tir à l'arc (publications de la Fédération).

Tir à l'arc, par Louis Frédéric (Robert Lafont).

Arc et Arbaleste, par Pierre Dubey (Albin Michel).

Le Tir à l'arc en dix leçons, par Jean-Max Locaille (Hachette).

SCIENCE

L'iridium de la fin du monde

PAUL CARO

A fin du monde est arrivée il y a 65 millions d'années. La moitié des espèces vivant sur la Terre à cette époque ont soudainement disparu. Parmi elles, les dinosaures, les serpents de mer, les serpents volants. Ce n'était pas la première fois : en 800 millions d'années, il y a eu cinq catastrophes de ce genre dont peuvent témoigner les fossiles, les plantes, les animaux, les minéraux, les roches. Le drame affecte aussi les formes microscopiques : le plancton, les invertébrés ; en revanche, les plantes, les crocodiles, les serpents, les mammifères, survivent plus ou moins.

C'est à la limite du crétacé et du tertiaire que se place notre histoire. Une limite bien marquée. En Ombrie, en Italie centrale, on la repère par une bande d'argile d'environ 1 centimètre d'épaisseur séparant les puissantes bancs calcaires du crétacé et du tertiaire. De part et d'autre de ce trait minuscule, tout est différent. Une telle affaire a, bien entendu, fort agité les esprits, des réunions scientifiques se sont tenues, de très nombreuses hypo-

thèses ont été avancées. Une nouvelle vient d'être présentée (1) : elle a pour elle de s'appuyer sur des mesures expérimentales précises qui jettent une lueur inédite sur le problème.

On sait qu'il existe quelque quatre-vingt-dix éléments stables qui forment l'ensemble de l'univers matériel solide. Leurs abondances respectives sont très différentes : certains sont pondérants — l'oxygène, le silicium, le fer sur la Terre par exemple — d'autres sont en traces infimes. Mais, en fait, dans n'importe quel échantillon de caillou, on peut s'attendre à trouver pratiquement toute la classification périodique, pour peu que l'on dispose d'une méthode d'analyse suffisamment sensible.

Les abondances relatives d'éléments en trace peuvent varier considérablement selon l'histoire géologique et la nature des terrains. Leur détermination est une méthode couramment employée en géochimie pour caractériser les roches. Une équipe de Californiens de l'université de Berkeley a eu l'idée d'examiner pour les éléments en

trace la limite crétacé-tertiaire pour trois coupes classiques qui la mettent bien en évidence : celle d'Italie, une au Danemark et une en Nouvelle-Zélande.

L'analyse a été effectuée « par activation », c'est-à-dire après irradiation des échantillons pendant un certain temps dans une pile atomique. On mesure l'énergie des radiations émises ensuite. C'est très sensible pour certains éléments. Les Californiens en ont choisi vingt-huit. Sur ces vingt-huit, vingt-sept se comportent d'une façon analogue et ne montrent pas de fortes variations au passage de la limite crétacé-tertiaire ; par contre, un métal de la mine du platine, l'iridium, varie très fortement, sa concentration augmente de trente fois au passage de la limite pour atteindre 8,1 parties par milliard, alors que tout au long du crétacé et après, au tertiaire, sa concentration n'est que de 0,3 partie par milliard. C'est que l'iridium est un élément naturellement peu abondant dans l'écorce terrestre (0,1 partie par milliard en moyenne). En outre, il est plus répandu dans certaines météorites (500 parties par mil-

lard). Les Californiens concluent que l'excès d'iridium mesurable à la limite crétacé-tertiaire ne peut être dû qu'à un apport de matière d'origine extra-terrestre.

Leur explication est toute simple : la Terre a été percutée par un astéroïde, un gros, un de ceux qui forment ces beaux cratères qu'on admire sur la face de la Lune. A l'impact, un immense nuage de poussière et de débris s'est élevé dans l'air, assez pour atteindre la stratosphère et obscurcir le soleil pour des années. Puis peu à peu cette poussière est retombée, avec l'iridium provenant de résidus du météorite pour former, entre autres, cette fine couche d'argile de 1 centimètre d'épaisseur. Longtemps après, tout est rentré dans l'ordre. On attendait, avec un niveau d'éclairement diurne de l'ordre du dixième de celui que dispense la pleine lune, la Terre a défilé. La photo-synthèse ne pouvant plus fonctionner, les espèces qui en dépendaient principalement pour leur chaîne alimentaire ont péri (planctons, animaux marins, herbivores notamment). Naturellement beaucoup de plantes ont survécu grâce à la résistance naturelle du pollen.

On imagine aisément ce que peut être la Terre plongée dans le noir, en panne de soleil. Un calcul montre que l'astéroïde pouvait avoir 6 à 10 kilomètres de diamètre, et que la poussière injectée dans la stratosphère pouvait correspondre à soixante fois sa masse. La probabilité pour la collision d'un objet céleste de ce type avec la Terre est de l'ordre de une fois tous les cent millions d'années.

Les fossiles montrent qu'une

modification radicale du climat de la Terre a suivi cette catastrophe, d'ailleurs c'est par des modifications climatiques que d'autres hypothèses expliquent les extinctions d'espèces. Mais il est intéressant de noter que c'est actuellement par les éruptions volcaniques que l'on a tendance à expliquer les variations climatiques (2). C'est qu'en effet les éruptions envoient des poussières dans l'atmosphère. C'est le même scénario que ci-dessus : l'énergie solaire reçue à la surface de la Terre diminue.

Un cas célèbre est celui de l'éruption du Krakatoa, le 27 août 1883, qui expédia 18 kilomètres cubes de matière dans l'atmosphère. Quatre kilomètres cubes restèrent plus de deux ans. Durant cette époque, de merveilleux couchers de soleil furent observés dans le monde entier, avec, dans les régions tropicales, des effets de coloration pour le Soleil et pour la Lune.

Si des ciels enflammés de ce genre se retrouvent dans les tableaux de Turner, comme on a pu s'en rendre compte sur la Tamise à l'automne 1883, c'est qu'au début du dix-neuvième siècle se place une période de forte activité volcanique. Elle fut accompagnée d'une période climatique froide qui culmina dans l'horrible année 1816, car, en effet, il semble qu'il y ait une corrélation marquée entre les périodes de calme des volcans et les époques de climat plus chaud sous nos latitudes. On sera navré d'apprendre que de 1945 à 1970 le nombre annuel d'éruptions a doublé par rapport à la période précédente, et que l'influence sur

le climat est confirmée par les mesures de transparence de l'atmosphère. Ce n'est pas l'éruption du Mont Saint-Hélens dans l'Etat de Washington qui va arranger la chose.

La pollution ne menace donc pas seulement les rues de nos cités. Le « grand nuage qui obscurcit toute la Terre », de saint Thomas n'est pas qu'une image philosophique, ou alchimique, il peut aussi devenir une réalité instantanée. Les Gaulois, après tout, avaient bien raison de craindre que le ciel ne leur tombe sur la tête. C'est un événement dont la probabilité n'est finalement pas nulle.

A moindre échelle, il est évident que les variations climatiques ont une grande influence sur les conditions économiques, plus sans doute que tous les plans technocratiques du monde. Il ne faut pas se leurrer, ces variations existent et risquent de poser de graves problèmes politiques. On peut ainsi se rendre compte que la principale source d'énergie utilisée par l'humanité, et par les régimes vivants inférieurs dont elle dépend, est en définitive l'énergie solaire.

Habituellement que nous sommes à notre pétrole et à nos atomes, nous ne réalisons pas bien que ces sources sont négligeables à l'échelle de la planète. Elles servent juste à nos plaisirs. Mais que le soleil se voile, voilà qui est bien plus lourd de conséquences que la hausse du baril de brut.

(1) Science, 6 juin 1980, page 1095.
(2) Science, 7 mars 1980, page 1941.

LANGAGE

Lorsqu'avec ses enfants

JACQUES CELLARD

VOICI peu, un lecteur relève dans nos colonnes, dans un texte par ailleurs irréprochable, un : « Lorsque aucun autre moyen », etc., qui le heurte. Ne fallait-il pas écrire : « Lorsqu'aucun autre moyen » ? Le fait est que, d'instinct, nous nous apprêtons à lui répondre : « Vous avez raison, mille excuses. » Comme, tout de même, l'instinct n'est pas une garantie infallible, nous allons nous renseigner. Les correcteurs consultés sont pour : « Lorsque aucun... » Mais les correcteurs eux-mêmes ne valent pas une bonne règle imprimée. A nous donc les autorités. Eh bien, les autorités racontent à peu près n'importe quoi à ce sujet.

La règle paraît être que le « final de lorsque » ne se transforme en apostrophe que devant (le(s), elle(s), on, un et une. Il s'ensuit qu'il faudrait écrire : « Lorsque avec ses enfants vêtus de peaux de bêtes » (c'est ce qu'a d'ailleurs écrit Hugo !), mais aussi : « Lorsque eux-mêmes étaient touchés » (ce qui paraît déjà plus étrange), ou encore : « Lorsque en 1939 éclata la guerre. » Eh, bien sûr : « Lorsque aucun moyen n'est admis », etc.

C'est cette règle venue on ne sait d'où, incohérente et malcommode, que répètent à l'envi tous les manuels de Bien Ecrire. Le plus ancien d'entre eux, le Dictionnaire des difficultés de la langue française d'Adolphe Thomas (Librairie Larousse), en oublie même de préciser que l'élision se fait aussi devant (le(s) et elles au pluriel ! En outre, il admet que : « Certains (?) ajoutent en. » Les « certains » sont ces messieurs de l'Académie qui ont eu l'étourderie de laisser imprimer : « Lorsque en 1837... », dans la préface de leur dictionnaire.

Le dictionnaire (rival) des difficultés du français, de Jean-Paul Colin, reprend la règle aussi péremptoirement. Les « certains » qui osent éluder lorsque devant en sont devenus un « parfois », d'où il ressort clair comme le jour (si l'on peut dire) que « certains », « parfois », « sont » et « autorisés » à écrire : « Lorsqu'en 1939... », mais que d'autres, « toujours », devront écrire : « Lorsque en 1939... »

Troisième autorité : l'Encyclopédie du bon français dans l'usage contemporain, de Dupré (?), en trois volumes s'il vous plaît. L'Encyclopédie du bon français, donc, introduit une nouvelle notion dans le débat : le « s'élide » ordinairement devant (le, elle, on, un et une. Soyons justes : cet ordinairement vient en droite ligne du Dictionnaire de l'Académie (édition de 1835), et il a été repris un peu à la légère par Lit-

tré. Car, enfin, que peut signifier « ordinairement » en matière d'orthographe ? On sont les cas et les autorisations extraordinaires ?

Un peu plus libéraux et en tout cas mieux avisés, le (grand) Robert en six volumes et le Grand Larousse de la langue française (en sept) reprennent le « parfois » restrictif, mais en ajoutant avec, aussi, aucun, enfin, à la liste des solécismes. Enfin, recours ultime, le Bon usage du regrettable Maurice Grevisse enseigne que « l'élision est marquée par l'apostrophe (...) dans les mots invariables (...) lorsque, puisque, etc. ».

Enfin un peu de clarté et de bon sens ! Pourquoi faut-il que, repris de préférence, M. Grevisse ajoute que « selon certains grammairiens, l'e de lorsque, puisque, quoique, n'est remplacé par l'apostrophe que devant (le(s), elle(s), on, un et une) ainsi (cet ainsi s'ajoute donc à la fameuse liste).

La vérité est que l'on ne voit vraiment aucune raison, d'une part, de traiter lorsque différemment de jusque, derrière lequel il y a toujours élision devant voyelle, quel que soit le mot considéré, ou différemment de puisque, qui appelle également l'élision. D'autre part, de supposer que le statut grammatical des pronoms (il, elle, on) ou de l'article (un) interviendrait dans les rapports entre la phonétique et l'écriture. Il ne viendrait à l'idée de personne d'écrire : « Je crois qu'elle sera heureuse », mais « Je crois que avec lui elle sera heureuse ». Ou, comme le voudraient « certains grammairiens », d'écrire : « Quoique avec lui tu n'as rien à craindre », etc.

Composés au même titre du même second élément que, ces mots devraient en bonne logique suivre la règle de l'élision du « final devant voyelle, sauf dans le cas précis où l'on désire marquer une pause. On écrivait ainsi : Lorsqu'en 1515 François 1^{er} (la suite), mais : Lorsque, en 1515, à vingt et un ans, François 1^{er} (et la suite).

La vérité est enfin que nous vivons tous plus ou moins, en matière de chinoiserie orthographiques, sous la tyrannie brouillonne et irresponsable de « certains grammairiens » dont les à-peu-près sont indéfiniment recopiés par d'autres. C'est le jeu bête et méchant national. Dans de tels cas, peut-on respectueusement suggérer à l'Académie de se saisir du dossier, de tenir pour nulles et non avenues les incohérences et les contradictions des ouvrages antérieurs, et de dire une bonne fois pour toutes si nous sommes libres ou non d'écrire, dans ce cas précis, comme nous parlons ?



UNE NOUVELLE INÉDITE DE MICHEL REY

Le roi-lune

Un tournoi de tennis ? Un match ? Un concert spirituel ? Un festival Charles Chaplin ? Plus le grand maître des divertissements et rigolades se creusait la cervelle, plus Sa Majesté hochait une couronne décidément trop lourde. Si peu vieux, si tant blasé ! Des maîtresses à la pelle, une cassette pleine comme un œuf de Pâques, et l'ennui qui vous saute à la gorge dès le petit lever. « Quel métier ! », soupira le grand maître, profitant de l'inattention royale pour se gratter la fesse.

« Une course en sac ?... »

Congédié, il fit sa révérence — la douze mille trois cent vingt-huitième de sa carrière, — et sortit, la tête toujours basse. C'est dans l'antichambre, post-chambre en l'occurrence, que l'idée jaillit : à retardement comme d'habitude. Le grand maître revint à l'instant.

« Entrez, ordonna l'auguste voix. — Une chasse à la baleine, Majesté ? »

Le roi hochait sa couronne, mais cette fois-ci dans l'autre sens, comme quelqu'un qui soupèse une proposition. La livre inférieure débordait sur la supérieure, ce qui était bon signe. Au terme d'un assez long silence, le roi applaudit, avec la discrétion qui convenait. Le grand maître refit une révérence, ramassa la vertèbre qu'il venait de perdre et poussa derrière la porte un flichi soupir de soulagement.

Sitôt sorti de chez sa Majesté, le G.M.D.R. (pour l'administration) s'en fut chez le premier ministre. En ce temps-là, les ministres étant rangés par ordre de poids décroissant, le premier ministre était le plus gras. Le dernier ministre ne pesait pas plus de 21 kilos et se déplaçait en youpala dans les couloirs du palais. On avait dû le supprimer.

« Monsieur le premier ministre, dit le grand maître, insistez sur les majuscules, notre tête Sire exige une baleine. Ni plus ni moins. »

Le premier ministre, qui était dur d'oreille, entendit les de l'ère, puis ballerine. L'entretien fut long et difficile, mais empreint de cordialité. Vers 10 h. 45, le premier ministre comprit le problème dans toute son ampleur. A 11 h. 2, il y eut une réunion technique des fonctionnaires du palais suivie d'un grand branlebas. A 11 h. 30, un conseil des ministres extraordinaire, en présence de Sa Majesté. N'ayant droit qu'au tabouret, ces messieurs apportèrent chacun leur dossier. Le grand état-major au complet arriva un quart d'heure après, à tout hasard, précédé d'un roulement de tambours et d'autochenilles. Lorsque le silence fut revenu, les affilés à journalistes alertèrent les salles de rédaction dans un rayon de 30 lieues. La presse de Sa Majesté accourut pour ramasser les miettes d'information ; puis le Parlement fut mandé afin de voter les crédits nécessaires. Jusqu'au soir, bouillie sur les toits du palais la corne à godillots. Les parlementaires surpris embrasèrent leur maîtresse sur le seuil des portes cochères.

Restait à dégouter une baleine. Ni blanche. Ni à bosse. La blanche est aveuglante au soleil ; la bosse porte malheur. Après une épuisante navigation, la galère amirale en capture une, un peu paumée, mais grasse et riense. Le remorquage assombrissait son humeur. Nourrie avec l'ordinaire du bord, elle se distinguait en crachant les nœuds d'olive entre ses fanons. Les sirènes de Port-Royal saluèrent l'entrée du cétacé qui fut amarré au quai n° 1, photographié sous ses principaux angles, puis camouflé en cargo mixte afin d'éviter tout risque de vol.

Le roi, cependant, était retombé dans son ennui habituel. L'infatigable galopante entretenue par le premier ministre n'arrivait même plus à le décider. On lui montra les photos, qu'il



ALAIN GOUVEN

juges très nettes ; mais il fut déçu de voir la baleine si étonnamment petite (sic). On lui fit dégoûter et bismarquer l'animal, l'on d'une étonnante circonférence. Malheureusement, l'intéressé tomba malade peu après. Étant sorti de sa cabine lors de la capture, il avait reçu des embruns. Les funérailles occupèrent une deuxième journée ; ensuite de quoi, chose à peine croyable mais attestée par les chroniqueurs de l'époque, la baleine fut oubliée. C'était les vacances. Retiré dans sa résidence d'été, le roi s'y faisait un peu moins sûr. Le G.M.D.R. s'en était allé à un séminaire sur forces et politique et le premier ministre apprenait à nager. Le Parlement s'était dissous dans la nature. La baleine déprimée ; sur ses flancs creusés par la dépression, les imbrioles de son camouflage ressemblaient à des haricots.

Un matin, alors qu'un soleil automnal éveillait les jardins royaux où les oiseaux sifflaient en babilant, Sa Majesté voulut prendre l'air. Elle sortit avec une escorte réduite et prit l'allée qui traversait le parc anglais. A ses côtés, légèrement en retrait, le grand maître des divertissements et rigolades, plié en deux comme d'habitude, les chefs du protocole et de la sécurité, des maréchaux couverts de gloire et des académiciens que leur habit vert fondait dans le paysage. Suivaient des conseillers, des médecins et confesseurs, des fonctionnaires carriéristes, des banquiers en surveillance, quelques prostituées de haut rang. Dirigés par le petit-fils de

Le Nôtre, des jardiniers balayaient les feuilles mortes devant les augustes pieds. Tout allait comme sur des roulettes, lorsqu'une couleuvre endormie apparut au beau milieu de l'allée. Les gardes du corps, déguisés en ambassadeurs ottomans pour l'esthétique, firent le mur devant Sa Majesté. Un balleshardier s'étant précipité pour transpercer le reptile fut arrêté par le roi, qui s'avance, entouré d'un murmure admiratif, et écrasa lui-même la bête sous son talon. Les gens de lettres perchés dans les arbres notèrent l'exploit sur leur calepin.

Ces événements eussent lassé la baleine indifférente sans la pente par laquelle les jardins descendaient jusqu'à une terrasse dominant le port. Beau panorama. Dressée par une petite houle, la mer avait l'aspect de l'acier martelé, comme sur les gravures du siège de La Rochelle par Jacques Calot. Des gondoles, des esquifs rigoles, de fragiles barques aux voiles soyeuses glissaient entre les bâtiments de la flotte royale ancrés en quinconce. Le roi félicita son grand ordonnateur des vues et perspectives (lequel, n'étant pas là, se fichtait du compliment) avant de s'accorder à la balustrade. Un page très mignon sortit une paire de jumelles de son caddy.

« Quand chasserons-nous donc ma baleine ? », demanda le roi, après un rapide tour d'horizon.

« Mais c'est déjà fait... », balbutia le G.M.D.R., plus habitué aux trous qu'aux salières de l'auguste mémoire.

« Je veux une vraie chasse à la baleine », dit le roi, qu'avait beaucoup impressionné la projection d'un film de Cecil-B. de Mille. « Une chasse spectaculaire, implacable, lucrative. »

AUSSITÔT le bruit courut que la grande orientation du règne venait d'être définie en trois points.

Une commission extraordinaire ayant réuni les spécialistes, ceux-ci décidèrent la reconstitution « spectaculaire » d'une prise de baleine au temps des Étrusques. Quatre régiments sur pied de chasse menés par le premier bibliothécaire du roi aboutirent à la découverte de documents authentiques montrant que ce peuple courageux combattait torse nu et sans enlottes. Économique. Quant à la baleine, elle serait rabattue vers le grand bassin de radoub et mise à mort par asséchement dudit bassin. Ambiance son et lumière.

Le caractère « implacable » de l'opération sauta aux yeux des experts dès qu'ils se furent présentés devant la baleine : elle flottait, le ventre à l'air. Appelés d'urgence, les médecins diagnostiquèrent un épanchement d'humour aqueux compliqué de mimétisme portuaire. Ils ordonnèrent une mise en quarantaine. L'évêque venu bénir la victime lui ferma les yeux, le G.M.D.R. demanda à son petit doigt comment il convenait de procéder pour tracter une baleine morte, et les journalistes de la bonne presse téléphorèrent à leur rédaction que l'animal était d'une force HER-CU-LE-ENNE.

Côté « lucratif », les choses allèrent très vite. A la faveur d'une profonde nuit, la baleine fut proprement étripée, déossée, lavée de son camouflage et gonflée à 8,5 kilos. Avec ses yeux en verre qui remuaient et le petit jet sur le dessus de son orâne, elle faisait plus vrai que nature. Ex-

pressément invités à défilier devant le monstre, les populations — locales et autres — laissèrent en droits d'entrée, de regard et de sortie, la somme de 15 000 louis 108 écus 44 livres, dont la moitié à peine, après les habituelles opérations de dégraissage, parvint dans les caisses de l'État. De quoi néanmoins combler le trou des P.D.G. (pensions - dotations - gratifications). Un taxidermiste acheta la future dépouille ; un fabricant d'accessoires pour cois et sous-vêtements féminins, les fanons. Un escroc international, bien introduit dans la haute société, vendit en quelques jours soixante-douze baleineaux d'aquarium miniaturisés par un procédé japonais. Un philanthrope fit don des rognons aux enfants des écoles.

VINT le grand jour.

Diplomates, observateurs étrangers, monarques en exil, barbouzes, cordons de police, tribuns officiels, water muslin, sans oublier la foule à perte de vue qui campait là depuis trois jours. Les régiments en tenue étrusque, très admirés, sautillaient sur place pour se réchauffer. Le roi et sa suite avaient revêtu des costumes dessinés par le premier peintre de la cour, dont le talent ne pouvait être mis en cause. Peut-être la lumière un peu crue, la brise hérissant le poil des bras et des jambes nus, les cuirasses compriment certaines obésités tandis que la maigreur de l'avant-dernier ministre frisait l'indécence. Fort heureusement une sorte de frisson épique passait sur tout cela et, le soleil allumant de mille feux le papier chocolat des casques et des épées. Un sifflet d'or pendait au cou de Sa Majesté. L'état-major avait opté pour la jupe-culotte.

Insouciant et rond, la baleine nageait dans le port fermé par la flotte royale. Majesté — oui, oui — promulguée par trente pédicures habilement dissimulées sous son ventre, où avaient pris place autant de forçats excités par la perspective d'une double ration.

La manœuvre commença. Cela consistait, dans un premier temps, à rabattre la baleine vers le bassin de radoub, dont l'entrée avait été ornée d'inscriptions de bienvenue. Au contraire, investis par la troupe, les quais étaient hérissés de lances pointées vers l'eau, dont la succession dessinait un immense ruban strié et miroitant. Superbe. Lorsque, porté par on ne sait plus combien d'hommes-grenouilles, le bétail eût quitté son plan de lancement, soulevant des vagues qui vinrent laver la pierre, une fanfare de trompettes marines et de tubas-minum éclata aux quatre coins de l'espace.

« Mince ! pensa le roi, ça va quand même le coup de tenir un sceptre ! »

A l'arrière-plan, des oriflammes chamarrées s'envelopèrent le long des mâts de la flotte. La baleine, inquiète, tournait en rond. Le choc du bétail l'ayant un peu somnolée, elle titiba vers le bord, où les soldats agrippèrent leurs lances en se défilant et en poussant des cris féroces. Elle lut alors les inscriptions de bienvenue et se présenta devant le bassin de radoub, dont les portes, au coup de sifflet du roi, s'ouvrirent toutes grandes. La pauvre sorte se glissa dans le piège qui se referma derrière elle. Une immense clameur monta de la foule.

Interminable agonie de la baleine dans le bassin asséché. Silence des morts par boucanade et plaintes des blessés. Le soleil couchant teignait le ciel de pourpre et d'or, les employés mimétiques balayaient, les soldats sentaient de nouveau sur place pour se réchauffer. Interminable défilé des corps constitués.

Ayant vidé sa coupe de champagne, le roi remonta seul au palais. « Je monte, pensa-t-il, et l'ennui descend. » Le grand maître des divertissements et rigolades — qui eût apprécié — parvint à le rattraper après avoir semé quelques courisants. Le voyant plié en deux, le roi l'invita à se redresser.

« C'est à cause d'une crampo, Majesté... »

Lorsqu'il eut retrouvé son sourire, le G.M.D.R. montra au roi les résultats des premiers sondages :

« Vous gagnez douze points. Il était temps ! »

Le roi hochait sa couronne d'une manière pensive, la livre inférieure hésitante. Puis, s'étant tourné, il se débouonna au pied d'un magnolia centenaire :

« Je rempile donc pour sept ans... », murmura-t-il en pliant les jarrets. Car, en ce temps-là, le roi était élu tous les sept ans.

Démocratiquement.

Michel Rey a reçu la bourse Goncourt de la nouvelle en 1975. Une nouvelle de lui, « La Collectionneuse », a été publiée dans le Monde Dimanche du 20 mars.

Le record C.E.E.

Le

réponse de Varsovie

M. Gierch l'est appelé
Les grévistes de G...
indépendants malgré

Said et moi

les murs de

مكتبة من الأم